

SENAT

TABLE ALPHABÉTIQUE DES ORATEURS ET AUTEURS

SESSION ORDINAIRE 1951-1952.

A

Adam, sénateur provincial du Luxembourg.

Doc. — N° 88. Proposition de loi tendant à encourager le remembrement des immeubles ruraux par voie d'échanges.

N° 110. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat.

N° 122. Rapport : Proposition de loi complétant la loi du 14 juillet 1951 relative au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands.

N° 173. Amendements : Proposition de loi tendant à encourager le remembrement des immeubles ruraux par voie d'échanges.

N° 209. Rapport : Budget des pensions pour l'exercice 1952.

N° 318. Rapport : Projet de loi modifiant l'arrêté royal du 30 septembre 1937 relatif à la création d'un Institut national de Crédit agricole.

N° 363. Rapport : Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952.

N° 379. Amendement subsidiaire : Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique.

N° 383. Rapport : Projet de loi autorisant le Roi à soumettre au régime forestier des bois et forêts, propriété des provinces.

Ann. — Proposition de loi tendant à encourager le remembrement des immeubles ruraux par voie d'échanges. — Dépose la proposition, p. 257.

Proposition de loi complétant la loi du 14 juillet 1951 relative au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — Dépose le rapport, p. 459. — Discussion générale. — Discours : Estime que la proposition n'est pas fondée, p. 549.

Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat. — Discussion générale. — Observation, p. 546.

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la politique des prix défendue au sein du gouvernement, la rentabilité de l'agriculture, la politique suivie dans le domaine des produits laitiers, les prix de direction du beurre, les subsides aux sous-produits laitiers, la valorisation du lait écrémé, la production de poudre de babeurre, le problème des prix de la viande porcine, l'achat de vaccin contre la fièvre aphteuse, pp. 759 à 762.

Budget des pensions pour l'exercice 1952. — Dépose le rapport, p. 941. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'incidence qu'ont sur les finances publiques les améliorations apportées dans le secteur des pensions sociales, l'accroissement des charges par suite de l'augmentation de la durée moyenne de la vie, les effets de l'augmentation constante du nombre des agents des services publics, l'avant-projet régissant les pensions des fonctionnaires et employés civils de l'Etat qui a été élaboré par la commission mixte de réforme, pp. 1010 à 1042.

Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven concernant les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le vif mécontentement de la province de Luxembourg au sujet du Fonds des routes, et la nécessité d'affecter un crédit par priorité à l'achèvement des bâtiments de la station de recherches de Libramont pour la culture des pommes de terre, pp. 1069 à 1070.

Proposition de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue d'encourager les échanges d'immeubles ruraux non bâtis. — Discussion générale. — Discours : Expose le but de sa proposition, déclare que le remembrement constitue un moyen de combattre l'exode rural, souligne les avantages d'un regroupement des terres et donne les motifs pour lesquels la loi de mai 1949, sur le remembrement volontaire, a fait échec, p. 1097.

Adam (suite)

Projet de loi modifiant l'arrêté royal du 30 septembre 1937 relatif à la création d'un Institut national de Crédit agricole. — Dépose le rapport, p. 1350. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet a pour but de renforcer les moyens d'action de l'Institut national de crédit agricole en augmentant d'une part le fonds de premier établissement et, d'autre part, le montant de la garantie de l'Etat, p. 1400.

Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique. — Intervient dans la discussion de l'art. 2, p. 1540.

Projet de loi autorisant le Roi à soumettre au régime forestier des bois et forêts, propriété des provinces. — Dépose le rapport, p. 1553.

Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — Dépose le rapport, p. 1553. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la partie excédentaire des bénéficiaires visée par le projet de surtaxe; les objectifs de ce projet : en premier lieu procurer à l'Etat des ressources pour satisfaire aux exigences impérieuses du réarmement et ensuite promouvoir certains investissements d'intérêt général, en immunisant de la surtaxe les bénéficiaires excédentaires qui y seront consacrés; l'analyse des points principaux qui firent l'objet de discussions à la commission des finances : la détermination de la période imposable, les formules de références, la question des immunisations et la possibilité d'exonérer de la surtaxe les plus-values, pp. 1611 à 1614; Estime que le projet, après les modifications qui y ont été apportées, paraît acceptable; insiste à nouveau sur le fait que la surtaxe ne porte que sur la tranche excédentaire, pp. 1637 et 1638. — Intervient dans la discussion des articles 1^{er}, p. 1632; 5, p. 1660; 6, p. 1674.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 1730. — Justifie son vote, p. 1775.

Allard, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Doc. — N° 9. Proposition de loi concernant les rémunérations du personnel des provinces, des communes, des administrations subordonnées aux provinces et aux communes et des associations des communes.

N° 268. Amendements : Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952.

N° 303. Amendements : Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952.

N° 351. Proposition de loi relative au numérotage des listes de candidats pour les élections communales.

N° 416. Rapport : Projet de loi modifiant les limites territoriales de la ville de Bouillon et de la commune de Sensenruth.

N° 443. Rapport : Projet de loi portant annexion de la commune de Neuville-sous-Huy à la commune de Tihange.

N° 450. Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés.

N° 464. Rapport : Projet de loi portant rattachement du hameau de Neuville, commune de La Gleize, à la commune de Francorchamps.

N° 465. Amendements : Projet de loi majorant la dotation du fonds des provinces et modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

N° 468. Rapport : Projet de loi portant annexion de la commune de Vissoul à la commune d'Oteppe.

N° 469. Rapport : Projet de loi portant annexion de la commune de Linchet à la commune de Modave.

N° 480. Amendement : Proposition de loi relative au numérotage des listes des candidats pour les élections communales.

Allard (suite)

N° 518. Proposition de loi tendant à l'abrogation : 1° de la loi du 16 mai 1925 accordant une indemnité aux officiers de police qui remplissent les fonctions de ministère public auprès des tribunaux de simple police; 2° de la loi du 12 juin 1937 portant règlement des frais de greffe et de parquet près les tribunaux de police chargés de desservir plusieurs cantons; 3° de l'article 131, 8°, de la loi communale.

Ann. — Proposition de loi concernant les rémunérations du personnel des provinces, des communes, des administrations subordonnées aux provinces et aux communes, et des associations de communes. — Dépose la proposition, p. 11.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952. — Intervient dans la discussion des articles 503, et 509, p. 1132.

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème de la décentralisation, la politique de l'Etat à l'égard des communes, le problème des intercommunales, la question de l'autonomie communale, la répartition du fonds des provinces, la nécessité d'augmenter le fonds d'assistance publique, le problème des grandes villes, la répartition du fonds spécial pour les communes dont la situation est particulièrement obérée, les dépenses de communes pour l'instruction publique, les résultats du recensement linguistique de 1947, l'autorisation à accorder aux fonctionnaires de poser leur candidature aux élections communales, la réadmission de certains fonctionnaires collaborateurs, le blocage des travaux communaux, l'interdiction de remplacer les fonctionnaires communaux décédés, l'établissement de l'impôt foncier, pp. 1360 à 1364. — Concernant l'aide spéciale accordée aux communes en déficit, p. 1385. — Observation concernant l'article 24, p. 1386.

Proposition de loi relative au numérotage des listes de candidats pour les élections communales. — Dépose la proposition, p. 1461.

Projet de loi modifiant les limites territoriales de la ville de Bouillon et de la commune de Sensenruth. — Dépose le rapport, p. 1648.

Projet de loi portant annexion de la commune de Neuville-sous-Huy à la commune de Tihange. — Dépose le rapport, p. 1708.

Projet de loi modifiant les limites territoriales de la ville de Bouillon et de la commune de Sensenruth. — Discussion générale. — Discours : Déclare que si l'on veut défendre l'autonomie communale, il faudra se décider un jour, sans recourir à la contrainte, à fusionner les trop petites localités afin de leur permettre d'avoir des fonctionnaires à leur service, sans devoir recourir à des fonctionnaires itinérants, p. 1716.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741. S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Observations concernant l'application des lois, p. 1782.

Projet de loi portant rattachement du hameau de Neuville, commune de La Gleize, à la commune de Francorchamps. — Dépose le rapport, p. 1819.

Projet de loi portant annexion de la commune de Linchet à la commune de Modave. — Dépose le rapport, p. 1854.

Projet de loi portant annexion de la commune de Vissoul à la commune d'Oteppe. — Dépose le rapport, p. 1854.

Projet de loi portant annexion de la commune de Neuville-sous-Huy à la commune de Tihange. — Discussion générale. Discours : Demande s'il ne serait pas possible de simplifier la procédure de fusion des petites communes et estime qu'il serait préférable de parler de fusion et non d'annexion de communes, p. 1859.

Projet de loi majorant la dotation du Fonds des provinces et modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Souligne le fait que la situation est extrêmement variable d'une province à l'autre, que les fonds versés au Fonds des provinces proviennent surtout de certaines provinces où le rendement des impôts est élevé. — Estime que l'on doit s'inspirer, pour la répartition de la dotation supplémentaire, des principes qui ont servi de base à l'aide accordée à certaines communes en déficit. — Déclare que certaines provinces sont en déficit parce qu'elles ne font pas un effort fiscal suffisant, p. 1863.

Proposition de loi relative au numérotage des listes de candidats pour les élections communales. — Discussion générale. — Discours : Estime que le système du numérotage uniforme des listes dans le pays, appliqué à deux reprises aux élections législatives, pourrait être adopté aux élections communales et être appliqué tout au moins aux grandes agglomérations, pp. 1935 à 1936.

Allard (suite)

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.

Proposition de loi tendant à l'abrogation : 1° de la loi du 16 mai 1925 accordant une indemnité aux officiers de police faisant fonction de ministère public auprès des tribunaux de police; 2° de la loi du 12 juin 1937 portant réglementation des frais de greffe et de parquet près les tribunaux de police chargés de desservir plusieurs cantons; 3° de l'article 131, 8°, de la loi communale. — Dépose la proposition, p. 2045.

Allewaert, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Thielt.

Doc. — N° 50. Proposition de loi complétant l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 10 avril 1951 portant coordination des lois relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles. N° 330. Proposition de loi modifiant l'article 18 de la loi du 8 mars 1951 relative aux impôts sur les revenus.

Ann. — Budget du ministère des finances pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les séquestres, les titres qui n'ont pas été estampillés en temps opportun, l'impôt sur le capital, le retard des décisions en appel, la part des communes dans les arriérés des impôts ordinaires, la taxe sur les motocyclettes, p. 98.

Proposition de loi complétant l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 10 avril 1951 portant coordination des lois relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles. — Dépose la proposition, p. 99.

Discussion de la déclaration du gouvernement, formé le 15 janvier 1952 sous la présidence de M. Van Houtte. — Discours : Concernant : le chômage en Flandre occidentale et le problème des investissements, p. 248.

Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952 du projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nécessité de procéder plus rapidement à l'approbation et l'exécution de travaux communaux et de mettre les chômeurs au travail par l'exécution de travaux de voirie, p. 1062.

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. — Interpellation jointe de MM. Troclet, Verbert et Moulin à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation financière de l'assurance maladie-invalidité et sur les mesures envisagées pour y porter remède. — Interpellation jointe de M. Glineur à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation du secteur maladie-invalidité, les causes de son déficit permanent et ses conséquences pour les travailleurs assurés ». — Discussion générale. — Discours : Concernant le chômage sévissant en Flandre occidentale, le problème des frontaliers et des saisonniers, la situation des ouvriers du textile, la nécessité d'étendre le bénéfice de la sécurité sociale aux non-salariés, le problème des allocations familiales, le problème de l'assurance maladie et l'opportunité d'accorder plus de pouvoirs aux organismes locaux et aux mutualités, la question des allocations de la mère au foyer, les pensions de vieillesse des non-salariés, pp. 1274 à 1275.

Budget des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'organisation d'une enquête sur le chômage par industrie et par région; l'encouragement à l'exportation et les mesures pour combattre le dumping pratiqué par d'autres pays, la nécessité, en ce qui concerne les accords commerciaux avec les autres pays, de favoriser les produits des industries frappées par la crise, le nivellement des droits d'entrée par les différents pays, l'application intégrale de l'union Benelux, p. 1443.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire. — Justifie son vote et s'abstient au vote, p. 1885.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Discussion générale. — Discours : Demande au gouvernement de créer des possibilités d'emploi, pp. 1960 à 1961. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1978.

Ancot, sénateur de l'arrondissement de Bruges.

Doc. — N° 40. Rapport : Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux, portant sur des immeubles à revenus modiques.

N° 65. Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

N° 256. Rapport : Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal.

Ancot (suite)

- N° 444. Amendements : Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946.
- N° 445. Proposition de loi tendant à modifier l'article 19 de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques.
- Ann. — Donne lecture, dans les deux langues nationales, du rapport concluant à l'admission de M. Cambier comme membre du Sénat, p. 5.
- Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1952. Discussion générale. — Discours : Concernant : le rôle de la gendarmerie, l'orientation qui est donnée à la gendarmerie, l'armement des gendarmes, l'état d'esprit qui règne parmi les gendarmes, pp. 23-24.
- Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux portant sur des immeubles à revenus modiques. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 144.
- Proposition de loi modifiant l'article 140 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire. — Discussion générale. — Discours : Donne les raisons qui ont animé la commission de la justice à rejeter la proposition, p. 180.
- Fait personnel relatif à une interruption de M. Harmegnies, p. 202.
- Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : Donne les raisons pour lesquelles il a présenté sa démission comme rapporteur, rappelle l'économie générale de la législation sur les baux à loyer et l'évolution prévue à son début, attire l'attention sur la situation malheureuse de certains petits propriétaires, expose la portée de l'engagement pris par le gouvernement le 20 octobre 1951, se déclare partisan d'une prorogation moyennant certaines améliorations et estime que le moment est venu de rentrer dans le droit commun, pp. 195 à 199. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er} (nouveau), p. 202, et de l'article 5 (nouveau), p. 206. — S'abstient au vote, p. 210.
- Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les causes qui déterminent la progression de la criminalité impunie, l'évolution de la procédure pénale, la réorganisation fondamentale de l'organisation judiciaire, le contingent des magistrats, les faillites de certains notaires, la nomination des notaires et la question de la sécurité intérieure et extérieure de la Belgique, p. 495 à 497.
- Proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce (Doc. 44). — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 566.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Discussion de l'article 14. — Estime que l'Etat interjette trop souvent appel, p. 636.
- Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — Dépose le rapport, p. 1143.
- Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952. — S'abstient au vote, p. 1345.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951 et octroyant des vacances supplémentaires d'ancienneté. — S'abstient au vote, p. 1346.
- Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'intention du gouvernement de maintenir dans l'énoncé de l'article 123sexies les seules garanties relatives à l'activité politique des personnes qualifiées inciviques, à l'exclusion de toutes activités et qualités qui n'ont pas de caractère politique; le fait d'être inscrit à un barreau belge; le droit de participer à l'enseignement donné dans un établissement public ou privé; le droit de participer à l'exploitation ou à la rédaction de journaux, périodiques ou écrits diffusés en public, pp. 1425 à 1427 et 1431 à 1433. — Discussion des articles. — Justifie son vote, p. 1459.
- Projet de loi relatif à la protection de la canne blanche. — Discussion générale. — Discours : Estime qu'il faudrait d'abord savoir si vraiment des abus sont commis dans ce domaine, p. 1514.
- Projet de loi créant le chevron de captivité pour les militaires capturés par l'ennemi au cours de la campagne 1914-1918. — S'abstient au vote, p. 1533.
- Projet de loi relatif à l'expertise et au commerce des viandes. — S'abstient au vote, p. 1588.
- Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 1674.
- Proposition de loi abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946 relatifs au taux des fermages. — Dépose la proposition, p. 1688.
- Proposition de loi tendant à modifier l'article 19 de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques. — Dépose la proposition, p. 1709.

Ancot (suite)

- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote sur la proposition de renvoi en commission, p. 1695. — Discussion générale. — Discours : Analyse le but poursuivi par la présente loi : trouver une solution équitable adaptée aux circonstances actuelles et dit que sa proposition vise simplement à apporter une solution au cas où le projet de loi serait rejeté. — Estime qu'il n'existe aucun motif pour ne pas retourner immédiatement au droit commun, mais que toutefois une période de transition doit être prévue, pp. 1703-1704. — Intervient dans la discussion des articles 1^{er}-1, p. 1731; 4, p. 1741.
- Projet de loi réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires et accordant la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps de paix. — S'abstient au vote, p. 1771.
- Proposition de loi relative aux billets de banque perdus ou volés. — S'abstient au vote, p. 1771.
- Projet de loi portant rattachement de la commune d'Eudeghien à l'arrondissement administratif d'Ath. — S'abstient au vote, p. 1771.
- Projet de loi modifiant les limites territoriales de la ville de Bouillon et de la commune de Sensenruth. — S'abstient au vote, p. 1771.
- Projet de loi autorisant le Roi à soumettre au régime forestier des bois et forêts, propriété des provinces. — S'abstient au vote, p. 1771.
- Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 1950 créant l'Ordre des médecins vétérinaires. — S'abstient au vote, p. 1771.
- Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — S'abstient au vote, p. 1771.
- Projet de loi complétant la loi du 15 avril 1884 sur les prêts agricoles. — S'abstient au vote, p. 1771.
- Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 88) concernant l'organisation du service de l'emploi adoptée à San Francisco le 9 juillet 1948 par l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trente et unième session. — S'abstient au vote, p. 1771.
- Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1772.
- Projet de loi portant ratification de certains arrêtés du Régent pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. — S'abstient au vote, p. 1772.
- Projet de loi relatif à la tarification de certains actes des huissiers. — S'abstient au vote, p. 1772.
- Projet de loi relatif aux magistrats autorisés à accepter une fonction judiciaire auprès d'un organisme international. — S'abstient au vote, p. 1772.
- Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les forces armées en campagne, et annexes, signées à Genève le 12 août 1949; b) convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, et annexe, signées à Genève le 12 août 1949; c) convention internationale relative au traitement des prisonniers de guerre, et annexes, signées à Genève le 12 août 1949; d) convention internationale relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, et annexes, signées à Genève le 12 août 1949. — S'abstient au vote, p. 1774.
- Projet de loi portant reconnaissance de la commission tripartite pour la restitution de l'or monétaire. — S'abstient au vote, p. 1774.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.
- Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Relève le cas des inciviques; n'admet pas qu'on crée pour eux une catégorie spéciale de citoyens. — Déclare qu'il s'agit d'une faveur à l'origine, mais qu'une fois la loi votée, elle devient un élément du patrimoine et du droit civil, p. 1785. — S'abstient au vote de l'article 4, p. 1792.
- Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire et proposition de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1846.
- Projet de loi relatif aux traitements et au calcul de l'ancienneté des greffiers des Cours et tribunaux et des secrétaires des parquets. — Intervient dans la discussion de l'article unique, p. 1849.
- Projet de loi portant : a) révision des dispositions exceptionnelles de l'arrêté-loi du 27 février 1947, modifiant les arrêtés royaux des 7 et 8 août 1939 sur les assurances mutuelles maritimes contre les risques de guerre et b) abatement sur le remboursement des primes pour assurances contre les risques ordinaires et de la guerre, avancées par la régie de la marine pour les bâtiments de pêche évacués en Grande-Bretagne.

Ancot (suite)

pendant la guerre. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le problème ne se trouve pas réglé définitivement par le projet de loi, mais que celui-ci apporte une sérieuse amélioration en faveur des pêcheurs. — Demande s'il est opportun d'incorporer dans l'organisation d'assurance mutuelle obligatoire tous les navires sans distinction. — Déclare qu'une certaine inégalité continue à exister, mais que par contre l'indemnisation, en vertu de l'assurance contractée, a été accordée immédiatement, pp. 1928 à 1929.

Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — Discussion et vote des articles. — Discours : Déclare que l'indépendance est encore plus grande lors d'un vote simultané que lors d'un vote successif, p. 1943.

Projets de loi conférant la naturalisation. — S'abstient au vote, p. 2043.

B**Baers (Mlle), sénateur coopté, secrétaire du Sénat.**

Doc. — N° 376. Amendement au texte présenté par la commission : Projet de loi organique de l'enseignement normal.

N° 490. Sous-amendement : Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1^{er} septembre 1920, interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans.

Ann. — Proclamée secrétaire du Sénat, p. 6.

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'attitude de la commission de la santé publique, la famille, les intérêts familiaux et la politique familiale, p. 430. — Concernant l'aide à accorder aux personnes déplacées, p. 463.

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant la réforme du statut des écoles d'assistance sociale, p. 514. — Concernant le problème de la moralité des films, p. 517.

Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant la réparation des accidents du travail dont sont victimes les fonctionnaires de l'Etat et autres organismes, p. 534.

Projet de loi organique du Conseil national du travail. — Discussion générale. — Discours : Demande que le parlement ne soit plus placé devant un fait accompli à la suite des décisions prises par la Conférence nationale du travail, et attire l'attention sur l'aspect familial de certains problèmes, p. 1109. — S'abstient au vote, p. 1147.

Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952. — Discussion de l'article 511. — Observation concernant la réalisation de travaux d'hygiène, p. 1133. — S'abstient au vote, p. 1144.

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1143.

Budget des pensions pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1143.

Budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1143.

Budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 1143.

Projet de loi instituant un Fonds spécial et temporaire des routes. — S'abstient au vote, p. 1144.

Projet de loi contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1940. — S'abstient au vote, p. 1144.

Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de Fer belges à émettre sous la garantie de l'Etat des emprunts à concurrence d'une somme de 3,170 millions de francs pour couvrir les dépenses de premier établissement et l'augmentation enregistrée dans la valeur du stock des approvisionnements. — S'abstient au vote, p. 1145.

Proposition de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en vue d'encourager les échanges d'immeubles ruraux non bâtis. — S'abstient au vote, p. 1145.

Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1939 instituant un Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers. — S'abstient au vote, p. 1146.

Proposition de loi modifiant l'article 43 du Code électoral. — S'abstient au vote, p. 1147.

Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi organique du 23 décembre 1946 portant création du Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 1147.

Projet de loi prorogeant l'existence de l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires. — S'abstient au vote, p. 1147.

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} juillet 1948 relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire. — S'abstient au vote, p. 1148.

Projet de loi contenant le budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. Interpellation jointe de MM. Troclet, Verbert et Moulin à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation

Baers (Mlle) (suite)

financière de l'assurance maladie-invalidité et sur les mesures envisagées pour y porter remède ». Interpellation jointe de M. Glineur à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation du secteur maladie-invalidité, les causes de son déficit permanent et ses conséquences pour les travailleurs assurés ». — Discussion générale. — Discours : concernant l'organisation internationale du travail, le rapport de l'O. M. S. relatif aux influences sur la santé mentale résultant d'une séparation précoce du jeune enfant de sa mère, la valeur économique de la tâche de la ménagère, le problème des allocations familiales différenciées, la révision prochaine de la convention de Washington relative à la protection de la femme au travail avant et après l'accouchement, les conséquences néfastes du travail salarié des mères, p. 1225 à 1227. — Intervient dans la discussion de l'article 21/5, p. 1321.

Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste. — Discussion générale. — Discours : Motive son abstention, p. 1269.

Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique. Discussion générale. — Discours : Déploie que M. Verbert défende un point de vue auquel il n'a fait aucune allusion en commission, p. 1537.

Projet de loi relatif à la protection de la canne blanche. Discussion générale. — Discours : Croit que les inconvénients ne valent pas les avantages procurés par le projet de loi; demande que le projet ne soit pas ajourné et, au cas où il le serait, de le renvoyer à la commission de la santé publique aux fins de rapport complémentaire, p. 1527.

Projet de loi organique de l'enseignement normal. — Intervient dans la discussion de l'article 30bis, p. 1587.

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparations. — Discussion générale. — Discours : Voudrait voir le projet modifié en ce qui concerne la situation de la veuve qui se remarie et la pension de la veuve mariée après le fait dommageable. — Regrette que l'article 6 ait été renvoyé à la commission, p. 2005.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. — Discussion des articles : S'abstient au vote sur l'amendement de M. Harmegnies tendant à insérer un nouvel article 4, p. 2013.

Projet de loi abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boissons. — Discussion générale. — Discours : Concernant la nécessité de contingerter les débits de boissons, p. 2014.

Baert, sénateur provincial de la Flandre occidentale.

Doc. — N° 80. Rapport : Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952.

N° 509. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

N° 519. Proposition de loi tendant à modifier l'article 33 de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service du 15 juin 1951.

Ann. — Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la formation des officiers de la gendarmerie, p. 19. — Concernant : l'âge minimum des candidats-officiers, p. 23. — Concernant : le niveau intellectuel des officiers de gendarmerie, p. 23.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Observation concernant l'ajournement, p. 558. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'incorporation tardive des universitaires, p. 598. — Concernant : la nécessité des vingt-quatre mois de service, le problème des exemptions et des sursis, l'effort à accomplir dans le cadre de l'armée européenne, les dangers qui menacent la situation militaire, la mission de nos soldats, l'effort financier exigé de la Belgique, la situation des officiers flamands, les examens d'admission à l'Ecole royale militaire, la nécessité d'un contrôle sur les dépenses militaires, p. 622 à 625. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 632.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire. — S'abstient au vote, p. 1885.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Discussion générale : Emet des considérations, p. 2020.

Proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Dépose la proposition, p. 2045.

Baur, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

Ann. — Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : concernant l'insuffisance des crédits à la recherche scientifique, p. 722. — S'abstient au vote, p. 753.

Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — Examen des articles du tableau. — Discours : Se plaint au sujet du retard apporté par les ministres pour répondre aux questions qui leur sont posées, p. 1946.

Baur (suite)

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Examen des articles du tableau. — Intérieur : Intervient dans la discussion de l'article 25, p. 1969.

Beaucarne, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres.

Ann. — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris, le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175, du 13 juin 1935, portant création d'un Institut de Récompte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San Francisco, le 6 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'Exploitation des Transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Behogne, ministre des travaux publics.

Ann. — Motion d'ordre de M. Moulin concernant le développement du trafic routier et la nécessité de prendre des mesures de sécurité au carrefour dit « Barrière de Bury ». — Fait remarquer que le ministère des travaux publics propose aux communes l'établissement d'une signalisation lumineuse, dont les frais de placement incombent au département, p. 14.

Projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes. — Dépose le projet, p. 288.

Interpellation de M. Missiaen à M. le ministre des travaux publics et à M. le ministre de l'instruction publique « sur le sabotage officiel en matière d'exécution de la loi du 2 avril 1948 relative au Fonds des constructions scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat. — Discussion. — Discours : Traite des pouvoirs des membres du conseil d'administration du Fonds Vanderpoorten et des responsabilités des ministres de l'instruction publique et des travaux publics, donne lecture de la liste des établissements scolaires disposant de tous les locaux nécessaires, donne la raison pour laquelle il faut faire appel à des architectes privés lors de la construction d'écoles dans le cadre de la loi sur le Fonds Vanderpoorten et expose la politique suivie par les deux ministres intéressés, p. 440 à 442.

Interpellation du comte de la Barre d'Erquennes « sur la nécessité de procéder à des travaux de démergement de la vallée de la Haine, en vue de mettre fin à une situation qui va chaque année en s'empirant et provoque de graves inondations des communes riveraines de cette rivière ». — Interpellation de MM. Bouilly et Harmegnies « sur les travaux d'assainissement et de démergement à effectuer dans la vallée de la Haine, en vue d'éviter les inondations catastrophiques dont les habitants de cette région industrielle sont victimes cette année encore ». — Discours : attire l'attention sur les difficultés rendant malaisée l'évacuation des crues de la Haine, expose les mesures envisagées afin de mettre le centre de Quaregnon à l'abri des inondations, souligne que seule l'administration des travaux publics est responsable des travaux à effectuer à la Haine et que dès lors ces travaux ne peuvent être confiés à une intercommunale et rappelle que des crédits seront prévus au budget extraordinaire afin d'exécuter les travaux pour la protection de la Haine supérieure, p. 582-583.

Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un Fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : concernant les conditions requises pour l'octroi de subsides aux communes, p. 1066. — Concernant : les travaux réalisés au cours de l'année 1951 : dans le domaine routier, le domaine des ponts, des voies hydrauliques, du bâtiment et de l'urbanisme. — Concernant : les crédits pour la réparation de dommages de guerre aux biens des communes et des provinces, l'application de la loi Brunfaut, l'ampleur des travaux qui pourront être exécutés en 1952, la nécessité économique du canal de Charleroi-Bruxelles, la nécessité de terminer le canal Nimy-Blaton, le contournement, par voie d'eau, de la ville de Gand, les améliorations sensibles apportées au réseau routier, les objectifs du Fonds temporaire des routes, l'effort spécial prévu pour les

Behogne (suite)

chemins touristiques de la province de Luxembourg, le financement du Fonds des routes, les efforts faits par les fonctionnaires du département, l'établissement d'un Code de la route, l'éducation des usagers de la route, l'amélioration de la voirie communale dans la province de Limbourg, l'installation de signaux aux carrefours et l'éclairage des routes, le problème du reclassement des routes, l'utilisation des produits de nos carrières pour les constructions publiques, le crédit prévu en faveur de l'Institut textile de Gand, la liquidation des subsides dus aux communes, l'établissement de l'autoroute d'Anvers, les travaux d'entretien aux routes, la construction d'un home pour gardes-malades à l'asile d'aliénés de Mons, la situation linguistique dans le département, le recrutement d'ingénieurs, p. 1074 à 1079. — Concernant : la recherche d'un remède pour éviter les inondations dans la région du Démer, les travaux au pont de Tamise, p. 1079. — Concernant : la législation en matière d'urbanisme, la négociation d'un accord avec la Hollande relatif au bouchon de Lanaye, l'écluse de Terneuzen et le canal du Moerdijk, p. 1090 à 1092. — Concernant : le reclassement des routes, les travaux au bâtiment du gouvernement provincial de Mons, la mise au travail des chômeurs, les mesures à prendre en vue d'éviter les inondations, l'aménagement des routes vers le Luxembourg, l'emploi de chaux hydraulique, le problème de la Durme, la question des barrages et la liaison Meuse-Moselle-Rhin, la réalisation de la route de Wallonie, le revêtement des routes, les infractions à la loi sur l'urbanisme, le recrutement des ingénieurs, la redistribution des locaux des administrations publiques, la question des conducteurs des travaux publics, pp. 1114 et 1115. — Intervient dans la discussion des articles 3 et 5 du projet de loi instituant le Fonds des routes, p. 1125 et 1126. — Intervient dans la discussion des articles suivants du budget des recettes et dépenses extraordinaires : articles 489, et 495, p. 1130; 511, p. 1132.

Interpellation de M. Sledsens à M. le ministre des travaux publics « sur le plan général d'aménagement de l'agglomération anversoise et le projet de construction d'une partie de l'autoroute Anvers-Ruhr sur la ceinture de fortifications de cette agglomération ». — Discussion. — Discours : Souligne la nécessité de placer des autoroutes le plus près possible des agglomérations pour décongestionner le trafic local et celle de la séparation des trafics. — Souligne les avantages incontestables du projet étudié par le département des travaux publics et promet de réexaminer la question en détail, p. 1818.

Beulers, sénateur provincial de Liège.

Ann. — Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés. — Discussion générale. — Discours : fait remarquer que le projet améliore sensiblement le sort des mineurs invalides, p. 173.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Récompte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Binot, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies.

Ann. — Projet de loi interprétant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 167.

Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux, portant sur des immeubles à revenus modiques. — S'abstient au vote, p. 167.

Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 168.

Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — S'abstient au vote, p. 169.

Bouilly, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies, secrétaire du Sénat.

Doc. — Nos 199, 215 et 237. Amendements : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952.

Bouilly (suite)

Ann. — Proclamé secrétaire du Sénat, p. 6.

Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — S'abstient au vote, p. 169.

Discussion de la déclaration du gouvernement formé le 15 janvier 1952 sous la présidence de M. Van Houtte. — Justifie son vote sur l'ordre du jour de confiance, p. 284.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (Plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le fonctionnement de la Caisse d'épargne et les crédits affectés au financement des logements modestes, les doléances des classes moyennes au sujet de l'application de la taxe de transmission, la taxe sur les cartes d'identité délivrées aux étrangers, les « heffingen » prélevées sur le beurre hollandais importé, pp. 395 à 398.

Motion d'ordre concernant l'opportunité de remettre son interpellation relative aux travaux de démergement à effectuer dans la vallée de la Haine, p. 577.

Interpelle M. le ministre des travaux publics « sur les travaux d'assainissement et de démergement à effectuer dans la vallée de la Haine, en vue d'éviter les inondations catastrophiques dont les habitants de cette région industrielle sont victimes, cette année encore ». — Discours : Attire l'attention sur le travail fourni par le comité chargé de la constitution d'une intercommunale de la Haine, pp. 578 à 580 et 583.

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le retard à rattraper par la Wallonie sur la Flandre dans le domaine du progrès agricole, la politique des prix et la rentabilité de l'agriculture, la taxation du beurre hollandais importé, la rationalisation et agriculture, la mise à la disposition des agriculteurs de crédits pour la modernisation de leurs exploitations, le remembrement des terres, l'insuffisance de l'effort fait par le gouvernement pour l'assainissement des terres, la législation sur les polders et les waterings, la lutte contre la fièvre aphteuse, la nécessité de développer les sociétés coopératives agricoles, Benelux, les pensions de vieillesse et les allocations familiales et l'extension de la sécurité sociale aux travailleurs indépendants, pp. 735 à 739.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Récompte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, et projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes et de l'interprétation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Demer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les travaux à effectuer dans la vallée de la Haine afin d'éviter les inondations, l'exécution de travaux communaux en vue de la résorption du chômage, la nécessité d'améliorer les routes qui mènent au château de Belœil, les signaux lumineux à placer aux carrefours dangereux, l'éclairage de la route Bruxelles-Paris, le mode de financement du Fonds des routes, la taxation frappant la circulation automobile, la nécessité de construire un home rattaché à l'asile d'aliénés de Mons, pp. 1050 à 1052.

Proposition de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en vue d'encourager les échanges d'immeubles ruraux non bâtis. — Discussion générale. — Discours : Invite le gouvernement à déposer un projet sur le remembrement obligatoire, p. 1098.

Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles 421bis, p. 1129; 489, p. 1130, et 498, p. 1131.

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : une mesure prise par le ministre de l'intérieur contre le conseil communal de Biévène, qui n'a pas respecté la situation résultant du recensement linguistique de 1930, et concernant l'emploi des langues en matière administrative, p. 1388.

Motion d'ordre relative à l'examen du projet de loi concernant l'emploi des langues en matière administrative, p. 1388.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal du 30 septembre 1937 relatif à la création d'un Institut national de crédit agricole. — Discussion générale. — Discours : Estime que le projet répond à un besoin urgent, mais qu'il est insuffisant pour mettre l'I. N. C. A. en mesure d'accroître son activité sur le terrain de l'équipement technique et de la coopération, p. 1401.

Projet de loi relatif à l'approbation des comptes de prévision de la régie des services frigorifiques de l'Etat belge pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1531.

Projet de loi organique de l'enseignement normal. — Intervient dans la discussion de l'article 30bis, p. 1587.

Bouilly (suite)

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion générale. — Discours : Estime que le taux de fermage proposé est exagéré et n'a pas un caractère équitable, p. 1684 et 1685. — S'abstient au vote sur la proposition de renvoi en commission, p. 1695. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}-1, p. 1731.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1946 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 1883.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.

Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 2044.

Boulanger, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Doc. — N° 17. Proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux, en vue de la protection du fonds de commerce.

N° 186. Amendements : Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952.

Ann. — Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Dépose la proposition, p. 37. — Intervient dans la discussion de l'article unique, p. 144.

Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 141. — Justifie le vote de son groupe, p. 168. — S'abstient au vote, p. 168.

Propositions de loi tendant à modifier la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce (Doc. 17 et 44). — Discussion générale. — Discours : Expose les modifications que compte apporter sa proposition à la loi du 30 avril 1951, p. 562. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er} de la proposition Boulanger, p. 564, et de l'article 1^{er} de la proposition Clynmans, p. 566.

Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance. — S'abstient au vote, p. 573.

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le manque de vaccin contre les maladies du bétail, la pression exercée sur les fabricants de margarine, l'index des prix des produits alimentaires, les réserves faites à l'égard du Plan vert, les attachés agricoles, l'inégalité dont sont victimes les agriculteurs dans la sécurité sociale, l'exode rural, l'activité de la F. A. O. et les subventions sollicitées pour cette œuvre, la politique préconisée au cours des conférences agricoles qui ont eu lieu en Belgique, les investissements sur le plan agricole, la rémunération des huissiers du département, les taux de fermage, le résultat atteint par Benelux, l'aide Marshall, les intérêts des cultivateurs sur le marché intérieur, la distribution de lait dans les écoles, les terres non cultivées, l'industrie sucrière, la diminution de la superficie agricole, le remembrement des terres, la désertion des campagnes par les jeunes, pp. 763 à 766. — Observation concernant l'article 23, p. 795.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation des vieillards prioritaires, les problèmes des coopératives, l'opportunité de débloquer les fonds des sinistrés qui voudraient reconstruire, le loyer trop élevé des maisons et des appartements, p. 967.

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951; interpellations du baron de Dorlodot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs sur la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le paiement des allocations familiales avec effet rétroactif, l'importance des frais de déplacement du personnel, l'inutilité de la somme prévue en faveur des dirigeants de bureau, le crédit prévu pour les réquisitions de guerre dans les magasins de la S. N. C. F. B., le traitement trop peu élevé accordé aux chauffeurs d'autos et du personnel du département, les nominations faites au bureau des postes n° 1 à Namur, l'exemption de taxe sur les réparations de wagons américains, le contrat qui lie les gérants des buvettes de gares et les tenanciers d'aubettes de journaux, les traitements et pensions des agents de la Société nationale, l'effort fourni par le personnel des chemins de fer, l'opportunité d'électrifier la ligne Bruxelles-Herbethal, p. 993. — Concernant une promesse faite par le ministre, en matière de tourisme, lors d'un congrès des hôteliers à Dinant, p. 1001.

Boulanger (suite)

Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : relève les extraits de presse critiquant la politique économique du gouvernement et expose les motifs pour lesquels le groupe communiste ne votera pas le budget. — Parle du problème du commerce entre l'est et l'ouest, pp. 1416 à 1418.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion générale. — Discours : S'oppose au renvoi en commission de crainte de voir le projet renvoyé indéfiniment, p. 1695. — S'étonne que dans aucune des interventions il n'ait été fait allusion à la concurrence hollandaise, dont on se plaint pourtant beaucoup, estime que c'est faire fi du rapport des forces que de dire que les parties s'entendront, que la situation se trouve aggravée par l'écart existant entre le coût de production et les prix agricoles, manifeste sa surprise devant le fait, que l'on semble trouver naturel, que la loi existante est violée, pp. 1701-1702.

Projet de loi portant reconnaissance de la commission tripartite pour la restitution de l'or monétaire. — S'abstient au vote, p. 1774.

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Attire l'attention du ministre sur un grand nombre d'injustices, pp. 1778 à 1779.

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparations. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le rattachement des pensions à l'index, les invalides étrangers, l'indemnité de 50 p. c. aux veuves remariées, le conseil d'experts chargés de fixer le degré d'invalidité, p. 1998 à 1999.

Ajournement du Sénat. — Discours, p. 2046.

Briot, sénateur provincial du Brabant.

Ann. — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : concernant le problème de la bonification d'ancienneté aux invalides de guerre qui sont agents de l'Etat, p. 538.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175, du 13 juin 1935, portant création d'un Institut de Récompte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951; interpellations jointes du baron de Dordot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le reclassement du personnel des communications, la nécessité de revaloriser les fonctions techniques à la R. T. T., la suppression des nominations de faisant-fonctions d'aide à la R. T. T., la création d'un cadre de facteurs; des télégrammes, la question des voyages gratuits, le système peu harmonieux de la reclassification des postes, la nécessité d'une revalorisation des fonctions et des grades de la marine, la péréquation des pensions des cheminots, pp. 959 à 964.

Budget des pensions pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la charge des pensions, la péréquation des pensions civiles et militaires, la situation des pensionnés de la S. N. C. F. B., l'âge de la retraite, p. 1043 à 1045.

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1143.

Projet de loi organique de l'enseignement normal. — Intervient dans la discussion de l'article 12-2, p. 1580.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'insuffisance du projet, le rattachement à l'index, la rétroactivité, p. 2004.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.

Broeckx, sénateur coopté.

Doc. — N° 182. Rapport : Projet de loi organique du Conseil national du travail.

Ann. — Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Proteste contre les crimes et les attentats commis contre la liberté de conscience de millions de personnes, p. 66.

Projet de loi organique du Conseil national du travail. — Dépose le rapport, p. 715. — Discussion générale. — Discours : Rappelle les antécédents du projet et fait remarquer que les réformes de structure qu'il propose établissent le principe de la solidarité et de la collaboration dans les entreprises, p. 1105. — Observation concernant l'article 2, p. 1138.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire. — Justifie son vote, p. 1884.

Buisseret, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Doc. — N° 39. Amendement : Proposition de loi modifiant les lois du 15 octobre 1945 établissant un impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi et celles des 16 octobre 1945 et 30 mai 1949 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre.

N° 140. Proposition de loi tendant à créer un fonds spécial et temporaire des voies navigables.

N° 211. Amendement : Projet de loi relatif à la liquidation de la Banque d'Emission à Bruxelles.

N° 278. Amendement : Projet de loi relatif à la liquidation de la Banque d'Emission à Bruxelles.

N° 309. Amendement : Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952.

N° 344. Proposition de loi réglementant les ventes de soldes.

N° 366. Amendement au texte présenté par la commission : Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952.

N° 369. Amendements : Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux.

N° 385. Proposition de loi tendant à créer un statut des émigrés.

N° 403. Amendement : Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952.

N° 406. Amendements : Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux.

N° 410. Amendements au texte présenté par la commission : Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952.

N° 412. Amendements : Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises.

N° 428. Amendement : Projet de loi relatif aux magistrats autorisés à accepter une fonction judiciaire auprès d'un organisme international.

N° 438. Amendement : Projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées par l'arrêté royal du 30 novembre 1935 et complétant l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, relatif aux titres belges et étrangers.

N° 503. Amendement : Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs.

Ann. — Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les indemnités accordées aux gendarmes, les soins médicaux et pharmaceutiques, la réglementation en matière de logement, la question des pensions, les barèmes, le statut des sous-officiers de la gendarmerie, le rôle des comptables, la tâche du corps de la gendarmerie, pp. 15 à 17.

Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la politique de la Belgique sur le plan européen, les relations avec Benelux, notre position créditrice dans l'U. E. P., la convertibilité des monnaies, le problème des voies d'eau, les questions portuaires, le contrôle et la limitation des armements, la structure de l'appareil militaire de la défense européenne, la coopération allemande et le réarmement, les tâches des organisations internationales, la nécessité d'éclairer les divers peuples sur les faits internationaux, l'Unesco et la question des manuels d'histoire, la nécessité d'améliorer la condition des peuples arriérés, la justification du vote qui sera émis par son groupe, pp. 54 à 57.

Budget du ministère des finances pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la question de l'allègement de la fiscalité, l'augmentation incontestable de l'ensemble de la fiscalité, la complication et la multiplication des impôts, les méthodes pratiquées par l'administration, l'importation temporaire de robes, la question des timbres fiscaux et taxes assimilées, les inégalités dans les barèmes, pp. 99-100. — Concernant : les méthodes fiscales, p. 123.

Buisseret (suite)

- Proposition de loi modifiant les lois des 15 octobre 1945 établissant un impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi et celles des 16 octobre 1945 et 30 mai 1949 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre. — Intervient dans la discussion des articles 2, pp. 148-149; 4, pp. 150 et 152.
- Projet de loi interprétant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 167.
- Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux, portant sur des immeubles à revenus modiques. — S'abstient au vote, p. 167.
- Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 168.
- Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — S'abstient au vote, p. 169.
- Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — Discussion générale. — Discours : Traite des objections émises en ce qui concerne le plan Schuman et déclare que le texte du traité contient tout ce qui est nécessaire pour limiter, par une saine interprétation juridique, les dangers qui ont été signalés, pp. 366 à 368.
- Proposition de loi tendant à créer un fonds spécial et temporaire des voies navigables. — Dépose la proposition, p. 573.
- Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les difficultés qui entravent la réalisation de la paix scolaire, l'évolution de l'école moderne, l'organisation scolaire dans une démocratie moderne, la campagne engagée contre l'école officielle, l'état des locaux des établissements officiels, les conditions d'ouverture d'une école publique, l'agrégation d'écoles libres, la situation d'inégalité de l'enseignement officiel, le développement de l'enseignement primaire neutre, le problème de l'enseignement technique, la situation des universités de l'Etat, pp. 712 à 715.
- Budget des pensions pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la lenteur apportée au règlement de la question des pensions, la nécessité de respecter les droits acquis et d'étudier le régime des veuves ainsi que celui des cumuls, la situation des anciens agents du Nord belge, p. 1042.
- Budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952; projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes, et interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le recrutement et la rémunération du corps des ingénieurs des travaux publics, la question de la redistribution des locaux des administrations publiques, la nécessité de réaliser une coordination entre les divers départements, la tâche de l'administration de l'urbanisme, la signalisation le long des routes, la mauvaise répartition des travaux relatifs aux autoroutes, le problème des réserves naturelles d'eau, l'opportunité de créer un Fonds des voies hydrauliques, les crédits prévus pour les ponts de La Boverie et du Commerce de Liège, la question du port pétrolier, le contrôle à exécuter sur les travaux publics, le volume des dépenses militaires, pp. 1113 à 1114.
- Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'action sociale dans la colonie, la collaboration des coloniaux au Conseil colonial, le problème des allocations familiales, le projet d'un monument Stanley, la nécessité de reviser l'application au Congo des libertés constitutionnelles, pp. 1206 à 1207.
- Projet de loi autorisant le ministre des colonies à exécuter, sur ressources extraordinaires, un plan décennal pour le développement économique et social du Congo belge. — Discussion générale. — Discours : Estime que le plan manque de souplesse et demande qu'on poursuive les travaux d'entretien et de modernisation des routes, qui ne sont pas prévues au plan décennal, p. 1211.
- Interpelle MM. les ministres des affaires étrangères et des travaux publics « sur le retard apporté depuis plus d'un an à la solution des trois grands problèmes portuaires », p. 1229.
- Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant le problème de l'autonomie provinciale et de l'autonomie communale, p. 1382.
- Proposition de loi réglementant les ventes de soldes. — Dépose la proposition, p. 1443.
- Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Reproche au gouvernement d'introduire la notion de zones privilégiées, les définissant comme étant des zones

Buisseret (suite)

- de chômage permanent ou structurel, et lui dit l'inquiétude qui règne en de nombreux milieux à ce sujet; estime que la grosse question n'est pas le chômage structurel, mais bien la quantité de chômeurs, et que, d'autre part, la notion du chômage permanent est singulièrement confuse; juge que si des mesures doivent être prises pour combattre le chômage grave, il faut à tout prix éviter les discriminations territoriales et chercher des solutions qui tiennent compte de la nature des industries, pp. 1479 à 1481.
- Interpellation de M. Dehousse à M. le ministre des affaires étrangères « sur les mesures qui s'imposent pour défendre et faire aboutir la candidature de Liège, seule candidature belge, au siège de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, au lendemain de l'Assemblée de Strasbourg et à la veille de la réunion des six ministres du plan Schuman ». — Discussion. — Discours : Se réjouit de l'unanimité manifestée dans la recherche d'une solution nationale, p. 1496.
- Proposition de loi tendant à créer un statut des émigrés. — Dépose la proposition, p. 1546.
- Projet de loi organique de l'enseignement normal. — Intervient dans la discussion des articles 4, pp. 1573, et 12, p. 1580. — S'abstient au vote sur les amendements à l'article 12, pp. 1580 et 1581. — S'abstient au vote du projet de loi, p. 1589.
- Interpellation à MM. le premier ministre, le ministre des finances, le ministre des affaires économiques et des classes moyennes et le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la façon dont le gouvernement prétend porter remède au chômage et les déclarations faites à ce sujet par le premier ministre au « Vlaamse Club ». — Discussion. — Discours : Demande ce que le gouvernement entend par chômage structurel et quelle est l'ampleur qu'il lui confère. — Estime que le chômage en Belgique n'est pas structurel, que nous manquons moins de possibilités de travail que de débouchés accessibles. — Constate que les remèdes envisagés ne s'appliqueraient de plein droit qu'aux seules zones qualifiées de zones de chômage permanent. — Estime qu'il faudrait d'abord définir les industries nouvelles et craindre l'arbitraire administratif. — Dit que les dégrèvements fiscaux qui seraient obtenus par le système gouvernemental des critères purement territoriaux sont injustifiables en droit constitutionnel comme en fait. — Rappelle les mesures qui se substitueront avec avantage aux projets qu'il dénonce, pp. 1601 à 1605. — Déploie que le gouvernement ne se rend pas compte de la gravité des mesures qu'il élabore, p. 1611.
- Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — Intervient dans la discussion de l'article 6, pp. 1161 à 1662, 1666, 1674.
- Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — Discussion générale. — Discours : Estime qu'il faut donner à l'Otraco la plus large autonomie, mais que des garanties doivent être prises pour assurer une gestion respectueuse des règles qui ont présidé à la constitution de l'Office. — Dit qu'il faut favoriser la voie nationale, mais que l'exclusivisme ne peut pas être poussé trop loin, p. 1722. — Souligne l'intérêt des tarifs différentiels des transports au Congo, p. 1724. — S'abstient au vote, p. 1776.
- Projet de loi relatif aux magistrats autorisés à accepter une fonction judiciaire auprès d'un organisme international. — S'abstient au vote, p. 1773.
- Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire et proposition de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires. — Discussion générale. — Discours : Souligne que selon l'esprit de la Constitution, le pouvoir judiciaire doit être traité sur un pied d'égalité avec les autres pouvoirs de l'Etat; qu'il est nécessaire d'assurer son indépendance et son prestige et que la solution de cette question relève de la seule compétence du parlement, pp. 1815 à 1816.
- Interpellation à M. le ministre de la défense nationale « sur la façon dont il conçoit l'organisation de l'enseignement dans les bases militaires belges et sur les motifs qui l'ont amené à confier la gestion de l'école primaire créée par son département sur le territoire militaire de Kamina à un organisme privé ». — Discussion. — Discours : Développe son interpellation et dénonce la décision prise comme étant contraire à la tradition suivie par le ministère de la défense nationale, qui gérait lui-même les écoles qu'il organisait ou en confiait la gestion à un organisme public, se plaçant ainsi au-dessus des controverses susceptibles de diviser les citoyens pp. 1876 à 1880.
- Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 1883.
- Projet de loi relatif au régime fiscal des actions émises en échange de celles de la Société des Chemins de Fer de Leopoldville-Katanga-Dilolo (Leokadi) par suite de sa fusion avec la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga (C. F. K.). — Discussion générale. — Discours : Fait part de son intention de s'abstenir au vote. — Critique les avantages qu'offre

Buisseret (suite)

la fusion et déclare que les inconvénients que présente la convention réduisent les avantages à peu de chose. — Se déclare partisan des modes de gestion qui respectent et encouragent l'initiative privée. — Demande de ne pas mettre le domaine public en concession pour des périodes exagérément prolongées, pp. 1925 à 1926. — S'abstient au vote, p. 2040.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Motion d'ordre de M. Doutrepoint concernant le discours de M. Leyssen lors de la discussion du budget de l'instruction publique. Fait des observations, p. 1951. — Discussion et vote des articles. — Instruction publique : Tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 25, chapitre II, p. 1969. — Communications : Tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 29, p. 1971. — Intérieur : Tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 25, p. 1971.

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation. — Proposition de renvoi en commission. — Discours : Demande s'il n'y a pas lieu d'éliminer l'article 6 ou de le renvoyer en commission, p. 1996. — Retire sa demande d'ajournement, p. 1997.

C**Cambier, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.**

Ann. — Vérification complémentaire des pouvoirs. — Prête serment, p. 5.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Renonce à son mandat, p. 1178.

Catteau, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, troisième vice-président du Sénat.

Doc. — N° 358. Proposition de loi portant protection du titre et de la profession de technicien-droguiste.

Ann. — Proclamé troisième vice-président, p. 6.

Projet de loi interprétant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. S'abstient au vote, p. 167.

Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux, portant sur des immeubles à revenus modiques. — S'abstient au vote, p. 167.

Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 168.

Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — S'abstient au vote, p. 169.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le financement des exportations et la nécessité d'encourager les investissements par un allègement de la fiscalité, p. 404.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'entretien des champs de manœuvres, p. 609.

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les traitements des instituteurs et institutrices de l'enseignement primaire et la suppression des suppléments communaux, la situation des chefs d'école, la rémunération des travaux accessoires, le manque de coordination lors de l'élaboration des programmes de l'enseignement technique, la concurrence entre les deux ordres d'enseignement, les moyens propres à promouvoir la paix scolaire, l'augmentation des subsides à l'enseignement libre, le Fonds Vanderpoorten, pp. 654 à 657. — Concernant la politique du théâtre et l'opportunité de rouvrir la Tour japonaise au public, p. 694.

Projet de loi réglant l'organisation de l'enseignement technique de l'Etat et instituant un Conseil supérieur de l'enseignement technique. — Discussion générale. — Discours : Tient à faire remarquer que le libellé du projet ne se rapporte pas au fond de ce projet de loi, qui est organique, estime que le but du projet : empêcher la création d'écoles superflues,

Catteau (suite)

n'est pas atteint, s'étonne que la loi ne détaille pas la compétence obligatoire du Conseil supérieur de l'enseignement technique, constate que le ministre pratique une politique qui tend à l'assimilation de l'enseignement privé à l'enseignement officiel, p. 1489.

Proposition de loi portant protection du titre et de la profession de technicien-droguiste. — Dépose la proposition, p. 1498.

Projet de loi organique de l'enseignement normal. — Discussion générale. — Discours : Remarque que le ministre veut créer un parallélisme entre les écoles publiques et les écoles privées : identité de traitement et identité de subventions, déclare que la condition d'une paix scolaire durable est le recrutement, par chacun des deux enseignements en présence, de son corps enseignant parmi ses propres diplômés, p. 1558.

Chot, sénateur coopté.

Doc. — N° 96. Rapport : Projet de loi relatif aux décimes additionnels sur les amendes pénales.

N° 191. Rapport : Projet de loi relatif à la tarification de certains actes des huissiers.

Ann. — Projet de loi relatif aux décimes additionnels sur les amendes pénales. — Dépose le rapport, p. 311.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les incohérences figurant dans l'avant-projet de loi d'organisation judiciaire du 15 septembre 1951, l'élargissement des cadres des magistrats, le problème du traitement des magistrats, les recettes prévues à la suite de l'augmentation des décimes additionnels des amendes pénales, les doléances de la Cour de cassation relatives à la dépréciation dont souffrent les magistrats, les causes de l'arriéré judiciaire, la question des avances, la politique partisane pratiquée par le gouvernement lors de la nomination des membres de l'ordre judiciaire et le sectarisme dont il est fait preuve en matière de mutation et d'avancement des magistrats, pp. 488 à 492.

Projet de loi relatif à la tarification de certains actes des huissiers. — Dépose le rapport, p. 841.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951; interpellations du baron de Dorlodot « sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse » et de M. Glineur « sur le projet de suppression du trafic des voyageurs sur la ligne Roux-Préton ». — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nécessité d'apporter une aide immédiate et importante au tourisme dans la province de Namur, p. 992.

Interpelle M. le ministre de l'instruction publique « sur la désignation par lui des membres des comités scolaires des établissements de l'enseignement moyen officiel en général et de celle des membres du comité scolaire de l'athénée royal de Dinant en particulier ». — Discussion. — Discours : Développe son interpellation, p. 1507 à 1509. — Déclare que le comité scolaire ne doit nullement être un reflet du collège échevinal de la commune, p. 1512.

Projet de loi relatif à l'expertise et au commerce des viandes. S'abstient au vote, p. 1588.

Motion d'ordre du comte d'Aspremont Lynden concernant les dégâts occasionnés par la trombe d'eau qui s'est abattue sur la région tabacicole. — Observations, p. 1616.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Intervient dans la discussion des articles 1-3, p. 1739; 4, p. 1743, 5, p. 1744; 8, p. 1745. — S'abstient au vote, p. 1775.

Proposition de loi relative à l'inaliénabilité des biens prévue par l'article 214j du Code civil. — Discussion générale. — Discours : Demande qu'on procède au vote au cours de la séance, p. 1753.

Projet de loi modifiant les chapitres 1^{er} et III du titre V du livre 1^{er} du Code civil. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 1755.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote de l'article 6, p. 1771. — S'abstient au vote, p. 1776.

Chot (suite)

- Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote de l'article 4, p. 1792.
- Proposition de la relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire et proposition de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires. — Discussion générale. — Discours : Fait état du préjudice causé au prestige et au crédit du pouvoir judiciaire par les attermolements au vote de la loi; dit que le présent projet est juste et modéré et que le rajustement auquel il procède constitue un minimum, pp. 1826 à 1828.
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.
- Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 2044.

Ciselet (Mme), sénateur coopté.

- Ann.* — Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 141.
- Projet de loi interprétant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 167.
- Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux, portant sur des immeubles à revenus modiques. — S'abstient au vote, p. 167.
- Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 168.
- Proposition de loi modifiant l'article 140 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la proposition offre une garantie au prévenu, pp. 182 et 184.
- Budget de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le temps extrêmement long que prend l'examen des demandes de primes à la construction, l'opportunité d'autoriser l'octroi de prêts pour une durée supérieure à vingt ans, l'utilisation des crédits votés afin d'alimenter le Fonds national du logement, le financement des travaux de voirie et d'égouts, la réorganisation de l'inspection médicale scolaire, la création de centres de santé, la prophylaxie de la tuberculose, les conséquences sociales et économiques de l'asthme infantile, la situation tragique des malheureux atteints de lupus tuberculeux, la création d'offices de coordination de l'assistance sociale, les conditions déplorable dans lesquelles le service de santé administratif doit procéder aux consultations, le contrôle des denrées alimentaires, la pollution des eaux de surface, l'insuffisance du subside prévu en faveur de la lutte contre l'alcoolisme et du crédit destiné à encourager l'action des maisons d'accueil et de réadaptation, le fonctionnement de l'Œuvre nationale de l'enfance, pp. 422 à 424.
- Motion d'ordre de M. Rolin. — Déclare que son groupe déapprouve le motif d'ordre protocolaire qui aurait déterminé la représentation de la Belgique aux obsèques du Roi d'Angleterre et que, dès lors, il refuse également de participer aux débats jusqu'après l'enterrement de S. M. George VI, p. 454.
- Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la progression de la délinquance juvénile, le statut et les traitements des délégués permanents à la protection de l'enfance, le recrutement du personnel des établissements chargés de la rééducation des jeunes délinquants, la possibilité d'octroyer le rang de direction générale à la direction de la protection de l'enfance, le grand intérêt que représenterait l'institution dans notre système pénal du régime de la probation, l'application de la loi du 21 août 1948 abolissant la réglementation de la prostitution, la nécessité de créer des maisons d'accueil et des centres de réadaptation pour les prostituées et d'instaurer une police féminine, l'arrière de la chambre fiscale de la Cour d'appel de Bruxelles, la nécessité de simplifier la procédure et l'opportunité de nommer un commissaire royal à la réforme judiciaire, pp. 492 à 494.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Intervient dans la discussion de l'article 17, p. 638.
- S'abstient au vote sur l'ordre du jour déposé en conclusion de l'interpellation de M. Harmegnies concernant les pensions des employés, p. 865.
- Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 891.
- Budget de la dette publique pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 891.
- Budget des non-valeurs et remboursements pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 891.
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1951 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant

Ciselet (Mme) (suite)

- aux exercices 1950 et antérieurs. — S'abstient au vote sur l'article 5 (Doc. S. 109), p. 866. — S'abstient au vote sur les deux projets, p. 891.
- Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1143.
- Budget des pensions pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1143.
- Budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1143.
- Budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 1143.
- Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1144.

Clays, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres.

- Ann.* — Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant la nécessité de tenir compte du chômage régnant en pays flamand, au moment où l'on procède aux adjudications, p. 617.
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Réécompte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.
- Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote sur l'amendement à l'article 24-1, p. 1394. S'abstient au vote sur l'ensemble, p. 1395.
- Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — S'abstient au vote, p. 1530.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote sur la proposition de renvoi en commission, p. 1695, et s'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1775.
- Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Clynmans, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

- Doc.* — N° 41. Amendements : Proposition de loi modifiant la loi du 15 octobre 1945 établissant un impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi et celles des 16 octobre 1945 et 30 mai 1949 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre.
- N° 44. Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce.
- N° 169. Rapport : 1° Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1951 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1950 et antérieurs (feuilleton n° 1); 2° Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1951 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1950 et antérieurs (feuilleton n° 2).
- N° 197. Rapport : Projet de loi contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1940.
- N° 426. Proposition de loi portant protection de la petite entreprise commerciale.
- N° 439. Proposition de loi tendant à réglementer le commerce de détail.
- N° 489. Rapport : Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs.
- N° 506. Rapport : Projet de loi abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boisson.
- Ann.* — Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Dépose la proposition, p. 96. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le moment n'est pas venu de modifier la structure même de la loi et expose les dispositions transitoires contenues dans sa proposition, p. 563. — Intervient dans la discussion de l'art. 1^{er}, p. 566.
- Proposition de loi modifiant les lois du 15 octobre 1945 établissant un impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi et celles des 16 octobre 1945 et 30 mai 1949 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre. — Discussion générale. — Discours : Parle des dispositions que la commission n'a pas cru devoir adopter et analyse les principales dispositions de la loi en ce qui concerne les réquisitions, p. 125. — Intervient dans la discussion des articles : 4, p. 150; 6, p. 153; 7, p. 153.

Clynmans (suite)

- Projets de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1951 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1950 et antérieurs (1^{er} et 2^e feuillets). — Dépose le rapport, p. 630.
- Projet de loi contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1940. — Dépose le rapport, p. 860.
- Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. — Interpellation jointe de MM. Troclet, Verbert et Moulin à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation financière de l'assurance maladie-invalidité et sur les mesures envisagées pour y porter remède ». — Interpellation jointe de M. Glineur à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation du secteur maladie-invalidité, les causes de son déficit permanent et ses conséquences pour les travailleurs assurés. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les décisions de la Chambre de discipline des médecins, la suppression des petits risques en matière de sécurité sociale, l'application de la loi du 30 août 1930 relative à l'unification des allocations familiales, la nécessité de la représentation des artisans et des petites industries dans les commissions paritaires, la pension en faveur des artisans, p. 1249.
- Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste. — Discussion générale. — Discours : Donne les motifs pour lesquels il votera la proposition et estime qu'il doit être bien entendu que la proposition met fin à la question des dentistes, p. 1264.
- Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le manque d'intérêt dont souffrent les classes moyennes et la nécessité de remédier à cette situation; la liste des griefs : la loi théorique du 12 mai 1948 et la façon de la contourner par les grands magasins en reprenant un fonds de commerce existant; la loi du 11 mai 1929 relative au petit crédit professionnel; les abus existant dans certaines branches industrielles, notamment dans la menuiserie, chez les travailleurs du cuir et sur le marché diamantaire, où les fabricants belges ne peuvent acheter directement leurs matières premières à Londres, et ce malgré le fait que notre pays dispose en ce moment de la majeure partie des actions de la « Forminière », p. 1448 à 1451.
- Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — Discussion générale. — Discours : Estime que cette surtaxe ne peut frapper que les revenus qui ont une relation directe ou indirecte avec la politique de réarmement; insiste sur le caractère exceptionnel que doit revêtir ce projet, p. 1619 à 1620. — Intervient dans la discussion des articles 1^{er}, p. 1651; 5, p. 1660; 7, p. 1676, et 12, p. 1677.
- Proposition de loi portant protection du petit commerce de détail. — Dépose la proposition, p. 1669.
- Proposition de loi tendant à réglementer le commerce de détail. — Dépose la proposition, p. 1709.
- Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 1798.
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Examen des articles du tableau. — Intérieur : intervient dans la discussion de l'article 25, p. 1969. — Discussion des articles : intervient dans la discussion de l'article 10, p. 1982.
- Projet de loi abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boissons. — Discussion générale. — Discours : Concernant les intérêts des petits brasseurs; la taxe d'ouverture et la taxe quinquennale, p. 2014. — Intervient dans la discussion de l'article 5, p. 2017.

Coppé, ministre de la reconstruction.

- Ann.** — Projet de loi organisant, en ce qui concerne les bases métropolitaines d'Afrique, la poursuite et la repression des infractions et modifiant certaines dispositions du titre II du Code de procédure pénale militaire. — Dépose le projet, au nom du ministre de la défense nationale, p. 506.
- Projet de loi prorogeant l'existence de l'Office de renseignements et d'aide aux familles de militaires. — Dépose le projet, au nom du ministre de la défense nationale, p. 506.
- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'ampleur du problème des dommages de guerre, les efforts réels faits tant au point de vue administratif qu'au point de vue financier, le rendement des directions provinciales, les dérogations relatives à la priorité en faveur des personnes âgées, les améliorations réalisées par la nouvelle procédure pour l'octroi de l'indemnité définitive, les améliorations contenues dans le projet de loi n° 557 de juin 1951, les enquêtes groupées des priorités absolues, les accords de réciprocité en matière de dommages de guerre, les réalisations en faveur des sinistrés

Coppé (suite)

- durant l'année 1951, la tâche incombant au département en ce qui concerne les dommages aux personnes, l'examen des dossiers des prisonniers politiques, les présomptions de décès, le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, le problème des réfractaires, les résistants par la presse clandestine ainsi que les résistants civils, le montant des interventions de l'Etat payées aux bénéficiaires des statuts des victimes de la guerre, les pensions aux victimes civiles de la guerre, l'incidence financière qu'aura la nouvelle législation en faveur des victimes civiles de la guerre 1940-1945, la recherche des disparus, le rythme auquel travaille le département de la reconstruction, l'importance du projet n° 411 soumis à l'examen de la commission de la Chambre et relatif au dédommagement à accorder aux victimes de la guerre 1940-1945, la nécessité de simplifier la législation en matière de dommages de guerre, pp. 831 à 841. — Motion d'ordre de M. Gillon demandant de renvoyer la fin de la discussion à une séance prochaine. — Observation, p. 897. — Discours : Concernant : les améliorations sensibles apportées à la loi de 1947, le chemin que parcourt un dossier de dommages de guerre, les moyens financiers mis à la disposition de la Caisse autonome des dommages de guerre, le blocage des petits dossiers, les aliénations des chantiers nationaux, le fonctionnement des coopératives, la diminution des chambres, le manque d'experts, la régularisation du personnel, la question des priorités en faveur des personnes âgées de plus de 65 ans, l'équilibre linguistique, la liquidation des dommages de guerre 1914-1918, l'avantage de l'examen groupé des dossiers, le problème de l'amélioration et du fonctionnement de la loi sur les dommages de guerre, la question de l'accélération des formalités relatives aux crédits de restauration, la question des camps de concentration, l'application du statut des prisonniers politiques, l'octroi de soins médicaux et pharmaceutiques aux prisonniers politiques, la récupération des sommes payées indûment aux prisonniers politiques et à leurs ayants droit, l'amélioration des pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1948, l'examen des dossiers des sinistrés âgés de plus de 65 ans, la situation des habitants des cantons de l'est enrôlés de force dans la Wehrmacht, l'effort fait en vue de débloquent les dossiers, l'impôt foncier à payer par les sinistrés, pp. 972 à 977.
- Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Dépose le projet, p. 1291. — Discussion générale. — Discours : Promet de poursuivre l'étude du projet 301 dès la rentrée parlementaire. — Souligne l'importance considérable que revêtent les amendements proposés par le présent projet, pp. 1719 à 1720.
- Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Enumère les améliorations apportées par le nouveau projet à la situation actuelle en ce qui concerne l'équité, les lacunes à combler dans la loi de 1947 et l'accélération du rythme pour l'examen des dossiers. — Insiste pour que le projet soit adopté avant les vacances parlementaires, pp. 1766 à 1769. — Dit que le gouvernement demande d'exonérer de l'étude tous les dossiers inférieurs à 2.000 francs, ce qui permettrait de gagner du temps. — Déclare que l'article 4 n'est pas une concession aux inciviques. — Déclare qu'il fera l'impossible pour améliorer le rythme de l'examen des dossiers. — Promet d'examiner la question des dommages qui ne recevraient pas d'indemnisation, p. 1782 à 1785. — Intervient dans la discussion des articles 4, p. 1791; 6, p. 1792, et 7, p. 1798.
- Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparation à accorder aux victimes civiles de la guerre 1940-1945. — Discussion générale. — Discours : Enumère les améliorations apportées par le présent projet et répond aux arguments de MM. Meunier et Hanquet, pp. 1870 à 1871.
- Interpellation de M. Cornez à M. le ministre de la reconstruction « sur les initiatives contraires à la volonté du législateur prises par l'administration de la reconstruction dans la question des camps dits douteux et sur la manière selon laquelle cette administration détermine le régime qui fut appliqué dans certains camps à nos compatriotes qui y furent internés ». — Discussion. — Discours : Répond aux arguments de M. Cornez et fait remarquer que toutes les difficultés en matière de camps indéterminés et toutes les difficultés quant à l'instruction des dossiers de personnes ayant séjourné dans ces camps résultent du fait que le régime du travailleur obligatoire était également un régime de privation de liberté, et qu'il est fréquemment difficile de tracer une distinction nette entre le régime de prisonnier politique et le régime de déporté, pp. 1891 à 1893.
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Discussion générale. — Discours : Concernant les crédits supplémentaires, les avances de trésorerie, les prescriptions, le crédit de 400 millions pour les grandes villes, le chômage, la prime aux investissements, les estimations budgétaires, les économies, pp. 1966 à 1969. — Examen des articles du tableau : Instruction publique : Intervient dans la discussion de l'article 22-3, p. 1974. — Finances : Intervient dans la

Coppé (suite)

discussion de l'article 498bis, p. 1974. — Discussion des articles : Intervient dans la discussion des articles 2, p. 1978; 7, p. 1981, et 10, p. 1982.

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation. — Discussion générale. — Discours : Répond aux objections qui ont été formulées, pp. 2005 à 2006. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 2010.

Projet de loi abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boissons. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 2016.

Cornez, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Doc. — N° 328. Proposition de loi modifiant et complétant le 2° du § 1^{er} de l'article 51 des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948.

N° 420. Amendement : Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales.

N° 500. Amendements : Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation.

N° 501. Amendements : Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation.

N° 527. Amendements : Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949 et abrogeant l'article 23, § 1^{er}, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949.

Ann. — Vérification de ses pouvoirs, p. 1180. — Prête serment, p. 1180.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. — Discussion générale. — Discours : n'est pas convaincu de la nécessité de l'augmentation proposée et estime que le même résultat budgétaire pouvait être obtenu par d'autres moyens; souligne le problème de l'incidence budgétaire pour l'avenir, pp. 1645 à 1647. — Intervient dans la discussion des articles : 1^{er}, p. 1679; 4, p. 1680.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 1883.

Interpelle M. le ministre de la reconstruction « sur les initiatives, contraires à la volonté du législateur, prises par l'administration de la reconstruction dans la question des camps dits douteux et sur la manière selon laquelle cette administration détermine le régime qui fut appliqué dans certains camps à nos compatriotes qui y furent internés ». — Discussion. — Discours : Développe son interpellation et demande au ministre de constituer d'urgence une commission mixte qui aura pour tâche de revoir les conclusions des rapports contestés sur la base de la documentation réunie par le département et des différents témoignages apportés, pp. 1886 à 1891.

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation. — Renvoi en commission de l'article 6 : Emet des considérations, p. 1997. — Discussion générale. — Discours : Concernant la portée morale du projet, la mobilité des pensions, la pension des veuves, les distinctions entre civils attachés à une unité de l'armée et ceux attachés à un service de l'armée, la méconnaissance du principe du droit acquis, les révisions quinquennales, l'article 6 supprimant la notion de déchéance, pp. 1999 à 2001. — Discussion des articles : intervient dans la discussion de l'article 4, p. 2010.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.

Cossée de Maulde (vicomte), sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.

Ann. — Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 210.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Observations concernant l'ajournement, p. 558.

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote sur l'amendement à l'article 24/1, p. 1394. — S'abstient au vote sur l'ensemble, p. 1395.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. — S'abstient au vote, p. 1700.

Coulouvain, sénateur provincial de Namur.

Doc. — N° 424. Amendements : Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés.

N° 425. Amendements : Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels du 30 mai 1945 et du 30 novembre 1946.

Ann. — Nomination du bureau définitif : Propose la candidature de M. Catteau comme 3^e vice-président du Sénat, p. 6. — Propose de réélire les secrétaires sortants, p. 6.

Projet de loi interprétant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Justifie le vote de son groupe, p. 166. — S'abstient au vote, p. 167.

Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux, portant sur des immeubles à revenus modiques. — S'abstient au vote, p. 167.

Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 168.

Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — S'abstient au vote, p. 169.

Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : déclare que la loi sur les loyers est devenu l'objet d'une préoccupation politique, que même les membres de la majorité sont convaincus de l'inutilité de cette loi et qu'il faut retourner au droit commun, pp. 192 à 195.

Projet de loi fixant, pour l'année 1952, le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne. — Discussion générale. — Discours : estime que le projet accentue l'inégalité des Belges devant le service militaire, p. 217.

Discussion de la déclaration du gouvernement, formé le 15 janvier 1952 sous la présidence de M. Van Houtte. — Discours : Concernant : les circonstances dans lesquelles le gouvernement Pholien a dû démissionner, les dépenses qu'entraînera la réalisation du programme gouvernemental, le problème de la sécurité sociale, les abus en matière de chômage, les mesures envisagées en vue d'améliorer le sort des inciviques, la nécessité d'un gouvernement d'union nationale, pp. 241 à 244.

Motion d'ordre de M. Van Remoortel au sujet du refus du gouvernement de tirer les conséquences constitutionnelles de sa mise en minorité devant la Chambre, sur une question politique engageant la responsabilité ministérielle et relative à la composition de la délégation belge aux funérailles de S. M. Georges VI. — Annonce que son groupe quittera également la salle de séances, p. 429.

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nécessité de moderniser la justice et de donner aux juges d'instruction une carrière à vie, la mission de l'instruction judiciaire, l'évolution qui est à la source de la chute de la moralité et du développement de la criminalité, le relâchement du respect du bien d'autrui, l'arrière judiciaire, la complexité de nos législations, l'opportunité de décharger les rôles correctionnels, l'obligation de payer le droit d'enregistrement de 2 p. c. sur la somme due au créancier, le recrutement et le sort de la magistrature, la valeur constitutionnelle du pouvoir judiciaire, la politique suivie en matière d'incivisme, pp. 506 à 512.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'Ordre judiciaire. — Ajournement. — Discours : Estime que la proposition présente un caractère urgent et indispensable et s'oppose à l'ajournement, p. 554.

Motion d'ordre concernant l'annonce faite par le gouvernement à la presse de déposer un projet de loi relatif aux traitements des magistrats, p. 560.

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : concernant : la lutte contre la fièvre aphteuse, la situation des planteurs de tabac, la situation particulière des producteurs de betteraves et de l'industrie sucrière, les négociations relatives à l'instauration d'un Plan vert, p. 758.

Discussion jointe du budget du ministère des communications pour l'exercice 1952, des budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951 et des interpellations du baron de Dordot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse, et de M. Glineur, sur le projet de suppression du trafic des voyageurs sur la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nécessité d'encourager le tourisme dans la province de Namur, l'utilité d'une ligne électrique Bruxelles-Charleville, la nécessité de terminer la route du Condroz, p. 986.

Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven sur

Coulouvain (suite)

- les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant les méthodes employées par l'administration de l'urbanisme, pp. 1080 à 1082. — Concernant l'application abusive de la loi sur l'urbanisme, p. 1124.
- Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste. — Vote sur la proposition d'ajournement et sur l'article unique. — Motive son vote, p. 1300.
- Interpellation de M. Chot à M. le ministre de l'instruction publique « sur la désignation par lui des membres des comités scolaires des établissements de l'enseignement moyen officiel en général, et de celle des membres du comité scolaire de l'athénée royal de Dinant en particulier ». — Discussion. — Discours : Regrette les nominations dans l'enseignement officiel de personnes qui ne défendent en rien cet enseignement et demande de modifier la composition du comité scolaire à Dinant, pp. 1509 à 1510.
- Projet de loi relatif à la protection de la canne blanche. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la loi punit l'escroquerie et l'abus de confiance et que ces dispositions suffisent à protéger la canne blanche, pp. 1514 à 1515. — Demande le renvoi du projet en commission et la discussion du document mentionné par le ministre, pp. 1526 à 1527.
- Projet de loi organique de l'enseignement normal. — Justifie son vote, p. 1589.
- Motion d'ordre du comte d'Aspremont Lynden concernant les dégâts occasionnés par la trombe d'eau qui s'est abattue sur la région tabacicole de Alle-sur-Semois. — Observations, p. 1616.
- Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — Discussion générale. — Discours : Constate que le projet frappe le profit légitime, malgré sa légitimité reconnue; estime que le fait de supprimer le profit incite le producteur à réduire son effort supplémentaire à la limite du profit qui ne sera pas frappé et que par conséquent, l'application du projet entraînera le chômage qu'il a la prétention de résorber; prétend que le premier but du projet, trouver les ressources nécessaires pour financer l'effort de réarmement, peut se défendre sous certaines réserves, mais que le second but est totalement indéfendable, étant donné qu'il donnerait au gouvernement la possibilité d'immuniser certains revenus de cette surtaxe en vue des investissements économiques; prévoit les conséquences de ce projet et craint qu'il n'acquière un caractère permanent, pp. 1616 à 1619. — Reproche au ministre de n'avoir rencontré aucun des arguments de fond présentés à la tribune et estime que le présent projet est inutile, pp. 1633 à 1635. — Dit que ni le rapporteur, ni le ministre n'ont répondu à son argumentation; affirme que la question de l'immunisation constitue la clé du projet, pp. 1638 à 1639. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 1668.
- Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 1682.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'il est temps de revenir à la liberté des conventions, déjà admise en matière de baux commerciaux; estime qu'il s'agit, en l'occurrence d'une notion purement économique, sujette à variations et dont l'appréciation échappe à la compétence du législateur, qui ne peut pas s'imposer le devoir de la réviser périodiquement, pp. 1685 et 1686. — Dit qu'en attendant un régime légal stable par le vote d'une nouvelle loi, le ministre peut adopter des taux transitoires. — Demande le renvoi du projet en commission, p. 1694. — Intervient dans la discussion des articles 1^{er}, p. 1730; 1^{er}-2, p. 1735; 10, p. 1745.
- Projet de loi organique de l'Office d'Exploitation des Transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.
- Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles 4, pp. 1789 et 1791; 6, p. 1792; 7, p. 1800.
- Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'Ordre judiciaire et proposition de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires. — Discussion générale. — Discours : Déclare que l'on doit mettre fin à toute confusion entre les régimes de traitement des fonctionnaires et des magistrats. — Souligne l'importance d'assurer le recrutement et l'indépendance matérielle de la magistrature, d'en permettre l'accès à ceux dont la fortune est modeste. — Déclare que l'argument de l'incidence budgétaire se fait valoir depuis longtemps et que celui de l'incidence sur d'autres milieux, notamment en ce qui concerne de nouvelles revendications de certains milieux de fonctionnaires, ne peut être retenu, pp. 1823 à 1824. — Justifie son vote, p. 1884.
- Interpellation de M. Cornez à M. le ministre de la reconstruction « sur les initiatives, contraires à la volonté du législateur prises par l'administration de la reconstruction dans la question des camps dits douteux et sur la manière selon laquelle

Coulouvain (suite)

- cette administration détermine le régime qui fut appliqué dans certains camps à nos compatriotes qui y furent internés ». — Discussion. — Discours : Appuie l'intervention de M. Cornez en ce qui concerne le rapport communiqué à la commission d'agrégation, p. 1891.
- Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation. — Renvoi en commission de l'article 6. — Discours : Souligne la portée immorale de l'article 6. — Demande de faire droit aux justes réclamations des veuves de guerre et des orphelins et de disjoindre l'examen du nouvel article 6, p. 2001.
- Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. — Discussion générale. — Discours : Estime qu'il n'est pas possible de modifier le vote émis précédemment, p. 2012.
- Projet de loi abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boissons. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 2017.
- Craeybeckx, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.**
- Doc.* — N° 459. Rapport : Proposition de loi complétant l'article 31 de la loi organique sur l'enseignement primaire en vue de reconnaître les services rendus par les membres du personnel enseignant pendant la guerre 1940-1945.
- Ann.* — Projet de loi portant approbation du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (Plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.
- Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'insuffisance des barèmes des membres du personnel enseignant, le Fonds des mieux-doués, l'octroi de bourses universitaires, le perfectionnement scientifique des professeurs, le climat spécial à créer si l'on veut promouvoir la paix scolaire, p. 701 à 703.
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Récompte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.
- Interpellation de MM. Buisseret et Delhousse à MM. les ministres des affaires étrangères et des travaux publics « sur le retard apporté depuis plus d'un an à la solution des trois grands problèmes portuaires ». — Discussion. — Discours : Estime que les négociations doivent avoir lieu dans une atmosphère sereine, souligne la nécessité de résoudre d'urgence les problèmes d'Anvers, de Gand et de Liège et déclare qu'Anvers veut être reconnue comme véritable port rhénan, p. 1233.
- Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — S'abstient au vote des amendements à l'article 1^{er}, p. 1460 et 1461. — S'abstient au vote, p. 1530.
- Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco, le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741.
- Proposition de loi complétant l'article 31 de la loi organique sur l'enseignement primaire en vue de reconnaître les services rendus par les membres du personnel enseignant pendant la guerre 1940-1945. — Dépose le rapport, p. 1819. — Renvoi en commission. — Observations, p. 1950.
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.
- Crommen, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eecllo.**
- Doc.* — N° 156. Amendement : Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952.
- N. 360. Amendements au texte de la commission. Projet de loi organique de l'enseignement normal.
- N° 437. Rapport : Projet de loi portant reconnaissance de la commission tripartite pour la restitution de l'or monétaire.
- Ann.* — Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème allemand et la collaboration allemande dans une armée européenne, p. 59.
- Projet de loi portant approbation du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe

Crommen (suite)

et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Intervient dans la discussion de l'article 22 (section III), p. 727.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Réescampte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Interpellation de MM. Buisseret et Dehousse à MM. les ministres des affaires étrangères et des travaux publics « sur le retard apporté depuis plus d'un an à la solution des trois grands problèmes portuaires ». — Discussion. — Discours : demande à connaître les résultats obtenus par le service spécial créé au sein du département en vue de résoudre la question de l'écluse et du canal de Terneuzen, souligne les grands inconvénients d'un canal Gand-Zeebrugge et donne connaissance des conclusions de la commission d'études pour les ports de mer belges qui a été instaurée par le Conseil central de l'économie, p. 1232.

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — S'abstient au vote, p. 1530.

Projet de loi organique de l'enseignement normal. — Intervient dans la discussion des articles 4, p. 1567, 9, p. 1575.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote sur la proposition de renvoi en commission, p. 1695.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco, le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi approuvant les ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi se rapportant aux exercices 1948, 1949 et 1950. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 30 octobre 1951 ordonnant des virements de crédits et ouvrant des crédits supplémentaires au budget des dépenses ordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1950. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires et autorisant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge pour l'exercice 1950. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. — S'abstient au vote, p. 1700.

Projet de loi portant reconnaissance de la commission tripartite pour la restitution de l'or monétaire. — Dépose le rapport, p. 1708.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741. — S'abstient au vote sur l'ensemble, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Examen des articles du tableau. — Intérieur : Intervient dans la discussion de l'article 25, p. 1970.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.

Custers, sénateur provincial du Limbourg.

Doc. — N° 106. Rapport : Projet de loi augmentant le personnel du tribunal de première instance de Gand.

N° 137. Amendements : Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946.

N° 188. Rapport : Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952.

N° 274. Rapport : Projet de loi relatif à la tenue d'un second registre des actions et obligations nominatives.

Ann. — Projet de loi augmentant le personnel du tribunal de première instance de Gand. — Dépose le rapport, p. 378.

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les causes ayant conduit à la faillite de la répression de l'incivisme, la répression de l'incivisme, les dispositions d'exception introduites dans notre droit civil, les propositions d'administrative formulées dans les pays voisins, pp. 474 à 478.

Custers (suite)

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952.

— Dépose le rapport, p. 756. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les progrès réalisés au département au cours de l'année 1951, les causes des retards apportés à la liquidation des dossiers des sinistrés, la nécessité de simplifier la loi lourde et compliquée du 1^{er} octobre 1947, l'opportunité de ne plus accoupler la réparation au patrimoine, les avantages d'un examen groupé des dossiers, la nécessité d'opérer la liquidation définitive des dommages de guerre dans un délai raisonnable, l'opportunité d'insister auprès des organismes de crédit afin de liquider rapidement les affaires, les raisons pour lesquelles la loi Rey relative au système des avances à échoué, la durée prévue pour la liquidation définitive des dossiers, pp. 862 à 864. — Concernant : la nécessité d'adapter la technique du financement des dommages de guerre au rythme auquel s'effectue la liquidation des dossiers, les intérêts à payer par les sinistrés emprunteurs, la question des coopératives des sinistrés, le problème des cotisations sociales des travailleurs bénéficiant d'un des statuts de victimes de la guerre, les prévisions optimistes relatives au problème des dommages aux personnes, l'incidence financière de la législation relative aux victimes de la guerre, le différend qui a surgi au sujet de l'interprétation de l'arrêté-loi de 1946 relatif au statut des déportés, l'importance du projet Ch. 411 réglant le statut des victimes de la guerre, pp. 892 à 894.

Projet de loi relatif à la tenue d'un second registre des actions et obligations nominatives. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les caractéristiques du projet gouvernemental instituant la tenue non obligatoire d'un second registre, reproduction fidèle de l'original, le projet de loi modifié par la commission de la justice de la Chambre prévoyant la tenue obligatoire d'un second registre par toutes les sociétés et son dépôt hors du territoire belge en vue de sa préservation en cas d'une éventuelle occupation du pays, le point de vue de la commission de la justice du Sénat au sujet de la complexité du système généralisé qui n'assure pas efficacement la préservation de notre patrimoine national, le système plus simple et plus souple de la commission prévoyant que la tenue du second registre serait laissée à l'appréciation de la société intéressée et que l'actuel registre unique serait maintenu et scindé en deux parties, la première étant déposée au siège de la société et la seconde en dehors de ce siège en Belgique, à la colonie ou à l'étranger, p. 1434.

D

d'Aspremont Lynden (comte), sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville.

Doc. — N° 7. Rapport : Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952.

N° 90. Rapport complémentaire : Projet de loi portant approbation du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951.

N° 364. Rapport : Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951.

Ann. — Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952. — Dépose le rapport, p. 11. — Discussion générale : Discours : Concernant : les moyens de défense de la Belgique, l'Unesco et le problème des manuels d'histoire, l'aide à accorder aux pays insuffisamment développés, la politique anticoloniale de l'O. N. U., l'œuvre civilisatrice de la Belgique au Congo, l'organisation et la défense de l'Occident, pp. 73 à 76.

Budget du ministère des finances pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Demande que les crédits prévus pour l'aide aux sinistrés de la vallée du Pô soient votés par le parlement, p. 97.

Observations concernant le vote par bulletin, p. 162.

Proposition de loi établissant un statut des évadés de guerre. — S'abstient au vote, p. 170.

Discussion de la déclaration du gouvernement formé le 15 janvier 1952 sous la présidence de M. Van Houtte. — Discours : Concernant : la nécessité de rétablir la paix dans le monde, la défense de l'Occident, la communauté européenne de défense et l'unification politique de l'Europe, pp. 275-276.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et

d'Aspremont-Lynden (comte) (suite).

- de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — Discussion du projet de déclaration présenté par les commissions réunies des affaires étrangères et des affaires économiques. — Discours : Déclare qu'il faut normaliser notre économie et créer un cadre plus large à notre vie économique et justifie la déclaration présentée, p. 373. — Observations, p. 375.
- Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon. — Dépose le rapport, p. 1518.
- Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique. — S'abstient au vote, p. 1587.
- Projet de loi relatif à l'expertise et au commerce des viandes. — S'abstient au vote, p. 1588.
- Motion d'ordre concernant les dégâts occasionnés par la trombe d'eau qui s'est abattue sur la région tabacicole de Alle-sur-Semois, p. 1615.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la loi générale sur le bail à ferme avait rétabli la liberté, mais contrôlée, et souligne le manque de logique qu'il y a à détruire cette loi avant qu'elle n'ait sorti son plein effet, p. 1687.
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Discussion générale. — Discours : Concernant les surestimations budgétaires, les avances de trésorerie, les crédits supplémentaires, la commission des économies, le projet de loi sur les parastataux, la réforme de la réglementation du chômage, pp. 1965 à 1966. — Examen des articles du tableau. — Intérieur : Intervient dans la discussion de l'article 25, p. 1970.

Debaïse, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies.

- Ann.** — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie. — S'abstient au vote, p. 892.
- Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. — Interpellation jointe de MM. Troclet, Verbert et Moulin à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation financière de l'assurance maladie-invalidité et sur les mesures envisagées pour y porter remède ». — Interpellation jointe de M. Glineur à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation du secteur maladie-invalidité, les causes de son déficit permanent et ses conséquences pour les travailleurs assurés ». — Discussion générale. — Discours : Concernant : la commission d'enquête constituée après la catastrophe minière de Trazegnies, la situation malheureuse de la plupart des mineurs invalides, le recrutement de main-d'œuvre dans les mines, pp. 1316 à 1317.
- Motion d'ordre concernant les catastrophes minières et les mesures à prendre pour assurer la sécurité des mineurs, p. 1635.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.

De Block, sénateur coopté.

- Ann.** — Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes aux propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — S'abstient au vote, p. 169.
- Projet de loi portant approbation du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — Discussion générale. — Discours : Déclare que le plan Schuman ne remplit pas les trois conditions nécessaires à l'obtention du maximum d'avantages du grand complexe économique, conditions consistant à créer un système monétaire uniforme, à suivre une politique de crédits et une politique économique uniforme et à faire un effort pour l'élévation du niveau de vie des masses; regrette que le fonctionnarisme ait remporté une fois de plus une victoire éclatante et que les

De Block (suite)

- parlements n'aient pas été consultés lors de l'élaboration de la convention, déclare que la Belgique est obligée d'adhérer au plan Schuman si elle ne veut pas courir le risque de sombrer davantage dans le chômage et que seule une nationalisation des charbonnages belges pourrait sauvegarder l'industrie charbonnière, pp. 349 à 354. — S'abstient au vote, p. 376. — Fait personnel de M. Vermeylen relatif à la désignation des orateurs mandatés lors de l'examen du plan Schuman. — Observation, p. 349.
- Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les rapports entre la justice et la presse, p. 497.
- Projet de loi portant approbation de l'accord de pré-union entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le royaume des Pays-Bas et des annexes, signés à Luxembourg le 15 octobre 1949. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les raisons pour lesquelles Benelux n'a pas atteint le résultat prévu, la nécessité de réaliser une politique économique uniforme et de renseigner la population ainsi que le parlement sur les problèmes de Benelux, p. 676.
- Projet de loi relatif à la reprise définitive du chemin de fer concédé de Malines-Terneuzen (partie sur territoire belge) et sur l'incorporation de ce chemin de fer dans le réseau de la Société nationale des Chemins de fer belges. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les promotions des nouveaux agents de la Société nationale et les communications entre Saint-Nicolas et Bruxelles, p. 683.
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie. — S'abstient au vote, p. 892.
- Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951; interpellations du baron de Dorlodot « sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse », et de M. Glineur « sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton ». — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'opportunité de discuter globalement tous les problèmes relatifs aux communications, l'absence d'une politique des transports, la nécessité d'opérer une séparation totale entre les services administratifs et le service d'exploitation, la nécessité de maintenir les prix de revient au niveau le plus bas et d'organiser les moyens de transport d'une façon rationnelle, l'exploitation des lignes d'autobus, les capitaux engloutis dans la jonction Nord-Midi, l'électrification des chemins de fer, la concurrence du transport par route, le manque de coordination entre le département des communications et celui des travaux publics, la diminution des prévisions budgétaires pour 1952, le personnel du département des communications, le déficit de la S. N. C. F. B., la question des tarifs, la nécessité d'augmenter la vitesse de nos trains, l'utilisation des emprunts pour l'électrification, la mise en service d'autorails, la situation lamentable du matériel roulant, la crise dans l'industrie belge des locomotives, l'administration des postes, les services gratuits rendus par les postes aux divers départements, le capital fourni sans intérêt à l'Etat par l'Office des comptes chèques postaux, l'opportunité d'émettre un timbre-poste à l'effigie du Prince-Régent, pp. 906 à 911. — Concernant : l'Office central des fournitures, l'utilité d'instaurer une seule imprimerie de l'Etat, les adjudications d'imprimés, l'exécution du pont à Tamise, le passage des tunnels sous l'Escaut, les barèmes des services de la marine, l'exploitation maritime, l'insuffisance des crédits prévus pour le tourisme, l'extension de notre réseau téléphonique, la nécessité de maintenir la régie des voies aériennes et de construire de nouvelles pistes d'envol à Melsbroek, l'exploitation de l'aéroport national et la nécessité d'en enlever tout caractère militaire, l'Institut de radiodiffusion, la collaboration de la radio dans la lutte pour l'augmentation de la production, le licenciement d'un dessinateur de *Radioweek*, le danger de la publicité commerciale radiophonique, pp. 918 à 920.
- Discussion jointe des budgets des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un Fonds spécial et temporaire des routes, et de l'interpellation de M. Vreven concernant les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'accroissement du nombre d'accidents de circulation sur les routes modernisées, le renouvellement de la réglementation en matière de circulation, les inondations de la Durme dans la région de Lokeren, la nécessité de reconstruire le pont de Tamise, l'utilité d'un Fonds des routes, les investissements en vue de la création de nouvelles routes, p. 1062.
- Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Critique la politique économique orientée du gouvernement, souligne l'importance d'une alimentation rationnelle et bon marché, constate le nombre élevé des chômeurs et le fait que le maintien du plein emploi dans certains secteurs industriels n'est possible que grâce au réarmement, estime que le chômage actuel ne peut être uniquement imputé à la conjoncture et qu'il s'agit pour une grande part de chômage de structure, estime que seule la création de nouvelles

De Block (suite)

industries peut apporter le salut, souligne l'importance tant de la recherche scientifique que du rôle d'information qui incombe au gouvernement, souligne également la nécessité des investissements et de nouveaux débouchés, conclut que Benelux se cristallise de plus en plus autour du problème des salaires, donnant ainsi la preuve que nos salaires nominaux constituent un handicap à l'exportation, demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faire baisser le coût de la vie, pp. 1444 à 1448.

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — S'abstient au vote, p. 1530.

Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique. — S'abstient au vote, p. 1587.

Interpellation de M. Buisseret à MM. le premier ministre, le ministre des finances, le ministre des affaires économiques et des classes moyennes et le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la façon dont le gouvernement prétend porter remède au chômage et les déclarations faites à ce sujet par le premier ministre au « Vlaamse Club ». — Discussion. — Discours : Demande qu'il soit mis fin aux promesses et que des mesures soient prises, demande la création d'un organisme composé de spécialistes, ayant pour but notamment l'information des industriels en matière d'exportation et d'amélioration de la production, pp. 1605 à 1606.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741. — S'abstient au vote sur l'ensemble, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

De Boey, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Ann. — Validation de ses pouvoirs. — Prête serment, p. 1295.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741. — S'abstient au vote sur l'ensemble, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.

De Boodt, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout.

Doc. — N° 350. Sous-amendement à l'amendement de la commission : Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique.

Ann. — Projet de loi portant approbation de l'accord de préunion entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le royaume des Pays-Bas et des annexes, signés à Luxembourg le 15 octobre 1949. — S'abstient au vote, p. 716.

De Bruyne (Edg.), sénateur coopté.

Doc. — N° 353. Rapport : Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires et autorisant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge pour l'exercice 1950.

N° 354. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 30 octobre 1951 ordonnant des virements de crédits et ouvrant des crédits supplémentaires au budget des dépenses ordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1950.

N° 355. Rapport : Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi se rapportant aux exercices 1948, 1949 et 1950.

N° 357. Rapport : Projet de loi organique de l'enseignement normal.

Ann. — Nomination du bureau définitif. — Propose la candidature de M. P. Struyve comme président du Sénat, p. 5. — Propose de renouveler le mandat de M. Mullie comme 2^e vice-président du Sénat, p. 5. — Propose les candidatures de M. Hanquet, Mlle Baers et de M. Jespers comme secrétaires du Sénat, p. 6. Propose les candidatures du comte de la Barre d'Erquelinnes, de MM. Van Buggenhout et De Man comme questeurs du Sénat, p. 6.

Discussion de la déclaration du gouvernement, formé le 15 janvier 1952 sous la présidence de M. Van Houtte. — Discours : Concernant : le devoir de critique de la majorité, les économies réalisables, la simplification administrative, la sauvegarde

De Bruyne (Edg.) (suite)

du progrès social, Benelux, la politique des prix, les traitements des fonctionnaires, la politique internationale, le rôle moral de l'armée, les méthodes appliquées par certains bureaux de contributions, la lenteur administrative en ce qui concerne la liquidation des dossiers des sinistrés, l'administration de l'armée, le problème des investissements, le problème du chômage, l'application des lois linguistiques, la politique familiale, la problème de la répression, la question scolaire, pp. 236 à 241.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 420.

Motion d'ordre de M. Flamme demandant de remettre la discussion des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, Observation, p. 589.

Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952 du projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes, et de l'interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le recrutement d'ingénieurs flamands, le financement du budget extraordinaire, le contrôle des dépenses militaires, pp. 1083 et 1084.

Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le retard dans la discussion des budgets coloniaux, le paiement d'indemnités aux fonctionnaires coloniaux malades, la construction d'un palais du gouverneur général, la protection des eaux chaudes de Katana, l'autorisation accordée à des personnes de nationalité allemande pour photographier les paysages congolais, pp. 1201 à 1203.

Projet de loi autorisant le ministre des colonies à exécuter, sur ressources extraordinaires, un plan décennal pour le développement économique et social du Congo belge. — Discussion générale. — Discours : Fait observer que le plan est complètement dans la ligne de notre politique coloniale, souligne l'intérêt économique et matériel du plan, demande à connaître les conditions dans lesquelles le Congo peut lancer des emprunts et estime que, du point de vue économique, le centre de gravité du plan décennal doit être déplacé des communications vers l'agriculture et vers une amélioration de la démographie, p. 1211.

Rappel au règlement. — Attire l'attention sur l'opportunité de donner les résultats des votes dans les deux langues nationales, p. 1364.

Projet de loi organique de l'enseignement normal. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi se rapportant aux exercices 1948, 1949 et 1950. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 30 octobre 1951, ordonnant des virements de crédits et ouvrant des crédits supplémentaires au budget des dépenses ordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1950. — Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires et autorisant des virements au budget des dépenses ordinaires du Congo belge pour l'exercice 1950. — Dépose les rapports, p. 1466.

Interpellation de M. Dehousse à M. le ministre des affaires étrangères « sur les mesures qui s'imposent pour défendre et faire aboutir la candidature de Liège, seule candidature belge, au siège de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, au lendemain de l'assemblée de Strasbourg et à la veille de la réunion des six ministres du plan Schuman ». Discussion. — Discours : Souligne l'importance qu'il y aurait, tant pour le bon fonctionnement du plan Schuman que pour favoriser le rapprochement des parties, d'établir le siège de la Haute Autorité en Belgique qui a des intérêts particuliers à défendre, p. 1496.

Projet de loi organique de l'enseignement normal. — Discussion générale. — Discours : Affirme qu'au sein du P. S. C. il n'y a jamais eu la moindre contestation au sujet du rôle des commissions mixtes. — Fait remarquer que la population plus élevée des écoles normales libres constitue la preuve que les parents font confiance aux organisations émanant de l'initiative privée. — Constate que le problème du grand nombre de diplômés eu égard aux emplois disponibles se pose pour toutes les catégories de diplômés. — Estime, en ce qui concerne les commissions, qu'aucun gouvernement n'a jamais voulu lier un ministre à des avis déterminés, p. 1564 à 1565. Intervient dans la discussion des articles 7, p. 1569, et 8, pp. 1569 et 1574; 9, p. 1574; 12, p. 1576; 12-2, p. 1581; 22, p. 1584, 26, p. 1585; 28, p. 1586.

De Bruyne (Victor), sénateur provincial d'Anvers.

Ann. — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil

De Bruyne (Victor) (suite)

de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Interpellation de M. Harmegnies « sur les retards apportés dans l'amélioration du sort des employés en matière de pension ». — Déclare qu'en améliorant la pension des employés, on diminuera sensiblement le nombre de chômeurs et demande que la réforme définitive du régime des pensions des employés soit opérée à bref délai et que satisfaction soit donnée aux revendications légitimes des employés, p. 773.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le nombre exagéré de petites communes, le problème des grandes agglomérations, le retard dans le paiement des indemnités de milice, pp. 1309 à 1310.

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — S'abstient au vote, p. 1530.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.

Decoene, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Ann. — Projet de loi portant approbation de l'accord de pré-union entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le royaume des Pays-Bas et des annexes, signés à Luxembourg le 15 octobre 1949. — S'abstient au vote, p. 716.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Examen des articles du tableau : Intérieur : Intervient dans la discussion de l'article 25, p. 1970.

de Dorlodot (baron), sénateur provincial du Hainaut.

Doc. — N° 81. Proposition de loi modifiant l'article 67 de la loi électorale communale.

N° 82. Proposition de loi concernant les dépenses relatives à la construction et à l'entretien des établissements scolaires de l'enseignement libre.

N° 221. Amendement : Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952.

N° 229. Amendement : Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952.

Ann. — Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952. — Justifie son vote, p. 96.

Observations concernant le vote par bulletin, p. 162.

Budget du ministère des finances pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 165.

Projet de loi interprétant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 167.

Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux, portant sur des immeubles à revenus modiques. — S'abstient au vote, p. 167.

Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 168.

Projet de loi modifiant l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 sur la libération et la condamnation conditionnelles. — S'abstient au vote, p. 168.

Proposition de loi modifiant la loi du 15 octobre 1945 établissant un impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi et celles des 16 octobre 1945 et 30 mai 1949 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre. — S'abstient au vote, p. 169.

Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — Justifie son vote, p. 169.

de Dorlodot (baron) (suite)

Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 210.

Projet de loi prorogeant les dispositions relatives aux places de complément des magistrats dans les Cours et tribunaux. — Justifie son vote, p. 218. — S'abstient au vote, p. 218.

Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder la garantie de l'Etat belge à l'emprunt de \$ 40,000,000 consenti au Congo belge par la Banque internationale de Reconstruction et de Développement économique à Washington, à attacher à cet emprunt toutes exonérations fiscales et à mettre à la disposition du Congo belge la contre-valeur en francs du produit d'un emprunt de \$ 30,000,000 consenti à l'Etat belge par la banque précitée. — Motive son vote et s'abstient au vote, p. 219.

Projet de loi prorogeant les effets de l'arrêté du Régent du 14 février 1946 mettant à charge de l'Etat les opérations immobilières et certains travaux relatifs à la restauration des villes et communes sinistrées. — Justifie son vote, p. 218. — S'abstient au vote, p. 219.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés. — Justifie son vote, p. 218. — S'abstient au vote, p. 220.

Projet de loi accordant certains délais pour l'acquisition de la nationalité belge. — Justifie son vote, p. 218. — S'abstient au vote, p. 220.

Projet de loi de finances pour l'exercice 1952. — Justifie son vote, p. 218. — S'abstient au vote, p. 220.

Projet de loi fixant pour l'année 1952 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne. — Justifie son vote, p. 218. — S'abstient au vote, p. 221.

Projet de loi portant prorogation de l'hypothèque légale ainsi que du privilège de l'Etat en matière d'impôt directs. — Justifie son vote, p. 218. — S'abstient au vote, p. 221.

Discussion de la déclaration du gouvernement formé le 15 janvier 1952 sous la présidence de M. Van Houtte. — Justifie son vote sur l'ordre du jour de confiance et s'abstient au vote, p. 284.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — Discussion générale. — Discours : Justifie son vote négatif, p. 358. — S'abstient au vote, p. 376.

Proposition de loi complétant la loi du 14 juillet 1951 relative au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — Discussion générale. — Discours : Condamne le principe même de la loi relative aux séquestres, p. 549.

Projet de loi portant approbation de l'accord de pré-union entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le royaume des Pays-Bas et des annexes, signés à Luxembourg le 15 octobre 1949. — S'abstient au vote, p. 716.

Motive son vote sur l'ordre du jour de confiance déposé en conclusion de l'interpellation de M. Missiaen sur le sabotage officiel en matière d'exécution de la loi du 2 avril 1948 relative au Fonds des constructions scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat, p. 508.

Budget de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1952. — Justifie son vote, p. 508.

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Justifie son vote affirmatif, p. 719.

Projet de loi modifiant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail et la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi. — S'abstient au vote, p. 755.

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Observation, p. 770.

Interpellation de M. Motz concernant les exportations vers les pays de l'Union européenne des paiements. — Discours : Déclare que le Sénat n'a pas suffisamment étudié l'accord d'Union européenne des Paiements et n'a pas pris en considération des dangers qu'il comporte, p. 917.

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951. — Interpellations jointes du baron de Dorlodot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Développe son interpellation; attire l'attention sur les inconvénients que présente l'exploitation d'autobus et dépose un ordre du jour tendant à faire remplacer les trains lourds supprimés sur la ligne 109 par des autorails et demandant la suppression du subside de 750 millions accordé par l'Etat à la S. N. C. F. B., p. 903.

de Dorlodot (baron) (suite)

- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant les intérêts à payer par les sinistrés sur les sommes empruntées pour réparation, p. 969.
- S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance déposé en conclusion à l'interpellation de M. Motz sur les exportations vers les pays de l'Union européenne des Paiements, p. 987.
- Budget des pensions pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'égalité du droit à la pension pour chaque catégorie de travailleurs, p. 1047.
- Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste. — Discussion générale. — Discours : Demande d'instituer une commission chargée d'apprécier si l'arrêté de 1929 présente un caractère arbitraire, p. 1265. — Vote sur la proposition d'ajournement et sur l'article unique. — Motive son vote, p. 1300.
- Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'opportunité de supprimer le cumul du mandat parlementaire et du mandat de bourgmestre, p. 1310. — Fait personnel de M. Harmegnies relatif à l'activité de la commission de l'intérieur. — Observations, p. 1338.
- Projet de loi relatif à la tenue d'un second registre des actions et obligations nominatives. — S'abstient au vote, p. 1531.
- Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — Discussion générale. — Discours : Critique la politique suivie par les gouvernements successifs qui ont multiplié les dépenses, pp. 1636 à 1637. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Buisseret à l'article 6, p. 1663. — S'abstient au vote, p. 1678.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion générale. — Discours : Appuie la demande de renvoi en commission, p. 1695. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 1753. — S'abstient au vote sur l'ensemble de cet article, p. 1753. — S'abstient au vote, p. 1775.
- Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. — S'abstient au vote, p. 1700.
- Proposition de loi relative à l'inaliénabilité des biens prévue par l'article 214^{ter} du Code civil. — Discussion générale. — Discours : Partage l'opinion de M. Chot, p. 1753.
- Proposition de loi tendant à accorder remise totale des indemnités tenant lieu d'allocations compensatoires touchées indûment par des bénéficiaires de la sécurité sociale ainsi que les allocataires du Fonds des estropiés et mutilés, les victimes des accidents du travail et les assurés libres en matière de pension de vieillesse. — Discussion générale. — Discours : Dit que la proposition doit être renvoyée en commission pour obvier à certains inconvénients nés de la fraude. — Déclare que le principe général de la responsabilité de l'Etat doit être étudié et tranché une fois pour toutes, pp. 1762 à 1763. — Demande le renvoi en commission, p. 1763.
- Proposition de loi modifiant l'article 67 de la loi électorale communale. — Discussion générale. — Discours : Déclare que l'incompatibilité qui existe dans la loi électorale provinciale est aussi justifiée dans la loi communale, qu'il est difficile d'exécuter de façon satisfaisante les deux mandats, que les membres des Chambres législatives doivent jouir d'une indépendance absolue vis-à-vis du pouvoir exécutif, pp. 1868 à 1869.
- Proposition de loi relative au numérotage des listes de candidats pour les élections communales. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la proposition est contraire à l'esprit de la Constitution et de la loi. — Souligne le caractère administratif des conseils provinciaux et communaux, p. 1936.
- Fait personnel : Demande la signification exacte d'un passage du *Compte rendu analytique* de la séance du 8 juillet, p. 1937.
- Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — Examen des articles du tableau. — Discours : Estime que le vote à haute voix doit être accordé chaque fois qu'un seul membre le demande; la décision n'étant pas prise, il motive son vote négatif, pp. 1943 à 1944.
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Discussion des articles. — Justifie son vote sur l'amendement de M. Harmegnies à l'article 2 et s'abstient au vote, pp. 1978 et 1979.
- Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation. — Proposition de renvoi en commission de l'article 6 : Emet des considérations, p. 1996.

De Greef (colonel), ministre de la défense nationale.

- Ann. — Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Commente l'organisation de la gendarmerie et répond aux questions soulevées en ce qui concerne : l'intervention des gendarmes en matière de roulage, les indemnités, les soins médicaux et pharmaceutiques, les barèmes, les fonctions dévolues au trésorier de la gendarmerie, le statut des sous-officiers, l'effectif de la gendarmerie, la mission préventive de la gendarmerie, l'aménagement de la caserne de Witte de Haelen, le service social et le recensement des membres du corps enseignant devant se rendre à la manifestation de Bruxelles, pp. 19 à 22. — Concernant : l'avancement des sous-lieutenants, p. 22.
- Projet de loi modifiant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail et la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi. — Dépose le projet, au nom du ministre du travail et de la prévoyance sociale, p. 25.
- Projet de loi créant le service social de l'armée. — Dépose le projet, p. 40.
- Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — Dépose le projet, p. 40. — Discussion de l'article unique. — Observation, p. 158.
- Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} juillet 1948 relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire. — Dépose le projet, p. 333.
- Motion d'ordre de M. Flamme demandant de remettre la discussion du budget de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Observation, p. 590.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les résultats de la conférence de Lisbonne, les progrès accomplis dans la mise sur pied de l'organisation occidentale en vue de maintenir la paix en Europe, la réorganisation des différents rouages du Traité Nord-Atlantique, l'extension des attributions du général Eisenhower, la répartition des frais d'infrastructure des aérodromes et des télécommunications, le problème des vingt-quatre mois de service, le programme de développement de nos forces, le problème des exemptions et des sursis, l'emploi des langues à l'armée, les examens d'admission à l'Ecole royale militaire, le contrôle de l'achat et de l'utilisation des fournitures faites aux divers organismes des forces armées et de la gendarmerie, pp. 586 à 589. — Concernant : la rédaction des accords relatifs à la Communauté européenne de défense, la question des vieux forts et des casernes, l'aménagement d'un champ d'aviation à Brecht, la situation de la bruyère de Kalmthout, l'opération « Gondola », la durée du temps de service, le cadre des officiers et des sous-officiers spécialistes, les cadres flamands, les examens d'admission à l'Ecole militaire, la question de l'appel sous les armes des candidats officiers de réserve, la question des ingénieurs universitaires, le programme des écoles d'armes, le problème de l'armement, l'importance des forces de défense de l'intérieur, la réorganisation du département, la question du moral à l'armée, l'éducation professionnelle, le service social de l'armée, les réquisitions effectuées en Allemagne, les champs de manœuvres, la mise en exploitation de terres englobées dans les plaines d'aviation, la mise sur pied des unités, pp. 625 à 630. — Amendement de M. Van Remoortel à l'article 14. — Fait remarquer qu'il est impossible au gouvernement de suivre la voie préconisée par l'amendement, p. 636. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 633.
- Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la répartition des crédits de paiement et d'engagement figurant au budget extraordinaire pour la défense nationale, le contrôle du parlement sur les dépenses pour la défense nationale, pp. 1120 à 1121.
- Projet de loi réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires et accordant la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps de paix. — Dépose le projet, p. 1180. — Discussion générale. — Discours : Donne le relevé des dépenses qu'entraîne l'augmentation des pensions militaires d'invalidité du temps de paix, p. 1713.
- Projet de loi créant le chevron de captivité pour les militaires capturés par l'ennemi au cours de la campagne de 1914-1918. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 1522.
- Interpellation de M. Buisseret à M. le ministre de la défense nationale « sur la façon dont il conçoit l'organisation de l'enseignement dans les bases militaires belges et sur les motifs qui l'ont amené à confier la gestion de l'école primaire créée par son département sur le territoire militaire de Kamina à un organisme privé ». — Discussion. — Discours :

De Greef (colonel) (suite)

Répond aux questions posées par M. Buisseret et déclare que la solution choisie s'imposait en ordre principal par souci d'utiliser au maximum les possibilités locales dans le désir d'agir assez rapidement et, en ordre subsidiaire, par raison d'économie; signale que la solution est provisoire, pp. 1878 à 1879.

De Groot, sénateur coopté.

Doc. — N° 93. Amendements : Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951.

N° 99. Proposition de loi relative au problème charbonnier.

N° 285. Amendements : Proposition de loi relative au problème charbonnier.

Ann. — Discussion de la déclaration du gouvernement formé le 15 janvier 1952 sous la présidence de M. Van Houtte. — Discours : Concernant la question du chômage et celle de l'Union européenne des Paiements, pp. 268 à 275.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — Discussion générale. — Discours : Parle du caractère politique du traité et de la méthode sur laquelle il repose; attire l'attention sur le caractère expansionniste du traité, examine pourquoi la Communauté se limite au charbon et à l'acier et quelle serait la position de la Belgique si elle n'adhérait pas au plan Schuman; souligne le degré de préparation que nous devons atteindre en Belgique pour que le traité soit véritablement fécond et expose les motifs l'ayant amené à déposer des amendements à la loi d'approbation belge du plan Schuman, pp. 295 à 298. — S'abstient au vote, p. 376.

Proposition de loi relative au problème charbonnier. — Dépose la proposition, p. 310.

Projet de loi portant approbation de l'accord de pré-union entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le royaume des Pays-Bas, et des annexes, signés à Luxembourg le 15 octobre 1949. — Discussion générale. — Discours : Demande à connaître les intentions du gouvernement en ce qui concerne les phénomènes démographiques, la note présentée par les Pays-Bas relative à une unification plus intime des politiques économiques, l'élément monétaire, l'éclatement nécessaire entre les conditions industrielles dans les deux pays et en ce qui concerne la coordination des investissements, p. 679.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'absence de politique coordonnée et convergente, l'absence de politique économique gouvernementale, les suggestions faites au gouvernement en matière de chômage, le perfectionnement des statistiques d'enregistrement du chômage et des statistiques de l'emploi réellement offert à la main-d'œuvre disponible par les différentes activités économiques, l'adaptation de la politique économique intérieure aux nécessités émanant de l'ordre international, le problème charbonnier et le plan de rééquipement des charbonnages, la réorientation de notre commerce extérieur en vue d'augmenter nos exportations vers la zone dollar, pp. 1411 à 1416.

Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — S'abstient au vote, p. 1678.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote de l'article 6, p. 1771.

Projet de loi réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires et accordant la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps de paix. — S'abstient au vote, p. 1771.

Proposition de loi relative aux billets de banque perdus ou volés. — S'abstient au vote, p. 1771.

Projet de loi portant rattachement de la commune d'Eudefghien à l'arrondissement administratif d'Ath. — S'abstient au vote, p. 1771.

Projet de loi modifiant les limites territoriales de la ville de Bouillon et de la commune de Sensenruth. — S'abstient au vote, p. 1771.

De Groot (suite)

Projet de loi autorisant le Roi à soumettre au régime forestier des bois et forêts, propriété des provinces. — S'abstient au vote, p. 1771.

Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 1950 créant l'Ordre des médecins vétérinaires. — S'abstient au vote, p. 1771.

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — S'abstient au vote, p. 1771.

Projet de loi complétant la loi du 15 avril 1884 sur les prêts agricoles. — S'abstient au vote, p. 1771.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 88) concernant l'organisation du service de l'emploi, adoptée à San Francisco le 9 juillet 1948 par l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trente et unième session. — S'abstient au vote, p. 1771.

Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1772.

Projet de loi portant ratification de certains arrêtés du Régent pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. — S'abstient au vote, p. 1772.

Projet de loi relatif à la tarification de certains actes des huis-siers. — S'abstient au vote, p. 1772.

Projet de loi relatif aux magistrats autorisés à accepter une fonction judiciaire auprès d'un organisme international. — S'abstient au vote, p. 1772.

Projet de loi modifiant les chapitres I et III du titre V du livre I^{er} du Code civil. — S'abstient au vote, p. 1773.

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les forces armées en campagne, et annexes, signées à Genève le 12 août 1949; b) convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, et annexe, signées à Genève le 12 août 1949; c) convention internationale relative au traitement des prisonniers de guerre, et annexes, signées à Genève le 12 août 1949; d) convention internationale relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, et annexes, signées à Genève le 12 août 1949. — S'abstient au vote, p. 1774.

Projet de loi portant reconnaissance de la commission tripartite pour la restitution de l'or monétaire. — S'abstient au vote, p. 1774.

Proposition de loi relative à l'inaliénabilité des biens prévus par l'article 214j du Code civil. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Dehousse, sénateur coopté.

Doc. — N° 175. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention concernant les stagiaires et de l'annexe, signées à Bruxelles le 17 avril 1950.

N° 307. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 32) concernant la protection contre les accidents des travailleurs occupés au chargement et au déchargement des bateaux, adoptée à Genève, le 27 avril 1932, par la Conférence internationale du Travail au cours de sa 16^e session.

N° 435. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 88) concernant l'organisation du service de l'emploi, adoptée à San Francisco, le 9 juillet 1948, par l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trente et unième session.

N° 436. Rapport : Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les forces armées en campagne et annexes, signées à Genève le 12 août 1949; b) Convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer et annexe, signées à Genève le 12 août 1949; c) Convention internationale relative au traitement des prisonniers de guerre et annexes, signées à Genève le 12 août 1949; d) Convention internationale relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et annexes, signées à Genève le 12 août 1949.

Ann. — Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'Unesco et la revision des manuels d'histoire, le danger que présente la proposition faite à l'Assemblée générale des Nations unies par M. Vichinsky en matière de désarmement, les hésitations que semble éprouver l'Occident en ce qui concerne la route à suivre, le problème du réarmement de l'Allemagne, les controverses constitutionnelles qui surgissent à propos du plan Schuman et du plan Pleven, les conversations entre l'est et

Dehousse (suite)

l'ouest, le programme d'assistance aux pays sous-développés, l'inscription dans les traités internationaux de la clause coloniale, l'organisation régionale européenne, l'effort d'organisation supranationale à accomplir, le problème des voies d'eau entre la Belgique et les Pays-Bas, la nécessité de fortifier la position de l'Europe à l'Organisation des Nations unies, pp. 46 à 50.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I et II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris, le 18 avril 1951 (plan Schuman). — Discussion générale. — Discours : Examine la question du point de vue politique, institutionnel et juridique, souligne l'attitude de la Grande-Bretagne à l'égard de l'armée européenne, attire l'attention sur les événements inquiétants se déroulant en Afrique du Nord et sur la politique d'anticolonialisme suivie par les Nations unies; souligne l'importance des responsabilités de la Belgique et les efforts qu'elle a accomplis en faveur du plan Marshall, de l'O. E. C. E. et de l'U. E. P., et aborde les problèmes et les objections provoqués par les quatre grandes institutions du plan Schuman, pp. 304 à 308. — Examine le problème de la constitutionnalité du plan Schuman, pp. 311 à 315. — S'abstient au vote, p. 376.

S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance déposé en conclusion de l'interpellation de M. Missiaen « sur le sabotage officiel en matière d'exécution de la loi du 2 avril 1948 relative au Fonds des constructions scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat », p. 508.

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 508.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Observation concernant l'ajournement, p. 558. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les accords de Lisbonne ayant trait à la défense, la mise au point des textes établissant la Communauté européenne de défense et les relations entre la Communauté européenne de défense et le Nato, et l'opportunité de détacher les clauses politiques des accords relatifs à la Communauté européenne de défense, pp. 602 à 604. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Van Remoortel à l'article 14, p. 637.

Projet de loi portant approbation de la convention concernant les stagiaires et de l'annexe, signées à Bruxelles le 17 avril 1950. — Dépose le rapport, p. 649.

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant le problème du rayonnement intellectuel de la Belgique à l'étranger et la situation de l'Université de Liège, pp. 690 à 692.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175, du 13 juin 1935, portant création d'un Institut de Réescampte et de Garantie. S'abstient au vote, p. 892.

Interpellation de M. Motz concernant les exportations vers les pays de l'Union européenne des Paiements. — Discours : Demande à connaître les motifs du retard apporté par le gouvernement à prendre des mesures énergiques, s'inquiète de l'incidence que pourraient avoir ces mesures sur le chômage et demande si, dans l'éventualité où aucun résultat ne serait obtenu, il n'y aurait pas lieu de subordonner l'accord de la Belgique au renouvellement de l'U. E. P. à la réunion d'une conférence monétaire qui réexaminerait le problème, p. 915.

Projet de loi contenant le budget du ministère des colonies pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la non-application à nos territoires d'outre-mer de certaines conventions internationales du travail et plus particulièrement de celle relative à la protection de la liberté syndicale, les remarques émanant de l'Organisation internationale du travail, l'opportunité de changer la dénomination du département et de développer les organisations syndicales dans la colonie, pp. 1203 à 1206.

Interpelle MM. les ministres des affaires étrangères et des travaux publics « sur le retard apporté depuis plus d'un an à la solution des trois grands problèmes portuaires ». — Discours : Reproche au gouvernement d'avoir laissé lier le problème des voies d'eau à celui de l'achèvement de Benelux et déclare que les problèmes de Lanaye, de Terneuzen et du Moerdijk doivent être résolus séparément, p. 1230.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 32) concernant la protection contre les accidents des travailleurs occupés au chargement et au déchargement des bateaux, adoptée à Genève le 27 avril 1932, par la Conférence internationale du Travail au cours de sa seizième session. — Dépose le rapport, p. 1311. — Discussion générale. — Discours : Tient à faire remarquer quant au fond de la convention qu'il existe un léger décalage entre la législation belge existante et les normes de la convention internationale, en ce sens que notre législation interne devra encore être complétée pour être mise en parfaite harmonie avec la convention. — Souligne le fait que l'élaboration de la convention

Dehousse (suite)

remonte à 1932 et communique la déclaration faite par nos deux grandes organisations syndicales, qui sont d'accord pour souhaiter d'une protection supplémentaire soit accordée aux dockers, p. 1517.

Interpellation de M. Dehousse à M. le ministre des affaires étrangères « sur les mesures qui s'imposent pour défendre et faire aboutir la candidature de Liège, seule candidature belge, au siège de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, au lendemain de l'assemblée de Strasbourg et à la veille de la réunion des six ministres du plan Schuman ». — Discussion. — Discours : Développe son interpellation et réaffirme les titres de Liège au siège des principales institutions du plan Schuman et souligne les arguments qui paraissent militer en faveur de cette solution, pp. 1490 à 1494.

Marque sa satisfaction en présence de la manifestation d'unanimité au sujet de la candidature liégeoise, pp. 1497 à 1498.

Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vermeylen à l'article 1^{er}, p. 1651. — S'abstient au vote sur l'amendement du gouvernement à l'article 2, p. 1658. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Buisseret à l'article 6, p. 1663.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 88) concernant l'organisation du service de l'emploi, adoptée à San Francisco, le 9 juillet 1948, par l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trente et unième session. — Dépose le rapport, p. 1708.

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les forces armées en campagne et annexes, signées à Genève le 12 août 1949; b) Convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, et annexe, signées à Genève, le 12 août 1949; c) Convention internationale relative au traitement des prisonniers de guerre et annexes, signées à Genève, le 12 août 1949; d) Convention internationale relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et annexes, signées à Genève le 12 août 1949. — Dépose le rapport, p. 1708.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

de la Barre d'Erquelines (comte), sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies, questeur du Sénat.

Doc. — N° 68. Rapport : Demandes de naturalisation.

N° 135. Rapport : Projet de loi relatif à la reprise définitive du chemin de fer concédé de Malines-Terneuzen (partie sur territoire belge) et sur l'incorporation de ce chemin de fer dans le réseau de la Société nationale des Chemins de Fer belges.

N° 204. Rapport : Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952.

N° 244. Rapport : Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de Fer belges à émettre sous la garantie de l'Etat des emprunts à concurrence d'une somme de 3,170 millions de francs, pour couvrir des dépenses de premier établissement et l'augmentation enregistrée dans la valeur du stock des approvisionnements.

N° 378. Rapport : Projet de loi relatif aux emprunts à émettre par la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne.

N° 417. Rapport : Demandes de naturalisation.

Ann. — Proclamé questeur du Sénat, p. 6.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — Discussion du projet de déclaration présenté par les commissions réunies des affaires étrangères et des affaires économiques. — Discours : Déclare donner son entière approbation à la déclaration, p. 374.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 420.

S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance déposé en conclusion de l'interpellation de M. Missiaen « sur le sabotage officiel en matière d'exécution de la loi du 2 avril 1948 relative au Fonds des constructions scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat », p. 508.

de la Barre d'Erquelines (comte) (suite)

- Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 508.
- Prise en considération de demandes de naturalisation. — Demande de renvoyer certains cas en commission, p. 537.
- Projet de loi relatif à la reprise définitive du chemin de fer concédé de Malines-Terneuzen (partie sur territoire belge) et sur l'incorporation de ce chemin de fer dans le réseau de la S. N. C. F. B. — Dépose le rapport, p. 532.
- Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire. — S'abstient au vote sur l'ajournement, p. 555.
- Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 556.
- Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 556.
- Interpelle le ministre des travaux publics « sur la nécessité de procéder à des travaux de démergement de la vallée de la Haine, en vue de mettre fin à une situation qui va chaque année en s'empirant et provoque de graves inondations des communes riveraines de cette rivière », p. 577.
- Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952. Dépose le rapport, p. 864.
- Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951; interpellations jointes du baron de Dorlodot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les mesures destinées à opérer un redressement de la situation financière de la S. N. C. F. B., la question de la majoration des tarifs, le problème du renouveaulement du fonds de renouvellement de la Société, les difficultés à surmonter avant de réaliser l'électrification du réseau ferroviaire, les progrès réalisés par la Sabena, p. 905.
- Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de Fer belges à émettre, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'une somme de 3,170 millions de francs pour couvrir des dépenses de premier établissement et l'augmentation enregistrée dans la valeur du stock des approvisionnements. — Dépose le rapport et demande l'urgence, p. 1068.
- Validation des pouvoirs de M. De Boey. — Donne lecture du rapport concluant à l'admission de M. De Boey, p. 1295.
- Projet de loi relatif aux emprunts à émettre par la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne. — Dépose le rapport, p. 1533.
- Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire. — S'abstient au vote, p. 1885.
- Scrutin sur la prise en considération des demandes de naturalisation. — Discours : Demande à l'assemblée de suivre la proposition faite par M. Lilar, p. 1886.
- Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — Examen des articles du tableau. — Discours : déclare qu'il est possible de modifier le règlement en ce qui concerne le vote électrique, p. 1943. — Répond à M. Van Remoortel qu'aucune somme n'est prévue pour refaire les portraits des deux derniers présidents, p. 1948.

de la Vallée Poussin, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

- Ann.* — Discussion de la déclaration du gouvernement formé le 15 janvier 1952 sous la présidence de M. Van Houtte. — Discours : Concernant le problème de l'intégration européenne, p. 256.
- Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'opportunité de réformer l'exécutif, l'impossibilité pour un ministre de remplir sa tâche d'organisateur par suite de l'amplitude des services administratifs, le déplacement des responsabilités, le but pour lequel a été créé un service de l'administration générale, le contrôle exercé par les inspecteurs des finances, la voie à suivre pour réaliser des économies, pp. 536 à 537.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la constitution d'une armée européenne, l'organisation du département de la défense nationale et le problème des retraites prématurées, p. 611.
- Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951; interpellations du baron de Dorlodot « sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse » et de M. Glineur « sur le projet de suppression du trafic des voyageurs sur la ligne Roux-Piéton ». — Discussion générale. — Discours : Concernant : le grand problème de la circulation du bas vers le haut de la ville de Bruxelles, le contrôle à effectuer sur l'Office de la Jonction, p. 998.
- Projet de loi relatif à la protection de la canne blanche. — Discussion générale. — Discours : attire l'attention du Sénat sur les conséquences déplorable qui peuvent résulter de la multiplication sans raison sérieuse des lois pénales, p. 1513.

de la Vallée Poussin (suite)

- Projet de loi relatif à l'expertise et au commerce des viandes. — S'abstient au vote, p. 1588.
- Fait personnel au sujet de l'opportunité de poursuivre la séance quand le Sénat n'est plus en nombre, p. 1669.
- Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire et proposition de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 1844.
- Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation. — Discussion générale. — Discours : estime que le crime politique doit être sanctionné mais qu'il faut le différencier du crime de droit commun et qu'il ne peut entraîner des peines plus sévères, p. 2001.
- Delmotte, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme.**
- Doc.* — N° 52. Proposition de loi modifiant et complétant l'article 4 de la loi du 30 décembre 1950 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.
- N° 74. Proposition de loi majorant certaines rentes acquises à la Caisse générale de Retraite.
- Ann.* — Proposition de loi modifiant et complétant l'article 4 de la loi du 30 décembre 1950 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. — Dépose la proposition, p. 116.
- Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie. — S'abstient au vote, p. 892.
- Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1775.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.
- Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 1883.
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.

Delor, sénateur de l'arrondissement de Nivelles.

- Ann.* — Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie. — S'abstient au vote, p. 892.
- Interpelle M. le ministre de la justice « sur la façon dont a été menée l'instruction dans l'affaire de Meensel-Kiezegem », p. 1570.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Delpont, sénateur de l'arrondissement de Louvain.

- Doc.* — N° 129. Amendement : Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952.
- N° 204. Rapport : Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952.
- Ann.* — Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'enseignement gratuit dans les écoles primaires, p. 703.
- Discussion jointe du budget du ministère des communications pour l'exercice 1952, des budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951 et des interpellations du baron de Dorlodot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'augmentation du nombre de raccordements aux réseaux téléphoniques, le programme de modernisation du réseau téléphonique, les résultats obtenus lors des examens organisés par les T. T., les cours de l'école des T. T.

Delpert (suite)

les programmes des émissions radiophoniques, l'opportunité de rattacher l'Institut de radiodiffusion au ministère de l'Instruction publique, p. 929.

Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la disproportion existant entre le pays flamand et le pays wallon au point de vue du réseau routier, pp. 1056 à 1057.

Interpellation à M. le ministre de la justice « sur la façon dont l'instruction a été menée dans l'affaire de Meensel-Kiezegem ». — Discussion. — Développe son interpellation et demande au ministre qu'une enquête soit ouverte au sujet des violences exercées au cours de l'instruction contre les prévenus afin de les faire avouer, pp. 1629 à 1630.

De Man, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres, questeur du Sénat.

Doc. — N° 185. Rapport : Proposition de loi modifiant l'article 43 du Code électoral.

N° 289. Rapport : Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952.

N° 401. Rapport : Projet de loi portant rattachement de la commune d'Eudeghien à l'arrondissement administratif d'Ath.

Ann. — Proclamé questeur du Sénat, p. 6.

Proposition de loi modifiant l'article 43 du Code électoral. — Dépose le rapport, p. 717.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les imperfections de la loi du 1^{er} octobre 1947 relative aux dommages de guerre, la situation des agents temporaires du département, le ralentissement dans le paiement des dommages de guerre, par suite de l'application de la loi Rey relative aux avances sur dommages de guerre, l'examen groupé des dossiers des sinistrés âgés de plus de 65 ans, la question des experts, le problème des coopératives des sinistrés, les accords de réciprocité en matière de dommages de guerre, la nomination d'un adjoint linguistique à la direction des dommages aux personnes, les cotisations sociales prévues dans les différents statuts des victimes de la guerre, pp. 845 à 848.

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la rémunération des instituteurs en surnombre, les traitements des membres des députations permanentes, la réforme des institutions communales et provinciales, la nécessité de la coordination et de la révision de la loi communale, la lenteur avec laquelle sont examinés les dossiers relatifs aux indemnités de milice, pp. 1358 à 1359.

Projet de loi majorant la dotation du Fonds des provinces et modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Demande de quelle façon ont été proposés les dix-huit membres du conseil d'administration du Fonds des communes pour l'assistance publique, lors de la première composition de celui-ci, p. 1864.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire. — S'abstient au vote, p. 1885.

De Marneffe, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik.

Doc. — N° 454. Rapport : Projet de loi portant modification de l'article 15, n° 2, de la loi du 8 août 1925 autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1924 et antérieurs et à l'exercice 1925.

Ann. — Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant la fructiculture, les perceptions prélevées sur l'importation de fruits hollandais, l'exportation de fruits belges, les contrées inondées du Sculensbroek dans la vallée du Démer, p. 769.

Projet de loi portant modification de l'article 16, n° 2, de la loi du 8 août 1925 autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1924 et antérieurs et à l'exercice 1925. — Dépose le rapport, p. 1786.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire. — S'abstient au vote, p. 1885.

De Nauw, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost.

Ann. — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (Plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Dequae, ministre des colonies.

Ann. — Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant la réorganisation du département, les retards dans la discussion du budget, l'aide à accorder aux colons invalides, le problème des eaux chaudes de Kakondo, la résidence du gouverneur général, l'adaptation de la législation congolaise sur les billets de change, la compétence de la Cour de Cassation pour le Ruanda-Urundi, le progrès réalisé dans le domaine social, l'application des conventions internationales du travail, les rapports avec les institutions internationales, la question du monument Stanley, la présence dans le Conseil colonial de hauts fonctionnaires coloniaux se trouvant en Belgique, le problème des allocations familiales, pp. 1207 à 1209.

Projet de loi autorisant le ministre des colonies à exécuter, sur ressources extraordinaires, un plan décennal pour le développement économique et social du Congo belge. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la signification économique du plan, la nécessité d'améliorer la structure existante et de faire un effort spécial en ce qui concerne les transports, l'électrification et l'apport de capitaux et de connaissances techniques, la nécessité absolue d'admettre les indigènes dans le circuit de l'activité économique, l'admission des indigènes en qualité de commerçants et d'artisans, le problème de la main-d'œuvre, la nécessité de réaliser l'équilibre entre les milieux agricoles et les villes, la situation financière favorable de la colonie, le coût du plan décennal, la construction de routes avec une couverture définitive et l'entretien des routes existantes, les emprunts à contracter par le gouvernement, la présence de certains Allemands au Congo, l'évolution favorable de la situation démographique au Congo, l'aide technique accordée aux territoires arriérés, pp. 1212 à 1215.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — Discussion générale. — Discours : constate que les opinions émises concernent moins le fond de la question que le fait de savoir si la loi devra prévoir la composition du conseil d'administration et l'interdiction du cumul. — Insiste sur la nécessité de la coordination entre l'Otraco et les entreprises privées, pp. 1723 à 1724.

Projet de loi relatif au régime fiscal des actions émises en échange de celles de la Société des Chemins de Fer de Léopoldville-Katanga-Dilolo (Leokadi) par suite de sa fusion avec la Compagnie du Chemin de fer du Katanga (C. F. K.). — Discussion générale. — Discours : Souligne l'importance de la coordination des transports de notre colonie et l'extrême complexité de la matière, pp. 1926 à 1927.

Derbaix, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Doc. — N° 30. Rapport : Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce.

N° 32. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce.

N° 117. Rapport : Proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce.

N° 130. Rapport : Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce.

N° 458. Rapport : Projet de loi majorant la dotation du Fonds des provinces et modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

Ann. — Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux portant sur des immeubles à revenus modiques. — Discussion générale. — Discours : Souligne les dispositions transitoires prévues dans les trois projets, pp. 136 à 139.

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce (prop. de M. Boulangier). — Dépose le rapport, p. 420. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 564.

Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce (prop. de M. Clynmans). — Dépose le rapport, p. 495. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 566.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'interpellation du statut des prisonniers politiques, du statut des déportés et du statut des réfractaires, p. 894.

Projet de loi sur la police des étrangers. — Intervient dans la discussion de l'article 17bis, p. 941.

Derbaix (suite)

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. Interpellation jointe de MM. Troclet, Verbert et Moulin à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation financière de l'assurance maladie-invalidité et sur les mesures envisagées pour y porter remède ». Interpellation jointe de M. Glineur à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation du secteur maladie-invalidité, les causes de son déficit permanent et ses conséquences pour les travailleurs assurés ». — Discussion générale. — Discours : Concernant l'octroi des allocations de chômage aux ouvriers travaillant à domicile, pp. 1317 à 1318.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion générale. — Discours : Demande si, en présence des critiques opposées, ce projet ne constitue pas la solution équitable et pondérée, pp. 1704 à 1705. — Intervient dans la discussion des articles 1-1, p. 1731; 1-3, p. 1739; 5, p. 1744; 8, p. 1744.

Proposition de loi relative à l'inaliénabilité des biens prévue par l'article 214j du Code civil. — Discussion générale. — Discours : Demande s'il ne serait pas préférable de tenir le projet en suspens jusqu'à la rentrée, étant donné qu'à ce moment on pourrait aborder les deux problèmes en même temps : le casier civil et la proposition de M. Tobback. — Propose le renvoi à la commission, pp. 1752 à 1753.

Projet de loi majorant la dotation du Fonds des provinces et modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Dépose le rapport, p. 1819. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet. — Déclare qu'il y a lieu de réexaminer, dans un proche avenir, la détermination des critères pour la répartition du Fonds et qu'en attendant de pouvoir porter un remède définitif, il y a lieu de parer au plus urgent et de subvenir au déficit catastrophique des budgets de certaines provinces, p. 1862. — Se déclare d'accord avec la critique formulée par M. Van Buggenhout disant que les communes ne sont plus représentées comme elles le souhaiteraient, mais uniquement comme le décident les députations permanentes, p. 1866. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 1867.

Descampe, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Ann. — Projet de loi relatif à la procédure en matière des statuts des résistants civils et des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, des étrangers prisonniers politiques, des prisonniers politiques et de leurs ayants droit et des résistants par la presse clandestine. — S'abstient au vote, p. 1697.

Projet de loi modifiant la loi provinciale. — S'abstient au vote, p. 1697.

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : 1^{er} convention portant création d'un conseil de coopération douanière et annexe, signées à Bruxelles le 15 décembre 1950; 2^e protocole relatif au groupe d'études pour l'union douanière européenne, signé à Bruxelles le 15 décembre 1950. — S'abstient au vote, p. 1698.

Projet de loi portant approbation de la convention sur la valeur en douane des marchandises et des trois annexes, signée à Bruxelles le 15 décembre 1950. — S'abstient au vote, p. 1698.

Projet de loi portant modification à l'article 3 de la loi du 30 mai 1951 autorisant le Roi à étendre certaines dispositions applicables en temps de guerre ou de mobilisation aux membres des forces belges affectés à l'exécution de mesures décidées par le Conseil de Sécurité des Nations unies. — S'abstient au vote, p. 1698.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco, le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi se rapportant aux exercices 1948, 1949 et 1950. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 30 octobre 1951 ordonnant des virements de crédits et ouvrant des crédits supplémentaires au budget des dépenses ordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1950. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires et autorisant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge pour l'exercice 1950. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. — S'abstient au vote, p. 1700.

Desmedt (R.), sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt.

Doc. — N^o 389. Rapport ; Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946.

Ann. — Discussion de la déclaration du gouvernement formé le 15 janvier 1952 sous la présidence de M. Van Houtte. — Discours : Concernant : l'expansion des débouchés intérieurs et étrangers, le régime des « heffingen » sur le beurre importé de Hollande, l'assèchement de terrains humides et acides, p. 281.

Interpelle MM. les ministres des affaires économiques et de l'agriculture « sur la disparition de la culture de la chicorée, naguère si prospère, et sur la politique du ministre des affaires économiques, qui contribue grandement à cette situation déplorable », pp. 573, 574 et 576.

Projet de loi portant approbation de l'accord de pré-union entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le royaume des Pays-Bas et des annexes, signés à Luxembourg le 15 octobre 1949. — S'abstient au vote, p. 716.

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les difficultés régnant dans le domaine de l'élevage de bétail, la diminution constante de la superficie agricole, l'information nécessaire aux agriculteurs émigrants, les difficultés rencontrées par les floriculteurs et les arboriculteurs, la nécessité d'assurer aux agriculteurs et aux horticulteurs une vie humaine, pp. 756-757.

Fait personnel relatif à une interruption qu'il a faite lors de la discussion du budget des travaux publics, p. 1079.

Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952. — S'abstient au vote, p. 1345.

Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique. — Intervient dans la discussion des articles, p. 1545.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Dépose le rapport, p. 1569. — Discussion générale. — Discours : Constate que l'ajustement des fermages n'est pas discuté et que les modifications proposées tendent uniquement à améliorer les textes, pp. 1683 à 1684. — Analyse les intérêts des parties en présence et déclare que ce projet de loi est une transaction. — Ne voit aucun obstacle à ce que les sanctions prévues soient atténuées, pp. 1692 à 1694. — Manifeste son étonnement devant la demande de renvoi en commission, p. 1695. — Intervient dans la discussion des articles 1^{er}, p. 1730; 1^{er}-1, p. 1731; 1^{er}-2, p. 1735; 1^{er}-3, p. 1739; 4, p. 1741; 10, p. 1745; 11, p. 1747.

Desmet (L.), sénateur provincial du Hainaut

Doc. — N^o 370. Amendements ; Projet de loi créant un ordre des reviseurs d'entreprises.

Ann. — Projet de loi portant approbation du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n^o 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Récompte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Souligne la période difficile que traverse l'industrie des faïenceries et de la porcelaine mise en présence de la concurrence étrangère, et plus spécialement de la fabrication, dont la qualité est inférieure à celle de nos produits. — Ne voit pour l'instant pas d'autre solution que celle de réserver à cette industrie menacée la plus grande partie du marché belge. — Critique le fonctionnement de la commission des prix et estime qu'elle n'a pas accompli les tâches qui lui étaient dévolues : émettre des avis sur toutes questions relatives au coût de la vie, suivre la situation des prix, faire des suggestions au ministre quant à la politique à adopter en matière des prix. — Espère que le comité permanent qui vient d'être installé avec mission d'observer les fluctuations des prix, d'indiquer les problèmes à étudier, de réunir la documentation et de préparer les travaux, aboutira à un meilleur résultat. — Insiste sur les abus commis à la vente à tempérament. — Demande la révision de la loi sur le registre du commerce. — Examine le problème de la distribution actuellement à l'étude au Conseil central de l'économie, celui de la publicité et de la rationalisation de l'industrie. — Demande d'activer l'examen du projet de loi créant le Conseil national de la coopération, pp. 1439 à 1442.

Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — Discussion générale. — Discours : Est favorable au principe de la taxation

Desmet (suite)

des bénéfiques exceptionnels. — Ne peut toutefois approuver les mesures proposées ni les modalités de ce projet de loi, qui devrait réunir certaines conditions indispensables, p. 1622. — Intervient dans la discussion des articles 1^{er}, p. 1640; 2, p. 1656.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. — Discussion générale. — Discours : Considère la taxe sur l'essence comme étant antiéconomique et propose d'appliquer une taxe sur les exemptions militaires, pp. 1643 à 1644.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2042.

De Smet, (P.), sénateur provincial du Brabant.

Doc. — N° 66. Rapport : Budget des voies et moyens pour l'exercice 1952.

N° 194. Rapport : Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un « Institut de récompte et de garantie ».

N° 298. Rapport : Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1952.

Ann. — Budget des voies et moyens pour l'exercice 1952. — Dépose le rapport, p. 158. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les effets désavantageux du plan Marshall sur l'Union économique belgo-luxembourgeoise, notre participation à l'Union européenne des paiements, la nécessité d'obtenir des commandes militaires américaines, la nécessité d'arrêter l'expansion de nos créances, la possibilité d'emprunts intérieurs et extérieurs et la nécessité de retourner progressivement à une liberté plus directe dans le monde international des affaires, pp. 381-382.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les examens d'admission à l'École royale militaire, et la situation des universitaires appelés sous les drapeaux à l'issue de leurs études, pp. 597-598.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de récompte et de garantie. — Dépose le rapport, p. 841.

S'abstient au vote sur l'ordre du jour déposé en conclusion à l'interpellation de M. Motz sur les exportations vers les pays de l'Union européenne des paiements, p. 987.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 988.

Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que les mesures transitoires, prévues par la loi de 1929, ont été appliquées avec latitude, estime que la proposition en discussion créerait une injustice grave, tant à l'égard des docteurs en médecine qu'à l'égard des licenciés en science dentaire et que l'hygiène publique se verrait menacée, p. 1194.

Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1952. — Dépose le rapport, p. 1225. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation industrielle de la Belgique, les défauts d'organisation et de rationalisation de notre enseignement professionnel et technique, la baisse de la production dans diverses branches non influencées par les produits stratégiques, la nécessité d'investir, les charges fiscales qui pèsent lourdement sur la vie économique, les crédits belges à l'Union européenne des paiements, l'utilisation des ingénieurs miliciens pendant leur service militaire et l'importance économique de la dispense du service militaire pour tous les travailleurs du fond des charbonnages à la veille de l'entrée en vigueur du plan Schuman, les conséquences économiques regrettables dues à la prolongation de la durée du service militaire, la compréhension défectueuse manifestée parfois par certains agents insuffisamment avertis des besoins d'organismes établis en vue des recherches utiles à l'industrie et capables de favoriser la promotion de l'économie belge, l'urgence des solutions requises par les problèmes de l'emploi et de l'investissement, pp. 1404 à 1406. — Estime que la production et le commerce extérieur doivent être augmentés et qu'une priorité doit être accordée aux investissements, p. 1468.

De Stobbeleir, sénateur coopté.

Doc. — N° 166. Amendement : Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952.

Ann. — Projet de loi interprétant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 167.

Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux, portant sur des immeubles à revenus modiques. — S'abstient au vote, p. 167.

Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 168.

Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — S'abstient au vote, p. 169.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la taxe d'ouverture des débits de boissons, p. 402.

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le service de l'orientation professionnelle, p. 665. — Intervient dans la discussion de l'art. 22 (section 1), p. 726.

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'augmentation du fonds de dotation de l'Institut national du crédit agricole, le plan quinquennal présenté par le ministre, le problème des baux à ferme, la politique d'investissements, le remembrement des biens ruraux, la création de services inutiles, le salaire des agriculteurs, la nécessité d'améliorer les étables pour le bétail d'élevage, la lutte contre la tuberculose, les efforts à faire en matière d'enseignement agricole, les subsides à la culture du houblon, la floriculture, l'achat du bois de mines, p. 766.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : concernant le crédit supplémentaire de 20 millions mis à la disposition de l'Œuvre nationale des veuves, orphelins et ascendants des victimes de la guerre, le projet en préparation relatif à la procédure à suivre pour l'élaboration des statuts des victimes de la guerre, la nécessité de coordonner les œuvres s'occupant des intérêts des victimes de la guerre, le rapatriement des corps des victimes déportées, la question des pelouses d'honneur de nos cimetières communaux, la situation du personnel temporaire du département, la nécessité d'examiner les amendements au statut des prisonniers politiques, la question des camps douteux, les internés en Extrême-Orient après la déclaration de guerre du Japon à la Belgique, les frais de déplacement pour les comparants devant les commissions d'admission et la restitution des sommes perçues par les victimes de la guerre, la nécessité d'accélérer l'examen des dossiers relatifs aux victimes de la guerre, la répartition peu rationnelle des subsides aux fédérations des victimes civiles de la guerre, l'activité des directions provinciales, les décisions prises par la commission interministérielle en matière de priorités exceptionnelles, les difficultés financières à vaincre si l'on veut indemniser les sinistrés, pp. 849 à 851.

S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance déposé en conclusion à l'interpellation de M. Harmegnies sur les pensions des employés, p. 865.

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951; interpellations jointes du baron de Dordodot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton et sur les conséquences de l'application éventuelle de ce projet. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les réductions accordées par la S. N. C. F. B. pour le transport des marchandises, p. 931.

Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un Fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le rôle de l'industrie du bâtiment dans la lutte contre le chômage, la nécessité de payer les entrepreneurs à l'échéance, d'éviter l'exécution de travaux à caractère spectaculaire et de tendre à une exécution raisonnée de travaux présentant un certain caractère d'urgence, pp. 1054 à 1055.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1359.

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — Discussion des articles. — S'abstient au vote des amendements à l'article 1^{er}, p. 1460.

Budget des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation économique des industries textiles de la région d'Audenarde, Renaix et Alost, les difficultés très

De Stobbeir (suite)

graves que connaît l'industrie de la rayonne et le fait que la Belgique, comme partenaire de Benelux, est privée des droits élevés de douane habituels, les mesures d'importation restrictives édictées ou les droits d'importation élevés pratiqués par les pays étrangers, le fait que nos fabricants et industriels sont défavorisés comparativement aux Néerlandais en matière d'adjudications, les mêmes difficultés existant au Grand-duché, la nécessité d'une protection provisoire aux secteurs compromis, la lutte des classes moyennes pour leur existence et les promesses qui leur ont été faites, pp. 1468 à 1473.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. — Discussion générale. — Discours : Désapprouve la politique fiscale du gouvernement en la matière, pp. 1644 à 1645.

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion générale. — Discours : Estime que les amendements du gouvernement ne constituent qu'une demi-mesure, du fait que les victimes de la guerre n'obtiennent pas le régime auquel elles ont droit, p. 1719.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Fait état des difficultés avec lesquelles les sinistrés sont aux prises depuis douze ans, p. 1778.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certaines crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Examen des articles du tableau. — Intérieur : Intervient dans la discussion de l'article 25, p. 1970.

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparations. — Discussion générale. — Discours : Explique la portée des amendements tendant à rendre justice aux épouses et aux enfants des invalides, p. 2004.

De Taeye, ministre de la santé publique et de la famille.

Ann. — Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les résultats obtenus et les efforts faits en matière du problème du logement, l'exécution des travaux de voirie, l'octroi de primes à la construction, la poursuite de l'effort financier dans le secteur de la construction d'habitations, la solution du problème des taudis, l'effort déployé par le département en vue d'améliorer les établissements pour orphelins et de fournir un meilleur logement à nos vieillards, l'exécution de travaux d'hygiène, l'alimentation en eau potable, les difficultés d'ordre administratif, technique et financier à vaincre pour résoudre le problème de la pollution des cours d'eau, la question des abattoirs, pp. 455 à 458. — Concernant : le problème de l'incinération des immondices, les résultats obtenus au point de vue du régime hospitalier et des hôpitaux universitaires, l'action de l'O. N. E. dans le cadre de la médecine préventive, l'augmentation des crédits en faveur des crèches pouponnières et colonies agréées, le plan pour la lutte contre la tuberculose, la solution du problème des centres de santé, les subsides aux œuvres d'éducation physique et aux sports, la politique familiale du département, le contrôle du commerce de la viande, la répartition des crédits relatifs à la maladie bleue et à la poliomyélite, la réadaptation de jeunes femmes, l'inspection médicale scolaire, l'ordre des médecins, le problème des personnes déplacées, pp. 459 à 463. — Concernant : la lutte contre l'alcoolisme, l'aide à accorder aux orphelins et aux enfants abandonnés, l'achat de médicaments, la nomination d'un inspecteur des asiles d'aliénés et les subsides pour l'hygiène mentale, la réorganisation des services sociaux des départements, pp. 463 à 464.

Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la réglementation de 1929 ne contient ni erreurs, ni injustices, expose quel était le statut légal des dentistes avant la loi de 1929, attire l'attention sur l'incidence de la proposition, p. 1191. — Fait remarquer que le vote de la proposition ne règle pas la question des dentistes et invite le Sénat à rejeter la proposition, p. 1266.

Projet de loi relatif à la protection de la canne blanche. — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'il n'est pas possible d'assurer une sécurité suffisante aux aveugles dans le cadre des règlements de la circulation; déclare qu'en ce qui concerne l'application de sanctions, une discrimination doit être faite entre le port inconsideré et le port frauduleux

De Taeye (suite)

de la canne blanche, pp. 1513 à 1514. — Communique la réponse que lui ont donnée les procureurs généraux aux questions qu'il leur a posées au sujet de la protection de la canne blanche et de la répression des abus commis à l'aide de celle-ci; dit que l'unanimité n'a pas été atteinte sur plusieurs points; croit néanmoins que l'ensemble du projet relatif à la protection de la canne blanche est considéré comme étant souhaitable, p. 1526.

Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique. Discussion générale. — Discours : Croit que le compromis auquel on a abouti est parfaitement sain, bien que d'autres formules puissent être recherchées; estime qu'une période transitoire est nécessaire et que compte doit être tenu des intérêts des deux groupes, pp. 1534 à 1535. — Intervient dans la discussion des articles 2, p. 1540; 3 et 4, p. 1545.

Projet de loi relatif à l'expertise et au commerce des viandes. — Discussion générale. — Discours : Estime que les garanties prévues par le projet auront comme conséquence une amélioration de la santé publique et du commerce avec l'étranger; déclare qu'un grand pas en avant a été fait en ce qui concerne les plans pour la création d'un service général et public de l'abattage et en ce qui concerne la répression de la fraude fiscale, pp. 1546 et 1547. — Intervient dans la discussion de l'article 5, p. 1548.

Devriendt, sénateur provincial de la Flandre occidentale.

Doc. — N° 6. Rapport : Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1952.

N° 478. Rapport : Projet de loi portant : a) révision des dispositions exceptionnelles de l'arrêté-loi du 27 février 1947, modifiant les arrêtés royaux des 7 et 8 août 1939 sur les assurances mutuelles maritimes contre les risques de guerre, et b) abatement sur le remboursement des primes pour assurances contre les risques ordinaires et de guerre avancées par la régie de la marine pour les bâtiments de pêche évacués en Grande-Bretagne pendant la guerre.

Ann. — Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951; interpellations du baron de Dorlodot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la décision de pays voisins visant la réduction de devises octroyées aux touristes qui se rendent dans notre pays, l'œuvre constructive accomplie dans le domaine du tourisme, p. 978.

Projet de loi portant : a) révision des dispositions exceptionnelles de l'arrêté-loi du 27 février 1947 modifiant les arrêtés royaux des 7 et 8 août 1939 sur les assurances mutuelles maritimes contre les risques de guerre, et b) abatements sur le remboursement des primes pour assurances contre les risques ordinaires et de guerre avancées par la régie de la marine pour les bâtiments de pêche évacués en Grande-Bretagne pendant la guerre. — Dépose le rapport, p. 1899.

Projet de loi abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boissons. — Discussion générale. — Discours : Estime que le projet permettra d'assurer la subsistance d'un grand nombre de nos concitoyens, p. 2015.

De Winter, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 149. Rapport : Projet de loi facilitant l'autorisation d'amodiation de parties peu importantes des concessions de mines.

N° 190. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1939 instituant un Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers.

N° 290. Rapport : Projet de loi relatif à l'approbation des comptes de prévision de la régie des services frigorifiques de l'Etat belge pour l'exercice 1951.

N° 306. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relatif aux services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà, signé à Londres le 8 mai 1951.

N° 329. Rapport : Projet de loi portant ratification de certains arrêtés du Régent pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises.

N° 371. Rapport : Proposition de loi relative au problème charbonnier.

N° 414. Rapport : Proposition de loi tendant à accorder une remise totale des indemnités tenant lieu d'allocations compensatoires touchées indûment par les bénéficiaires de la sécurité sociale ainsi que les allocations du Fonds des estropiés et mutilés, les victimes des accidents du travail et les assurés libres en matière de pension de vieillesse.

Ann. — Projet de loi facilitant l'autorisation d'amodiation de parties peu importantes des concessions de mines. — Dépose le rapport, p. 593.

De Winter (suite)

- Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1939 instituant un Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers. — Dépose le rapport, p. 795.
- Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951; interpellations du baron de Dorlodot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les causes du déficit budgétaire de la S. N. C. F. B., les charges imposées par l'Etat à la Société nationale, le Fonds de compensation des pêcheurs, p. 957 à 959.
- Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà, signé à Londres le 8 mai 1951. — Dépose le rapport, p. 1311. — Discussion générale. — Discours : Espère que l'unique question encore en suspens, le point d'atterrissage en Angleterre, pourra être réglée à bref délai avec l'accord des parties, p. 1518.
- Proposition de loi relative au problème charbonnier. — Dépose le rapport, p. 1518.
- Projet de loi portant ratification de certains arrêtés du Régent pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. — Dépose le rapport, p. 1597.
- Proposition de loi tendant à accorder remise totale des indemnités tenant lieu d'allocations compensatoires touchées indûment par les bénéficiaires de la sécurité sociale ainsi que les allocataires du Fonds des estropiés et mutilés, les victimes des accidents du travail et les assurés libres en matière de pension de vieillesse. — Dépose le rapport, p. 1648. — Discussion générale. — Discours : Déclare que les instructions de l'administration étaient parfaitement claires. Dit qu'une procédure spéciale de remboursement a été prévue en la matière et que dans certains cas une exonération totale peut être accordée par le ministre, pp. 1760 et 1763.
- Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — S'abstient au vote, p. 1678.
- Projet de loi modifiant les chapitres I^{er} et III du titre V du livre I^{er} du Code civil. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 1755.

Dhondt, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt.

- Ann.* — Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Réescampte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.
- Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Rolin à l'article 406, p. 1127.
- Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes. — S'abstient au vote, p. 1528.
- Projet de loi réglant l'organisation de l'enseignement technique de l'Etat et instituant un Conseil supérieur de l'enseignement technique. — S'abstient au vote, p. 1528.
- Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1528.
- Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 18 mai 1951 relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1529.
- Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 20 juin 1951 relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1529.
- Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 20 novembre 1951 relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1529.
- Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 5 mars 1951 modifiant la loi du 6 août 1849 sur le transit. — S'abstient au vote, p. 1529.
- Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — S'abstient au vote, p. 1531.
- Projet de loi relatif à l'approbation des comptes de prévision de la régie des services frigorifiques de l'Etat belge pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1531.
- Projet de loi relatif à la tenue d'un second registre des actions et obligations nominatives. — S'abstient au vote, p. 1531.
- Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires prononcées pendant l'occupation ennemie du chef d'abandon de poste à charge des membres du personnel des provinces, des communes, des établissements publics subordonnés aux communes, des commissions d'assistance publique, des écoles adoptées et des écoles adoptables et aux effets des interruptions de service pour abandon de poste sur la rémunération de ces agents et du personnel enseignant des écoles adoptées et adoptables. — S'abstient au vote, p. 1532.
- Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 32) concernant la protection contre les accidents des travailleurs occupés au chargement et au déchargement

Diondt (suite)

- des bateaux, adoptée à Genève le 27 avril 1932 par la Conférence internationale du Travail au cours de sa seizième session. — S'abstient au vote, p. 1532.
- Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et le Commonwealth britannique sur les sépultures militaires, signé à Bruxelles le 20 juillet 1951. — S'abstient au vote, p. 1532.
- Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà, signé à Londres le 8 mai 1951. — S'abstient au vote, p. 1532.
- Projet de loi créant le chevron de captivité pour les militaires capturés par l'ennemi au cours de la campagne de 1914-1918. — S'abstient au vote, p. 1533.
- Projet de loi portant réglementation du paiement de la rémunération des travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de louage de travail. — S'abstient au vote, p. 1533.
- Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique. — S'abstient au vote, p. 1587.
- Projet de loi relatif à l'expertise et au commerce des viandes. — S'abstient au vote, p. 1588.
- Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Dierckx, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

- Ann.* — Projet de loi interprétant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 167.
- Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux, portant sur des immeubles à revenus modique. — S'abstient au vote, p. 167.
- Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 141. — S'abstient au vote, p. 168.
- Projet de loi fixant un délai de conclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — S'abstient au vote, p. 169.
- Projet de loi modifiant l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 sur la libération et la condamnation conditionnelles. — S'abstient au vote, p. 168.
- Proposition de loi établissant un statut des évadés de guerre. — S'abstient au vote, p. 170.
- Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Intervient dans la discussion de l'article 5 (nouveau), p. 207.
- Projet de loi de finances pour l'exercice 1952. — Motive son vote, p. 214.
- Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (Plan Schuman). — Discussion du projet de déclaration présenté par les commissions réunies des affaires étrangères et des affaires économiques. — Discours : Donne les motifs pour lesquels il approuvera le plan Schuman, expose la raison d'être de la déclaration, précise la portée de chacun de ses points essentiels et insiste sur la nécessité de voir cette déclaration publiquement approuvée par le gouvernement et jointe au vote qui sera émis sur le traité lui-même, pp. 371 à 373.
- Budget des voies et moyens pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'index élevé du coût de la vie, le chemin parcouru par le gouvernement P. S. C. depuis dix-huit mois, les pertes subies par la Belgique à l'U. E. P., la charge de la sécurité sociale et la charge de la fiscalité, pp. 404 à 407.
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1951 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1950 et antérieurs (*Doc. S. 109*). — Observation concernant l'article 5, p. 866.
- Projet de loi contenant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1952 et postposant la clôture d'opérations relatives à l'exercice 1951. — Justifie son vote négatif, p. 891.
- Interpellation de M. Motz concernant les exportations vers les pays de l'Union européenne des Paiements. — Discours : Concernant les spéculations qui pourraient se faire du fait que la Belgique vend à un cours officiel inférieur à sa valeur réelle, p. 916.

Dierckx (suite)

Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes, et de l'interpellation de M. Vreven à M. le ministre des travaux publics « sur les inondations chroniques dans la vallée du Démer, provoquées par un manque de possibilités d'écoulement adéquates ». — Discussion générale. — Discours : Concernant la nécessité de mobiliser notre créance de 20 milliards à l'U. E. P., p. 1118.

Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste. — Discussion générale. — Discours : Estime que la pratique de l'art dentaire ne peut être confiée à des gens n'ayant pas de connaissances scientifiques suffisantes et déclare que le vote de la proposition créerait une injustice flagrante vis-à-vis de ceux qui ont respecté la loi, pp. 1196 à 1197.

Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : de nouvelles économies à réaliser, la résorption du chômage, la limitation des possibilités financières et la création d'industries nouvelles, l'assainissement de la situation financière, les charges excessives qui pèsent sur les classes moyennes, pp. 1406 à 1410. — S'abstient au vote, p. 1528.

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Propose qu'on revienne en 1953 à la notion traditionnelle et constitutionnelle des prévisions brutes des recettes fiscales, complétées par une évaluation des annulations et des remboursements qui figureront à nouveau à leur place au budget des non-valeurs et remboursements. Relève le cas des restitutions d'impôts indûment perçus, pp. 1421 à 1423.

Projet de loi réglant l'organisation de l'enseignement technique de l'Etat et instituant un Conseil supérieur de l'enseignement technique. — S'abstient au vote, p. 1528.

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1528.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 18 mai 1951 relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1529.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 20 juin 1951 relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1529.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 20 novembre 1951 relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1529.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 5 mars 1951 modifiant la loi du 6 août 1849 sur le transit. — S'abstient au vote, p. 1529.

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — S'abstient au vote, p. 1530.

Projet de loi relatif à l'approbation des comptes de prévision de la régie des services frigorifiques de l'Etat belge pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1531.

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires prononcées pendant l'occupation ennemie du chef d'abandon de poste à charge des membres du personnel des provinces, des communes, des établissements publics subordonnés aux communes, des commissions d'assistance publique, des écoles adoptées et des écoles adoptables et aux effets des interruptions de service pour abandon de poste sur la rémunération de ces agents et du personnel enseignant des écoles adoptées et adoptables. — S'abstient au vote, p. 1532.

Projet de loi créant le chevron de captivité pour les militaires capturés par l'ennemi au cours de la campagne de 1914-1918. — S'abstient au vote, p. 1533.

Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — Discussion générale. — Discours : Demande si le gouvernement veut faire une déclaration disant que ce projet ne s'applique qu'à l'exercice 1951, p. 1622. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 1652.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire et proposition de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires. — Discussion générale. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 1843.

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 1883.

Doutrepont, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, questeur du Sénat.

Doc. — N° 16. Proposition de loi instaurant une mesure exceptionnelle en matière d'impôts directs.

N° 128. Amendements : Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952.

Doutrepont (suite)

N° 178. Amendements : Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1951 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1950 et antérieurs (1^{er} feuillet).

N° 179. Amendements : Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1951 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1950 et antérieurs (2^e feuillet).

N° 277. Sous-amendement aux amendements du gouvernement : Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire.

N° 493. Amendements : Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs.

Ann. — Proclamé questeur du Sénat, p. 6.

Proposition de loi instaurant une mesure exceptionnelle en matière d'impôts directs. — Dépose la proposition, p. 40.

Budget du ministère des finances pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la réduction de l'efficacité de l'action de la Cour des comptes, l'insertion annuelle dans les budgets des dérogations à des lois organiques, la liquidation des nouvelles rémunérations avant la parution de l'arrêté royal organique, l'inconstitutionnalité de certains actes du gouvernement, la méconnaissance des prérogatives du parlement, pp. 91 à 95. — Concernant : l'effectif du personnel du cabinet des finances, les frais du cabinet, les attributions de l'inspection des finances, la question des organismes parastataux, le paiement des traitements sur des barèmes établis par arrêté ministériel et non par arrêté royal, et la nécessité de procéder à une révision de la Constitution, pp. 97 et 98. — Concernant : les dérogations à la loi sur la comptabilité de l'Etat, les avances de trésorerie, les avances pour paiement des traitements sans base organique, la mission des attachés de cabinet, la révision des traitements depuis la libération, pp. 121 à 123.

Projet de loi des finances pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Proteste contre les douzièmes provisoires, fait remarquer qu'il est manifestement impossible de voter les budgets avant l'ouverture de l'exercice le 1^{er} janvier et propose de modifier la date initiale de l'exercice, p. 211.

Discussion de la déclaration du gouvernement formé le 15 janvier 1952 sous la présidence de M. Van Houtte. — Discours : Concernant : le problème du personnel de l'Etat, les infractions à notre régime parlementaire, les avances du Trésor, les délibérations du conseil des ministres, les dépassements de crédits, la perception des « heffingen » sur l'importation de beurre, le plan Schuman et l'intégration de l'armée dans la Communauté européenne, pp. 251 à 256.

Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la composition du cabinet du premier ministre, le fonctionnement du service d'administration générale, le régime des traitements, p. 532. — Concernant le paiement des traitements sans aucune base légale, p. 540.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Observation concernant l'ajournement, p. 559. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'observation des dispositions constitutionnelles, l'incidence de notre régime militaire sur la vie sociale, économique et financière du pays, la mise en vente par le service social de l'armée de séries de vignettes, l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires, le problème des réquisitions en Allemagne, la constitution par la force aérienne d'une association pour mettre en valeur les terres expropriées, l'établissement d'une base britannique en Campine, les nombreuses dérogations à la loi sur la comptabilité de l'Etat, le sacrifice imposé aux jeunes gens par suite des vingt-quatre mois de service, pp. 609 à 611. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 632.

Motion d'ordre concernant le discours de M. Leysen lors de la discussion du budget de l'instruction publique, p. 659.

Projet de loi portant approbation de l'accord de pré-union entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le royaume des Pays-Bas et des annexes, signés à Luxembourg le 15 octobre 1949. — Discussion générale. — Discours : Concernant les prélèvements sur le beurre hollandais importé, p. 677. — S'abstient au vote, p. 716.

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant les irrégularités commises par le département, p. 719.

Projets de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1951 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1950 et antérieurs. — Discussion générale. — Discours : Proteste contre les irrégularités, les illégalités et les inconstitutionnalités contenues dans le projet, estime que le parlement est privé de son droit de contrôle, souligne l'abus de crédits supplémentaires et justifie ses amendements, pp. 799 à 804. — Souligne le danger des

Doutrepont (suite)

crédits supplémentaires et déclare que le parlement est mis dans l'impossibilité d'exercer ses prérogatives constitutionnelles, p. 805. — Observation concernant l'article 5 (Doc. Sénat 109), p. 866. — Vote. — Observation, p. 891.

Projet de loi contenant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1952 et postposant la clôture d'opérations relatives à l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Demande que les documents de la commission chargée d'examiner la modification de la date d'ouverture de l'exercice soient transmis aux membres de l'assemblée, proteste contre le fait que pour les dépenses, la durée de l'exercice se termine fin mai 1952, que pour les recettes, la durée de l'exercice est étendue jusqu'à fin août 1952 et que, d'autre part, la taxe indûment perçue à la source peut être remboursée jusqu'au 31 décembre 1952, p. 858.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Récompte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952. — Discussion de l'article 421bis. — Intervention concernant les emprunts à émettre par la Société nationale de la Petite Propriété terrienne, p. 1128.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Déclare que les demandes de crédits provisoires mènent à la suppression complète des prérogatives parlementaires et rendent le contrôle parlementaire impossible, aborde la question de l'avance accordée au commissaire royal de l'Exposition de 1956, p. 1354. — Concernant la mauvaise organisation administrative du contrôle et du comité du Trésor, p. 1355.

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : procède à l'examen du budget pour ordre, qui théoriquement devrait comprendre une subdivision bien nette : les fonds des tiers et les fonds spéciaux; constate les accrocs faits à cette classification classique et demande de rentrer dans la voie normale et constitutionnelle; demande que les bilans des organismes parastataux figurent au budget; déclare qu'il ne peut voter le budget pour ordre, pp. 1420 à 1421.

Projet de loi organique de l'enseignement normal. — Intervient dans la discussion de l'article 12-2, p. 1581.

Projet de loi réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires et accordant la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps de paix. — Discussion générale. — Discours : Insiste sur l'incidence budgétaire du projet de loi, p. 1713.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Motion d'ordre : Fait remarquer qu'il y a lieu de se prononcer sur l'urgence du projet, p. 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la limitation des crédits supplémentaires aux dépenses résultant de circonstances imprévisibles lors de l'élaboration du budget et les sanctions à charge des ordonnateurs responsables des dépassements de crédits; la nécessité de réformer les méthodes budgétaires pour réaliser les économies; l'innovation de chiffrer le montant de la dépense entraînée par toute nouvelle loi ou pour toute modification à une loi existante, l'octroi du crédit nécessaire aux paiements pendant l'exercice en cours et le rattachement de ce crédit au budget déterminé, la justification de ce crédit; la méthode inconstitutionnelle et antiparlementaire des avances du Trésor; les dérogations aux lois organiques; les prescriptions: la rémunération des magistrats siégeant dans une commission ou dans un organe quelconque de l'exécutif; la répartition entre les différents départements des crédits affectés à la révision du statut pécuniaire; les dépenses militaires, l'inscription des crédits relatifs au pont de Corée au budget des affaires étrangères; l'existence d'une convention avec la S. N. C. I., pp. 1951 à 1955. — Examen des articles du tableau : Budget du ministère de l'intérieur : Intervient dans la discussion de l'article 25, p. 1969. — Budget du ministère de l'instruction publique : Intervient dans la discussion de l'article 22-3, p. 1974. — Budget du ministère des finances : Intervient dans la discussion de l'article 498bis, p. 1974. — Discussion des articles du projet de loi : Intervient dans la discussion des articles 7 et 10, p. 1981.

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation des invalides et des veuves de guerre; le montant des avances accordées pendant le premier semestre de l'année 1951; la date de la rétroactivité, pp. 2003 à 2004.

Driessen (Mlle), sénateur coopté.

Ann. — Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les institutions pour enfants débiles et anormaux, l'attitude, le rôle et la responsabilité de l'O. N. E., les nominations faites par le conseil supérieur de l'O. N. E., pp. 427 à 429. — Concernant : le conseil supérieur de l'O. N. E., la compétence du ministre relative à l'O. N. E., l'attitude de l'O. N. E. au cours de l'occupation, p. 454.

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant le but du Fonds des Mieux-Doués, p. 720.

Projet de loi contenant le budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. — Interpellation jointe de MM. Troclet, Verbert et Moulin à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation financière de l'assurance maladie-invalidité et sur les mesures envisagées pour y porter remède ». Interpellation jointe de M. Glineur à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation du secteur maladie-invalidité, les causes de son déficit permanent et ses conséquences pour les travailleurs assurés ». — Discussion générale. — Discours : Concernant l'aide aux estropiés et mutilés, la situation créée dans nos familles ouvrières par la saisie des salaires à la suite d'achats à crédit, les conséquences du travail salarié de la femme mariée, p. 1290.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'Ordre judiciaire. — Justifie son vote et s'abstient au vote, p. 1885.

Duray, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies.

Ann. — **Projet de loi** portant approbation du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951; interpellations jointes du baron de Dorlodot sur la suppression de trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs sur la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant la suppression éventuelle des trains de voyageurs sur la ligne Haime-Saint-Pierre-Soignies, p. 993.

Proposition de loi modifiant l'article 43 du Code électoral. — Discussion de l'article unique. — Estime que les demandes pour l'obtention de listes électorales doivent être adressées par lettre recommandée au bourgmestre de la commune, p. 1103.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Proposition de loi relative au numérotage des listes de candidats pour les élections communales. — Discussion générale. — Discours : Demande d'utiliser le numérotage uniforme là où les communes sont enchevêtrées, afin de ne pas induire l'électeur en erreur, p. 1936.

Duterne, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Ann. — **Projet de loi** portant approbation du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (Plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Récompte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Duvieusart, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Doc. — N° 84. Rapport : **Projet de loi** portant approbation du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris, le 18 avril 1951.

Duvieusart, ministre des affaires économiques et des classes moyennes.

Ann. — Projet de loi facilitant l'autorisation d'amodiation de parties peu importantes de concessions des mines. — Dépose le projet, p. 304.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (Plan Schuman). — Discussion et vote sur la recevabilité des amendements proposés par MM. De Grote et consorts. — Observations, p. 310. — Discussion générale. — Discours : Examine les problèmes économiques posés par le plan Schuman; aborde les causes d'inégalité qui affectent notre industrie charbonnière, telles que l'inégalité des salaires, l'insuffisance d'équipement et de l'état actuel de la structure de nos charbonnages et les conditions du gisement; parle de la politique d'investissements des charbonnages, attire l'attention sur l'évolution de l'Allemagne et sur les clauses de subsidiarité du traité et examine le sort qui sera fait à la sidérurgie belge, pp. 316 à 319. — Expose la politique qu'il se propose de suivre en ce qui concerne la mise au point de la structure de notre industrie charbonnière, la mise à fruit des gisements de Campine et le problème du financement, p. 348. — Fait remarquer que le gouvernement a tenté l'impossible pour donner satisfaction à tout le monde et déclare que le gouvernement poursuit une politique charbonnière active, p. 366.

Interpellation de M. R. Desmedt à MM. les ministres des affaires économiques et de l'agriculture « sur la disparition de la culture de la chicorée, naguère si prospère, et sur la politique du ministre des affaires économiques, qui contribue grandement à cette situation déplorable. — Discours : Déclare qu'il a été mis fin aux importations directes de cassettes de chicorée, que seules subsistent les importations en vue des réexportations et qu'il sera mis fin à toute tentatives de fraude, p. 575.

Projet de loi portant élévation de la limite des engagements de la Caisse nationale de Crédit professionnel. — Discussion générale. — Observation, p. 861.

Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1939 instituant un Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers. — Discussion générale. — Discours : Attire l'attention sur l'urgence du projet, p. 1096.

Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire de routes et de l'interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant les sondages à effectuer dans le pays, p. 1122.

Projet de loi modifiant les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919. — Dépose le projet, p. 1180.

Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la réduction du crédit aux recherches dans l'industrie et l'agriculture et l'augmentation de ce poste l'an prochain; l'octroi d'un subside, pour l'an prochain, à l'industrie du film de fiction; les véhicules automoteurs du département; le budget de la régie frigorifique; le traitement des huissiers; les subsides aux charbonnages; le poste de subsides pour le pain; stockage, achat, prix du blé; le ministère du ravitaillement, en liquidation, et l'O. C. R. A.; la réduction du cadre du département; le problème de l'emploi, les statistiques du chômage et les industries en dépression; le commerce extérieur et l'U. E. P.; le problème charbonnier et l'échec auquel est voué tout plan d'investissement si les possibilités d'investir sont supprimées par l'augmentation du prix de revient; le développement de notre puissance énergétique dans le domaine du gaz, de l'électricité et de la pétrochimie; la crise mondiale qui sévit dans l'industrie textile; le rôle dévolu au Comité de coordination du crédit rappelé en activité; les mesures fiscales qui seront proposées par le gouvernement en faveur des entreprises nouvelles; l'élargissement du champ d'action de l'arrêté-loi de 1881 accordant la garantie de l'Etat aux entreprises; la création d'une société de financement qui serait autorisée à prendre, à titre temporaire et supplétif, des participations dans les entreprises dont elle voudrait promouvoir le lancement; les subsides accordés à la Société nationale de Crédit à l'Industrie pour assurer des financements à taux réduit; le financement des investissements; la meunerie, l'industrie du cuir et le problème du diamant; la sauvegarde de l'atmosphère de liberté et de responsabilité pour les classes moyennes; la pension pour les travailleurs indépendants, pp. 1454 à 1466. — Discussion des articles réservés. — Intervient dans la discussion de l'article 24/20 du tableau, p. 1528.

Motion d'ordre de M. Debaise concernant les catastrophes minières et les mesures à prendre pour assurer la sécurité des mineurs. — Fait des observations concernant la nature des quatre dernières catastrophes minières et le problème des responsabilités, pp. 1635 et 1636.

Duvieusart (suite)

Proposition de loi tendant à accorder remise totale des indemnités tenant lieu d'allocations compensatoires touchées indûment par des bénéficiaires de la sécurité sociale ainsi que les allocations du Fonds des estropiés et mutilés, les victimes des accidents du travail et les assurés libres en matière de pension de vieillesse. — Discussion générale. — Discours : Déclare que de très larges délais seront accordés, mais que la règle du remboursement doit être la même pour tous, pp. 1760 à 1761.

E

Estienne, sénateur provincial du Brabant.

Doc. — N° 255. Rapport : Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1952.

Ann. — Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les crédits aux stations agronomiques de l'Etat et à l'Institut agronomique de l'Université de Louvain, p. 768.

Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1952. — Dépose le rapport, p. 1143.

F

Ferijn, sénateur provincial de la Flandre occidentale.

Ann. — Projet de loi portant approbation de l'accord de pré-union entre l'Union économique belge-luxembourgeoise et le royaume des Pays-Bas, et des annexes, signés à Luxembourg le 15 octobre 1949. — S'abstient au vote, p. 716.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Examen des articles du tableau. — Intérieur : Intervient dans la discussion de l'article 25, p. 1970.

Flamme, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.

Doc. — N° 22. Amendement : Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952.

N° 70. Rapport : Projet de loi fixant pour l'année 1952 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale anti-aérienne.

N° 155. Amendements : Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952.

Ann. — Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1952. Discussion générale. — Discours : Concernant l'effectif de la gendarmerie, p. 17.

Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : propose d'ouvrir un crédit de 1,000,000,000 de francs devant servir à aider les pays insuffisamment développés, pp. 53-54.

Projet de loi fixant pour l'année 1952 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale anti-aérienne. — Dépose le rapport, p. 190.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — Discussion générale. — Discours : estime que le plan Schuman est la base de l'organisation européenne de l'économie et qu'il faudrait également réaliser l'intégration économique; rencontre les objections qui ont été faites en ce qui concerne l'industrie sidérurgique, traite le problème du lignite, examine les causes du prix élevé des charbons belges et parle du rapport Robinson, pp. 355 à 357. — S'abstient au vote, p. 376.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 420.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire. — S'abstient au vote sur l'ajournement, p. 555.

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 556.

Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 556.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Observation concernant l'ajournement, p. 557. — Demande par motion d'ordre de remettre la discussion, p. 589. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème du service militaire, l'opportunité de faire une distinction lors de l'établissement du budget entre les dépenses se rapportant aux forces de l'intérieur et celles se rapportant aux forces de

Flamme (suite)

l'extérieur, la mission des forces de l'intérieur, l'entraînement des bataillons de garde et des bataillons de la G. T. A., le personnel administratif employé par l'administration militaire, l'éducation de l'armée, les cadres supérieurs de l'armée et leur responsabilité, la nécessité d'effectuer un contrôle sur les dépenses militaires, l'aide à accorder aux pays alliés dont la population souffre considérablement et l'aide à accorder à nos industries touchées par le chômage par suite du réarmement, pp. 605 à 607. — Discussion des articles. — Article 3 : Intervention concernant les cadres de la garde territoriale antiaérienne, p. 632. — Article 6 : Observation, p. 633.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Récompte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1343.

Projet de loi autorisant le ministre des colonies à exécuter, sur ressources extraordinaires, un plan décennal pour le développement économique et social du Congo belge. — S'abstient au vote, p. 1343.

S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance déposé en conclusion de l'interpellation de MM. Dehousse et Buisseret relative aux voies d'eau, p. 1343.

Projet de loi relatif à la liquidation de la Banque d'Emission à Bruxelles. — S'abstient au vote, p. 1344.

Projet de loi complétant la loi du 30 mai 1949 instaurant des mesures exceptionnelles et interprétatives en matière d'impôts directs. — S'abstient au vote, p. 1344.

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote sur les amendements aux articles 21-5, 28-3 et 29-10 du tableau, p. 1341. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1345.

Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952. — S'abstient au vote sur les amendements de M. Servais aux articles 3, 5, 6 et 9, p. 1342. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1345.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951, et octroyant des vacances supplémentaires d'ancienneté. —

S'abstient au vote sur les amendements de MM. Servais aux articles 3, 4, 7 et 11 à 17 inclus, p. 1342. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1346.

Projet de loi modifiant le régime fiscal du tabac. — S'abstient au vote, p. 1346.

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — Vote des articles. — S'abstient au vote des amendements à l'article 1^{er}, pp. 1460 et 1461.

Budget des affaires économiques et des classes moyennes pour 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la production industrielle; les moyens de résorption du chômage : baisse des prix de vente et augmentation de la consommation, pp. 1466 à 1467.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco, le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Francen, sénateur provincial du Brabant.

Ann. — Projet de loi portant approbation du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote sur la proposition de renvoi en commission, p. 1695. — Discussion générale. — Discours : Estime que le projet manque de clarté, dit que le moment est venu pour réaliser un plan constructif agricole au profit de la classe agricole, p. 1705.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

G**Gabriel, sénateur provincial de la Flandre orientale.**

Ann. — Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation du port de Gand, l'épuration des eaux, l'endiguement du « Braakman », p. 83. — Observation, 85.

Gabriel (suite)

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème du chômage et la nécessité de remettre sur pied les entreprises en déclin, la situation du port de Gand, l'état lamentable de la voirie vicinale et l'opportunité d'admettre les travailleurs non-salariés au bénéfice de la sécurité sociale, p. 400.

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la lutte contre la mortalité infantile, l'utilité de l'aide familiale, la question des logements pour vieillards, l'amélioration des institutions pour vieillards et le problème des enfants abandonnés, p. 434.

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'institut « Jongensstad », à Tronchiennes-lez-Gand, p. 715.

Interpellation de M. Harmegnies « sur les retards apportés dans l'amélioration du sort des employés en matière de pension ». — Discussion. — Discours : Fait remarquer que de nombreuses modifications ont été apportées sur le plan social par les ministres Behogne et Van den Daele, p. 782.

Discussion jointe du budget du ministère des communications pour l'exercice 1952, des budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951 et des interpellations du baron de Driodot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse, et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic de voyageurs sur la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les trains ouvriers assurant la liaison entre la Flandre et la Wallonie, les accidents graves qui se sont produits aux passages à niveau non gardés, le nombre accru d'accidents sur les voies publiques, p. 997.

Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant la question du canal de Terneuzen, p. 1090.

Interpellation de MM. Buisseret et Dehousse à MM. les ministres des affaires étrangères et des travaux publics « sur le retard apporté depuis plus d'un an à la solution des trois grands problèmes portuaires ». — Discussion. — Discours : Attire l'attention sur le chômage sévissant au port de Gand et demande de prendre les mesures nécessaires afin d'entamer la question de l'écluse de Terneuzen, p. 1235.

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. — Interpellation jointe de MM. Troclet, Verbert et Moulin à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation financière de l'assurance maladie-invalidité et sur les mesures envisagées pour y porter remède ». — Interpellation jointe de M. Glineur à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation du secteur maladie-invalidité, les causes de son déficit permanent et ses conséquences pour les travailleurs assurés ». — Discussion générale. — Discours : Concernant : les améliorations constatées dans le domaine social, la nécessité d'étendre la sécurité sociale aux assurés libres, les abus en matière de mutualités, le droit au travail pour les aveugles, sourds et estropiés, pp. 1314 à 1316.

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation. — Discussion générale. — Discours : Déclare que si l'on met sur un pied d'égalité les veuves de guerre de 1914-1918 et celles de 1940-1945, elles doivent toutes jouir du traitement le plus favorable, p. 2006.

George, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Doc. — N° 71. Amendements : Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

Ann. — Projet de loi interprétant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 167.

Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux, portant sur des immeubles à revenus modiques. — S'abstient au vote, p. 167.

Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 168.

Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — S'abstient au vote, p. 169.

Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Intervient dans la discussion des articles 1^{er} (nouveau), p. 202; 1^{er}, p. 205; 4, p. 206; 5, p. 207.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice,

George (suite)

du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951. — Observations concernant la recevabilité des amendements de MM. De Groote et consorts, p. 310.

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la liberté en matière d'enseignement, l'activité des commissions mixtes, la nomination des membres de l'inspection scolaire, la répercussion de la suppression de neuf cantons scolaires en Wallonie, les minima de population scolaire imposés, l'extension des horaires dans l'enseignement du 4^e degré, l'insuffisance des locaux de l'enseignement moyen officiel, p. 700.

Discussion jointe du budget du ministère des communications pour l'exercice 1952, des budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951 et des interpellations du baron de Dorlodot « sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse » et de M. Glineur « sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton ». — Discussion générale. — Discours : Proteste contre la décision de la S. N. C. F. B. quant à la ligne 109, estime que cette ligne devrait être dirigée sur Charleroi et non sur Mons, rappelle les inconvénients de l'exploitation du service par autobus et demande que l'auto-rail prévu pour la ligne Chimay-Thuillies soit prolongé jusqu'à Charleroi, p. 904.

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la non-publication des résultats du recensement de 1947, la réforme de l'organisation de la sécurité civile, l'insuffisance des cadres des gouvernements provinciaux, la nécessité d'une décentralisation sur le plan provincial, la position à adopter à l'égard des agents de l'Etat qui désirent poser leur candidature aux prochaines élections communales, pp. 1300 à 1303.

Projet de loi organique de l'enseignement normal. — Intervient dans la discussion de l'article 12, p. 1579.

Gillis, sénateur provincial du Brabant.

Ann. — Projet de loi portant approbation du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Gillon, sénateur coopté.

Ann. — Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que le prestige du gouvernement vis-à-vis de l'étranger doit être renforcé, p. 72.

Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — Discussion de l'article unique. — Observation, p. 158. — S'abstient au vote, p. 169.

Proposition de loi interprétant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 167.

Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux, portant sur des immeubles à revenus modiques. — S'abstient au vote, p. 167.

Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 168.

Discussion de la déclaration du gouvernement formé le 15 janvier 1952 sous la présidence de M. Van Houtte. — Discours : Concernant : le désaccord au sein du P. S. C., la façon dont la crise gouvernementale a éclaté, la politique suivie par les différents ministres de la reconstruction, les nominations politiques, pp. 265 à 267.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — Discussion générale. — Discours : Traite de l'aspect économique et politique du problème, souligne certains inconvénients du plan et aborde la constitutionnalité du projet, pp. 292 à 294. — Discussion et vote sur la recevabilité des amendements proposés par MM. De Groote et consorts. — Demande de se contenter d'une déclaration du gouvernement en ce qui concerne l'aménagement des dispositions du traité qui sera voté,

Gillon (suite)

p. 309. — Attire l'attention sur les conséquences qu'entraînera l'abstention du groupe socialiste à l'égard du vote à émettre par les collègues socialistes de la Chambre, p. 369.

Interpellation de M. Missiaen « sur le sabotage officiel en matière d'exécution de la loi du 2 avril 1948 relative au Fonds des constructions scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat. — Discussion. — Discours : Désire connaître l'état des travaux de l'école moyenne de Poperinge et de Menin, p. 439. — S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance, p. 508.

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 508.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Observations concernant l'ajournement, p. 558. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'attitude adoptée par les membres de l'opposition à l'égard des problèmes militaires et des vingt-quatre mois de service, p. 630. — Observation concernant la recevabilité de la motion de M. Van Eyndonck relative au danger qui menace les réserves naturelles de la « Kalmthoutse Heide », p. 640.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le manque de continuité dans les fonctions du ministre de la reconstruction et du ministre des finances, l'état d'esprit des sinistrés, le système des priorités, les intérêts à payer par les sinistrés forcés d'emprunter, la nécessité d'une refonte de la loi sur les dommages de guerre, p. 841. — Concernant les dépenses de personnel qu'entraînera le règlement des dommages de guerre, p. 855. — Demande par motion d'ordre de renvoyer la fin de la discussion à une séance prochaine, p. 897. — Concernant le problème de l'amélioration et du fonctionnement de la loi sur les dommages de guerre, les intérêts à payer par les sinistrés aux établissements de crédit auxquels ils ont emprunté de l'argent et la nécessité de financer la Caisse autonome des dommages de guerre, p. 970. — Observation concernant l'article 24 (titre I), p. 977.

Budget des colonies pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1343.

S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance déposé en conclusion de l'interpellation de MM. Dehousse et Buisseret relative aux voies d'eau, p. 1343.

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote sur les amendements aux articles 21-5, 28-3, et 29-10 du tableau, p. 1341. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1345.

Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952. — S'abstient au vote, p. 1345.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951 et octroyant des vacances supplémentaires d'ancienneté. — S'abstient au vote, p. 1346.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1359.

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1433. — Justifie son vote, p. 1530.

Projet de loi organique de l'enseignement normal. — Discussion générale. — Intervient dans la discussion de l'article 8, p. 1569. — S'abstient au vote sur les amendements à l'article 12, p. 1580 et 1581. — S'abstient au vote, p. 1589.

Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 1661. — Demande, par motion d'ordre, de ne pas prolonger les séances au-delà de 17 heures, p. 1653.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 1730. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi modifiant les chapitres I^{er} et III du titre V du Livre I^{er} du Code civil. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 1755.

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'il votera le projet sous condition que celui-ci ne constitue qu'une étape et non pas une solution définitive du problème, pp. 1776 à 1777. — Rend hommage aux fonctionnaires. — Demande que lors de la révision prochaine de la loi, on fasse œuvre définitive, étant donné que la réouverture des dossiers coûte du temps et de l'argent, p. 1755.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Projet de loi modifiant la procédure en cassation. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1852.

Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — Examen des articles du tableau. — Discours : Se déclare d'accord avec le nouveau système de vote, p. 1943.

Ajournement du Sénat. — Discours, p. 2045.

Glineur, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Doc. — N° 56. Amendements au texte amendé par la commission : Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés.

N° 83. Amendements : Budget de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1952.

N° 163. Amendements : Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952.

N° 413. Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés.

Ann. — Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés. — Discussion générale. — Discours : déclare que le projet ne donne pas entière satisfaction aux ouvriers mineurs et défend ses amendements, p. 160. — Intervient dans la discussion des articles 1^{er}, p. 174; 4bis, p. 175; 11, p. 177.

Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 168.

Discussion de la déclaration du gouvernement formé le 15 janvier 1952 sous la présidence de M. Van Houtte. — Discours : Concernant : l'équipe gouvernementale, l'insuffisance du programme social, le problème du chômage et les conséquences d'une politique de réarmement, pp. 262 à 265.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951. — Discussion générale. — Discours : Déclare que les origines du plan Schuman sont à rechercher dans l'histoire du développement du capitalisme; estime que le plan n'est qu'une tentative en vue de préparer une nouvelle guerre, qu'il tend à faire de l'ouest de l'Allemagne une base politique, économique et militaire, essentielle en Europe pour une troisième guerre mondiale et qu'il achèvera à détruire notre souveraineté nationale, traite de la constitutionnalité du projet, donne lecture d'articles de presse relatifs aux conséquences du plan Schuman, parle du rapport Robinson et déclare que la Belgique mène une politique de régression sociale, pp. 324 à 332.

Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance. — S'abstient au vote, p. 573.

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le contraste existant entre les dépenses militaires et les dépenses consacrées au bien-être du pays, la suppression des subsides à la jeunesse populaire, la réduction de certains crédits importants, la situation des membres du personnel enseignant, le caractère partisan de certaines nominations, la suppression de cantons scolaires en Wallonie, les subsides accordés à l'enseignement libre, les bourses d'études, l'insuffisance des crédits destinés au sanatorium universitaire d'Eupen, le Conseil supérieur de l'enseignement technique, le sort des artistes professionnels, la nécessité d'une politique de vulgarisation des chefs-d'œuvre littéraires, l'orientation de l'éducation populaire, le développement des activités culturelles dans les pays de l'Europe orientale, pp. 706 à 710.

Interpellation de M. Harmegnies « sur les retards apportés dans l'amélioration du sort des employés en matière de pension ». — Traduit les doléances et les protestations d'une série de sections syndicales des employés et demande à savoir à quelle date sera déposé le projet améliorant la situation des employés pensionnés, p. 778.

Discussion jointe des budgets du ministère des communications pour l'exercice 1952, des budgets de la région des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951 et des interpellations du baron de Dorlodot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton et sur les conséquences de l'application éventuelle de ce projet. — Discussion générale. — Discours : Aborde le problème du personnel de la S. N. C. F. B. et développe son interpellation, p. 931.

Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les sacrifices financiers consentis pour les routes stratégiques au détriment du secteur civil, le montant du déficit du budget extraordinaire, pp. 1122 à 1123.

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. — Interpellation jointe de MM. Troclet, Verbert et Moulin à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation financière de l'assurance maladie-invalidité et sur les mesures envisagées pour y

Glineur (suite)

porter remède ». Interpellation jointe de M. Glineur à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation du secteur maladie-invalidité, les causes de son déficit permanent et ses conséquences pour les travailleurs assurés ». — Discussion générale. — Développe son interpellation, pp. 1523 à 1560. — Reproche au ministre de ne pas avoir répondu à son interpellation, p. 1318.

Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952. — Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951 et octroyant des vacances supplémentaires d'ancienneté. — Discussion générale. — Discours : déclare que le gouvernement ne respecte pas la parole donnée, p. 1330.

Rappel au règlement concernant la mise en discussion d'amendements relatifs aux projets de loi sur les vacances, p. 1332.

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation des provinces et des communes en matière financière et d'autonomie et concernant l'organisation de la sécurité civile, pp. 1351 à 1352. — Concernant : l'interdiction pour les communes de frapper des additionnels à l'impôt foncier autrement que par taux unique, la taxe communale de 1 franc par tonne de charbon extraite dans les charbonnages de la commune, les raisons de la catastrophe financière de la commune de Roux, pp. 1378 à 1380.

Interpellation de M. Buisseret à MM. le premier ministre, le ministre des finances, le ministre des affaires économiques et des classes moyennes et le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la façon dont le gouvernement prétend porter remède au chômage et les déclarations faites à ce sujet par le premier ministre au « Vlaamse Club ». — Discussion. — Discours : Attribue les causes essentielles du chômage d'abord à la politique de réarmement à outrance qui limite, dans une large mesure, la production industrielle des biens de consommation et ensuite au manque d'application d'une politique réelle d'indépendance nationale qui empêche le gouvernement de chercher de nouveaux débouchés commerciaux, p. 1606.

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les forces armées en campagne et annexes, signées à Genève le 12 août 1949; b) convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, et annexe, signées à Genève le 12 août 1949; c) convention internationale relative au traitement des prisonniers de guerre, et annexes, signées à Genève, le 12 août 1949; d) convention internationale relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et annexes, signées à Genève le 12 août 1949. — S'abstient au vote, p. 1774.

Projet de loi portant reconnaissance de la commission tripartite pour la restitution de l'or monétaire. — S'abstient au vote, p. 1774.

Godin, sénateur de l'arrondissement de Verviers.

Doc. — N° 33. Rapport : Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la croix de guerre.

N° 51. Proposition de loi complétant la loi du 14 juillet 1951 relative au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands.

N° 192. Amendement : Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952.

N° 427. Rapport : Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918.

N° 446. Amendement : Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946.

N° 483. Rapport : Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1940-1945.

Ann. — Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème de nos frontières avec l'Allemagne, p. 62.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant le sort réservé aux titres tardivement déclarés, p. 394.

Proposition de loi concernant la loi du 14 juillet 1951 relative au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — Discussion générale. — Discours : expose le but de sa proposition, p. 548.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les frais généraux trop importants qu'entraîne la liquidation des dommages de guerre, la lenteur de la liquidation des dommages de guerre, les formalités compliquées imposées aux sinistrés, le problème des victimes civiles des cantons de l'est, p. 965 à 967.

Godin (suite)

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951; interpellation du baron de Dorlodot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation difficile des agents des cantons de l'est, la nécessité de restaurer l'atelier de réparation des chemins de fer de Saint-Vith, la suppression éventuelle de certaines voies de chemin de fer dans les cantons de l'est, des subsides accordés aux stations thermales, p. 985.

Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste. — Discussion générale. — Discours : Concernant un protocole qui serait intervenu entre les représentants des mécaniciens-dentistes et le ministre de l'instruction publique, p. 1265.

Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952. — S'abstient au vote, p. 1345.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951 et octroyant des vacances supplémentaires d'ancienneté. — S'abstient au vote, p. 1346.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion générale. — Discours : demande s'il est équitable de proroger une loi d'exception. — Constate qu'une fois de plus les dispositions du Code civil sont contrecarrées, p. 1687. — Intervient dans la discussion de l'article 11, p. 1747. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741. — S'abstient au vote sur l'ensemble, p. 1775.

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Proteste contre les lenteurs inadmissibles au cours de l'examen et demande que l'on soit plus pratique et plus efficace, p. 1781.

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparation à accorder aux victimes civiles de la guerre 1940-1945. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le gouvernement ayant décidé de remanier la présente loi et d'élaborer une loi de cadre, la commission présente un projet transitoire qui permet au gouvernement d'opérer les ajustements nécessaires, pp. 1869 à 1870.

Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 2014.

Goossens, sénateur provincial de la Flandre orientale.

Ann. — Projet de loi portant approbation du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Récompte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Budget des affaires économiques et des classes moyennes pour 1952. — Discussion générale. — Discours : Analyse les circonstances difficiles dans lesquelles se débat l'industrie textile; souligne le manque de coordination de la politique gouvernementale; estime que l'industrie textile dépend dans une trop grande mesure des matières premières en provenance de l'étranger, plus particulièrement de la zone dollar, et que l'on pourrait favoriser la culture du coton et du jute au Congo; souligne l'importance de la culture du lin dans notre pays et le manque d'intérêt qui lui est témoigné, pp. 1475 à 1478.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco, le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2013.

Gribomont, sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne-Neufchâteau-Virton.

Doc. — N°s 321 et 399. Amendements : Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés.

Ann. — Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi

Gribomont (suite)

du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux, portant sur des immeubles à revenus modiques. — S'abstient au vote, p. 167.

Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 168.

Discussion de la déclaration du gouvernement formé le 15 janvier 1952 sous la présidence de M. Van Houtte. — Discours : Concernant : la révision de la loi de 1947 sur les dommages de guerre, p. 283.

Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi organique du 23 décembre 1946 portant création du Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 1147.

Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952. — S'abstient au vote, p. 1345.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951 et octroyant des vacances supplémentaires d'ancienneté. — S'abstient au vote, p. 1346.

H**Hanquet, sénateur coopté, secrétaire du Sénat.**

Doc. — N° 89. Rapport : Projet de loi suspendant, en faveur des membres du personnel administratif et enseignant dont l'incapacité physique résulte de faits de guerre, l'application de l'arrêté royal du 18 juillet 1933, concernant leur mise en disponibilité.

N° 423. Amendement au texte présenté par la commission : Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels du 30 mai 1945 et du 30 novembre 1946.

N° 467. Amendement : Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire.

Ann. — Proclamé secrétaire du Sénat, p. 6.

Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux, portant sur des immeubles à revenus modiques. — S'abstient au vote, p. 167.

Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'en principe la loi sur les loyers doit être prorogée, mais attire l'attention sur le danger consistant à effiloche indéfiniment les lois sur les loyers; justifie son abstention, p. 199. — S'abstient au vote, p. 210.

Projet de loi suspendant, en faveur des membres du personnel administratif et enseignant dont l'incapacité physique résulte de faits de guerre, l'application de l'arrêté royal du 18 juillet 1933 concernant leur mise en disponibilité. — Dépose le rapport, p. 267.

Discussion de la déclaration du gouvernement formé le 15 janvier 1952 sous la présidence de M. Van Houtte. — Discours : Concernant : la réparation des dommages de guerre et le problème des victimes de la guerre, p. 282.

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'impunité croissante de la criminalité, les doctrines qui ont présidé à la répression du crime, les inconvénients d'une loi instaurant le régime de la probation, certaines inégalités en matière pénale, la situation de 7 magistrats nommés en 1941 à Liège, la nécessité d'élever au rang de seconde classe la prison secondaire à Louvain, l'Office de la protection de l'enfance, le tort que la suppression de certaines justices de paix de campagne ferait à la vie sociale et économique de nos populations agricoles, les lois relatives au notariat, les nominations dans la magistrature, p. 504 à 506.

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème de la prolongation de la scolarité, la création d'écoles publiques et les subsides accordés aux écoles libres, le libre choix des parents relatif à l'enseignement à donner à leurs enfants, la création d'une caisse de compensation paritaire pour les institutions sociales et l'industrie textile à Verviers, p. 698.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la question du déblocage des fonds des sinistrés, l'application du régime des victimes civiles, les récupérations à charge des ayants droit de victimes de la guerre, p. 968.

Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1939 instituant un Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que la loi de 1939 n'a jamais été appliquée et estime que la redevance de 2 francs par tonne de charbon en vue de la constitution d'un fonds de garantie est insuffisante, pp. 1095 à 1096.

Hanquet (suite)

- Projet de loi modifiant l'article 123^{sexies} du Code pénal. — S'abstient au vote, p. 1530.
- Projet de loi organique de l'enseignement normal. — Intervient dans la discussion de l'article 8, p. 1574.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion générale. — Discours : Marque son accord au renvoi pour examen aux commissions conjuguées de la justice et de l'agriculture, p. 1695. — Intervient dans la discussion de l'article 10, p. 1745.
- Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire et proposition de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires. — Discussion générale. Discours : Demande d'accélérer les augmentations des traitements des jeunes magistrats, de supprimer le principe trop simpliste d'un coefficient qu'on se borne à appliquer, de soumettre la question des cadres à une étude approfondie, de réduire le nombre de magistrats, d'accélérer la marche des affaires, pp. 1824 à 1826.
- Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparation à accorder aux victimes civiles de la guerre 1940-1945. — Discussion générale. — Discours : Souligne la nécessité d'avoir un ensemble cohérent de lois, p. 1870.
- Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire. — S'abstient au vote, p. 1885.

Harmegnies, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies.

- Doc.** — N° 45. Proposition de loi modifiant l'article 43 du Code électoral.
- N° 422. Amendement : Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales.
- N. 505. Amendement : Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs.
- N° 507. Amendement : Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales.
- Ann.** — Proposition de loi modifiant l'article 43 du Code électoral. — Dépose la proposition, p. 90.
- Budget du ministère des finances pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la perception tardive de l'impôt foncier, le problème de la revision cadastrale, l'arriéré en matière d'impôts exceptionnels, le problème du reclassement des bureaux des recettes des contributions directes, l'état déplorable des locaux des contributions directes, la situation des agents de l'Etat qui tombent malades au début de leur carrière, l'impôt sur les revenus des conjoints, les prêts à accorder par la Caisse d'Epargne, les résultats de l'emprunt, pp. 114-115.
- Proposition de loi modifiant les lois des 15 octobre 1945 établissant un impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi et celles des 16 octobre 1945 et 30 mai 1949 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 147.
- Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — S'abstient au vote, p. 169.
- Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation des ouvriers mineurs frontaliers et la question du charbon gratuit, p. 172.
- Discussion de la déclaration du gouvernement formé le 15 janvier 1952 sous la présidence de M. Van Houtte. — Discours : Concernant : la question des impôts, les travaux à effectuer et le problème des finances communales et provinciales, p. 282.
- Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.
- Budget des voies et moyens pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le niveau élevé du coût de la vie, le boni théoriques réalisés par le gouvernement, le régime fiscal, les retenues opérées sur le salaire de la femme mariée, les arriérés en matière d'impôts, les restrictions pratiquées par la Caisse d'Epargne en matière de prêts aux ouvriers et employés en vue de la construction d'habitations à bon marché, le problème des finances provinciales et communales, l'exécution du budget extraordinaire et le problème du chômage, pp. 386 à 388.
- Interpellation de M. Missiaen « sur le sabotage officiel en matière d'exécution de la loi du 2 avril 1948 relative au Fonds des constructions scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat ».

Harmegnies (suite)

- Discussion. — Discours : Déclare que les adjudications multiples sont contraires à l'intérêt du Trésor et que les services des bâtiments du département sont insuffisants, p. 444.
- Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant les travaux de la commission de la réforme des pensions, p. 540.
- Motion d'ordre concernant le motif pour lequel les travaux de la commission du budget extraordinaire sont ajournés, p. 547.
- Interpelle M. le ministre des travaux publics « sur les travaux d'assainissement et de démergement à effectuer dans la vallée de la Haine, en vue d'éviter les inondations catastrophiques dont les habitants de cette région industrielle sont victimes, cette année encore », p. 581.
- Interpelle M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur les retards apportés dans l'amélioration du sort des employés en matière de pension ». — Demande également d'améliorer la situation des invalides ainsi que la situation des veuves et des orphelins, p. 772. — Demande à savoir à quel moment le ministre décidera d'apporter des réformes au régime des pensions des employés, p. 781. — Observation concernant le vote sur les ordres du jour, p. 865.
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Récompte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.
- Budget des pensions pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours concernant la situation des invalides de l'armée du temps de paix, p. 1047.
- Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un Fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven concernant les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours concernant : le financement du budget extraordinaire, la non-exécution de travaux en faveur desquels des crédits ont été votés, la rétribution des ingénieurs, l'ampleur des crédits prévus pour le réarmement, le chiffre du revenu national, les crédits supprimés en 1951, l'application de la loi Brunfaut, le blocage des travaux communaux, la nécessité de terminer les travaux au palais provincial du Hainaut, l'insuffisance des sommes inscrites pour le secteur civil du budget extraordinaire, pp. 1087 à 1090. — Intervient dans la discussion de l'article 5 du projet de loi instituant le fonds des routes, p. 1126. — Intervient dans la discussion de l'article 511 du budget des recettes et dépenses extraordinaires, p. 1132.
- Proposition de loi modifiant l'article 43 du Code électoral. — Discussion de l'article unique. — Estime que les demandes pour l'obtention de listes électorales doivent être adressées par lettre recommandée au bourgmestre de la commune, p. 1103.
- Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant la non-publication des résultats du recensement linguistique de 1947, la nécessité d'une réforme administrative, le paiement des indemnités de chômage, la nécessité d'abroger la loi de 1891 sur le Fonds commun, le problème des intercommunales, le retard considérable dans l'approbation des projets de travaux communaux, l'opportunité d'améliorer la loi sur les finances communales, le problème des grandes villes, la situation difficile des cités industrielles, la nécessité d'augmenter la dotation du Fonds d'assistance, l'aide accordée aux communes les plus malheureuses, la réduction des crédits attribués aux communes pour les charges nettes de l'instruction publique, l'opportunité de rendre plus d'autonomie aux communes, pp. 1295 à 1297. — Concernant : la lutte des communes contre le chômage, le blocage des projets communaux, la création d'intercommunales, la majoration indispensable du Fonds d'assistance publique, les suggestions faites par le conseil d'administration du Fonds des communes au sujet du problème des grandes villes, l'alimentation du fonds spécial prévu pour les communes qui se trouvent en difficultés, pp. 1381 à 1382.
- Fait personnel relatif à l'activité de la commission de l'intérieur, p. 1338.
- Projet de loi relatif à la liquidation de la Banque d'Emission à Bruxelles. — S'abstient au vote, p. 1344.
- Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1424.
- Demande, par motion d'ordre, de publier au C. R. A. les résultats du vote du projet de loi sur les chevrons de captivité, p. 1546.
- Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — Discussion générale. — Discours : Prétend que la présente loi est une loi de façade; que la majorité a voulu donner une satisfaction psychologique à son opinion démocrate chrétienne, p. 1639. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Buisseret à l'article 6, p. 1664.
- Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. — Intervient dans la discussion de l'article 4, pp. 1680 à 1682, 1696.

Harmegnies (suite)

- Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.
- Projet de loi majorant la dotation du Fonds des provinces et modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la province de Hainaut est injustement mise en cause. — Estime qu'une erreur de base a été commise lors de la création du Fonds des provinces, p. 1864. — Estime que la loi en vigueur permet d'avoir dans chaque province des délégués des différentes communes et n'envisage pas la possibilité pour les communes de désigner elles-mêmes les délégués, p. 1867. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 1867.
- Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 1883.
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Examen des articles du tableau. : Intérieur : Intervient dans la discussion de l'article 25, p. 1970. — Discussion des articles : Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1977.
- Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. — Discussion générale. — Discours : Demande de voter l'amendement qui rend justice aux grands invalides, p. 2011.
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.
- Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 2044.
- Ajournement du Sénat. — Discours, p. 2045.

Harmel, ministre de l'instruction publique.

- Ann.** — Interpellation de M. Missiaen à M. le ministre des travaux publics et à M. le ministre de l'instruction publique « sur le sabotage officiel en matière d'exécution de la loi du 2 avril 1948 relative au Fonds des constructions scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat. — Discussion. — Discours : Fait remarquer que depuis 1946 la Belgique a fourni un très grand effort en matière d'enseignement public moyen, annonce qu'il communiquera au parlement un rapport sur les réalisations du Fonds Vanderpoorten et sur les prévisions de ce Fonds pour 1952 et 1953, parle des constructions en cours à Poperinge, Menin et Welkenraedt et déclare promouvoir la paix scolaire en plaçant sur un pied d'égalité l'enseignement public et l'enseignement libre, pp. 442 à 444. — Observations concernant le but du Fonds Vanderpoorten, p. 447.
- Projet de loi sur le statut des professeurs belges de l'enseignement moyen à l'étranger. — Demande d'ajourner le projet, p. 545.
- Projet de loi suspendant, en faveur des membres du personnel administratif et enseignant dont l'aptitude physique résulte de faits de guerre, l'application de l'arrêté royal du 18 juillet 1933 concernant leur mise en disponibilité. — Discussion générale. — Observation, p. 545.
- Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le travail accompli par les commissions mixtes groupant des représentants des deux branches d'enseignement, les difficultés communes aux deux ordres d'enseignement, les griefs de l'enseignement officiel relatifs aux constructions scolaires, au recrutement des professeurs et au développement des établissements d'enseignement moyen, l'organisation de l'enseignement technique, le statut d'autonomie des universités de l'Etat, les subsides octroyés à l'enseignement libre, les tentatives faites en vue de promouvoir la paix scolaire, pp. 651 à 654. — Concernant : le progrès de la culture en Belgique, les tentatives faites en vue d'arriver à la pacification scolaire, les questions relatives à l'enseignement primaire et à l'enseignement tertiaire, le problème de la rémunération des membres du personnel enseignant, l'achat de matériel didactique pour l'enseignement public, la publication de manuels scolaires par les membres du corps inspectoral, l'organisation d'une caisse de compensation de l'industrie textile verviétoise, l'importance de l'enseignement technique, nos représentants à l'Unesco, et la question du sanatorium universitaire d'Eupen, pp. 722 à 725. — Intervient dans la discussion des articles suivants : 22 (section I), p. 726; 22 (section III), p. 727; 21 (section V), p. 727.
- Fait personnel de M. Missiaen relatif à une interruption de M. le ministre de l'instruction publique lors de la discussion du budget de 1952. — Observation, p. 690.
- Fait une déclaration relative à l'état de la procédure judiciaire et administrative consécutive à la condamnation pénale encourue par le secrétaire général du département de l'instruction publique, après le dramatique incendie du ministère en 1947, p. 690.

Harmel (suite)

- Projet de loi soumettant les étudiants des universités de l'Etat et des établissements d'enseignement supérieur de l'Etat assimilés aux universités à un examen médical en vue du dépistage des maladies contagieuses. — Dépose le projet, p. 1211.
- Projet de loi organique de l'enseignement normal. — Dépose le projet, p. 1303.
- Projet de loi réglant l'organisation de l'enseignement technique de l'Etat et instituant un Conseil supérieur de l'enseignement technique. — Discussion générale. — Discours : Explique le double but auquel tend ce projet : donner un fondement légal à l'existence des écoles techniques créées par le pouvoir central et assurer aux écoles techniques un fonctionnement plus rationnel en garantissant leur bonne orientation avant l'ouverture de l'établissement, dit qu'au stade du pouvoir central le département de l'instruction publique doit être consulté, mais qu'un certain nombre de spécialistes a été prévu qui pourraient émettre un avis consultatif, affirme que le Conseil supérieur jouira d'un droit d'initiative, affirme faire des recommandations au ministre, fait remarquer que le conseil ne compte aucune personnalité politique, en font partie des spécialistes de l'industrie, du travail, de l'enseignement, estime que le texte explique pourquoi le projet n'a pas déterminé le cas obligatoire de consultation, admet que la législation en la matière est fragmentaire, mais qu'il fallait déposer sans plus tarder ce projet pour cadenciser les créations inconsidérées d'écoles techniques, pp. 1502 à 1505.
- Interpellation de M. Chot à M. le ministre de l'instruction publique « sur la désignation par lui des membres des comités scolaires des établissements de l'enseignement moyen officiel en général et de celle des membres du comité scolaire de l'athénée royal de Dinant en particulier ». — Discussion. — Discours : Rappelle les principes suivis pour la constitution des comités scolaires, pp. 1510 à 1511.
- Projet de loi organique de l'enseignement normal. — Discussion générale. — Discours : Répond aux questions soulevées par les orateurs, pp. 1565 à 1566. — Intervient dans la discussion des articles 1, pp. 1567 et 1573; 8, p. 1573; 9, p. 1574; 12, p. 1576; 12-2, p. 1580; 22, p. 1584; 26, p. 1585; 28, p. 1586; 30bis, p. 1586.
- Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — Dépose le projet de loi, p. 1950.
- Proposition de loi complétant l'article 31 de la loi organique sur l'enseignement primaire en vue de reconnaître les services rendus par des membres du personnel enseignant pendant la guerre 1940-1945. — Renvoi en commission. — Fait des observations, p. 1950.
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Motion d'ordre de M. Doutrepoint. — Fait des observations, p. 1951.

Héger, ministre de l'agriculture.

- Ann.** — Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la politique des prix suivie par le gouvernement, la lutte contre la stomatite aphteuse et l'aide accordée aux agriculteurs ayant particulièrement souffert de ce fléau, la création d'instituts pour la production de vaccin, la question des pensions de vieillesse et des allocations familiales pour les travailleurs indépendants, le contrôle laitier, l'importance des syndicats d'exploitation, la situation des apiculteurs, la révision de la législation sur les polders et waterings, le régime de préjudice de Benelux, la culture des plantes médicinales dans le Limbourg, la culture fruitière, l'enseignement post-scolaire agricole, le problème forestier, le but des fermes démonstratives, la baisse du prix du porc, la destruction des lapins sauvages, le sort des gardes chasse, le calendrier des importations de produits horticoles, l'exportation des produits horticoles belges, la désignation d'attachés agricoles, le projet modifiant la loi sur la pêche fluviale, les subsides en faveur des dérivés du lait, la situation des stations de recherche, la culture du tabac, l'effort déployé par la F. A. O., l'analyse des terres, l'assèchement des contrées inondées de Schuilenbroek, les prêts consentis à l'agriculture, le rôle des coopératives d'agriculteurs, la vulgarisation scientifique, l'assainissement des terres, l'intégration de l'agriculture en Europe occidentale, pp. 788 à 795.
- Motion d'ordre du comte d'Aspremont Lynden concernant les dégâts occasionnés par la trombe d'eau qui s'est abattue sur la région tabacicole de Alle-sur-Semois. — Expose les mesures prises par le gouvernement pour venir en aide aux cultivateurs sinistrés, p. 1616.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion générale. — Discours : Affirme qu'il peut abroger des arrêtés ministériels; se déclare d'accord avec le renvoi en commission, mais demande au Sénat de faire diligence afin d'avoir une position bien déterminée avant les prochaines

Héger (suite)

échéances des fermages, p. 1694. — Déclare que la loi sur les baux à ferme a assuré aux cultivateurs la stabilité et a, d'autre part, prévu une adaptation des taux de fermage si les circonstances économiques modifiaient de façon sérieuse la rentabilité des exploitations; déclare qu'il n'a pas pris l'initiative d'abroger les arrêtés limitant les fermages parce que le moment ne semblait pas venu de retourner à la liberté totale, étant donné les possibilités de surenchère, pp. 1700-1701. — Intervient dans la discussion des articles 1^{er}, p. 1730; 1-1, p. 1731; 1-2, p. 1735; 4, p. 1741; 10, p. 1745.

Projet de loi complétant la loi du 15 avril 1884 sur les prêts agricoles. — Discussion générale. — Discours : Explique que, jusqu'à ce jour, aucune disposition pénale ne pouvait être invoquée contre l'agriculteur qui déplaçait frauduleusement des objets laissés en gage; déclare que le projet actuel protège l'agriculteur, qu'il donne des garanties suffisantes pour que les prêts se fassent normalement, p. 1718.

Holvoet, sénateur de l'arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende.

Ann. — Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant la lutte contre les maladies du bétail, et plus particulièrement la lutte contre la fièvre aphteuse, p. 750.

Hoste, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Ann. — Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 34.

Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'activité de l'Unesco, la nécessité d'une coordination meilleure pour assurer l'union européenne, les résultats pratiques obtenus par Benelux, les problèmes agricoles dans le cadre de l'union économique, le problème des voies d'eau, la mise en application des accords bilatéraux, la nécessité pour les organismes internationaux de produire un travail plus pratique, p. 82.

Budget du ministère des finances pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème de la simplification des impôts, une certaine tendance dirigiste en matière d'investissements, la position de la Belgique à l'égard de l'Union européenne, p. 117.

Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux portant sur des immeubles à revenus modiques. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 146.

S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance au gouvernement formé le 15 janvier 1952 sous la présidence de M. Van Hoote, p. 284.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer qu'il faudrait réaliser une collaboration organique entre la Grande-Bretagne et les pays adhérant au plan Schuman, p. 354. — Observations concernant le projet de déclaration présenté par les commissions réunies des affaires étrangères et des affaires économiques, p. 375.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la défense des intérêts belges auprès de l'Union européenne des Paiements, l'aide accordée à la Belgique par le plan Marshall, les possibilités d'investissements en Belgique et les mesures prises par d'autres pays afin d'encourager les investissements, les moyens de la résorption du chômage et la nécessité d'améliorer le régime fiscal afin d'encourager la création de nouvelles entreprises, pp. 398 à 400.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nécessité de tenir compte de la diversité des cultures en Europe occidentale lors de l'organisation de la défense, le problème de la durée du service militaire, la nomination d'officiers d'expression flamande, p. 594. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Van Remoortel à l'article 1-4, p. 637. — S'abstient au vote, p. 753.

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'action du département en matière linguistique, l'opportunité de réaliser la décentralisation dans le domaine des encouragements de la culture populaire, la nécessité d'amplifier l'enseignement technique en pays flamand, le programme et le fonctionnement du Collège de l'Europe, à Bruges, et l'aide financière accordée par la Belgique au dit collège, p. 692.

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote sur les amendements aux articles 21-5, 28-3 et 29-10 du tableau, p. 1341. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1345.

Hoste (suite)

Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952. — S'abstient au vote sur les amendements de M. Maurice Servais aux articles 3, 5, 6 et 9, p. 1342. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1345.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951 et octroyant des vacances supplémentaires d'ancienneté. — S'abstient au vote sur les amendements de M. Maurice Servais aux articles 3, 4, 6 et 11 à 17 inclus, p. 1342. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1346.

Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1343.

S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance déposé en conclusion de l'interpellation de MM. Dehousse et Buisseret, relative aux voies d'eau, p. 1343.

Interpellation de M. Dehousse à M. le ministre des affaires étrangères « sur les mesures qui s'imposent pour défendre et faire aboutir la candidature de Liège, seule candidature belge, au siège de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, au lendemain de l'assemblée de Strasbourg et à la veille de la réunion des six ministres du plan Schuman ». — Discussion. — Discours : Appuie la candidature de Liège, p. 1497.

Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — Discussion générale. — Discours : doute que le présent projet fournisse des résultats appréciables, déplore qu'on ne tienne pas compte des classes moyennes, p. 1623. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Buisseret à l'article 6, p. 1664. — S'abstient au vote, p. 1678.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Examen des articles du tableau. — Intérieur : Intervient dans la discussion de l'article 25, p. 1970. — Finances : Intervient dans la discussion de l'article 498bis, p. 1975.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Discussion générale. — Emet des considérations, p. 2020.

Huart, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville.

Doc. — N° 148. Rapport : Proposition de loi tendant à modifier l'article 49 de la loi provinciale.

Ann. — Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire et proposition de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la solution de ce problème n'a que trop tardé, d'autant plus que les traitements de l'ordre judiciaire relèvent exclusivement et directement de la volonté suprême du législateur, demande que le Sénat entérine le travail consciencieux de sa commission de la justice, p. 1815.

J

Jadot, sénateur provincial du Luxembourg.

Ann. — Proposition de loi interprétant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 167.

Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux, portant sur des immeubles à revenus modiques. — S'abstient au vote, p. 167.

Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 168.

Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — S'abstient au vote, p. 169.

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation des petites et moyennes exploitations agricoles, l'exode rural, la répartition des fonds destinés à aider les coopératives agricoles, l'action de la Société nationale de la petite propriété terrienne, l'éducation professionnelle des agriculteurs, l'intégration européenne de l'agriculture, le problème forestier, p. 741.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la lenteur apportée à la liquidation des dossiers relatifs aux dommages de guerre, l'intérêt des sommes empruntées par les sinistrés, les sommes mises à la disposition des directions provinciales et le statut des agents des directions provinciales, p. 896.

Janssen, ministre des finances.

- Ann.** — Budget des voies et moyens pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les mouvements de fonds, d'encaissements et de décaissements effectifs, résultant pour 1951 à la fois de l'exécution des budgets en cours, des charges reportées des années antérieures, de l'évolution des moyens de trésorerie, compte tenu de crédits accordés à l'U. E. P. — Concernant : la convertibilité des monnaies, le problème de l'Union européenne des Paiements, la pression que la Belgique subit à propos de son effort militaire, le niveau élevé de nos prix de revient provoqué par les salaires et les charges sociales élevés, le problème des investissements, les obstacles d'ordre fiscal entravant l'épargne, pp. 382 à 386. — Concernant : les tentatives faites en vue d'obtenir des commandes militaires américaines, les retenues opérées sur le salaire de la femme mariée, les additionnels communaux et provinciaux, l'exécution du budget extraordinaire, les possibilités d'emprunter à l'étranger, la répartition des recettes fiscales, la ratification de l'accord de l'Union européenne des Paiements, les titres non déclarés, les répercussions pour la Belgique des mesures prises par la France au début de février, l'incidence des prix mondiaux sur notre vie économique, le ralentissement des prêts effectués par la Caisse d'Épargne en matière d'habitations à bon marché, la perception de la taxe de transmission, la circulation monétaire, la taxe d'ouverture des débits de boissons, les difficultés des entreprises industrielles à la suite des mesures de blocage prises par le gouvernement, le problème du chômage, pp. 395 à 412.
- Motion d'ordre de M. Harmegnies concernant le motif pour lequel les travaux de la commission du budget extraordinaire sont ajournés. — Observation, p. 547.
- Projets de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1951 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1950 et antérieurs. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que lors de l'élaboration des budgets, il sera procédé à un examen sévère et complet des crédits, afin de limiter les crédits supplémentaires, et invite le Sénat à rejeter les amendements de M. Doutrepont, p. 804.
- Projet de loi contenant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1952 et postposant la clôture d'opérations relatives à l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Donne les raisons pour lesquelles le gouvernement demande de proroger la date de clôture de l'exercice 1951 et déclare que le nécessaire sera fait pour que la commission mixte pour l'étude de la date de début et de clôture de l'exercice se réunisse à nouveau, p. 859.
- Interpellation de M. Motz à M. le ministre des finances sur les mesures qu'il a prises concernant les exportations vers les pays de l'Union européenne des Paiements (*Moniteur belge* du 23 mars 1952). — Discours : Attire l'attention sur le caractère transitoire des mesures prises par le gouvernement et déclare que toutes les forces seront réunies afin de défendre avec énergie les intérêts de la Belgique lors de la conférence qui se tiendra à Paris le 27 mars, p. 914. — Fait remarquer qu'il serait dangereux pour la Belgique d'établir, seule, un marché libre des devises, déclare que les mesures édictées n'entraîneront nullement le chômage et que des contacts seront établis sur le plan ministériel afin de résoudre les problèmes internationaux, p. 916.
- Budget des pensions pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Déclare que pour l'établissement du budget de 1953, il sera tenu compte des observations faites par les différents membres, p. 1047 à 1048.
- Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes, et de l'interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'état de notre créance à l'égard de l'U. E. P. et les négociations à ce sujet, pp. 1117 à 1118.
- S'associe à l'hommage rendu à la mémoire du baron Poncelet, ministre d'Etat et ancien président de la Chambre des représentants, p. 1179.
- Projet de loi relatif à la liquidation de la Banque d'Emission à Bruxelles. — Observation concernant l'article 9, p. 1183.
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Justifie le retard dans le dépôt du projet relatif aux crédits supplémentaires et aborde la question de l'avance de 2 millions pour la préparation de l'Exposition de Bruxelles, p. 1355.
- Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'application de la nouvelle méthode de comptabilisation à titre d'expérience jusqu'à fin 1952 ainsi que l'éventualité d'une application définitive après avis de la commission, p. 1423.
- Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le gouvernement a préféré

Janssen (suite)

- frapper d'un impôt exceptionnel ceux qui bénéficient du réarmement que d'établir un impôt général; que l'élément neuf dans ce projet est l'utilisation des bénéfices excédentaires en vue de la résorption du chômage. — Déclare que la loi est faite pour 1951 seulement, pp. 1627 à 1629.
- Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. — Discussion générale. — Discours : Répond aux questions soulevées par les orateurs, pp. 1647 à 1648 et 1696. — Intervient dans la discussion de l'article 4 (nouveau), pp. 1681 et 1696.
- Jespers, sénateur de l'arrondissement d'Anvers, secrétaire du Sénat.**
- Doc.** — N° 293. Rapport : Projet de loi réglant l'organisation de l'enseignement technique de l'Etat et instituant un Conseil supérieur de l'enseignement technique.
- N° 299. Sous-amendements aux amendements du gouvernement : Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1^{er} septembre 1920, interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans.
- Ann.** — Proclamé secrétaire du Sénat, p. 6.
- Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le déclassement de la promotion 1950-1951 de la gendarmerie par rapport aux élèves de l'Ecole militaire, p. 23.
- Projet de loi fixant pour l'année 1952 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale anti-aérienne. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le rôle éducatif de l'armée, l'application des lois linguistiques, le recrutement d'officiers et sous-officiers flamands, p. 217.
- Interpellation de M. Harmegnies « sur les retards apportés dans l'amélioration du sort des employés en matière de pension ». — Discussion. — Discours : Déclare que la « pause » annoncée par le gouvernement ne peut avoir une influence sur le problème des pensions des employés, p. 783.
- Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'indemnité accordée aux professeurs de l'enseignement agricole post-scolaire, p. 787.
- Vérification des pouvoirs de M. Cornez. — Donne lecture du rapport, concluant à l'admission de M. Cornez, p. 1180.
- Vérification des pouvoirs de M. De Boey. — Donne lecture du rapport, concluant à l'admission de M. De Boey, p. 1295.
- Projet de loi réglant l'organisation de l'enseignement technique de l'Etat et instituant un Conseil supérieur de l'enseignement technique. — Dépose le rapport, p. 1227. — Discussion générale. — Discours : Regrette que la gauche socialiste n'ait pas jugé utile de prendre part à la discussion en commission, affirme que le Conseil supérieur ne veut porter atteinte à aucune autonomie, déclare que son parti respecte l'enseignement officiel et continuera à le favoriser, pp. 1500 à 1502.
- Projet de loi relatif à la sauvegarde des droits en matière de pensions de retraite et de survie en faveur de certains titulaires de fonctions publiques. — Observation concernant le renvoi en commission, p. 1388.
- Projet de loi organique de l'enseignement normal. — Intervient dans la discussion de l'article 30bis, p. 1587.
- Proposition de loi relative à l'inaliénabilité des biens prévue par l'article 214j du Code civil. — Discussion générale. — Discours : Estime qu'il serait préférable d'émettre un vote au sujet de la proposition de M. Tobbacq, qui apporterait une solution dès maintenant, p. 1753.
- Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — Examen des articles du tableau. — Discours : Fait l'éloge des rédacteurs du *Compte rendu analytique*, p. 1948.
- Proposition de loi complétant l'article 31 de la loi organique sur l'enseignement primaire en vue de reconnaître les services rendus par les membres du personnel enseignant pendant la guerre 1940-1945. — Renvoi en commission. — Fait des observations, p. 1951.
- K**
- Kluyskens, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.**
- Doc.** — N° 323. Rapport : Projet de loi modifiant la procédure en cassation.
- N° 334. Amendements : Proposition de loi portant réglementation du paiement de la rémunération des travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de louage de travail.
- N° 482. Sous-amendement à l'amendement de la commission : Projet de loi relatif aux effets de l'adoption en matière de nationalité.
- N° 526. Rapport : Projet de loi modifiant la compétence d'attribution de la compétence territoriale en matière alimentaire.
- Ann.** — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376. — Justifie son vote, p. 377.

Kluyskens (suite)

- Projet de loi modifiant la procédure en cassation. — Dépose le rapport, p. 1240.
- Proposition de loi portant réglementation du paiement de la rémunération des travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de louage de travail. — Discussion générale. — Discours : Présente des amendements de forme, concernant l'article 4, p. 1393. — Intervient dans la discussion des articles 4, p. 1397; 5, p. 1398; 9, p. 1399.
- Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — Discussion des articles. — S'abstient au vote sur un amendement à l'article 1^{er}, p. 1460.
- Projet de loi complétant la loi du 15 avril 1884 sur les prêts agricoles. — Discussion générale. — Discours : Demande si les abus qui se sont produits dans la pratique sont assez nombreux pour justifier la nouvelle disposition pénale. — Estime que les droits du bailleur de fonds sont suffisamment garantis et qu'il serait contraire aux principes de notre droit civil d'introduire cette disposition pénale, que les nécessités pratiques actuelles ne réclament pas, pp. 1717 à 1718.
- Projet de loi modifiant la procédure en cassation. — Discussion générale. — Discours : Analyse les divergences existant entre le texte rédigé par la commission et les amendements du gouvernement, p. 1727. — Estime que les amendements du gouvernement n'amélioreront pas les textes de la commission relatifs à l'obligation de parapher et de numéroter les pièces de la procédure, p. 1850. — Intervient dans la discussion des articles 2, p. 1851, et 3, p. 1852.
- Projet de loi relatif aux effets de l'adoption en matière de nationalité. — Discussion générale. — Discours : Expose le caractère délicat que revêt le projet tant en ce qui concerne son principe que la nature de ses dispositions. — Exprime son inquiétude à l'égard de certaines dispositions peu claires. — Estime nécessaire de renvoyer le projet en commission, p. 1853.
- Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation. — Renvoi en commission de l'article 6 : Propose un amendement à l'article 6, p. 2001.

Knops, sénateur coopté.

- Ann.** — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Réescampte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.
- Projet de loi portant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1359.
- Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote sur l'amendement à l'article 24-1, p. 1394. — S'abstient au vote sur l'ensemble, p. 1395.
- Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.
- Proposition de loi relative à l'inaliénabilité des biens prévue par l'article 214j du Code civil. — S'abstient au vote, p. 1775.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.

L**Lacroix, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville.**

- Ann.** — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.
- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. Discussion générale. — Discours : Concernant : les perturbations provoquées dans l'administration par le changement continu de titulaire au ministère de la reconstruction, les demandes de priorités en matière de dommages de guerre, le rythme lent de l'examen des dossiers des sinistrés, les avantages du système d'avances sur dommages de guerre, l'examen groupé des dossiers des sinistrés, la nécessité de liquider définitivement les dommages de 1914-1918, les frais d'administration du département, la question des expertises, les accords de réciprocité en matière de dommages de guerre, les coopératives des sinistrés, la nécessité d'élargir l'indemnisation intégrale, le reliquat relatif aux victimes civiles de la guerre, p. 852.

Lacroix (suite)

- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Réescampte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.
- Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.
- Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre, aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Insiste sur la lenteur de l'indemnisation définitive, demande au ministre comment il compte faire face à ses obligations dans les années à venir, pp. 1779 à 1781. — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 1797.
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.

Lagae, sénateur provincial de la Flandre orientale.

- Doc.** — N° 58. Rapport : Projet de loi prorogeant les dispositions relatives aux places de complément des magistrats dans les cours et tribunaux.
- N° 97. Amendements au texte présenté par la commission : Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.
- N° 338. Rapport : Proposition de loi relative à l'inaliénabilité des biens, prévue par l'article 214j du Code civil.
- N° 345. Rapport : Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique.

- Ann.** — Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème de la criminalité impunie, l'activité des cabinets d'instruction, les consultations en vue de la préparation de la législation, l'action des établissements auxquels sont confiés les enfants qui font l'objet d'une mesure du juge des enfants, le problème de l'éméritat des magistrats et le projet relatif à la protection morale de la jeunesse, p. 484.

- Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 16 mai 1912 sur la protection de l'enfance. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée de ses amendements, p. 542. — Discussion des articles. — Souligne le but poursuivi par son amendement, p. 544.

- Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreyen sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'absence d'un crédit pour les travaux d'études relatifs à l'adaptation du canal et de l'écluse de Terneuzen, p. 1090.

- Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique. — Discussion générale. — Discours : Estime que le cumul médico-pharmaceutique doit être supprimé dans la mesure où le maintien ne s'en impose pas dans l'intérêt des malades et, temporairement, par respect des droits acquis des médecins déjà établis, estime que le projet de loi apporte une réelle amélioration à la situation existante et qu'il permettra plus tard de supprimer définitivement le cumul, pp. 1522 à 1523. — Fait remarquer que s'il a évoqué dans son rapport des détails historiques, il l'a fait à la demande expresse de la commission, qui a trouvé intéressant de signaler que la tendance à une scission absolue entre la médecine et la pharmacie est très ancienne, affirme qu'il a à plusieurs reprises traité des situations actuelles et des intérêts des malades, dit que la plupart des médecins des grandes communes n'ont plus usé en fait du droit au cumul, p. 1537.
- Projet de loi relatif à l'expertise et au commerce des viandes. — S'abstient au vote, p. 1588.

- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741.

Lambotte-Pauli (Mme), sénateur provincial d'Anvers.

- Doc.** — N° 68. Rapport : Demandes de naturalisation.
- N° 417. Rapport : Demandes de naturalisation.
- Ann.** — Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant la législation sur l'accès des mineurs aux cinémas, p. 514.
- Interpellation de M. Sledsens à M. le ministre des travaux publics « sur le plan général d'aménagement de l'agglomération anversoise et le projet de construction d'une partie de l'autoroute Anvers-Ruhr sur la ceinture de fortifications de cette agglomération. — Discussion. — Discours : Déclare que l'intérêt régional se concilie ici avec l'intérêt national. Souligne la nécessité de sauvegarder une ceinture de verdure autour de la grande agglomération, p. 1819.

Lapaille, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme.

- Ann.* — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Récompte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.
- Discussion jointe des budgets des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un Fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'influence des travaux publics dans la résorption du chômage, la nécessité d'employer des matériaux belges pour la construction de bâtiments et pour le revêtement des routes, pp. 1055 à 1056.
- Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741. — S'abstient au vote sur l'ensemble, p. 1775.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Laurens, sénateur provincial d'Anvers.

- Ann.* — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.
- S'abstient au vote sur l'ordre du jour déposé en conclusion de l'interpellation de M. Harmegnies concernant les pensions des employés, p. 865.
- Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 891.
- Budget de la dette publique pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 891.
- Budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 891.
- Projets de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1951 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1950 et antérieurs. — S'abstient au vote sur l'article 5 (*Doc. S. 109*), p. 866. — S'abstient au vote sur les deux projets, p. 891.
- Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 23 décembre 1946 relatif au crédit à l'outillage artisanal, au crédit professionnel et aux classes moyennes et portant transformation de la Caisse nationale de Crédit professionnel et une Caisse nationale de Crédit professionnel. — S'abstient au vote, p. 892.
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Récompte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.
- Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — S'abstient au vote, p. 1530.
- Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique. — S'abstient au vote, p. 1587.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.

Ledoux, sénateur provincial de Namur.

- Ann.* — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Leemans, sénateur provincial d'Anvers.

- Doc.* — N° 172. Rapport : Projet de loi instituant un Fonds spécial et temporaire des routes.
- Ann.* — Projet de loi instituant un Fonds spécial temporaire des routes. — Dépose le rapport, p. 650.
- S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance déposé en conclusion à l'interpellation de M. Motz sur les exportations vers les pays de l'Union européenne des Paiements, p. 987.
- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 988.
- Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un Fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le but d'un Fonds des routes, la taxe de circulation sur les véhicules automobiles et les itinéraires des routes, pp. 1048 à 1049.
- Interpellation de M. Buisseret à MM. le premier ministre, le ministre des finances, le ministre des affaires économiques et des classes moyennes et le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la façon dont le gouvernement prétend porter remède au chômage et les déclarations faites à ce sujet par le premier ministre au « Vlaamse Club ». — Discussion. — Discours : Déclare qu'il doit être remédié au chômage structurel par la création de nouvelles possibilités de travail permanentes, soit en étendant les industries existantes, soit en procédant à la création de nouvelles industries, estime que l'encouragement aux investissements dans les régions atteintes de chômage structurel constitue un moyen qui évolue dans le sens de la logique économique, p. 1606.

Lehouck (Mme), sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville.

- Doc.* — N° 337. Rapport : Projet de loi relatif à la procédure en matière des statuts des résistants civils et des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, des étrangers prisonniers politiques, des prisonniers politiques et de leurs ayants droit et des résistants par la presse clandestine.
- N° 407. Amendement : Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949, et abrogeant l'article 23, § 1^{er}, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949.
- Ann.* — Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'amélioration de l'hygiène et du confort par suite de l'installation de distributions d'eau, l'aide à accorder aux réfugiés politiques, l'action sociale de l'O. N. O. V. A., la nécessité de revoir la situation des veuves de 1940-1945 qui se remarient après le fait dommageable et d'aider les œuvres pour la tuberculose, notamment celle à Montana, où sont soignés les prisonniers de guerre et les prisonniers politiques, p. 459.
- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nécessité de terminer l'examen des camps douteux, le statut des prisonniers politiques, le drame des récupérations à charge des ayants droit de victimes de la guerre, la nécessité de revoir les pensions des veuves de guerre, la création d'un home pour prisonniers politiques, p. 897.
- Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1143.
- Budget des pensions pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1143.
- Budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1143.
- Budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 1143.
- Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1144.
- Projet de loi relatif à la procédure en matière des statuts des résistants civils et des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, des étrangers prisonniers politiques, des prisonniers politiques et de leurs ayants droit et des résistants par la presse clandestine. — Discussion générale. — Discours : rappelle que le projet vise à accorder réparation à une catégorie de personnes qui ont particulièrement souffert pour leur pays, p. 1589.
- Ajournement du Sénat. — Discours, p. 2045.

Leynen, sénateur provincial du Limbourg.

- Doc.* — N° 69. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'accord de pré-union entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le royaume des Pays-Bas et des annexes, signés à Luxembourg le 15 octobre 1949.
- N° 104. Rapport : Projet de loi portant approbation du protocole au Traité de l'Atlantique-Nord sur l'accession de la Grèce et de la Turquie, signé à Londres le 17 octobre 1951.
- N° 146. Rapport : Budget de l'instruction publique pour l'exercice 1952.

Leynen (suite)

N° 174. Rapport : Projet de loi portant approbation du traité entre le royaume de Belgique et le royaume des Pays-Bas, portant fixation d'une limite d'exploitation pour les charbonnages situés le long de la Meuse, de part et d'autre de la frontière, et l'annexe, signés à Bruxelles, le 23 octobre 1950.

N° 374. Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Ann. — Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nécessité de veiller à ce que la porte reste toujours ouverte aux négociations internationales, le problème allemand, le problème des voies d'eau, pp. 57 à 59.

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Dépose le rapport, p. 592.

Projet de loi portant approbation du traité entre le royaume de Belgique et le royaume des Pays-Bas portant fixation d'une limite d'exploitation pour les charbonnages situés le long de la Meuse, de part et d'autre de la frontière, et l'annexe, signés à Bruxelles le 23 octobre 1950. — Dépose le rapport, p. 649.

Projet de loi portant approbation de l'accord de pré-union entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le royaume des Pays-Bas et des annexes, signés à Luxembourg le 15 octobre 1949. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la ratification tardive de l'accord, la nécessité d'aplanir les difficultés résultant de la différence entre le niveau social des trois pays, le problème des adjudications, p. 673.

Projet de loi modifiant la procédure en cassation. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1852.

Leysen, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout.

Doc. — N° 291. Rapport : Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires prononcées pendant l'occupation ennemie du chef d'abandon de poste à charge des membres du personnel des provinces, des communes, des établissements publics subordonnés aux communes, des commissions d'assistance publique, des écoles adoptées et des écoles adoptables et aux effets des interruptions de service pour abandon de poste sur la rémunération de ces agents et du personnel enseignant des écoles adoptées et adoptables.

Ann. — Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'action du gouvernement en vue de réaliser l'égalité entre les deux branches d'enseignement, le problème des subsides à l'enseignement libre, la politique des nominations, le minimum d'élèves requis par classe dans l'enseignement primaire, le problème de la prolongation de la scolarité, la semaine pédagogique officielle, les revendications pour le secteur de l'enseignement technique, la rémunération des instituteurs techniques, p. 657.

Projet de loi portant approbation de l'accord de pré-union entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le royaume des Pays-Bas et des annexes, signés à Luxembourg le 15 octobre 1949. — S'abstient au vote, p. 716.

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la vulgarisation scientifique, la signification économique de l'agriculture et de l'horticulture belges, les moyens utilisés par le département pour assurer la rentabilité de l'agriculture, la lutte contre les épizooties, les crédits accordés aux syndicats d'élevage bovin, aux syndicats d'exploitation de bétail et au contrôle laitier, le calendrier d'importation pour l'horticulture, l'intérêt économique de l'apiculture et l'emploi d'insecticides pendant la floraison, pp. 731 à 731.

Budget des pensions pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'opportunité de considérer la pension comme un traitement différé, avec adaptation automatique au coût de la vie, p. 1043.

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires prononcées pendant l'occupation ennemie du chef d'abandon de poste à charge des membres du personnel des provinces, des communes, des établissements publics subordonnés aux communes, des commissions d'assistance publique, des écoles adoptées et des écoles adoptables et aux effets des interruptions de service pour abandon de poste sur la rémunération de ces agents et du personnel enseignant des écoles adoptées et adoptables. — Dépose le rapport, p. 1229.

Lilar, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 68. Rapport : Demandes de naturalisation.

N° 341. Amendement au texte de la commission : Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal.

N° 417. Rapport : Demandes de naturalisation.

Ann. — Projet de loi interprétant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 167.

Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi

Lilar (suite)

du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux, portant sur des immeubles à revenus modiques. — S'abstient au vote, p. 167.

Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 168.

Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — S'abstient au vote, p. 169.

Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet ne répond pas à une nécessité, p. 189. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 208.

Discussion de la déclaration du gouvernement formé le 15 janvier 1952, sous la présidence de M. Van Houtte. — Discours : Déclare que le gouvernement est incapable de résoudre les problèmes internationaux et intérieurs, p. 247. — S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance, p. 284.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — Discussion générale. — Discours : Concernant l'incidence du plan Schuman sur les ports belges et notre navigation intérieure, p. 358.

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les traitements des magistrats, les mesures à prendre afin de résorber l'arriéré judiciaire, la nécessité de procéder aux nominations des magistrats en dehors de toute politique de parti, la réforme des prisons et du régime pénitentiaire, p. 499.

Proposition de loi relative aux traitements de l'ordre judiciaire. — Ajournement. — Discours : Concernant l'opportunité d'ajourner le vote de la proposition tendant à augmenter le cadre du tribunal de Gand, p. 555.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 988.

S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance déposé en conclusion à l'interpellation de M. Motz sur les exportations vers les pays de l'Union européenne des Paiements, p. 987.

Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1343.

S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance déposé en conclusion de l'interpellation de MM. Dehousse et Buisseret relative aux voies d'eau, p. 1343.

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1345.

Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952. — S'abstient au vote sur les amendements de M. Maurice Servais aux articles 3, 5, 6 et 9, p. 1342. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet p. 1345.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951, et octroyant des vacances supplémentaires d'ancienneté. — S'abstient au vote sur les amendements de M. Maurice Servais aux articles 3, 4, 7 et 11 à 17 inclus, p. 1342. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1346.

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — Discussion générale. — Discours : Reconnaît la valeur du projet de loi : il rétablit les droits familiaux et permet le reclassement des anciens condamnés, spécialement dans le domaine privé. Estime cependant que le projet doit être amendé afin d'empêcher les anciens condamnés d'exercer à nouveau une influence sur l'opinion publique, pp. 1429 à 1430. — Justifie son vote, p. 1530. — S'abstient au vote, p. 1531.

Projet de loi relatif à la tarification de certains actes des huissiers. — Demande l'ajournement, p. 1435.

Projet de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire et proposition de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires. — Discussion générale. — Discours : Estime que le gouvernement eût pu éviter cette discussion s'il avait fait, au moment où il s'est constitué, des suggestions et s'il avait à ce moment donné des conseils à la commission de la justice, en lui expliquant jusqu'où l'on pouvait aller, au lieu de présenter des amendements en ce moment. — Demande au gouvernement de reviser sa façon de voir sur cette question, pp. 1832 à 1834.

Scrutin sur la prise en considération des demandes de naturalisation. — Discours : Demande de renvoyer à la commission le cas de Blaustein, Moritz, p. 1886.

M**Machtens, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

Ann. — Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1952.

— Discussion générale. — Discours : Concernant : les procès-verbaux dressés par les gendarmes, la mission de la gendarmerie, le transport des gendarmes, l'absence d'installation sanitaire dans la caserne de Witte de Haelen, le service social, l'intervention des gendarmes en cas d'incidents, p. 18. — Observation, p. 22.

Machtens (suite)

- Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la Communauté européenne de défense et la répartition des frais d'infrastructure, la ratification des accords de principe de la Conférence de Lisbonne, le problème des vingt-quatre mois de service, l'acceptation d'un nouvel effort de 2 milliards de francs dans le domaine militaire, les exemptions pour raisons morales et sociales, p. 608. — Observation concernant la recevabilité de la motion de M. Van Eyndonck concernant le danger qui menace les réserves naturelles de la « Kalmt-houtse Heide », p. 641.
- Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le sabotage des constructions scolaires de l'Etat, le traitement des instituteurs et la rémunération des fonctions accessoires, le traitement des chefs d'école, p. 720.
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Réescompte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.
- Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1143.
- Budget des pensions pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1143.
- Budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1143.
- Budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 1143.
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1144.
- Projet de loi instituant un Fonds spécial et temporaire des routes. — S'abstient au vote, p. 1144.
- Projet de loi contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1940. — S'abstient au vote, p. 1144.
- Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de Fer belges à émettre sous la garantie de l'Etat des emprunts à concurrence d'une somme de 3,170 millions de francs pour couvrir des dépenses de premier établissement et l'augmentation enregistrée dans la valeur du stock des approvisionnements. — S'abstient au vote, p. 1145.
- Proposition de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en vue d'encourager les échanges d'immeubles ruraux non bâtis. — S'abstient au vote, p. 1145.
- Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1939 instituant un Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers. — S'abstient au vote, p. 1146.
- Proposition de loi modifiant l'article 43 du Code électoral. — S'abstient au vote, p. 1147.
- Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi organique du 23 décembre 1946 portant création du Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 1147.
- Projet de loi prorogeant l'existence de l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires. — S'abstient au vote, p. 1147.
- Projet de loi organique du Conseil national du travail. — S'abstient au vote, p. 1147.
- Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} juillet 1948 relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire. — S'abstient au vote, p. 1148.
- Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la question des dépenses occasionnées aux communes par l'organisation du contrôle des chômeurs et par le paiement de l'allocation de chômage, les emprunts à contracter avec le Crédit communal, le problème des grandes villes, l'organisation des examens de recrutement d'agents de police, les barèmes du personnel des administrations provinciales et communales et l'état des finances de la province de Brabant, p. 1356 à 1358.
- Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741. — S'abstient au vote, p. 1775.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Machtens (suite)

- Projet de loi abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boissons. — Discussion générale. — Discours : Concernant la taxe d'ouverture, p. 2014.
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.

Marien, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

- Ann.** — Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote sur le point 2 de l'article 1^{er} du tableau, p. 95.
- Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — Discussion générale. — Discours : Déclare souscrire sans réserve à la déclaration établie par le Sénat, expose les craintes que lui inspire le plan Schuman et attire l'attention sur le fait que la Belgique adhérera au plan Schuman avec l'handicap des salaires, celui du rééquipement et l'handicap découlant de la nature de nos gisements, pp. 345 à 348.
- Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un Fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'opportunité de coordonner les moyens pour résorber le chômage, la nécessité de rechercher un moyen pour rendre les emprunts de l'Etat plus attrayants, le problème de la Durme, la nécessité de reconstruire les ponts qui ont été détruits et de prévoir des crédits suffisants pour le financement des nouveaux bâtiments de l'Institut belge du textile à Gand, pp. 1063 à 1064.
- Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de Fer belges à émettre sous la garantie de l'Etat des emprunts à concurrence d'une somme de 3,170 millions de francs pour couvrir des dépenses de premier établissement et l'augmentation enregistrée dans la valeur du stock des approvisionnements. — Observations concernant l'article 1^{er}. — Dépose un amendement qui est rejeté, pp. 1094 et 1095.
- Projet de loi organique de l'enseignement normal. — S'abstient au vote sur les amendements de l'article 12, pp. 1580 et 1581. S'abstient au vote, p. 1589.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Massonnet, sénateur de l'arrondissement Arlon-Marche-Bastogne-Neuchâteau-Virton, secrétaire du Sénat.

- Ann.** — Proclamé secrétaire du Sénat, p. 6.
- Proposition de loi interprétant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 167.
- Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux, portant sur des immeubles à revenus modiques. — S'abstient au vote, p. 167.
- Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 168.
- Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les restrictions massives apportées par la Caisse d'Epargne à ses avances aux sociétés de crédit pour habitations ouvrières, la nécessité d'améliorer et d'assainir les habitations paysannes, l'exécution des travaux de voirie lors de la construction de cités ouvrières, le projet de la création d'un préventorium dans le Luxembourg, l'octroi de subsides pour distributions d'eau potable, p. 449.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les réquisitions des véhicules automobiles, p. 618.
- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nécessité d'apporter des modifications substantielles à la loi des dommages de guerre, la lenteur dans l'examen des dossiers des sinistrés, l'avantage que constituerait le régime des avances, le financement des dommages de guerre, la question des priorités économiques exceptionnelles, le scandale des travaux communaux dans les Ardennes, p. 854.
- Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951; interpellation du baron de Dorlodot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du

Massonnet (suite)

trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant la suppression du groupe d'Arlon, p. 979.

Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la proposition est digne d'être votée, p. 1195.

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. — Interpellation jointe de MM. Troclet, Verbert et Moulin à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation financière de l'assurance maladie-invalidité et sur les mesures envisagées pour y porter remède ». — Interpellation jointe de M. Glineur à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation du secteur maladie-invalidité, les causes de son déficit permanent et ses conséquences pour les travailleurs assurés ». — Discussion générale. — Discours : Concernant : les allocations familiales aux non-salariés et le renouvellement des mandats des membres des commissions d'appel pour pensions de vieillesse, p. 1273.

Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique. — Discussion générale. — Discours : Estime que le projet constitue une amélioration notable et met fin à une situation qui ne pouvait se prolonger, pp. 1525 à 1526.

Mazereel, sénateur provincial du Brabant.

Doc. — N° 125. Amendement : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952.

N° 218. Amendement : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952.

N° 251. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} juillet 1948 relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant civil de l'École royale militaire.

N° 304. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et le Commonwealth britannique, sur les sépultures militaires, signé à Bruxelles le 20 juillet 1951.

N° 350. Rapport : Projet de loi créant le chevron de captivité pour les militaires capturés par l'ennemi au cours de la campagne 1914-1918.

N° 362. Amendements : Projet de loi organique de l'enseignement normal.

N° 449. Proposition de loi sur la protection du titre et de la profession relatifs à l'orientation et à la sélection scolaires et professionnelles.

Ann. — Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la tâche de l'Unesco et la réforme de l'enseignement de l'histoire, p. 63.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de récompte et de garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} juillet 1948 relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant civil de l'École royale militaire. — Dépose le rapport et demande l'urgence, p. 1108. — S'abstient au vote, p. 1148.

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1143.

Budget des pensions pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1143.

Budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1143.

Budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 1143.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1144.

Projet de loi instituant un Fonds spécial et temporaire des routes. — S'abstient au vote, p. 1144.

Projet de loi contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1940. — S'abstient au vote, p. 1144.

Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de Fer belges à émettre sous la garantie de l'Etat des emprunts à concurrence d'une somme de 3,170 millions de francs pour couvrir des dépenses de premier établissement et l'augmentation enregistrée dans la valeur du stock des approvisionnements. — S'abstient au vote, p. 1145.

Proposition de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en vue d'encourager les échanges d'immeubles ruraux non bâtis. — S'abstient au vote, p. 1145.

Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1939 instituant un Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers. — S'abstient au vote, p. 1146.

Mazereel (suite)

Proposition de loi modifiant l'article 43 du Code électoral. — S'abstient au vote, p. 1147.

Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi organique du 23 décembre 1946 portant création du Conseil d'Etat. — S'abstient au vote, p. 1147.

Projet de loi prorogeant l'existence de l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires. — S'abstient au vote, p. 1147.

Projet de loi organique du Conseil national du travail. — S'abstient au vote, p. 1147.

Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et le Commonwealth britannique sur les sépultures militaires, signé à Bruxelles le 20 juillet 1951. — Dépose le rapport, p. 1311.

Projet de loi créant le chevron de captivité pour les militaires capturés par l'ennemi au cours de la campagne 1914-1918. — Dépose le rapport, p. 1498.

Proposition de loi sur la protection du titre et de la profession relatifs à l'orientation et à la sélection scolaires et professionnelles. — Dépose la proposition, p. 1728.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 1883.

Proposition de loi complétant l'article 31 de la loi organique sur l'enseignement primaire en vue de reconnaître les services rendus par les membres du personnel enseignant pendant la guerre 1940-1945. — Renvoi en commission. — Fait des observations, p. 1950.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.

Meunier, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville.

Doc. — N° 151. Amendements au texte de la commission : Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946.

Ann. — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la lenteur de la procédure en matière de dommages de guerre, l'encombrement des directions provinciales, le système des priorités, la complication du régime des crédits, le système des avances à valoir sur les indemnités pour dommages de guerre, le recrutement du personnel du département, le financement des dommages de guerre aux biens, le projet relatif aux victimes civiles de la guerre 1914-1918, les modifications à apporter au statut des prisonniers politiques et la récupération des sommes indûment perçues, la situation des agents temporaires prisonniers politiques, les camps douteux, le sort des enfants de la patrie, les statuts des réfractaires et des travailleurs obligatoires, la réparation des dommages physiques aux victimes de la guerre 1940-1945, le manque d'entente existant entre les fonctionnaires et les organismes qui défendent les intérêts des victimes de la guerre, pp. 843 à 845.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Récompte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Discussion jointe du budget du ministère des communications pour l'exercice 1952, des budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951 et des interpellations du baron de Dorlodot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les anomalies du budget, les règles comptables qui régissent l'établissement des budgets, le subside prévu pour la ville d'Anvers afin de lui permettre d'assurer la gratuité de passage par les tunnels de l'Escaut, le caractère commercial et industriel des services du ministère des communications, l'organisation du service social aux communications, la sous-estimation des crédits pour 1952, le paiement d'arriérés à des inciviques réintégré dans leurs fonctions, le subside pour l'encouragement de la pêche maritime, l'absence d'un service d'études tendant à coordonner les divers services, les examens psychotechniques à l'administration des postes, l'insuffisance des crédits mis à la disposition du Commissariat

Meunier (suite)

général au tourisme et des syndicats d'initiative en vue de la propagande et de la publicité, l'insuffisance de la subvention en faveur des stations thermales, la composition du conseil d'administration de la S. N. C. F. B., la question des tarifs, les charges imposées par l'Etat à la Société nationale en matière de personnel et de pensions, la nécessité d'ouvrir un débouché aux porteurs d'avis, les réductions tarifaires imposées à la Société nationale, la nécessité de coordonner les transports, l'état lamentable des locaux dans lesquels est logé le centre médical de Namur, le progrès réalisé dans nos réseaux télégraphiques et téléphoniques, les intérêts à payer par la R. T. T. à l'Etat sur le capital investi, les pensions des veuves et orphelins accordées par la R. T. T., la suppression du cadre des facteurs des télégraphes en tant qu'agents définitifs, la réduction des cadres des ouvriers subalternes de la R. T. T., la réintégration d'inciviques et les nominations partisans dans la régie, la question de la rémunération du personnel de la R. T. T. et la nécessité de lui donner un statut juridique propre, les mesures nécessaires pour réaliser l'équilibre entre les recettes et les dépenses de l'administration des postes, la question des barèmes du personnel des postes, l'absence d'une politique en matière d'enseignement aéronautique, l'inutilité du contrôle effectué par l'administration de l'aéronautique, le problème linguistique de Melsbroek, pp. 948 à 957.

Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vermeylen à l'article 1^{er}, p. 1651. — S'abstient au vote sur l'amendement du gouvernement à l'article 2, p. 1659.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'il convient de rapprocher le taux des pensions civiles de celui des pensions militaires, estime que les pensionnés civils de la guerre devraient être rapidement dotés d'un statut définitif et demande de rouvrir les délais en leur faveur, demande que le projet 301 soit revu dans son ensemble dès la rentrée parlementaire, pp. 1718 à 1719.

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Constate que le projet apporte quelques modifications heureuses, mais qu'il est néanmoins insuffisant, pp. 1769 à 1770. — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 1798.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparation à accorder aux victimes civiles de la guerre 1940-1945. — Discussion générale. — Discours : Souligne les injustices existantes, mais fait remarquer qu'à vouloir aller trop vite, on risque de voter des demi-mesures, p. 1870.

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation. — Renvoi en commission de l'article 6. — Emet des considérations, p. 1997. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'augmentation uniforme des pensions, les invalides de guerre agents de l'Etat, la suppression de l'article 6, pp. 1997 à 1998.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.

Meurice, ministre du commerce extérieur.

Ann. — Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Rappelle l'évolution de la politique commerciale depuis la libération et aborde les points suivants : les efforts faits pour améliorer la position de la Belgique en ce qui concerne les matières premières, l'effort de production à accomplir, la situation de Benelux par rapport à la question douanière, aux questions agricoles et au problème monétaire, la balance commerciale, nos échanges commerciaux avec les Pays-Bas, le problème des voies d'eau, les réalisations accomplies par l'O. E. C. E., le plan Schuman, la situation de la Belgique envers la zone U. E. P., les efforts destinés à redresser notre position dans la zone dollar, l'importance du marché congolais et des marchés du Moyen-Orient, la remise en vigueur de la taxe de transmission sur certains produits exportés, pp. 30 à 37.

Discussion des articles. — Article 1^{er} : Intervention concernant la non-réélection de M. Charles de Visscher comme juge à la Cour internationale de justice, p. 96.

Meurice (suite)

S'associe, au nom du gouvernement, aux paroles de sympathie exprimées par M. le président à l'égard de la nation italienne, si durement éprouvée à la suite des inondations, p. 30.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — Discussion générale. — Discours : Attire l'attention sur le caractère important du projet et sur l'intérêt des discussions qui ont eu lieu au sein et en dehors du parlement, rappelle les origines du plan Schuman, souligne le caractère économique de la constitution d'un marché commun et examine quelle serait la situation de la Belgique si elle n'adhérait pas au plan Schuman, pp. 288 à 292. — Concernant l'introduction de la candidature pour le siège de la Communauté du charbon et de l'acier et concernant le problème de la réglementation des voies d'eau, p. 359. — Fait observer que l'action que le gouvernement se propose de mener dans le cadre de la Communauté sera inspirée des considérations développées dans la déclaration présentée par les commissions réunies des affaires étrangères et des affaires économiques, p. 376.

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : 1^o Convention portant création d'un conseil de coopération douanière, et annexe, signées à Bruxelles le 15 décembre 1950; 2^o Protocole relatif au groupe d'études pour l'Union douanière européenne, signé à Bruxelles le 15 décembre 1950. — Dépose le projet, p. 559.

Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et le Commonwealth britannique sur les sépultures militaires, signé à Bruxelles le 20 juillet 1951. — Dépose le projet, p. 988.

Projet de loi portant approbation de la convention sur la valeur en douane des marchandises et des trois annexes, signées à Bruxelles le 15 décembre 1951. — Dépose le projet, p. 988.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n^o 88) concernant l'organisation du service de l'emploi, adoptée à San-Francisco le 9 juillet 1948 par l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trente et unième session. — Dépose le projet, p. 988.

Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relatif aux services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà, signé à Londres le 8 mai 1951. — Dépose le projet, p. 988.

Projet de loi portant approbation de la convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues et de l'acte final, signés à Lake Success le 6 avril 1950. — Dépose le projet, p. 988.

Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique, la France et l'Italie, tendant à étendre et à coordonner l'application aux ressortissants des trois pays des législations belge et française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales, signée à Paris le 19 janvier 1951. — Dépose le projet, p. 2045.

Missiaen, sénateur provincial de la Flandre occidentale, questeur du Sénat.

Doc. — N^o 243 : Amendement au texte de la commission : Proposition de loi modifiant l'article 43 du Code électoral.

Ann. — Proclamé questeur du Sénat, p. 6.

Projet de loi fixant pour l'année 1952 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne. — Discussion générale. — Discours : fait remarquer que son groupe ne votera pas le projet, p. 216.

Discussion de la déclaration du gouvernement formé le 15 janvier 1952 sous la présidence de M. Van Houtte. — Discours : Concernant : les bases sur lesquelles s'est effectuée la bataille électorale de 1950, le manque d'unité au sein du P. S. C., l'augmentation des dépenses, le problème de la répression, le chômage structurel en Flandre, pp. 232 à 236.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Interpelle M. le ministre des travaux publics et M. le ministre de l'instruction publique « sur le sabotage officiel en matière d'exécution de la loi du 2 avril 1948 relative au Fonds des constructions scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat ». — Rappelle les motifs principaux ayant conduit au vote de la loi relative au Fonds des constructions scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat et souligne les principes de cette loi; fait remarquer que la loi Marck-Heyman, mettant les pensions des membres du personnel enseignant des écoles libres à charge de l'Etat, a toujours été appliquée avec toute la

Missiaen (suite)

loyauté requise; attire l'attention sur les difficultés éprouvées lors de l'achat de terrains et sur les causes qui entravent le bon fonctionnement du Fonds, notamment : le retard dans la désignation des architectes, le changement continu des plans, la lenteur des adjudications multiples. — Déclare qu'aucun internat n'a été construit par l'entremise du Fonds Vanderpoorten et se plaint du fait qu'aucun rapport ait paru relatif à l'activité de ce Fonds, pp. 435 à 439. — Fait remarquer que le « Algemeen Vlaams Verbond van het Officieel Onderwijs », aidé en ce qui concerne la partie d'expression française par la Ligue de l'enseignement, a procédé à une enquête sur l'état des constructions scolaires; déclare que le ministre est responsable, devant le parlement, du Fonds des constructions scolaires, sans devoir gérer lui-même ce Fonds; parle de l'exécution du programme prévu par le Fonds Vanderpoorten, pp. 445 à 446.

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les nouveaux avantages accordés à l'enseignement libre, les nominations dans l'enseignement officiel, l'atmosphère qui doit être créée si l'on veut poursuivre la paix scolaire, l'exécution du *modus vivendi* de 1948 relatif à l'enseignement technique, le sabotage de la loi sur le Fonds des constructions scolaires, l'état des bâtiments scolaires communaux, la création de comités scolaires dans l'enseignement moyen, la nécessité d'un enseignement technique en Flandre, la nomination des membres du Conseil supérieur de l'enseignement technique, l'exécution de la loi relative aux subsides à l'enseignement libre, les mesures partiales prises par le gouvernement, pp. 659 à 665.

Fait personnel relatif à une interruption de M. le ministre de l'instruction publique lors de la discussion du budget de 1952, p. 690.

Proposition de loi modifiant l'article 43 du Code électoral. — Discussion de l'article unique. — Estime que de larges possibilités doivent être offertes aux représentants des partis politiques afin de leur permettre d'entrer en possession des listes électorales, demande de ne pas majorer le prix des listes électorales et demande que l'intéressé puisse demander ces listes aux commissaires d'arrondissement, pp. 1102 à 1103.

Projet de loi réglant l'organisation de l'enseignement technique de l'Etat et instituant un Conseil supérieur de l'enseignement technique. — Discussion générale. — Discours : Affirme que la discussion en commission a été partielle étant donné que les membres socialistes n'ont, à une exception près, pas eu l'occasion de faire valoir leur opinion en commission; estime que ce projet de loi est dirigé contre l'enseignement officiel et qu'il est difficile de faire confiance au Conseil supérieur de l'enseignement technique, vu sa composition; examine quels sont les domaines qui relèvent de la compétence du Conseil supérieur et constate que certains de ceux-ci relèvent de la compétence exclusive des conseils communaux, des administrations provinciales et du ministre; affirme que son attitude eut été différente si la composition du Conseil supérieur avait été plus objective et si le droit d'initiative lui avait été attribué; constate que de nombreux problèmes relatifs à l'extension et à l'amélioration de l'enseignement réclamant une solution urgente, pp. 1484 à 1487.

Interpellation de M. Chot à M. le ministre de l'instruction publique « sur la désignation par lui des membres des comités scolaires des établissements de l'enseignement moyen officiel en général et de celle des membres du comité scolaire de l'athlétisme royal de Dinant en particulier ». — Discussion. — Discours : Déclare que toute discussion politique doit être évitée au sein des comités scolaires et que seules les personnes qui ont confiance dans l'enseignement officiel doivent être nommées, p. 1512.

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — S'abstient au vote, p. 1530.

Projet de loi organique de l'enseignement normal. — Discussion générale. — Discours : Reproche à la majorité de vouloir combattre l'enseignement officiel avec du personnel enseignant formé par elle; reproche à l'enseignement privé d'empêcher le personnel enseignant féminin de faire une carrière complète; déclare que l'égalité entre l'enseignement libre et l'enseignement officiel n'est pas réalisée par ce projet étant donné que, dans l'enseignement officiel, on ne peut être nommé que si l'on est porteur d'un diplôme; constate que le projet ne prévoit pas le paiement direct des traitements aux membres de l'enseignement libre, alors que ces derniers l'exigent, pp. 1560 à 1564. — Intervient dans la discussion de l'article 12, p. 1576.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion générale. — Discours : Dit que le projet n'a pas été suffisamment étudié, notamment en ce qui concerne le mécanisme pour la détermination d'une valeur de location normale; souligne le cas des administrations publiques obligées de louer leurs biens ruraux par adjudication publique, pp. 1705 à 1706. — S'abstient au vote, p. 1775.

Missiaen (suite)

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Mondelaers, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik.

Ann. — Projet de loi portant approbation de l'accord de pré-union entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le royaume des Pays-Bas, et des annexes, signés à Luxembourg le 15 octobre 1949. — S'abstient au vote, p. 716.

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les problèmes agricoles intéressant la province de Limbourg, l'élevage du bétail, la lutte contre les épizooties, l'amélioration du cheptel, le contrôle des semences et des fourrages, la culture des plantes médicinales dans le Limbourg, la fructiculture et l'extension de la fraude à la frontière belgo-néerlandaise, pp. 739 à 740.

Discussion jointe des budgets des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un Fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Demer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème routier dans la province de Limbourg, l'emploi des chômeurs pour des travaux communaux prévus par les plans d'urbanisation, les avantages liés à la réalisation immédiate des plans d'urbanisation, pp. 1052 à 1054.

Moreau de Melen, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Doc. — N° 326. Rapport : Projet de loi portant modification à l'article 3 de la loi du 30 mai 1951 autorisant le Roi à étendre certaines dispositions applicables en temps de guerre ou de mobilisation aux membres des forces belges affectés à l'exécution de mesures décidées par le conseil de sécurité des Nations unies.

N° 471. Amendement au texte de la commission : Projet de loi relatif au traitement et au calcul de l'ancienneté des greffiers des cours et tribunaux et des secrétaires des parquets.

Ann. — Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 168.

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1143.

Budget des pensions pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1143.

Budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1143.

Budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 1143.

Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1144.

Interpellation de MM. Buisseret et Dehousse à MM. les ministres des affaires étrangères et des travaux publics « sur le retard apporté depuis plus d'un an à la solution des trois grands problèmes portuaires ». — Discussion. — Discours : Demande au gouvernement d'être particulièrement vigilant et d'obtenir, dans le plus bref délai possible, une solution à tous les problèmes, p. 1238.

Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952. — S'abstient au vote, p. 1345.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951 et octroyant des vacances supplémentaires d'ancienneté. — S'abstient au vote, p. 1346.

Interpellation de M. Dehousse à M. le ministre des affaires étrangères « sur les mesures qui s'imposent pour défendre et faire aboutir la candidature de Liège, seule candidature belge, au siège de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, au lendemain de l'assemblée de Strasbourg et à la veille de la réunion des six ministres du plan Schuman ». — Discours : Croit qu'il n'est pas nécessaire de concentrer en un seul lieu les institutions européennes, p. 1496.

Projet de loi portant modification à l'article 3 de la loi du 30 mai 1951 autorisant le Roi à étendre certaines dispositions applicables en temps de guerre ou de mobilisation aux membres des forces belges affectés à l'exécution de mesures décidées par le Conseil de sécurité des Nations unies. — Discussion générale. — Discours : Concernant le but du projet de loi qui tend à permettre la fixation d'un temps de service militaire plus court pour les jeunes gens qui s'engagent dans les forces mises à la disposition des Nations-Unies, p. 1592.

Projet de loi relatif à l'expertise et au commerce des viandes. — S'abstient au vote, p. 1588.

Moreau de Melen (suite)

Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — S'abstient au vote sur l'amendement du gouvernement à l'article 2, p. 1659. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Buisseret à l'article 6, p. 1663. — S'abstient au vote, p. 1678.

Projet de loi relatif aux traitements et au calcul de l'ancienneté des greffiers des cours et tribunaux et des secrétaires des parquets. — Intervient dans la discussion de l'article unique, p. 1849.

Motz, sénateur provincial du Brabant.

Ann. — Projet de loi interprétant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux, en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 167.

Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux portant sur des immeubles à revenus modiques. — S'abstient au vote, p. 167.

Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 168.

Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — S'abstient au vote, p. 169.

Discussion de la déclaration du gouvernement formé le 15 janvier 1952 sous la présidence de M. Van Houtte. — Discours : Concernant : la nécessité d'une collaboration entre le crédit privé et le crédit public, p. 277.

Interpelle M. le ministre des finances sur les mesures qu'il a prises concernant les exportations vers les pays de l'Union européenne des paiements (*Moniteur belge* du 23 mars 1952). — Attire l'attention sur les causes du déséquilibre de la balance de l'Union européenne des paiements, p. 912. — Estime qu'il faudrait tendre de plus en plus vers un système de libre échange des monnaies, p. 915.

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951. — Interpellations du baron de Dorlodot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs sur la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant le problème de la télévision, p. 992.

Moulin, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.

Doc. — N° 61. Amendement au texte de la commission : Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947, coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés.

N° 159. Proposition de loi tendant à accorder remise totale des indemnités tenant lieu d'allocations compensatoires, touchées indûment par les bénéficiaires de la sécurité sociale ainsi que les allocataires du fonds des estropiés et mutilés, les victimes des accidents du travail et les assurés libres en matière de pension de vieillesse.

N° 167. Amendement : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952.

N° 217. Amendement : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952.

N° 356. Amendements : Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique.

Ann. — Motion d'ordre concernant le développement du trafic routier et la nécessité de prendre des mesures de sécurité au carrefour dit « Barrière de Bury », p. 14.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés. — Discussion générale. — Discours : Concernant le sort de l'ouvrier mineur frontalier, p. 172. — Intervient dans la discussion de l'article 7bis, p. 176.

Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — S'abstient au vote, p. 169.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant la nécessité d'incorporer les travailleurs indépendants dans le régime de la sécurité sociale, la signification de la « pause » annoncée par le ministre des finances, et le remboursement des amendes indûment perçues par le fisc au détriment des planteurs de tabac, pp. 402 à 404.

Moulin (suite)

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les subsides dispensés à une multitude d'organismes privés, le régime hospitalier, l'entretien de la clinique chirurgicale de Leuze, le problème du logement, la régression constatée dans l'octroi des primes à la construction, le sabotage de la loi Brunfaut, la lenteur des travaux publics indispensables pour rendre accessibles de nouvelles cités, la nécessité de revoir le problème du financement pour la construction d'habitations à bon marché, la construction de maisons pour vieux ménages, le problème de la protection des eaux contre la pollution, la baisse de la nappe aquifère, la question du financement des stations d'épuration des eaux usées, pp. 417 à 420. — Concernant le problème des eaux potables, pp. 420 à 422.

Proposition de loi tendant à accorder remise totale des indemnités tenant lieu d'allocations compensatoires touchées indûment par les bénéficiaires de la sécurité sociale, ainsi que les allocations du Fonds des estropiés et mutilés, les victimes des accidents du travail et les assurés libres en matière de pension de vieillesse. — Dépose la proposition, p. 602. — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'un grand nombre de personnes ayant indûment touché les allocations se trouvent dans l'impossibilité de rembourser ces sommes; dit que, eu égard au fait qu'il ne s'agit pas de fraudes, ces personnes méritent la plus grande clémence, pp. 1759, 1760 et 1763.

Projet de loi portant approbation de l'accord de pré-union entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le royaume des Pays-Bas et des annexes, signés à Luxembourg le 15 octobre 1949. — S'abstient au vote, p. 716.

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation malheureuse des planteurs de tabac, les concours réservés à l'espèce chevaline et l'application du régime de la sécurité sociale, p. 750.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Réescampte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Budget des pensions pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours concernant : L'insuffisance du taux des pensions accordées aux ouvriers et les disparités existant dans le domaine des pensions, p. 1042.

Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un Fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven « sur les inondations dans la vallée du Démer ». — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation du bassin calcaire du Tournaisis, l'opportunité de prévoir l'emploi de la chaux hydraulique dans les cahiers des charges élaborés au département, l'ampleur des crédits militaires prévus au budget extraordinaire, les critères sur lesquels on se base pour autoriser aux communes à réaliser leurs projets avec l'appoint des subsides, p. 1066. — Concernant : les locaux scolaires à mettre à la disposition des maîtres et des élèves par les autorités communales, les engagements incombant à l'Etat en vertu de la loi Brunfaut, la nécessité de généraliser les distributions d'eau, l'utilité d'un Fonds des routes, pp. 1067 à 1068. — Discussion de l'article 511 du budget des recettes et dépenses extraordinaires. — Observation concernant la réalisation de travaux d'hygiène, p. 132.

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. — Interpellation jointe de MM. Troclet, Verbert et Moulin à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation financière de l'assurance maladie-invalidité et sur les mesures envisagées pour y porter remède ». — Interpellation jointe de M. Glineur à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation du secteur maladie-invalidité, les causes de son déficit permanent et ses conséquences pour les travailleurs assurés ». — Discussion générale. — Discours : Concernant la question des pensions de vieillesse, la nécessité de faire droit aux revendications légitimes des employés en matière de pensions, la situation pénible dans laquelle se débattaient les vieux travailleurs indépendants, la nécessité de réadapter les indemnités octroyées aux estropiés et mutilés, le fonctionnement du Fonds de prévoyance en faveur des victimes des maladies professionnelles et l'opportunité d'incorporer ce fonds à l'O. N. S. S., le non-paiement des jetons de présence aux membres des bureaux des commissions paritaires, le remboursement d'indemnités qui auraient été payées indûment aux chômeurs, le rôle important joué par les mutualités de retraite, la situation précaire du F. N. A. M. I., pp. 1222 à 1225. — Interpelle, pp. 1250 à 1253. — Discussion de l'article 28 : Intervient, p. 1325.

Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire, réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste. — Discussion générale. — Discours : Déclare que notre enseignement universitaire ne sera en rien diminué par le vote de la proposition Uselding

Moulin (suite)

- et souligne qu'il s'agit d'une loi de réparation, pp. 1264 à 1265. — Motion d'ordre. — Déclare ne pas être d'accord sur les modalités du vote sur l'article unique de la proposition de loi de M. Uselding relative aux mécaniciens dentistes, p. 1300.
- Projet de loi autorisant le ministre des colonies à exécuter, sur ressources extraordinaires, un plan décennal pour le développement économique du Congo belge. — S'abstient au vote, p. 1343.
- Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique. — Discussion générale. — Discours : Demande que soit mis fin au cumul, insiste afin que les faibles sanctions prévues par le projet ne restent pas lettre morte, pp. 1523 à 1524. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1539.
- Projet de loi organique de l'enseignement normal. — Intervient dans la discussion de l'article 30bis, p. 1587.
- Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1er, p. 1741. — S'abstient au vote, p. 1775.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.
- Projet de loi modifiant la loi du 1er octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 1883.
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Discussion générale. — Discours : Estime qu'une réforme est nécessaire qui élargisse le champ de la sécurité sociale, p. 1961.
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.
- Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 2044.

Moyersoen, ministre de la justice.

- Ann.** — Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Dépose le projet, p. 34.
- Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1er juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux portant sur des immeubles à revenus modiques. — Dépose le projet, p. 54. — Observation au sujet de l'article 1, p. 146.
- Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1er juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux portant sur des immeubles à revenus modiques. — Discussion générale. — Discours : Rappelle l'objectif visé par les projets, pp. 139 à 140.
- Proposition de loi apportant une nouvelle modification à l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 sur la libération et la condamnation conditionnelles. — Observation au sujet de l'article unique, p. 147.
- Proposition de loi modifiant l'article 140 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée de la proposition et estime qu'elle va à l'encontre de tous les principes valables en matière de détention préventive, p. 183.
- Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que le gouvernement avait déjà décidé de proroger la loi sur les loyers au moment des déclarations faites devant le conseil paritaire en octobre 1951, p. 200. — Intervient dans la discussion des articles : 1er, pp. 204 et 205; 1bis, p. 206; 4, p. 206; 5 (nouveau), pp. 206-207; 5, p. 207; 6, p. 208.

Moyersoen, ministre de l'intérieur.

- Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance. — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 570.
- Dépose le rapport sur le fonctionnement du Conseil d'Etat, p. 896.
- Proposition de loi modifiant l'article 43 du Code électoral. — Discussion de l'article unique. — Invite le Sénat à adopter les chiffres proposés par la commission, pp. 1103 à 1104.

Moyersoen (suite)

- Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Dépose le projet, p. 1366.
- Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la lutte des communes contre le chômage, l'emploi des langues en matière administrative, la réforme de la sécurité civile, les candidatures aux élections communales, le paiement des indemnités de milice, le retard dans les sections du Conseil d'Etat, le statut du personnel communal, la question des barèmes du personnel communal, le problème de la régularisation des agents temporaires des provinces et des communes, l'évolution des finances communales, la situation financière des grandes villes, l'alimentation du fonds d'aide prévu pour les communes malheureuses, l'évolution des finances provinciales, la répartition du Fonds des communes, la nécessité d'une réforme de la loi communale, pp. 1366 à 1371. — Concernant : le problème de l'autonomie financière des communes, la collaboration du gouvernement avec le Fonds des communes, le Fonds d'assistance publique, le dossier relatif à l'intercommunale des œuvres sociales du Borinage, la mise au travail des chômeurs, la reconstruction du palais provincial de la Flandre orientale, l'impossibilité d'appliquer une taxation progressive, la taxe sur les charbonnages, le service de sécurité civile, la situation financière de la province de Brabant, l'interdiction pour les communes d'adhérer au Conseil des communes, la répartition des aides aux communes, pp. 1383 à 1384.
- Projet de loi portant annexion de la commune de Linchet à la commune de Modave. — Dépose le projet, p. 1792.
- Projet de loi portant annexion de la commune de Vissoul à la commune d'Oteppe. — Dépose le projet, p. 1792.
- Projet de loi majorant la dotation du Fonds des provinces et modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'en ce qui concerne la majoration du Fonds il faut tenir compte de l'ensemble de la situation financière, fait remarquer qu'en ce moment chacun doit faire un effort de restriction et qu'un effort concomitant de la part des provinces est nécessaire si l'on veut obtenir une politique financière saine et modérée. — Expose la question de la répartition et se déclare prêt à aider le conseil d'administration du Fonds des provinces à chercher des critères raisonnables et justes. — Remarque que la composition du conseil d'administration du Fonds des communes n'a pas été modifiée mais que les fonctionnaires qui possédaient une voix délibérative n'ont plus qu'une voix consultative. — Demande, en ce qui concerne la représentation des communes, si des critères et des garanties autres que celles prévues dans la présente loi peuvent être envisagés. — Estime que la procédure actuelle répond au principe d'une saine décentralisation, pp. 1865 à 1866.

Mullier, sénateur coopté.

- Ann.** — Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les mesures qui ont été rendues nécessaires par suite de certaines situations au sein de l'Union européenne des Paiements, l'incidence des actions et des réactions de la conjoncture internationale, la crise dans l'U. E. P., les difficultés rencontrées par Benelux et l'U. E. P., la crise sévissant dans l'industrie du textile, le danger que représente la création de la taxe d'exportation en Belgique, pp. 38 à 40.
- Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — Intervient dans la discussion des articles 2, p. 1657, et 6, p. 1663.

Mullie, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres, 2e vice-président du Sénat.

- Doc.** — N° 315. Rapport : Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 20 juin 1951 relatif au tarif des droits d'entrée.
- N° 316. Rapport : Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 18 mai 1951 relatif au tarif des droits d'entrée.
- N° 319. Rapport : Projet de loi modifiant le régime fiscal du tabac.
- N° 320. Rapport : Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 5 mars 1951 modifiant la loi du 6 août 1849 sur le transit.
- N° 325. Rapport : Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 20 novembre 1951 relatif au tarif des droits d'entrée.
- N° 339. Rapport : Projet de loi relatif à l'expertise et au commerce des viandes.
- N° 365. Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal relatif au tarif des droits d'entrée.

Ann. — Proclamé deuxième vice-président du Sénat, p. 5.

- Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la

Mullie (suite)

- Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe, et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — Justifie son vote, p. 376.
- Projet de loi portant approbation de l'accord de préunion entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le royaume des Pays-Bas et des annexes, signés à Luxembourg le 15 octobre 1949. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le but du projet, la répercussion de la préunion sur les échanges commerciaux entre les pays de Benelux et la nécessité de réaliser les adaptations requises dans le domaine économique, social et financier avant de songer à une union économique avec les Pays-Bas, p. 673.
- Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 18 mai 1951 relatif au tarif des droits d'entrée. — Dépose le rapport, p. 1337.
- Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 5 mars 1951 modifiant la loi du 6 août 1849 sur le transit. — Dépose le rapport, p. 1337.
- Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 20 juin 1951 relatif au tarif des droits d'entrée. — Dépose le rapport, p. 1337.
- Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 20 novembre 1951 relatif au tarif des droits d'entrée. — Dépose le rapport, p. 1337.
- Projet de loi modifiant le régime fiscal du tabac. — Dépose le rapport, p. 1337.
- Projet de loi relatif à l'expertise et au commerce des viandes. — Dépose le rapport, p. 1395. — Intervient dans la discussion de l'article 21, p. 1551.
- Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal relatif au tarif des droits d'entrée. — Dépose le rapport, p. 1518.
- Projet de loi complétant la loi du 13 avril 1884 sur les prêts agricoles. — Dépose le rapport, p. 1669.
- Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire. — S'abstient au vote, p. 1885.

N**Neels, sénateur de l'arrondissement de Bruges.**

- Doc.* — N° 60. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail et la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi.
- N° 286. Rapport : Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952.
- N° 287. Rapport : Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951, et octroyant des vacances supplémentaires d'ancienneté.
- Ann.* — Projet de loi modifiant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail et la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi. — Dépose le rapport, p. 393.
- Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'arrière judiciaire et l'activité des conseils de prud'hommes, p. 485.
- Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951; interpellations du baron de Dorlodot « sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse » et de M. Glineur « sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton ». — Discussion générale. — Discours : Concernant : les accords d'Anneville en matière de pêche, le problème des pêcheurs de la côte orientale, la liquidation des cotisations compensatoires encaissées pendant la guerre à charge des pêcheurs de hareng, p. 925.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951 et octroyant des vacances supplémentaires d'ancienneté. — Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952. — Dépose les rapports, p. 1212. — Discussion générale. — Discours : Expose le but des projets, p. 1328, et fait des observations, p. 1330.
- Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique. — S'abstient au vote, p. 1587.

Nihoul, sénateur de l'arrondissement de Liège.

- Doc.* — N° 31. Rapport : Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.
- N° 433. Rapport : Projet de loi relatif aux effets de l'adoption en matière de nationalité.
- N° 481. Rapport : Projet de loi relatif à la déchéance de la nationalité belge du chef de condamnation par défaut pour infraction contre la sûreté extérieure de l'Etat, commise entre le 26 août 1939 et le 15 juin 1949.
- N° 484. Rapport : Projet de loi relatif au régime fiscal des actions émises en échange de celles de la Société des Chemins de Fer de Léopoldville-Katanga-Dilolo (Leokadi) par suite de sa fusion avec la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga (C. F. K.).

Nihoul (suite)

- Ann.* — Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance. — Discussion générale. — Discours : Souligne les deux réformes essentielles prévues par le projet, p. 541. — Expose les modifications proposées par les divers amendements, p. 566.
- Projet de loi portant approbation de l'accord de pré-union entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le royaume des Pays-Bas et des annexes, signés à Luxembourg le 15 octobre 1949. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la réalisation intégrale de l'Union économique Benelux provoquerait un déséquilibre fondamental dans la politique agricole belge, p. 678. — S'abstient au vote, p. 716.
- Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les pourparlers relatifs au Plan vert et les crédits destinés à un meilleur équipement agricole, p. 767.
- Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nécessité d'augmenter la dotation du Fonds des communes, la création d'un fonds spécial au profit des communes dont la situation financière s'avérerait particulièrement obérée, le problème des quatre grandes villes, p. 1350.
- Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952. — S'abstient au vote, p. 1345.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951 et octroyant des vacances supplémentaires d'ancienneté. — S'abstient au vote, p. 1346.
- Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — Discussion des articles. — Justifie son vote, p. 1459.
- Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Démontre qu'il existe une espèce d'intégration entre l'agriculture d'une part et l'industrie d'autre part; qu'un certain équilibre est indispensable entre les prix industriels et les prix agricoles; insiste sur la nécessité d'empêcher l'aggravation du chômage structurel, notamment par la désertion de la terre, et celle d'assurer l'agriculture de l'effort indispensable d'équipement, p. 1479.
- Projet de loi relatif aux effets de l'adoption en matière de nationalité. — Dépose le rapport, p. 1689. — Discussion générale. — Discours : Commente l'objet du projet qui prévoit que l'enfant mineur étranger adopté par un Belge aura un droit d'option et règle, par des dispositions transitoires, le sort des enfants mineurs adoptés dans le passé et qui ont dépassé l'âge limite pour l'option, p. 1853. — Demande de s'en tenir à la notion de l'option, étant donné qu'il est possible d'envisager plus tard l'instauration de l'automatisme du transfert de la nationalité, p. 1940.
- Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire et proposition de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 1843.
- Projet de loi relatif au régime fiscal des actions émises en échange de celles de la Société des Chemins de Fer de Léopoldville-Katanga-Dilolo (Leokadi) par suite de sa fusion avec la Compagnie du Chemin de Fer du Katanga (C. F. K.). — Dépose le rapport, p. 1899. — Discussion générale. — Discours : Explique la portée du projet, qui dégage la colonie de toute garantie d'amortissements et d'intérêts et reporte le privilège fiscal sur les actions nouvelles, sans engagement supplémentaire de la part de la colonie, p. 1925.
- Nothomb (baron), sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne-Neufchâteau, Virton.**
- Doc.* — N° 250. Rapport : Projet de loi prorogeant l'existence de l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires.
- N° 462. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique-Nord sur le statut de leurs forces armées et de l'annexe, signées à Londres le 19 juin 1951.
- N° 530. Rapport : Proposition de loi relative aux archives.
- Ann.* — Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la création d'une armée européenne prévue par le plan Pleven, la question du réarmement de l'Allemagne, la nécessité d'une solution du problème des voies d'eau, la question des frontières belgo-allemandes, l'activité de la Belgique à l'O. N. U., le rôle de l'Unesco, la question des manuels d'histoire, pp. 50 à 53.
- Budget du ministère des finances pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les intérêts des petits rentiers de la Caisse d'Epargne et de Retraite, pp. 115 à 116.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Observation concernant l'ajournement, p. 558. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nécessité de vingt-quatre mois de service, les facilités accordées

Nothomb (baron) (suite)

aux militaires, la constitution d'une armée européenne, le rôle à jouer par la Belgique dans la Communauté européenne de défense, le siège de la Communauté européenne de défense, le projet approuvant les conventions conclues entre les différents membres de la Communauté atlantique au sujet des droits et devoirs respectifs des armées, la nécessité de maintenir l'individualité et l'indépendance morale de notre armée, pp. 590 à 593.

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'activité de l'intergroupe des intérêts intellectuels, le progrès réalisé dans le domaine de la musique et dans celui des arts plastiques, l'opportunité d'accorder au service des fouilles une certaine autonomie, le problème du théâtre belge, la nécessité d'instaurer une politique d'encouragement à la littérature, le rôle des académies, l'action du Fonds national de la littérature, les subventions de l'administration des beaux-arts, l'achat de livres destinés à nos bibliothèques, les subsides pour l'organisation de conférences, la Biennale de la Poésie à Knokke, nos délégués culturels à l'étranger, pp. 686 à 690.

Discussion jointe du budget du ministère des communications pour l'exercice 1952, des budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951 et des interpellations du baron de Dorlodot sur la suppression de trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs sur la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la propagande pour la Belgique faite à l'étranger, la nécessité de reviser complètement la politique du tourisme et d'accorder une aide au tourisme dans la région ardennaise, la suppression de lignes dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et l'Ardenne, la nécessité d'encourager matériellement l'industrie hôtelière dans les Ardennes, p. 995.

Projet de loi prorogeant l'existence de l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires. — Dépose le rapport et demande l'urgence, p. 1109.

Interpellation de M. Dehousse à M. le ministre des affaires étrangères « sur les mesures qui s'imposent pour défendre et faire aboutir la candidature de Liège, seule candidature belge, au siège de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, au lendemain de l'assemblée de Strasbourg et à la veille de la réunion des six ministres du plan Schuman ». — Discours : Dit que l'argumentation de M. Dehousse au sujet du siège de la Communauté charbon-acier s'applique à l'institution européenne tout entière et plus particulièrement à la Communauté européenne de défense, pp. 1494 à 1495.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Justifie son vote, p. 1775.

Projet de loi portant approbation de la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique-Nord sur le statut de leurs forces et de l'annexe, signées à Londres le 19 juin 1951. — Dépose le rapport, p. 1819. — Discussion générale. — Discours : Concernant les nombreuses confusions et les quelques inexactitudes qui existent dans les textes anglais et français, l'intention du gouvernement de déposer des projets de loi nationaux dont il a reconnu la nécessité et qui sont d'ailleurs prévus par le texte même du traité, le fait de savoir si le traité prévoit toutes les difficultés qui peuvent surgir dans nos rapports avec les autres forces atlantiques, les polémiques au sujet de l'opération dite Gondola, pp. 1875 à 1876.

Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — Examen des articles du tableau. — Discours : Souligne la nécessité de faire paraître les *Annales parlementaires* le lendemain de la séance et dit que les efforts faits jusqu'ici en vue d'une plus stricte application du règlement n'ont pas eu d'effet satisfaisant, examine les modalités d'application des solutions proposées, émet des considérations au sujet du *Compte rendu analytique*, pp. 1944 à 1946.

O

Orban, sénateur provincial de la Flandre orientale.

Ann. — Proposition de loi modifiant l'article 140 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire. — Discussion générale. — Discours : Expose le système actuellement en vigueur en ce qui concerne la détention préventive et invite le Sénat à rejeter la proposition, p. 182.

Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Maurice Servais à l'article 1^{er}, p. 204.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Van Remoortel à l'article 14, p. 637.

Orban (suite)

Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven concernant les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nécessité de terminer le pont de Tamise, p. 1079.

Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1343.

Projet de loi autorisant le ministre des colonies à exécuter, sur ressources extraordinaires, un plan décennal pour le développement économique du Congo belge. — S'abstient au vote, p. 1343.

S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance déposé en conclusion de l'interpellation de MM. Dehousse et Buisseret relative aux voies d'eau, p. 1343.

Projet de loi relatif à la liquidation de la Banque d'Emission à Bruxelles. — S'abstient au vote, p. 1344.

Projet de loi complétant la loi du 30 mai 1949 instaurant des mesures exceptionnelles et interprétatives en matière d'impôts directs. — S'abstient au vote, p. 1344.

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1345.

Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952. — S'abstient au vote, p. 1345.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951 et octroyant des vacances supplémentaires d'ancienneté. — S'abstient au vote, p. 1346.

Projet de loi modifiant le régime fiscal du tabac. — S'abstient au vote, p. 1346.

Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Buisseret à l'article 6, p. 1664.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. — S'abstient au vote, p. 1700. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'amendement présenté par M. Harmegnies tendant à insérer un nouvel article 4, p. 2013. — S'abstient au vote du projet de loi, p. 2043.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote de l'article 6, p. 1771.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Examen des articles du tableau. — Intérieur : Intervient dans la discussion de l'article 25, p. 1969. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'amendement à l'article 2, présenté par M. Harmegnies, p. 1979. — S'abstient au vote du projet de loi, p. 2044.

P

Petit, sénateur coopté.

Doc. — Nos 434 et 447. Amendement et sous-amendement : Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946.

Ann. — Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. Discussion générale. — Discours : Concernant : la variété de nos cultures, le niveau de vie de nos agriculteurs, la nécessité de mener une politique tendant à augmenter la productivité des exploitations agricoles, le travail efficace accompli dans les stations de recherches pour l'amélioration des plantes, les moyens de vulgarisation scientifique, la question de la rentabilité de l'agriculture, la fixation des prix de direction, l'importance de la culture du froment et de la betterave sucrière, l'application des lois sociales aux travailleurs indépendants, p. 762.

Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Rolin à l'article 406, p. 1127.

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — S'abstient au vote, p. 1530.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 1730. — Justifie son vote, p. 1775.

Pholien, premier ministre.

Ann. — S'associe à l'hommage rendu à la mémoire de M. Matagne, 1^{er} vice-président du Sénat, p. 7.

S'associe à l'hommage rendu à la mémoire de S. A. R. le prince Charles de Suède, p. 8.

Pholien (suite)

S'associe à l'hommage rendu aux victimes de la catastrophe minière de Quaregnon, p. 8.
Budget du ministère des finances pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que l'aide prévue pour les sinistrés italiens fera l'objet soit d'un feuillet de dépenses, soit d'un projet de loi, p. 97.

Pholien, ministre de la justice.

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème de la criminalité impunie, la réforme du barème de la police judiciaire, l'importance du problème de l'enfance, les établissements de l'Etat ayant pour mission le reclassement de la jeunesse délinquante, l'arriéré en matière civile, fiscale et pénale, la politique que le gouvernement entend suivre à l'égard du problème de l'incivisme, pp. 478 à 481. — Concernant : les moyens techniques pour le dépistage des crimes, les subsides payés par l'Etat pour l'entretien des mineurs délinquants confiés aux établissements privés, le statut des éducateurs, l'avant-projet de réforme de l'organisation judiciaire, les nominations de magistrats, le problème du traitement des magistrats, les délégués de la protection de l'enfance, l'enseignement du service social, le rang à conférer à l'Office de la protection de l'enfance, la collaboration des juges d'instruction et de la police judiciaire, la publication de renseignements dans les journaux, le régime pénitentiaire, le problème de la libération d'inciviques, le projet de loi instaurant le régime de la probation, la carrière des juges d'instruction, la mission confiée à M. le conseiller Polet de la Cour d'appel de Liège, la censure des films, p. 514.

Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'interprétation de la loi, p. 543. — Observations concernant le renvoi en commission, p. 544.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire. — Ajournement. — Discours : Fait remarquer que dans le projet de réorganisation du cadre des tribunaux, le tribunal de Gand bénéficiera exactement de la majoration que lui aurait assurée la proposition antérieurement déposée, p. 555.

Motion d'ordre de M. Coulonvaux concernant l'annonce faite par le gouvernement à la presse de déposer un projet de loi relatif aux traitements des magistrats. — Observation, p. 560.

Projet de loi relatif à la déchéance de la nationalité belge du chef de condamnation par défaut pour infraction contre la sûreté extérieure de l'Etat commise entre le 26 août 1939 et le 15 juin 1949. — Dépose le projet, p. 591.

Projet de loi relatif au traitement et au calcul de l'ancienneté des greffiers des Cours et tribunaux et secrétaires des parquets. — Dépose le projet, p. 715.

Projet de loi sur la police des étrangers. — Discussion générale. — Observation, p. 936. — Intervient dans la discussion des articles suivants : articles 4, p. 937; 10, p. 939; 17bis, p. 941.

Projet de loi relatif au séquestre et à la réalisation des biens, droits et intérêts des inculpés de crimes ou de délits contre la sûreté extérieure de l'Etat et des biens des suspects. — Dépose le projet, p. 1054.

Projet de loi relatif aux effets de l'adoption en matière de nationalité. — Dépose le projet, p. 1054.

Projet de loi contenant le titre 1^{er} du Code de procédure pénale militaire. — Dépose le projet, p. 1054.

Proposition de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires. — Demande l'ajournement, p. 1094.

Projet de loi portant révision du statut des greffiers de l'ordre judiciaire et du personnel des greffes des cours et tribunaux. — Dépose le projet, p. 1241.

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — Discussion générale. — Discours : Demande de voter le projet de loi tel quel et de rejeter les amendements de M. Vermeylen et celui de M. Lilar, pp. 1428 à 1429 et 1433.

Interpellation de M. Delpont à M. le ministre de la justice « sur la façon dont l'instruction a été menée dans l'affaire de Meensel-Kiezegem ». — Discussion. — Discours : Admet que l'erreur judiciaire est toujours possible malgré les garanties indiscutables de notre législation. — Condamne formellement l'emploi de procédés brutaux au cours de l'instruction. — Annonce qu'une enquête est ouverte quant à la façon dont a été conduite l'instruction et que des poursuites seront intentées et de sévères sanctions prises au cas où il serait prouvé qu'il y a eu abus par violence. — Declare que si l'instruction ouverte prouve l'innocence des condamnés, des mesures seront prises pour les remettre en liberté, pp. 1630 à 1632.

Proposition de loi relative à l'inaliénabilité des biens prévue par l'article 214j du Code civil. — Discussion générale. — Discours : Se rallie à la suggestion de M. Derbaix, p. 1753.

Projet de loi modifiant les chapitres 1^{er} et III du titre V du livre 1^{er} du Code civil. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 1755.

Pholien (suite)

Projet de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires. — Renvoi en commission. — Discours : Ne voit pas d'inconvénients au renvoi de la proposition en commission mais estime préférable de la discuter en même temps que la proposition réglant l'ensemble des traitements des membres de l'ordre judiciaire, p. 1757.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire et proposition de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires. — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'il a cherché une formule susceptible de donner satisfaction à la majorité, en tenant compte des difficultés de l'heure, p. 1834.

Projet de loi relatif aux traitements et au calcul de l'ancienneté des greffiers des cours et tribunaux et des secrétaires des parquets. — Discussion générale. — Discours : Justifie l'opportunité de cette mesure, p. 1849.

Projet de loi modifiant la procédure en cassation. — Discussion générale. — Discours : Répond à l'argument de M. Kluyskens, p. 1850. — Intervient dans la discussion des articles 2, p. 1851, et 3, pp. 1852 et 1938.

Projet de loi relatif aux effets de l'adoption en matière de nationalité. — Discussion générale. — Discours : Marque son accord au renvoi en commission, p. 1853. — Discussion générale. — Discours : Explique ce qu'il faut entendre par « Conditions de fond » en matière d'adoption, p. 1940.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire. — Justifie son vote, p. 1884.

Pincé, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas.

Ann. — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Projet de loi relatif à la reprise définitive du chemin de fer concédé de Malines-Terneuzen (partie sur territoire belge) et sur l'incorporation de ce chemin de fer dans le réseau de la Société nationale des Chemins de Fer belges. — Discussion générale. — Discours : Concernant les communications dans le Pays de Waes, p. 683.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'ampleur des dommages de guerre aux biens, le rythme trop lent auquel s'effectue la réparation des dommages aux biens, p. 848.

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — S'abstient au vote, p. 1530.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Pontus, sénateur provincial de Liège.

Doc. — N° 13. Proposition de loi levant la prescription prévue par la législation relative aux allocations familiales pour travailleurs non-salariés en faveur des habitants de la partie du territoire belge qui a été soumise de force à la législation allemande sous l'occupation.

N° 111. Amendements : Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952.

N° 143. Amendement : Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952.

N° 157. Amendement : Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946.

N° 180. Amendement : Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946.

N° 231. Amendement : Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952.

Ann. — Proposition de loi levant la prescription prévue par la législation relative aux allocations familiales pour travailleurs non-salariés en faveur des habitants de la partie du territoire belge qui a été soumise de force à la législation allemande sous l'occupation. — Dépose la proposition, p. 11.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Récompte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Pontus (suite)

- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant les salaires dus pour le mois d'août et les premiers jours de septembre 1944 aux agents de la S. N. C. F. B. mis au travail obligatoire pendant la période d'annexion 1940-1944 par la « Deutsche Reichsbahn », p. 972.
- Interpellation de M. Sobry à M. le ministre des communications « sur la mesure de suppression du train Dixmude-Nieuport à partir du 18 mai ». — Discussion. — Discours : Demande de ne pas supprimer la station de Gemmenich, p. 1308.
- Discussion jointe du budget des communications pour l'exercice 1952, des budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951, et des interpellations du baron de Dorlodot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'exploitation de la main-d'œuvre utilisée par la S. N. C. F. B. et l'administration des postes, les abus en matière de mise à la pension, la nécessité de reclasser les hommes de métier de nos remises de locomotives, des arsenaux de réparation de la Société nationale, ainsi que de reclasser les techniciens de la régie des T. T.; la situation de certains agents des cantons de l'est qui ont dû quitter leur domicile après l'annexion par les Allemands, le problème des cheminots appelés à travailler pour la « Deutsche Reichsbahn », l'éventuelle suppression de la ligne Gemmenich-Herbsthäl, la situation des anciens agents du Nord-Belge, la péréquation des pensions accordées aux agents de la Société nationale, la révision des mesures disciplinaires prises à l'égard de la population de la partie du territoire soumise de force à la législation sociale, la répartition des subsides accordés aux stations thermales, pp. 982 à 985. — Observation concernant l'article 28 du budget des communications, p. 1004.
- Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. — Interpellation jointe de MM. Troclet, Verbert et Moulin à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation financière de l'assurance maladie-invalidité et sur les mesures envisagées pour y porter remède ». — Interpellation jointe de M. Glineur à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation du secteur maladie-invalidité, les causes de son déficit permanent et ses conséquences pour les travailleurs assurés ». — Discussion générale. — Discours : Concernant la question des bénéficiaires de rentes d'assurances sociales allemandes, la question des allocations familiales au profit d'orphelins dont le père a eu un comportement coupable au cours de la guerre 1940-1945, p. 1318.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.
- Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. — S'abstient au vote, p. 2043.
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — S'abstient au vote, p. 2044.
- Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 2044.

R**Rassart, sénateur provincial de Liège.**

- Ann.** — Discussion de la déclaration du gouvernement formé le 15 janvier 1952 sous la présidence de M. Van Houtte. — Discours : Concernant la façon dont sera réalisée la Communauté de défense européenne, p. 279.
- Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la durée du service militaire, l'incidence économique du réarmement, l'établissement d'une base britannique en Campine, la défense en surface, l'opportunité de mettre tout en œuvre pour que la Grande-Bretagne fasse partie de la Communauté européenne de défense, p. 616.
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juillet 1935 portant création d'un Institut de Récompte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.
- Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un Fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven sur les

Rassart (suite)

- inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'insuffisance du crédit prévu pour les plans régionaux d'urbanisme, p. 1083.
- Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Buisseret à l'article 6, p. 1664.
- Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 2044.
- Remson, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.**
- Doc.** — N°s 162 et 273. Amendements : Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952.
- Ann.** — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'incorporation des instituteurs et régents candidats officiers de réserve, p. 618.
- Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les frais de déplacement incombant aux membres du personnel enseignant qui assistent aux conférences pédagogiques, la situation de certains petits pensionnés, la situation du personnel subalterne dépendant des établissements scolaires de l'Etat, le retard dans le paiement des barèmes de l'enseignement moyen et supérieur, la lenteur dans l'étude des barèmes des professeurs de l'enseignement technique et des écoles de musique, le Fonds des mieux-doués, la politique suivie en matière d'enseignement technique, p. 704.
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Récompte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.
- Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. — Interpellation jointe de MM. Troclet, Verbert et Moulin à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation financière de l'assurance maladie-invalidité et sur les mesures envisagées pour y porter remède ». — Interpellation jointe de M. Glineur à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation du secteur maladie-invalidité, les causes de son déficit permanent et ses conséquences pour les travailleurs assurés ». — Discussion générale. — Discours : Concernant : les grosses difficultés rencontrées par l'assurance libre, l'importance des dépenses nouvelles que l'on a imposées aux mutualités libres, l'insuffisance des subsides accordés à l'assurance libre et à l'assurance obligatoire, les causes du déficit des organismes assureurs, le contrôle du F. N. A. M. I., la multiplicité et la variété des dépenses des organismes assureurs, pp. 1227 à 1229. — Intervient dans la discussion de l'article 21-6, p. 1322.
- Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.
- Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 1883.
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.
- Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 2044.
- Roelandts, sénateur de l'arrondissement de Louvain.**
- Ann.** — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Récompte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.
- Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un Fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven sur les

Roelandts (suite)

inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant la nécessité de mettre les crédits nécessaires à la disposition de la commune de Kessel-Lo en vue de la réparation des dommages causés par les bombardements, p. 1071.

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — S'abstient au vote, p. 1530.

Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique. — S'abstient au vote, p. 1587.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.

Rolin, sénateur coopté.

Doc. — N° 245. Amendements et sous-amendements : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952.

N° 254. Proposition de loi modifiant l'article 43 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

N° 275. Amendement : Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste.

N° 451 et 455. Amendements : Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire.

N° 510. Amendement : Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation.

Ann. — Nomination du bureau définitif : Présente la candidature de M. Ch. Van Belle comme 1^{er} vice-président du Sénat, p. 5. — Propose de réélire les secrétaires sortants, p. 6. — Propose la réélection de M. Dautrepoint et l'élection de M. Edg. Missiaen comme questeurs du Sénat, p. 6.

Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Proteste contre les attentats commis à l'égard de la liberté de conscience et aborde les points suivants : la négociation de traités, les rectifications de frontière, les problèmes coloniaux, le travail entrepris par l'Unesco en ce qui concerne les manuels d'histoire, le protectionnisme pratiqué par le gouvernement, l'équipement de l'U. R. S. S. et des Etats-Unis, l'effort militaire imposé à la Belgique, l'erreur consistant à bâtir la paix exclusivement sur l'équilibre des forces, les efforts à tenter pour réunir les quatre Grands, les négociations en vue d'un cessez le feu en Corée, le problème allemand, les discussions au sein de l'O. N. U. relatives au contrôle de l'arme atomique, l'article « Défaite de la Russie et occupation 1952-1960 » paru dans la revue *Colliers* du 27 octobre 1951, l'attitude de la Belgique à l'égard de la Chine et de l'Espagne, le réarmement allemand, la nécessité d'aider les peuples d'Afrique et de l'Extrême-Orient, pp. 66 à 72. — Concernant : l'organisation d'une armée européenne, les contingents espagnols et le problème allemands, p. 84. Discussion des articles. — Article 1^{er} : Intervention concernant la non-réélection de M. Charles De Visscher comme juge à la Cour internationale de justice, p. 96.

Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 143.

Proposition de loi apportant une nouvelle modification à l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 sur la libération et la condamnation conditionnelles. — Observation au sujet de l'article unique, p. 147.

Proposition de loi modifiant l'article 140 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire. — Discussion générale. — Discours : Déclare ne pas pouvoir adopter la proposition, p. 184.

Projet de loi prorogeant les dispositions relatives aux places de complément des magistrats dans les cours et tribunaux. — Justifie son vote. — S'abstient au vote, p. 218.

Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder la garantie de l'Etat belge à l'emprunt de \$ 40,000,000 consenti au Congo belge par la Banque internationale de Reconstruction et de Développement économique à Washington, à attacher à cet emprunt toutes exonérations fiscales et à mettre à la disposition du Congo belge le contrevalet en francs du produit d'un emprunt de \$ 30,000,000 consenti à l'Etat belge par la banque précitée. — Justifie son vote, p. 218. — S'abstient au vote, p. 219.

Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — Justifie son vote, p. 169. — S'abstient au vote, p. 169.

Projet de loi prorogeant les effets de l'arrêté du Régent du 14 février 1946 mettant à charge de l'Etat les opérations immobilières et certains travaux relatifs à la restauration des villes et communes sinistrées. — Justifie son vote, p. 218. — S'abstient au vote, p. 219.

Rolin (suite)

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés. — Justifie son vote, p. 218. — S'abstient au vote, p. 220.

Projet de loi accordant certains délais pour l'acquisition de la nationalité belge. — Justifie son vote, p. 218. — S'abstient au vote, p. 220.

Projet de loi de finances pour l'exercice 1952. — Justifie son vote, p. 218. — S'abstient au vote, p. 220.

Projet de loi fixant pour l'année 1952 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne. — Justifie son vote, p. 218. — S'abstient au vote, p. 221.

Projet de loi portant prorogation de l'hypothèque légale ainsi que du privilège de l'Etat en matière d'impôts directs. — Justifie son vote, p. 218. — S'abstient au vote, p. 221.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951. — Discussion générale. — Discours : Expose les raisons de conscience pour lesquelles il ne pourra voter le projet, attire l'attention sur les concentrations verticales auxquelles on procède en Allemagne et sur la méthode de négociation des conventions internationales : rappelle les objections d'ordre constitutionnel provoquées par le plan Schuman, déclare que la Constitution serait violée si la Belgique approuvait ce plan, souligne certains aspects économiques et politiques de la convention et estime que la loi organisant la Cour de justice a été élaborée en méconnaissance flagrante des garanties traditionnelles et requises des juridictions internationales, pp. 319 à 324. — S'abstient au vote, p. 376.

Fait remarquer, par motion d'ordre, que le groupe socialiste refusera de participer aux séances du Sénat jusqu'aux funérailles du roi George VI d'Angleterre, p. 451.

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'importance croissante de l'impunité, l'arrière législatif touchant des propositions pendantes devant la Chambre, les revendications des magistrats, les nominations dans la magistrature, la nécessité d'accorder une certaine publicité aux vacances de la magistrature, la répression de l'incivisme, pp. 512 à 514. — Motive le vote de son groupe, p. 556.

S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance déposé en conclusion à l'interpellation de M. Missiaen « sur le sabotage officiel en matière d'exécution de la loi du 2 avril 1948 relative au Fonds des constructions scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat », p. 508.

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 508.

Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance. — Observations concernant le renvoi en commission, p. 544.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire. — Ajournement. — Déclare rejeter la proposition d'ajournement, p. 554.

Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1952. — Motive le vote de son groupe, p. 556.

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce (*doc.* 17). — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 565.

Motion d'ordre de M. Flamme demandant de remettre la discussion du budget de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Observation, p. 589.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le commandement suprême des forces de l'Atlantique-Nord, le nombre de divisions à mettre à la disposition de la Communauté européenne de défense par la Belgique, le problème des sursitaires, l'armement des groupes de défense et des bataillons de garde, p. 612. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Van Remoortel à l'article 14, p. 637. — Observation concernant la recevabilité de la motion de M. Van Eyndonck relative au danger qui menace les réserves naturelles de la « Kalmthoutse Heide », p. 611.

Projet de loi sur la police des étrangers. — Discussion générale. — Observation, p. 935.

Discussion jointe du budget du ministère des communications pour l'exercice 1952, des budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951 et des interpellations du baron de Dorlodot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant le traitement accordé aux gérants d'agences postales, p. 997.

Discussion jointe du budget du ministère des travaux publics, du budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven concernant les inondations dans la vallée du Démer. —

Rolin (suite)

- Discussion générale. — Discours : Concernant la nécessité de ne pas sacrifier le budget ordinaire aux dépenses militaires inscrites au budget extraordinaire, la charge des emprunts contractés en 1952, p. 1120. — Concernant l'ampleur des dépenses militaires extraordinaires, pp. 1115 à 1117. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952. — Discussion des articles. — Fait des observations concernant l'article 511, p. 1133.
- Proposition de loi modifiant l'article 43 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. — Dépose la proposition, p. 1143.
- Projet de loi relatif à la liquidation de la Banque d'Emission à Bruxelles. — Observation concernant l'article 9, p. 1183.
- Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Buisseret à l'article 6, p. 1663.
- Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741. — Intervient dans la discussion de l'article 10, p. 1746. — S'abstient au vote, p. 1775.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.
- Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 1801.
- Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire et proposition de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires. — Discussion générale. — Discours : Est d'accord sur la nécessité de réduire le nombre de magistrats. — Déclare que le nouveau barème proposé par le gouvernement est arbitraire, que le traitement de début des magistrats est insuffisant, que la rétroactivité est prévue pour toutes les lois sur les barèmes, pp. 1831 à 1832. — Intervient dans la discussion des articles 1^{er}, p. 1844, et 2^{bis}, p. 1846. — Justifie son vote, p. 1884.
- Projet de loi relatif aux traitements et au calcul de l'ancienneté des greffiers des Cours et tribunaux et des secrétaires des parquets. — Discussion générale. — Discours : Interroge le ministre quant à l'opportunité de faire intervenir dans le calcul de l'ancienneté les fonctions occupées pendant la guerre par des magistrats proprement dits, pp. 1848 à 1849. — Intervient dans la discussion de l'article unique, p. 1849.
- Projet de loi modifiant la procédure en cassation. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 1852 et 1938.
- Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — Examen des articles du tableau. — Discours : Demande que dans les affaires importantes le vote à haute voix soit maintenu et que la question soit prévue au règlement, p. 1943.
- Nomination des représentants belges à l'assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. — Appuie le point de vue du président, p. 1930.
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Examen des articles du tableau. — Communications : Intervient dans la discussion de l'article 29, p. 1973.
- Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparations. — Renvoie en commission de l'article 6 : Emet des considérations, p. 1997. — Discussion générale. — Discours : Remarque que notre Constitution écarte toute idée de mort civile, p. 2001. — Propose un amendement à l'article 6, p. 2001. — Rappelle les précédents de disjonction, p. 2003.
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.
- Ajournement du Sénat. — Discours, p. 2045.

Rolland, sénateur coopté.

- Doc.** — N° 177. Proposition de loi concernant l'établissement d'écoles gardiennes.
- N° 282. Proposition de loi relative aux archives.
- N° 361. Amendements au texte de la commission : Projet de loi organique de l'enseignement normal.
- Ann.** — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.
- Interpellation de M. Missiaen** « sur le sabotage officiel en matière d'exécution de la loi du 2 avril 1948 relative au Fonds des constructions scolaires de l'enseignement moyen

Rolland (suite)

- de l'Etat ». — Discussion. — Discours : Attire l'attention sur l'état lamentable des locaux de l'athénée pour garçons et de l'école moyenne pour filles de Saint-Ghislain et parle de la mission et des pouvoirs du Fonds des constructions scolaires, p. 439. — Observations, p. 446.
- Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les conditions prévues pour l'octroi de subventions de l'Etat à l'enseignement libre, les conditions à remplir pour l'ouverture d'une classe, les critères qui devraient guider les chefs de famille dans le choix d'une école, l'insuffisance du nombre d'écoles gardiennes, l'insuffisance de préparation des institutrices frœbeliennes, l'insuffisance du contrôle pédagogique, les subsides-traitements accordés à l'enseignement primaire gardien et technique, l'organisation de l'enseignement technique et les statistiques de cet enseignement, les écoles sociales, la nécessité de rétablir la section des conseillers sociaux, la création d'un Conseil supérieur de l'enseignement technique, l'équipement des écoles techniques, la nécessité de normaliser la situation de tous les instituts supérieurs de commerce, l'enseignement de l'éducation physique, le problème de la prolongation de la scolarité, le diplôme exigé des régentes ménagères et professionnelles, le cadre de surveillance de l'enseignement moyen, p. 642 à 648. — Concernant : le mauvais état dans lequel se trouvent les internats de l'enseignement officiel, le problème des maîtres d'internats, le statut des cantines et mess scolaires, l'organisation de l'enseignement normal, l'opportunité d'établir une deuxième session d'examens pour les élèves des sections normales moyennes, les subsides accordés aux homes-pensionnats pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe, les délégués à la commission nationale de l'Unesco, le lien organique entre l'enseignement libre et l'enseignement officiel, p. 650.
- Proposition de loi concernant l'établissement d'écoles gardiennes. — Dépose la proposition, p. 665.
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie. — S'abstient au vote, p. 892.
- Proposition de loi relative aux archives. — Dépose la proposition, p. 1206.
- Projet de loi réglant l'organisation de l'enseignement technique de l'Etat et instituant un Conseil supérieur de l'enseignement technique. — Discussion générale. — Discours : Estime que le projet fait preuve d'une méconnaissance grave du rôle du législateur; souhaite que l'on ne procède plus de façon dispersée en mêlant dans les mêmes textes de loi des dispositions intéressantes à la fois l'enseignement de l'Etat et l'enseignement agréé; craint que la direction de l'enseignement technique n'échappe au contrôle direct du ministre pour être dévolue à une institution parastatale; craint que la politique du ministre, qui tend de plus en plus à mettre l'enseignement libre et l'enseignement officiel sur un pied d'égalité, n'aboutisse sinon à la disparition de l'enseignement officiel, du moins à la soumission de celui-ci, au même titre que l'enseignement libre, à des règles, des contrôles et des subsides identiques; exprime la crainte que cet essai qui se fait avec l'enseignement technique ne constitue une tentative d'en user de même ultérieurement pour les autres enseignements, pp. 1487 à 1489.
- Projet de loi organique de l'enseignement normal. — Discussion générale. — Discours : Fait l'historique de l'enseignement normal de notre pays; demande si les nombreux établissements répondent à des nécessités réelles et déclare que leur répartition géographique est défectueuse, pp. 1554 à 1558. — Intervient dans la discussion des articles 8, pp. 1569 et 1573; 12, p. 1576; 20, p. 1583; 22, p. 1584; 26, p. 1585, et 30^{bis}, p. 1586.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741.
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.

Ronse, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

- Doc.** — N° 29. Rapport : Budget du ministère des finances pour l'exercice 1952.
- N° 55. Rapport : Projet de loi accordant certains délais pour l'acquisition de la nationalité belge.
- N° 59. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.
- N° 100. Rapport : Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1952.
- N° 124. Amendement : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952.
- N° 198. Amendement : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952.
- N° 207. Rapport : Projet de loi sur la police des étrangers.
- N° 216. Amendement : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952.

Ronse (suite)

- N° 228. Proposition de loi modifiant les articles 20 et 23 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.
- N° 238. Amendement : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952.
- N° 247. Rapport : Projet de loi relatif à la liquidation de la Banque d'Emission à Bruxelles.
- N° 382. Rapport : Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales.
- N° 384. Rapport : Proposition de loi relative aux billets de banque perdus ou volés.
- N° 387. Proposition de loi portant modification de l'article 1^{er} de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive.
- N° 397. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés.
- N° 511. Rapport : Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales.
- Ann.** — Projet de loi accordant certains délais pour l'acquisition de la nationalité belge. — Dépose le rapport, p. 90.
- Budget du ministère des finances pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les améliorations à réaliser dans le domaine de la régularité et de la constitutionnalité, les majorations de traitement payées au personnel, l'arriéré en matière de liquidation des réclamations, l'arriéré en matière d'impôts spéciaux et extraordinaires, la formation professionnelle des agents de l'Etat, pp. 112 à 114.
- Proposition de loi modifiant l'article 140 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire. — Demande l'ajournement de la proposition, p. 147. — Discussion générale. — Discours : Expose le but de la proposition, p. 180.
- Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Dépose le rapport, p. 171. — Discussion générale. — Discours : Souligne les efforts faits pour résoudre la crise du logement, attire l'attention sur le caractère des engagements contractés le 20 octobre 1951, déclare que pour des raisons économiques et sociales, il ne peut être procédé à une augmentation des loyers et expose le but du projet, p. 191. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 204.
- Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1952. — Dépose le rapport, p. 311. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nécessité de déterminer les barèmes des fonctionnaires de l'Etat par une loi, les attributions des services du premier ministre, la constitutionnalité d'un régime de sous-secrétaires d'Etat, le rapport de la commission mixte d'enquête pour les administrations de l'Etat et les organismes parasitaires, p. 553.
- Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la politique du logement, les résultats de l'application de la loi De Taeye et de la loi Brunfaut, le retard de certaines mesures à prendre dans le cadre de la loi Brunfaut; la nécessité de modifier la loi De Taeye en ce qui concerne les agriculteurs, la nécessité de faire preuve de prudence lors de la construction de groupes d'habitations, les ventes de maisons effectuées par la Société nationale des Habitations à bon marché, pp. 424 à 426.
- Demande par motion d'ordre de reporter les votes prévus pour le 14 février 1952 à une séance ultérieure, p. 455.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Observation concernant la recevabilité de la motion de M. Van Eyndonck relative au danger qui menace les réserves naturelles de la « Kalmthoutse Heide », p. 640.
- Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation de l'Université de Gand et plus particulièrement de la clinique universitaire, p. 604.
- Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation critique dans laquelle se trouve l'industrie des fleurs de la région de Gand, la nécessité de veiller avec plus de soin aux intérêts de l'horticulture belge lors de la conclusion de traités de commerce et la nécessité d'améliorer les possibilités d'exportation des produits horticoles, p. 785.
- Projet de loi sur la police des étrangers. — Dépose le rapport, p. 917. — Discussion générale. — Discours : Expose les modifications apportées par la Chambre ainsi que les modifications proposées par la commission sénatoriale de la justice, p. 935.
- Proposition de loi modifiant les articles 20 et 23 de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire. — Dépose la proposition, p. 989.
- Projet de loi relatif à la liquidation de la Banque d'Emission à Bruxelles. — Dépose le rapport, p. 1079. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le rôle important joué par la Banque d'Emission durant l'occupation allemande, les rapports établis par la commission chargée de faire une enquête sur l'activité de cet organisme, l'ampleur du passif de la Banque d'Emission, p. 1180. — Fait remarquer que l'amendement de MM. Buisseret et Vermeulen à l'article 9 est contraire à l'économie de la loi, p. 1183.

Ronse (suite)

- Interpellation de MM. Buisseret et Dehousse à MM. les ministres des affaires étrangères et des travaux publics « sur le retard apporté depuis plus d'un an à la solution des trois grands problèmes portuaires ». — Discussion. — Discours : Souligne le danger par lequel est menacé le port de Gand, estime que la question des voies d'eau ne peut être liée à la réalisation de Benelux et demande que les dispositions nécessaires soient prises sur le terrain diplomatique en vue de l'adaptation de l'écluse de Terneuzen, p. 1232.
- Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Analyse la crise que traverse l'industrie textile, constate que la situation prospère qu'a connue l'industrie au cours des années 1946, 1947 et 1948 a disparu au moment où les anciens concurrents ont à nouveau pu produire normalement, relève l'enquête organisée par la commission mixte gantoise, qui propose de mener une politique très active en vue d'augmenter l'utilisation des biens de consommation en général et des produits textiles en particulier, insiste afin que des mesures soient prises en ce qui concerne les adjudications, souligne la nécessité de la part du gouvernement de mener une politique financière et fiscale qui permette les investissements, insiste afin que, en ce qui concerne le marché intérieur, les conseils d'entreprise de l'industrie textile et du vêtement entrent rapidement en fonction et afin que, en ce qui concerne le marché extérieur, le gouvernement prenne des mesures pour abolir les restrictions à l'exportation sur la majeure partie des produits des industries traversant une crise, attire l'attention sur la nécessité de prendre des mesures afin de favoriser l'exportation vers la zone dollar, demande au gouvernement d'insister auprès des instances compétentes du N. A. T. O. afin de faire réserver à la Belgique des commandes d'uniformes et de pièces d'équipement dans la mesure de l'importance de l'effort fourni par la Belgique, estime que de grands progrès restent à faire dans le domaine de l'information sur le plan industriel, pp. 1437 à 1439.
- Proposition de loi portant modification de l'article 1^{er} de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive. — Dépose la proposition, p. 1546.
- Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. — Dépose le rapport, p. 1553. — Dépose le nouveau rapport, p. 2011.
- Proposition de loi relative aux billets de banque perdus ou volés. — Dépose le rapport, p. 1553.
- Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Dépose le rapport, p. 1597.
- Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. — Discussion générale. — Discours : Estime que la légalité de ce projet ne peut plus être mise en doute, pas plus que la nécessité de la majoration prévue et n'exerçant qu'une influence minime sur la vie économique, p. 1642.
- Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 1674.
- Demande, par motion d'ordre, d'intervertir l'ordre du jour du Sénat, p. 1729.
- Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Souligne l'importance des améliorations apportées à la loi existante par le projet actuel, pp. 1747 à 1749.
- Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation. — Renvoi en commission de l'article 6. — Emet des considérations, p. 1996.
- Ajournement du Sénat. — Discours, p. 2045.

S

Santens, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde et Alost.

- Ann.** — Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Formule les demandes faites par les classes moyennes : la loi d'établissement, la réforme du registre de commerce et une sécurité sociale adéquate; souligne la nécessité de constituer un matériel statistique convenable, de considérer les classes moyennes avec intérêt et sympathie et de procéder à une meilleure organisation des organismes officiels; propose la création d'un département spécial chargé des intérêts propres des classes moyennes, souligne la crise existant dans l'industrie textile, pp. 1473 à 1475.

Schot, sénateur de l'arrondissement de Louvain.

- Doc.** — N. 64. Rapport : Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder la garantie de l'Etat belge à l'emprunt de 40,000,000 de dollars consenti au Congo belge par la Banque internationale de Reconstruction et de Développement économique à Washington, à attacher à cet emprunt

Schot (suite)

toutes exonérations fiscales et à mettre à la disposition du Congo belge la contre-valeur en francs du produit d'un emprunt de 30,000,000 de dollars consenti à l'Etat belge par la Banque précitée.

N° 76. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'accord commercial entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Etats-Unis mexicains, signé à Bruxelles le 16 septembre 1950.

N° 170. Rapport : Budget de la dette publique pour l'exercice 1952.

N° 367. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention sur la valeur en douane des marchandises et des trois annexes, signées à Bruxelles le 15 décembre 1950.

N° 368. Rapport : Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : 1° convention portant création d'un Conseil de coopération douanière et annexe, signées à Bruxelles le 15 décembre 1950; 2° protocole relatif au groupe d'études pour l'Union douanière européenne, signé à Bruxelles le 15 décembre 1950.

N° 402 et 404. Amendements au texte présenté par la commission : Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952.

N° 405. Amendements : Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés.

Ann. — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — Discussion générale. — Discours : Examine la question de la constitutionnalité du projet, attire l'attention sur la mission de la Communauté; déclare que la convention annexée au traité envisage une réduction considérable de la production belge de charbon, que, après la période de transition, notre marché sera livré sans défense à l'Allemagne, que nous entrerons dans l'ère du plan Schuman avec le grave handicap de l'infériorité de nos gisements et qu'aucune garantie ne nous est donnée en matière de politique de salaires et de sécurité sociale, ni contre les excès que peuvent commettre d'autres pays sous le couvert des nationalisations, estime que notre sidérurgie sera atteinte dès le début et que le traité ne réalisera pas l'Europe, mais qu'il sera plutôt un obstacle à sa formation, pp. 334 à 341.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'aide accordée à la Belgique par l'étranger, notre situation à l'égard de l'U. E. F., l'augmentation de la circulation monétaire, la répartition des recettes fiscales entre les contributions directes, les douanes et accises et l'enregistrement, l'entrave que constitue la politique fiscale pour les investissements et la création de nouvelles entreprises, certaines pressions exercées sur notre pays par l'étranger, l'indice des salaires et des prix, pp. 390 à 392. — S'abstient au vote, p. 420.

Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'évolution dans l'application des principes constitutionnels et dans l'exercice des fonctions de gouvernement, les activités des comités restreints de ministres et des inspecteurs des finances, le problème de la constitutionnalité des sous-secrétaires d'Etat, les avantages d'un regroupement des départements, p. 534.

S'abstient au vote sur l'ordre du jour déposé en conclusion à l'interpellation de M. Motz sur les exportations vers les pays de l'Union européenne des Paiements, p. 987.

Interpellation de MM. Buisseret et Dehousse à MM. les ministres des affaires étrangères et des travaux publics « sur le retard apporté depuis plus d'un an à la solution des trois grands problèmes portuaires ». — Discussion. — Discours : Estime que les problèmes doivent être étudiés conjointement, émet des considérations au sujet de l'exploitation de nos ports, p. 1235.

Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — Discussion générale. — Discours : Souligne la complexité du problème à résoudre : satisfaire les besoins de l'armement et les besoins de l'outillage de nos industries, déclare qu'il est impossible d'obtenir des investissements nouveaux avec la politique fiscale qui nous est imposée, pp. 1623 à 1626. — Intervient dans la discussion des articles 1^{er}, pp. 1641 et 1652; 2, p. 1653; 6, p. 1667, et 7, p. 1676.

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1424.

Schot (suite)

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : 1° convention portant création d'un Conseil de coopération douanière, et annexe, signées à Bruxelles le 15 décembre 1950; 2° protocole relatif au groupe d'études pour l'Union douanière européenne, signé à Bruxelles, le 15 décembre 1950. — Dépose le rapport, p. 1518.

Projet de loi portant approbation de la convention sur la valeur en douane des marchandises et des trois annexes, signées à Bruxelles le 15 décembre 1950. — Dépose le rapport, p. 1518.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion générale. — Discours : Estime qu'il est absurde de légiférer quand la loi proposée est déjà dépassée par les événements et contraire à la volonté des principaux intéressés. Critique le droit de reprise qui s'est instauré dans tout le pays depuis que ces dispositions exceptionnelles ont été introduites. — Demande s'il n'est plus possible de légiférer en matière civile sans introduire dans la loi des dispositions d'ordre pénal, p. 1688. — Déclare que dans le cadre de l'intérêt général, il faut élaborer des lois claires qui puissent être comprises et interprétées par les parties intéressées. — Fait remarquer que le ministre peut, par voie d'arrêté ministériel, modifier de façon raisonnable les maxima en matière de fermages, pp. 1707 à 1708. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1/2, p. 1737.

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Intervient dans la discussion de l'article 28, pp. 1807 à 1809. — S'abstient au vote, p. 1883.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Discussion générale. — Discours : Concernant le bien-fondé du rappel des règles budgétaires, le projet des subsides aux communes, les crédits sollicités par le ministère du travail et de la prévoyance sociale, la caisse des mineurs, le déficit des mutualités et les subsides qui leur sont accordés, les prévisions en matière de chômage, l'établissement définitif d'une base légale pour toute la sécurité sociale, p. 1957 à 1960.

Projet de loi abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boissons. — Intervient dans la discussion des articles 3 et 4, p. 2016.

Segers, ministre des communications.

Ann. — **Projet de loi relatif à la reprise définitive du chemin de fer concédé de Malines-Terneuzen (partie sur territoire belge) et sur l'incorporation de ce chemin de fer dans le réseau de la Société nationale des Chemins de Fer belges.** — Discussion générale. — Discours : Déclare que la communication entre Saint-Nicolas et Malines sera assurée par chemin de fer et qu'il sera accordé au personnel de Malines-Terneuzen tous les droits accordés au personnel de la Société nationale, p. 684.

Discussion jointe du budget du ministère des communications pour l'exercice 1952, des budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951 et des interpellations du baron de Dordot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse, et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le plan d'assainissement financier de la S. N. C. F. B., les mesures destinées à accroître les recettes, les tarifs des transports, les prestations gratuites ou insuffisamment rémunérées fournies par la S. N. C. F. B., la réduction des effectifs et les réformes de structure, la suppression des groupes d'Arlon et de Bruges, la suppression progressive des subsides de l'Etat à la Société nationale, le barème et le régime des pensions du personnel de la S. N. C. F. B., les soins de santé accordés au personnel de la Société nationale, la simplification de l'exploitation des chemins de fer, la modernisation du matériel, les tarifs voyageurs trop bas, la simplification de l'exploitation sur les lignes à faible trafic, l'électrification du réseau ferroviaire, l'utilisation plus intensive de l'autorail, la mise en service partielle de la jonction, la coordination des transports routiers, les subsides accordés à la marine marchande belge, le problème de la pêche maritime, l'extension continue de l'aviation civile, le bénéfice réalisé par la Sabena, le développement pris par la tâche du service des postes, le statut de l'Institut de radio-diffusion, les améliorations en faveur du personnel du département, p. 941 à 946. — Concernant : les relations entre la S. N. C. F. B. et l'Etat, la situation des pensionnés de la Société nationale, la suppression des groupes de Bruges et d'Arlon, les barèmes du personnel des chemins de fer, la situation des pensionnés du Nord-belge et de la ligne de Chimay, la révision des cas d'épuration, l'indemnité accordée aux dirigeants de bureaux de postes, l'amélioration des trains d'ouvriers, les problèmes soulevés par la jonction Nord-Midi, les problèmes relatifs à la marine et à la pêche, la suppression des taxes pour piétons pour le passage du tunnel de l'Escaut, l'ouverture d'un crédit en faveur des amateurs, le régime linguistique de Melsbroek, le service psycho-technique des postes, les nouveaux traitements du personnel de la

Segers (suite)

- régie des T. T., l'encouragement du tourisme, l'organisation de la télévision en Belgique, pp. 998 à 1001. — Concernant sa promesse faite en matière de tourisme, lors d'un congrès des hôteliers à Dinant, p. 1001. — Observation concernant l'article 28 du budget des communications pour 1952, p. 1004.
- Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de Fer belges à émettre, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'une somme de 3,170 millions de francs pour couvrir des dépenses de premier établissement et l'augmentation enregistrée dans la valeur du stock des approvisionnements. — Dépose le projet, p. 982. — Observation concernant l'article 1^{er}, p. 1094.
- Interpellation de M. Sobry à M. le ministre des communications « sur la mesure de suppression du train Dixmude-Nieupoort à partir du 18 mai ». — Discussion. — Discours : Attire l'attention sur les économies à réaliser par la suppression du train Dixmude-Nieupoort et déclare qu'il n'est pas porté atteinte aux intérêts du personnel du chemin de fer, p. 1308.
- Projet de loi relatif aux emprunts à émettre par la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne. — Dépose le projet, p. 1392.
- Projet de loi autorisant le Roi à soumettre la pratique du camping à une réglementation dans le but d'assurer, en cette matière, l'hygiène, la sécurité, la tranquillité et la moralité publiques. — Dépose le projet, p. 1392.
- Projet de loi sur le chèque postal. — Dépose le projet, p. 1669.
- Projet de loi portant : a) révision des dispositions exceptionnelles de l'arrêté-loi du 27 février 1947 modifiant les arrêtés royaux des 7 et 8 août 1939 sur les assurances mutuelles maritimes contre les risques de guerre, et b) abatement sur le remboursement des primes pour assurances contre les risques ordinaires et de la guerre, avancées par la régie de la marine pour les bâtiments de pêche évacués en Grande-Bretagne pendant la guerre. — Discussion générale. — Discours : Répond à l'exposé de M. Ancot, p. 1931.
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Discussion générale. — Discours : Donne à M. Yernaux les renseignements demandés au sujet de la télévision, pp. 1956 à 1957.
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Examen des articles du tableau. — Communications. — Intervient dans la discussion de l'article 29, p. 1972.

Servais (Léon), sénateur coopté.

- Doc.* — N° 120. Rapport : Proposition de loi complétant l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 10 avril 1951 portant coordination des lois relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles.
- N° 154. Amendements : Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1939 instituant un Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers.
- N° 184. Rapport + erratum : Proposition de loi tendant à encourager le remembrement des immeubles ruraux par voie d'échanges.
- N° 196. Proposition de loi modifiant la loi du 12 juillet 1939 instituant un Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers.
- N° 269. Rapport : Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952.
- N° 440. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 16 mars 1865 qui institue une Caisse générale d'Épargne et de Retraite.
- N° 488. Rapport : Budget des dotations pour l'exercice 1952.
- N° 496. Rapport : Projet de loi accordant certains aménagements à la taxe professionnelle sur les bénéficiaires affectés à la souscription d'obligations de la Société nationale des Habitations et Logements à bon marché et de la Société nationale de la Petite Propriété terrienne.
- Ann.* — Proposition de loi tendant à encourager le remembrement des immeubles ruraux par voie d'échanges. — Dépose le rapport, p. 795.
- Proposition de loi modifiant la loi du 12 juillet 1939 instituant un Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers. — Dépose la proposition, p. 845.
- Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. — Dépose le rapport, p. 1187.
- Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. — Interpellation jointe de MM. Troclet, Verbert et Moulin à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation financière de l'assurance maladie-invalidité et sur les mesures envisagées pour y porter remède ». Interpellation jointe de M. Glineur à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation du secteur maladie-invalidité, les causes de son

Servais (Léon) (suite)

- déficit permanent et ses conséquences pour les travailleurs assurés ». — Discussion générale. — Discours : Concernant l'effort soutenu et progressiste réalisé par le gouvernement dans le domaine social, le boni réalisé par l'ensemble des organismes assureurs, l'évolution financière de l'assurance maladie-invalidité depuis sa création, pp. 1221 à 1222. Concernant les relations entre employeurs et travailleurs et la liberté de l'entreprise, les difficultés rencontrées par l'assurance maladie-invalidité, le problème de la gestion des mutualités, p. 1276.
- Projet de loi modifiant la loi du 16 mars 1865 qui institue une Caisse générale d'Épargne et de Retraite. — Dépose le rapport, p. 1708.
- Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire. — S'abstient au vote, p. 1885.
- Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — Dépose le rapport, p. 1809.
- Servais (Maurice), sénateur provincial de Namur.**
- Doc.* — N° 57. Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.
- N° 105. Amendement : Projet de loi organique du Conseil national du travail.
- N° 270. Amendements : Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951, et octroyant des avances supplémentaires d'ancienneté.
- N° 271. Amendements : Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952.
- N° 294. Amendements : Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951 et octroyant des vacances supplémentaires d'ancienneté.
- N° 295. Amendements : Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952.
- N° 373. Amendements : Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises.
- Ann.* — Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 204.
- Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951; interpellations jointes du baron de Dorlodot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic de voyageurs sur la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : concernant les moyens de communication dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et spécialement dans l'arrondissement de Philippeville, le but du secteur touristique dirigé par le Commissariat général au tourisme, le projet d'organiser en 1951 une exposition internationale du tourisme dans la région de la Meuse et des Ardennes, l'équipement touristique de ces régions, p. 946.
- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les conditions dans lesquelles fut votée la loi sur les dommages de guerre, la complexité de cette loi, la lenteur dans l'octroi des priorités exceptionnelles et dans la liquidation des avances et des crédits, p. 971.
- Projet de loi organique du Conseil national du travail. — Discussion générale. — Discours : Concernant la représentation des petites et moyennes entreprises, p. 1108.
- Discussion de l'article 2 : Intervention concernant la représentation patronale au sein du Conseil national du travail, p. 1138.
- Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952. — Justifie son vote, p. 1341.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951 et octroyant des vacances supplémentaires d'ancienneté. — Justifie son vote, p. 1341.
- Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1554. — S'abstient au vote, p. 1587.
- Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 1792.
- Projet de loi abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boissons. — Discussion générale. — Discours : Demande de voter le projet, p. 2015. — Discussion des articles : Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 2016.

Sledsens, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

- Doc.* — N° 336. Rapport : Projet de loi modifiant la loi provinciale.
- N° 479. Rapport : Proposition de loi relative au numérotage des listes des candidats pour les élections communales.

Sledsens (suite)

- Ann.** — Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les attributions de l'Ordre des médecins, l'exercice de spécialités par les médecins, la modernisation de l'abattoir d'Anvers, la construction de maisons ouvrières en pays flamand, la signification de la « famille », p. 431.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les sursis accordés pour raisons morales, la nécessité de détruire l'ancienne ceinture de forts autour de la ville d'Anvers, la réserve naturelle de la bruyère de Brecht et le danger que constituera la création d'un champ d'aviation dans les environs pour les sanatoria, la menace qui pèse sur la « Kalmthoutse Heide », l'exécution du plan Gondola, les achats de produits agricoles destinés à l'armée d'occupation en Allemagne, la façon dont sont traités les officiers du camp de Lückewald, la situation linguistique de l'armée, pp. 595 à 597. — Concernant le danger menaçant la « Kalmthoutse Heide » à la suite de l'exécution de plans militaires par la Hollande dans la région frontrière, p. 619. — Discussion de l'article 1^{er}. — Intervention concernant le projet de création d'un terrain d'aviation à Brecht, p. 632.
- Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'intérêt économique de l'horticulture, l'index des prix des produits horticoles, la concurrence faite par la Hollande dans le domaine de l'horticulture, les « heffingen » effectuées lors de l'importation de produits figurant sur la liste A, le problème poignant des fleurs coupées et des bulbes à fleurs, pp. 747 à 749.
- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nécessité de modifier l'esprit régnant dans le département, la réciprocité en matière de dommages de guerre avec la France, l'établissement de priorités économiques culturelles et sociales, p. 899.
- Motion d'ordre de M. Gillon demandant de renvoyer la fin de la discussion du budget de la reconstruction à une séance prochaine. — Observation, p. 897.
- Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un Fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la disproportion existant entre la Flandre et la Wallonie en matière de réparation des ponts, la nécessité d'assurer la liaison Anvers-Ruhr via Liège, le plan relatif à la construction d'une autoroute traversant l'agglomération anversoise, la légalité des arrêtés édictés en matière d'urbanisation, l'opportunité de permettre aux entrepreneurs, rétablis dans leurs droits, de participer aux adjudications publiques, pp. 1057 à 1059.
- Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant le problème des quatre grandes villes, la répartition du Fonds des communes et du Fonds d'assistance, la durée excessive des négociations et des enquêtes relatives au nouveau statut du personnel communal, le Fonds spécial mis à la disposition du ministre en faveur des communes dont la situation financière est particulièrement obérée, les émoluments des instituteurs en sur-nombre, la nécessité d'un reclassement des communes, le remboursement des frais d'administration que les communes ont dû prendre à leur charge pour le paiement des indemnités de chômage, les traitements des bourgmestres et échevins, la question des pensions des mandataires communaux, la situation des receveurs régionaux, les abus à extirper en matière de répression et d'épuration, pp. 1297 à 1299. — Concernant l'aide à accorder à certaines communes, p. 1385.
- Projet de loi modifiant la loi provinciale. — Discussion générale. — Discours : Rappelle que le projet tend à améliorer les finances provinciales, p. 1591.
- Interpelle M. le ministre des travaux publics « sur le plan général d'aménagement de l'agglomération anversoise et le projet de construction d'une partie de l'autoroute Anvers-Ruhr sur la ceinture de fortifications de cette agglomération », p. 1632. — Développe son interpellation. — Fait état de l'opposition des communes intéressées au tracé d'une autoroute à travers l'agglomération anversoise; reconnaît l'utilité de l'autoroute et affirme la possibilité de la tracer en place de la route militaire actuelle, pp. 1816 à 1817.
- Rappel au règlement. — Demande que l'article 22 du règlement du Sénat soit appliqué, p. 1676.
- Proposition de loi relative au numérotage des listes des candidats pour les élections communales. — Dépose le rapport, p. 1854. — Discussion générale. — Discours : Déclare que les élections communales ont un caractère administratif, p. 1936.
- Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire. — S'abstient au vote, p. 1885.

Sledsens (suite)

- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Examen des articles du tableau : Intérieur : Intervient dans la discussion de l'article 25, p. 1969.
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Discussion générale. — Emet des considérations, p. 2020.
- Slegten**, sénateur provincial du Limbourg.
- Doc.** — N° 176. Rapport : Projet de loi portant élévation de la limite des engagements de la Caisse nationale de crédit professionnel.
- Ann.** — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — Discussion générale. — Discours : Regrette que la Communauté européenne du charbon et de l'acier ne soit pas réalisée progressivement, comme Benelux, et attire l'attention sur la situation des gisements du Limbourg, p. 348.
- Projet et proposition de loi portant élévation de la limite des engagements de la Caisse nationale de crédit professionnel. — Dépose le rapport, p. 665.
- Sobry**, sénateur de l'arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende.
- Doc.** — N° 144. Rapport : Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952.
- N°s 180 et 236. Amendements : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952.
- N° 377. Sous-amendement à l'amendement de la commission : Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique.
- N° 415. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 1950 créant l'Ordre des médecins vétérinaires.
- N° 419. Rapport : Projet de loi complétant la loi du 13 avril 1884 sur les prêts agricoles.
- Ann.** — Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les difficultés occasionnées par les gendarmes motorisés aux agriculteurs du Veurne-Ambacht, p. 15.
- Discussion de la déclaration du gouvernement formé le 15 janvier 1952 sous la présidence de M. Van Houtte. — Discours : Concernant la représentation des agriculteurs au sein du gouvernement et concernant le problème du chômage, p. 283.
- Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Dépose le rapport, p. 556. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les prix de direction des porcs et des betteraves sucrières, l'intérêt social et économique de l'horticulture, les mesures à prendre afin d'assurer la rentabilité de l'horticulture, la politique des prix, les possibilités de rationalisation dans notre agriculture et notre horticulture, l'assainissement des terres gorgées d'eau, la question de l'extension de la sécurité sociale aux travailleurs indépendants, les prévisions relatives au plan vert, la prophylaxie des épizooties, les pertes causées par la fièvre aphteuse, l'importance de la culture de plants de pommes de terre sélectionnés, pp. 728 à 731. — Concernant : la politique des prix et l'importance du développement structurel et technique de notre agriculture, l'extension de la sécurité sociale, l'action du département dans la lutte contre la tuberculose bovine et la stomatite aphteuse, p. 787.
- Projet de loi portant approbation de l'accord de pré-union entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le royaume des Pays-Bas et des annexes, signés à Luxembourg le 15 octobre 1949. — S'abstient au vote, p. 716.
- Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un Fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le chômage dans la région de Dixmude, la nécessité de reconstruire les chemins de halage le long de l'Yser et du canal de Lo, p. 1123.
- Interpelle M. le ministre des communications « sur la mesure de suppression du train Dixmude-Nieuport à partir du 18 mai ». — Développe son interpellation, pp. 1305 à 1307. — Estime que le remplacement des trains par les autobus ne permettra nullement de réaliser des économies et demande au ministre de mettre tout en œuvre pour promouvoir l'extension de Nieuport-Bains, p. 1309.
- Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952. — S'abstient au vote, p. 1345.

Sobry (suite)

Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 1950 créant l'Ordre des médecins vétérinaires. — Dépose le rapport, p. 1648. — Discussion générale. — Discours : Expose la nécessité d'apporter une légère modification à la législation existante en ce qui concerne l'éligibilité au sein des conseils régionaux, p. 1717.

Spreutel, sénateur provincial du Hainaut.

Ann. — Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — S'abstient au vote, p. 169.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Interpellation du comte de la Barre d'Erquennes et de MM. Bouilly et Harmegnies sur les travaux d'émergement à effectuer dans la vallée de la Haine. — Discours : Estime qu'il faudrait curer la Haine à grande profondeur et sur tout son parcours et insiste pour que tout soit mis en œuvre afin d'éviter le retour d'inondations, p. 531.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951; interpellations jointes du baron de Dordot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant les subsides pour encourager la propagande aéronautique, p. 986.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Struye, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, président du Sénat.

Ann. — Proclamé président du Sénat, p. 5. — Allocution, p. 6.

Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Maurice Servais à l'article 1^{er}, p. 204.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Van Remoortel à l'article 14, p. 637.

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — Discussion des articles. — S'abstient au vote des amendements à l'article 1^{er}, p. 1460.

Fait des observations relatives au rappel au règlement de M. Sledsens, p. 1676.

Projet de loi relatif à la tarification de certains actes des huissiers. — S'abstient au vote, p. 1772.

Projet de loi modifiant la procédure en cassation. — Propose de renvoyer le projet en commission, p. 1852.

Nomination des représentants belges à l'Assemblée de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier. — Discours : Fait remarquer que le traité établissant la Communauté européenne du charbon et de l'acier ne prévoit pas la désignation de suppléants aux représentants des parlements, p. 1930.

Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — Examen des articles du tableau. — Discours : Attire l'attention sur la décision au sujet du vote électrique et déclare que le rapport de M. Ancot est formel quant à l'absence d'objections constitutionnelles. — Il met en discussion la question de principe, p. 1943.

T**Taillard, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

Doc. — N° 212. Proposition de loi tendant à l'abandon par l'Etat des sommes liquidées aux personnes emprisonnées ou internées par l'ennemi ou à leurs ayants droit à la suite du dit internement.

Ann. — Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Estime que le budget constitue une provocation à l'égard des travailleurs, p. 17.

Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Critique la politique du gouvernement, estime que la Belgique est sous la tutelle des impérialistes américains et rappelle les propositions faites par M. Vichinsky à la sixième assemblée générale de l'O. N. U., pp. 60 à 62.

Taillard (suite)

Budget du ministère des finances pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les barèmes du personnel des finances, l'état déplorable de certains locaux, les conditions matérielles et morales dans lesquelles les membres du personnel sont appelés à exercer leurs fonctions, l'arriéré fiscal, p. 100.

Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 168.

Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : Estime qu'il aurait simplement fallu proroger la loi de 1950 et donner une compensation aux petits propriétaires, p. 190.

Projet de loi des finances pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Proteste contre le manque de respect manifesté à l'égard du contrôle du budget, p. 212.

Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder la garantie de l'Etat belge à l'emprunt de \$ 40,000,000 consenti au Congo belge par la Banque nationale de Reconstruction et de Développement économique à Washington, à attacher à cet emprunt toutes exonérations fiscales et à mettre à la disposition du Congo belge la contre-valeur en francs du produit d'un emprunt de \$ 30,000,000 consenti à l'Etat belge par la banque précitée. — Justifie le vote négatif de son groupe, p. 215.

Projet de loi fixant pour l'année 1952 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne. — Discussion générale. — Discours : Proteste contre le fait que ce projet est porté à l'improviste à l'ordre du jour, p. 217.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'aggravation des charges pesant sur la population, la charge de la fiscalité et des dépenses militaires, la diminution des sommes affectées à la sécurité sociale et la réduction des subsides économiques, pp. 392 et 393. — Regrette que le ministre n'ait pas cru devoir répondre aux questions qu'il lui a posées, p. 412.

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'activité politique du département relative à la répression de l'incivisme et concernant la criminalité impunie, p. 501.

Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance. — S'abstient au vote, p. 573.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Observation, p. 599. — Discours : Concernant : la politique suivie par le gouvernement à l'égard de l'Allemagne dans le cadre de l'armée européenne et la charge des dépenses militaires, pp. 613 à 616.

Projet de loi portant approbation de l'accord de pré-union entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le royaume des Pays-Bas, et des annexes, signés à Luxembourg le 15 octobre 1949. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la ratification tardive de l'accord, les désavantages de la pré-union, la question portuaire et le problème des voies d'eau, la situation désastreuse de la trésorerie hollandaise, p. 674.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'application du statut des prisonniers politiques, la question des camps douteux, la production de l'acte de présomption de décès, la lenteur de la procédure administrative, la recherche des disparus, la remise au gouvernement allemand de Bonn de la documentation relative aux camps de détention, les soins médicaux et pharmaceutiques aux prisonniers politiques, la priorité accordée aux prisonniers politiques pour la location d'habitations à bon marché, les cotisations sociales des prisonniers politiques dues pendant la période de détention, la gratuité des études accordée aux enfants de la patrie, les priorités dont jouissent les prisonniers politiques, les bons de rééquipement ménager pour prisonniers politiques et le crédit complémentaire de 20 millions promis à l'O. N. O. V. A., p. 851.

Proposition de loi tendant à l'abandon par l'Etat des sommes liquidées aux personnes emprisonnées ou internées par l'ennemi ou à leurs ayants droit à la suite du dit internement. — Dépose la proposition, p. 946.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les priorités accordées aux prisonniers politiques en matière d'habitations à bon marché, le concours des Russes à l'occasion du transfert des corps inhumés, p. 977.

Budget des pensions pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le mécontentement croissant des pensionnés, la charge des pensions, la nécessité de faire droit aux revendications des invalides de guerre, des veuves et orphelins, pp. 1046 à 1047.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Justifie le vote négatif de son groupe et déclare que le standing de vie de la population est sérieusement compromis, p. 1554.

Tobback, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Ann. — Proposition de loi portant réglementation du paiement de la rémunération des travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de louage de travail. — Intervient dans la discussion de l'article 5, p. 1398.

Proposition de loi relative à l'inaliénabilité des biens prévue par l'article 214j du Code civil. — Discussion générale. — Discours : Remarque que la commission a demandé de rejeter la proposition non pas parce qu'elle en conteste le bien-fondé, mais parce qu'un autre projet, plus large et plus complet, est actuellement discuté en commission. — Souligne l'importance du laps de temps qui s'écoulera avant l'entrée en vigueur du projet de la commission et demande qu'on adopte sa proposition, étant donné l'accord de la commission quant au fond, p. 1752.

Trochet, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Doc. — N° 10. Proposition de loi levant la prescription prévue par la législation relative aux allocations familiales pour travailleurs salariés et non salariés, en faveur des prisonniers politiques, des déportés pour le travail obligatoire, des résistants armés, des résistants civils et des réfractaires.

N° 11. Proposition de loi majorant les allocations complémentaires à certaines catégories de victimes d'accidents du travail.

N° 12. Proposition de loi visant à accorder aux bénéficiaires de la législation sur les maladies professionnelles des avantages équivalents à ceux qui sont accordés en vertu de la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

N° 23. Proposition de loi visant à réparer les accidents du travail survenant aux personnes exposées au risque professionnel sans être dans les liens d'un contrat de louage de services.

N° 118. Amendements : Projet de loi organique du Conseil national du travail.

N° 131. Proposition de loi tendant à déterminer le statut des voyageurs et représentants de commerce.

N° 160. Proposition de loi visant les réformes institutionnelles à apporter dans le régime des accidents du travail.

N° 161. Proposition de loi tendant à relever, à titre transitoire, la pension de vieillesse des anciens agriculteurs, commerçants, travailleurs indépendants et, en général, toutes les catégories d'assurés libres, modifiant et complétant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1^{er} juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951.

N° 252. Amendements : Projet de loi organique du Conseil national du travail.

N° 272. Rapport : Proposition de loi tendant à instituer un Code civil du travail (art. 92 disjoint). Nouveau titre : Proposition de loi portant réglementation du paiement de la rémunération des travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de louage de travail.

N° 281. Proposition de loi supprimant l'assujettissement des aidants dans l'agriculture et le commerce, relevant d'un cinquième le taux des allocations familiales aux travailleurs non salariés et augmentant la subvention de l'Etat à la Caisse mutuelle nationale.

N° 284. Amendements : Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952.

N° 335. Amendement au texte de la commission : Proposition de loi portant réglementation du paiement de la rémunération des travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de louage de travail.

N° 477. Proposition de loi améliorant la situation des personnes appartenant à la catégorie dite « petits rentiers de la Caisse de Retraite » en assimilant à l'effort de prévoyance exigé par les lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré celui qui a été réalisé avant le 1^{er} janvier 1926 ou continué depuis cette date en dehors du cadre de ces lois.

N° 486. Proposition de loi tendant à libérer le commerce de la concurrence déloyale que constituent les systèmes de ventes du genre dit « à la boule de neige ».

Ann. — Proposition de loi majorant les allocations complémentaires à certaines catégories de victimes d'accidents du travail. — Dépose la proposition, p. 11.

Proposition de loi visant à accorder aux bénéficiaires de la législation sur les maladies professionnelles des avantages équivalents à ceux qui sont accordés en vertu de la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. — Dépose la proposition, p. 11.

Proposition de loi levant la prescription prévue par la législation relative aux allocations familiales pour travailleurs salariés et non salariés, en faveur des prisonniers politiques, déportés obligatoires, résistants armés, résistants civils et réfractaires. — Dépose la proposition, p. 11.

Trochet (suite)

Proposition de loi visant à réparer les accidents du travail survenant aux personnes exposées au risque professionnel sans être dans les liens d'un contrat de louage de services. — Dépose la proposition, p. 66.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés. — Intervient dans la discussion de l'article 7bis, p. 176, et de l'article 16, p. 178.

Discussion de la déclaration du gouvernement formé le 15 janvier 1952 sous la présidence de M. Van Houtte. — Discours : concernant le problème du logement, l'insuffisance des distributions d'eau, la construction d'hôpitaux publics, le déficit de la sécurité sociale, les charges dont sont accablées les classes moyennes en matière sociale, le problème des pensions de vieillesse, le sort des assurés libres, le problème du chômage, les engagements pris par le gouvernement le 20 octobre 1951, la nécessité de promouvoir le progrès social, pp. 257 à 261.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Proposition de loi tendant à déterminer le statut des voyageurs et représentants de commerce (à insérer dans le Code du travail sous la forme du titre V). — Dépose la proposition, p. 497.

Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance. — S'abstient au vote, p. 573.

Proposition de loi tendant à relever à titre transitoire la pension de vieillesse des anciens agriculteurs, commerçants, travailleurs indépendants et, en général, toutes les catégories d'assurés libres (modifiant complètement les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1^{er} juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951). — Dépose la proposition, p. 602.

Proposition de loi visant les réformes institutionnelles à apporter dans le régime des accidents du travail. — Dépose la proposition, p. 602.

Interpelle M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur les retards apportés dans l'amélioration du sort des employés en matière de pension ». — Rappelle les différentes modifications qui ont été apportées à la loi de 1925 relative au régime des pensions des employés, examine le problème des réserves particulières aux employés, déclare que la proposition de M. Warnant n'offre aucune utilité, parle de la mission et de la composition de la commission technique des pensions, demande que cette commission soit convoquée et critique l'absence totale de politique en matière de pension de vieillesse, pp. 774 à 777. — Reproche au ministre d'avoir fait du problème des pensions une question politique et de ne pas avoir réuni la commission technique des pensions, p. 782.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un institut de réescompte et de garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Projet de loi organique du Conseil national du travail. — Discussion générale. — Discours : Estime que le problème du statut juridique du Conseil national du travail n'est pas suffisamment résolu, parle du fonctionnement du Comité clandestin paritaire pendant la guerre, aborde le problème de la Conférence nationale du travail, souligne l'objectif poursuivi par le Conseil national du travail et regrette que rien n'est prévu dans le projet en ce qui concerne le principe des votes, p. 1105 à 1108. — Discussion des articles. Intervient dans la discussion des articles 1^{er}, p. 1136; 2, p. 1138; 7, p. 1139.

Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952. — Discussion de l'article 511. — Observation concernant la réalisation de travaux d'hygiène, p. 1133.

Proposition de loi supprimant l'assujettissement des aidants dans l'agriculture et le commerce, relevant d'un cinquième le taux des allocations familiales aux travailleurs non salariés et augmentant la subvention de l'Etat à la Caisse mutuelle nationale. — Dépose la proposition, p. 1187.

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. — Interpellation jointe de MM. Trochet, Verbert et Moulin à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation financière de l'assurance maladie-invalidité et sur les mesures envisagées pour y porter remède ». — Interpellation jointe de M. Glineur à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation du secteur maladie-invalidité, les causes de son déficit permanent et ses conséquences pour les travailleurs

Trochet (suite)

- assurés ». — Développe son interpellation et attire l'attention sur l'enquête menée par Mme la doctoresse Graffar-Fuss, relative à la répercussion de l'assurance maladie-invalidité sur le budget familial, pp. 1240 à 1242. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la composition du Conseil national du Travail, les événements du 20 octobre 1951 et la politique suivie par le ministre Van den Daele, le problème du financement de l'assurance maladie, le contrôle des mutualités, les subventions accordées à l'assurance libre et à l'assurance obligatoire, le montant des allocations familiales accordées à la veuve remariée, les abus constatés dans le régime des allocations familiales, les frais d'administration des caisses d'allocations familiales, pp. 1278 à 1284. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles. — Art. 21/5, pp. 1320-1321. — Art. 21/14, p. 1322. — Art. 25, p. 1323. — Art. 28/3 et 28/4, p. 1324. — Art. 28/10, p. 1326. — Art. 28/12, p. 1327.
- Proposition de loi modifiant la loi de 1887 portant réglementation du paiement des salaires aux ouvriers, en vue d'interdire certains abus dans le paiement de la rémunération des travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de louage de travail. — Dépose le rapport, p. 1240.
- Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952. — Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951 et octroyant des vacances supplémentaires d'ancienneté. — Discussion générale. — Discours : Attire l'attention sur le rôle rempli par les caisses de vacances, estime que les amendements de M. Maurice Servais ne devraient pas être adoptés et examine quelle sera la situation des mineurs, p. 1329. — Observation concernant l'article 1^{er} du premier projet, p. 1331. — Observation concernant l'article 3 du second projet, 1333.
- Projet de loi relatif à la liquidation de la Banque d'Emission à Bruxelles. — S'abstient au vote, p. 1344.
- Proposition de loi portant réglementation du paiement de la rémunération des travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de louage de travail. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'apparition d'un nouvel abus en matière de paiement des salaires et la nécessité, en application de la loi de 1887, de garantir aux ouvriers la libre disposition de leur salaire, la nature de l'abus constaté : la perception de la rémunération du travailleur par un intermédiaire touchant une sorte de commission; la perception du salaire par un « cantinier » muni d'une procuration ou d'un mandat par les ouvriers; la pratique des avances de fonds conférant un avantage psychologique moral ou matériel sur les travailleurs; la façon de remédier à cet état de choses par le nouveau projet : interdiction du paiement à d'autres personnes qu'au travailleur lui-même, sauf accord des parties; paiement du salaire, sans dérogation, sur le lieu du travail; interdiction de payer les salaires dans les magasins, cabarets, cantines ou pensions; l'interdiction de recourir au système des procurations et des mandats tant dans le chef du patron que dans celui du cantinier, boutiquier ou cabaretier, et ce sous menace de sanctions pénales; interdiction des avances de fonds lorsque celles-ci sont suivies de la perception du salaire; interdiction de percevoir la rémunération d'un travailleur moyennant rétribution, pp. 1389 à 1392. — Intervient dans la discussion des articles 2, p. 1396; 4, p. 1396; 5, p. 1398; 9, p. 1399.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1945. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741. — S'abstient au vote, p. 1775.
- Proposition de loi tendant à accorder remise totale des indemnités tenant lieu d'allocations compensatoires touchées indûment par des bénéficiaires de la sécurité sociale ainsi que les allocataires du Fonds des estropiés et mutilés, les victimes des accidents du travail et les assurés libres en matière de pension de vieillesse. — Discussion générale. — Discours : Estime que les chiffres avancés par M. Moulin ne sont pas excessifs, pp. 1761 à 1762.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.
- Proposition de loi améliorant la situation des personnes appartenant à la catégorie dite « petits rentiers de la caisse de retraite » à l'effort de prévoyance exigé par les lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, celui qui a été réalisé avant le 1^{er} janvier 1926 ou continué depuis cette date en dehors du cadre de cette loi. — Dépose la proposition, p. 1854.
- Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 1883.
- Proposition de loi tendant à libérer le commerce de la concurrence déloyale que constituent les systèmes de vente du genre dit « à la boule de neige ». — Dépose la proposition, p. 1899.

U

Uselding, sénateur provincial du Luxembourg.

- Doc. — N° 87. Rapport : Proposition de loi levant la prescription prévue par la législation relative aux allocations familiales pour travailleurs non-salariés en faveur des habitants de la partie du territoire belge qui a été soumise de force à la législation allemande sous l'occupation.
- N° 200. Rapport : Projet de loi relatif au budget de la régie des voies aériennes pour l'exercice 1950.
- N° 201. Rapport : Projet de loi relatif au budget de la régie des voies aériennes pour l'exercice 1951.
- N° 204. Rapport : Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952.
- N° 300. Rapport : Projet de loi concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail.
- N°s 308 et 349. Amendements : Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique.
- Ann. — Proposition de loi levant la prescription prévue par la législation relative aux allocations familiales pour travailleurs non-salariés en faveur des habitants de la partie du territoire belge qui a été soumise de force à la législation allemande sous l'occupation. — Dépose le rapport, p. 241.
- Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le drame des réfugiés politiques, la nécessité d'améliorer les bâtiments des petites exploitations agricoles, les causes de l'exode rural, p. 432.
- Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les problèmes particuliers à la province de Luxembourg, les causes de l'exode rural, la nécessité d'améliorer l'habitat rural, l'anarchie régnant en matière de boisement, la nécessité d'adapter la vieille loi sur la pêche fluviale, p. 757.
- Budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951. — Dépose le rapport, p. 865.
- Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste. — Discussion générale. — Discours : souligne l'objectif poursuivi par sa proposition, rappelle l'atmosphère dans laquelle fut votée la loi de 1929, dite Nolf, sur la collation des grades universitaires, ainsi que les conditions fixées dans l'arrêté d'application réglant l'exercice de la profession de dentiste et fait remarquer que le nombre des dentistes en Belgique est insuffisant pour satisfaire aux exigences de l'hygiène dentaire, pp. 1188 à 1191. — Attire l'attention sur la pénurie de dentistes, p. 1267.
- Projet de loi concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail. — Dépose le rapport, p. 1242.
- Projet de loi contenant le budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. — Interpellation jointe de MM. Trochet, Verbert et Moulin à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation financière de l'assurance maladie-invalidité et sur les mesures envisagées pour y porter remède ». — Interpellation jointe de M. Glineur à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation du secteur maladie-invalidité, les causes de son déficit permanent et ses conséquences pour les travailleurs assurés ». — Discussion générale. — Discours : Concernant le problème des allocations familiales des orphelins de frontaliers, p. 1284.
- Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique. — Discussion générale. — Discours : Dit qu'en proposant de porter à 3,000 le chiffre de 1,500 habitants, il défend les intérêts des régions ayant une faible densité de population, p. 1539. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1539. — S'abstient au vote, p. 1587.
- Projet de loi relatif à l'expertise et au commerce des viandes. — S'abstient au vote, p. 1588.
- Projet de loi modifiant les limites territoriales de la ville de Bouillon et de la commune de Sensenruth. — Discussion générale. — Discours : Défend l'autonomie communale, pp. 1715 à 1716.

V

Van Belle, sénateur de l'arrondissement de Liège, premier vice-président du Sénat.

- Doc. — N° 67. Rapport : Projet de loi prorogeant les effets de l'arrêté du Régent du 14 février 1946 mettant à charge de l'Etat les opérations immobilières et certains travaux relatifs à la restauration des villes et communes sinistrées.
- N°s 112 et 219. Amendements : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952.

Van Belle (suite)

N° 246. Amendement : Projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes.

Ann. — Proclamé premier vice-président du Sénat, p. 5.

Projet de loi prorogant les effets de l'arrêté du Régent du 14 février 1946 mettant à charge de l'Etat les opérations immobilières et certains travaux relatifs à la restauration des villes et communes sinistrées. — Dépose le rapport, p. 159.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Motion d'ordre de M. Flamme demandant de remettre la discussion du budget de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Observation, p. 589.

S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance déposé en conclusion à l'interpellation de M. Harmegnies sur les pensions des employés, p. 865.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Réescampte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes, et de l'interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les crédits dont dispose le fonds des routes, les tracés touristiques, la nécessité de réaliser la route de Wallonie, l'utilisation des pavés pour le revêtement des routes, la question du bouchon de Lanaye et celle du bouchon de Terneuzen, les travaux aux voies d'eau communiquant avec la mer ou le Rhin, les objections relatives à la construction de barrages, l'opportunité de réaliser le canal Meuse-Moselle, les travaux de forage pour la prospection du pétrole, pp. 1084 à 1087.

Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952. — Intervient dans la discussion des articles suivants : 424bis, p. 1129; 489 et 495, p. 1130.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.

Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 2044.

Van Buggenhout, sénateur provincial de la Flandre occidentale, questeur du Sénat.

Doc. — N° 213. Rapport : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952.

Ann. — Proclamé questeur du Sénat, p. 6.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le plan Schuman offre en réalité plusieurs bons côtés, mais qu'un certain malaise s'est manifesté lors des discussions en commission et en séance publique, rappelle les origines du plan Schuman, déclare rester partisan d'une coopération des pays européens dans le domaine économique et culturel et estime que la déclaration des commissions réunies constitue une valeur morale, pp. 363-364.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Observations concernant l'ajournement, p. 559. — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 633.

Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952. — Dépose le rapport, p. 986.

Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant le bienfait de la loi sur l'urbanisme, pp. 1082 à 1083. — Concernant : les engagements pris dans le domaine militaire, la nécessité de décaler une partie de notre créance de 20 milliards à l'U. E. P. afin de faire face aux crédits de paiements, l'opportunité de revoir tout le problème militaire, pp. 1119 à 1120.

Van Buggenhout (suite)

Interpellation de M. Buisseret à M. le premier ministre, M. le ministre des finances, M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes et M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la façon dont le gouvernement prétend porter remède au chômage et les déclarations faites à ce sujet par le premier ministre au « Vlaamse Club ». — Discussion. — Discours : Espère qu'on établira certaines industries en Flandre et estime que certaines sections de l'industrie wallonne peuvent émigrer en Flandre, où l'on dispose d'une pléthore de main-d'œuvre, p. 1607.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. — Intervient dans la discussion de l'article 4, pp. 1683 et 1696.

Proposition de loi tendant à accorder remise totale des indemnités tenant lieu d'allocations compensatoires touchées indûment par des bénéficiaires de la sécurité sociale ainsi que les allocataires du Fonds des estropiés et mutilés, les victimes des accidents du travail et les assurés libres en matière de pension de vieillesse. — Discussion générale. — Discours : Demande que seuls ceux qui, intentionnellement, ont voulu toucher deux fois les allocations doivent les restituer, p. 1763.

Projet de loi majorant la dotation du Fonds des provinces et modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Estime qu'un lien devrait être créé entre les communes et ceux qui les représentent à l'administration du Fonds, pp. 1864 et 1866.

Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — Examen des articles du tableau. — Discours : Demande de modifier l'ordre des travaux de façon telle que chacun puisse y participer et corriger éventuellement le compte rendu de ses discours, p. 1947.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Motion d'ordre de M. Dautrepoint. — Fait des observations, p. 1951.

Van den Daele, ministre du travail et de la prévoyance sociale.

Ann. — Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés. — Discussion générale. — Discours : Souligne les caractéristiques du projet, p. 160. — Intervient dans la discussion des articles : 1^{er}, p. 174; *This*, pp. 175-176; 16, p. 178.

Interpellation de MM. Harmegnies, Troclet et De Bruyne « sur les retards apportés dans l'amélioration du sort des employés en matière de pension ». — Communique la composition de la commission technique des pensions, ainsi que les propositions faites par la dite commission, déclare que la base financière fait défaut pour assurer la distribution des réserves du Fonds de répartition, déclare qu'on travaille avec la plus grande célérité à la revision des pensions des employés, p. 779. — Affirme que l'adaptation de la pension des employés n'est pas comprise dans la « pause », p. 783.

Projet de loi organique du Conseil national du Travail. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le Conseil national sera suffisamment souple pour s'adapter à l'évolution sociale et économique, estime que ce Conseil doit avoir un caractère de droit public, fait remarquer que le Conseil évitera au parlement de se trouver devant un fait accompli et que le Conseil de la famille sera consulté chaque fois qu'une question d'intérêt familial est traitée par le Conseil du Travail, pp. 1109 à 1110. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles. — Art. 1^{er}, p. 1137. — Art. 2, p. 1138. — Art. 7, p. 1139.

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. — Interpellation jointe de MM. Troclet, Verbert et Moulin à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation financière de l'assurance maladie-invalidité et sur les mesures envisagées pour y porter remède ». — Interpellation jointe de M. Glineur à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation du secteur maladie-invalidité, les causes de son déficit permanent et ses conséquences pour les travailleurs assurés ». — Discussion générale. — Discours : Concernant l'activité accrue du département du travail et de la prévoyance sociale, l'évolution des prix et des salaires, la majoration des indemnités sociales et les améliorations apportées à la législation sociale, l'opportunité d'accorder plus de responsabilité aux conseils d'administration paritaires des organismes parastataux travaillant sous le contrôle du département, les abus en matière d'assurances sociales et plus particulièrement en matière d'indemnités de chômage, la réduction des frais d'administration des caisses de compensation, les difficultés rencontrées par l'assurance maladie, les revendications du corps médical, la responsabilité incombant aux mutualités, le problème des pensions, le Bureau international du Travail et les problèmes familiaux, les abus existant au sein des

Van den Daele (suite)

différentes caisses de compensation, les accords du 20 octobre 1951, les subventions accordées par l'Etat à l'assurance maladie, pp. 1285 à 1290. — Concernant : les pensions et les allocations familiales des assurés libres, le chômage parmi les ouvriers à domicile, la question des allocations familiales pour les travailleurs d'Eupen-Malmédy, p. 1319. — Discussion articles. Intervient dans la discussion des articles : 21/5, p. 1320; 21/6, p. 1322; 21/14, p. 1322; 25, p. 1323; 28/3 et 28/4, p. 1324; 28/10, p. 1326; 28/12, p. 1327.

Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952. — Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951 et octroyant des vacances supplémentaires d'ancienneté. — Discussion générale. — Discours : Concernant les décisions prises par la commission mixte des mines quant au régime des ouvriers du fond, p. 1330. — Observation concernant l'article 1^{er} du premier projet, p. 1331. — Observations concernant l'article 3 du second projet, p. 1333.

Projet de loi relatif à la sauvegarde des droits en matière de pensions de retraite et de survie en faveur de certains titulaires de fonctions publiques. — Observation concernant le renvoi en commission, p. 1388.

Proposition de loi portant réglementation du paiement de la rémunération des travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de louage de travail. — Discussion générale. — Discours : Estime que cette proposition constitue une amélioration effective de la législation sociale en ce qui concerne le paiement des salaires, pp. 1395 à 1396. — Intervient dans la discussion des articles 4, p. 1397; 5, p. 1398; 9, p. 1399.

Projet de loi concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet de loi étend la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs, actuellement en vigueur dans les entreprises commerciales et industrielles, aux entreprises agricoles, horticoles et forestières, p. 1399.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Discussion générale. — Discours : Répond aux critiques formulées par M. Schot au sujet du fonctionnement de la sécurité sociale, p. 1960.

Van den Storme, sénateur provincial de la Flandre orientale.

Doc. — N° 204. Rapport : Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952.

N° 214. Rapport : Budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1952.

N° 239. Amendement : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952.

Ann. — Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951; interpellations du baron de Dorlodot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse, et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs sur la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les avantages de la Jonction Nord-Midi, l'accroissement inquitant des frais généraux de l'Office de la Jonction Nord-Midi, les dépenses relatives au personnel de l'Office national, p. 922.

Budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1952. — Dépose le rapport, p. 985.

Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un Fonds spécial et temporaire des routes, et de l'interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le programme des travaux publics, les crédits prévus pour l'exécution de grands complexes administratifs et la construction d'immeubles de l'Etat, le plan des travaux aux ports et aux voies d'eau, le progrès réalisé dans le domaine de la construction des routes, la nécessité de reclasser définitivement nos routes, les subsides accordés aux provinces pour l'exécution de travaux publics, le crédit prévu pour les travaux d'amélioration aux chemins vicinaux, la nécessité de rétablir l'équilibre linguistique dans le département et d'assurer un rythme régulier aux adjudications, pp. 1049 à 1050. — Budget des recettes et dépenses extraordinaires. — Intervient dans la discussion de l'article 511, p. 1133.

Vandermeulen, sénateur de l'arrondissement de Verviers.

Doc. — N° 141 et 230. Amendements : Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952.

N° 457. Rapport : Projet de loi soumettant les étudiants des universités de l'Etat et des établissements d'enseignement supérieur de l'Etat assimilés aux universités à un examen médical en vue du dépistage des maladies contagieuses.

Vandermeulen (suite)

N° 531. Amendements : Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs.

Ann. — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de Justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Interpellation de M. Missiaen « sur le sabotage officiel en matière d'exécution de la loi du 2 avril 1948 relative au Fonds des constructions scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat ». — Discussion. — Discours : Attire l'attention sur l'état des locaux de l'école moyenne de Welkenraedt, p. 440.

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation matérielle des instituteurs, l'éducation populaire et les beaux-arts, p. 697.

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les conditions dans lesquelles le gouvernement entend réaliser la rentabilité agricole, l'enseignement agricole, la vulgarisation des résultats de la recherche scientifique, le développement des coopératives agricoles, la situation des agronomes techniciens, la culture fruitière, l'aide à accorder aux cultivateurs les plus éprouvés par l'épizootie de fièvre aphteuse, les exploitations démonstratives, le remembrement des terres, p. 742.

Projet de loi organique de l'enseignement normal. — Discussion générale. — Discours : Critique la politique du ministre et dit qu'elle ne tend pas à rapprocher les citoyens, pp. 1558 à 1560.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741.

Projet de loi soumettant les étudiants des universités de l'Etat et des établissements d'enseignement supérieur de l'Etat assimilés aux universités à un examen médical en vue du dépistage des maladies contagieuses. — Dépose le rapport, p. 1819.

Vandervelde (Mme), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 164. Amendement : Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952.

N° 324. Rapport : Projet de loi relatif à la protection de la canne blanche.

Ann. — Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — S'abstient au vote, p. 169.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la communauté, du protocole sur le statut de la Cour de Justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (Plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'intervention du département dans les dépenses résultant de l'enseignement de la médecine dans les hôpitaux universitaires, le contrôle des denrées alimentaires, le problème du lait, l'insuffisance des distributions d'eau, la contamination du lait par suite du manque d'hygiène, les interventions du département pour l'achat de médicaments nouveaux, le problème des aliénés et la nomination d'un inspecteur des asiles, les établissements de défense sociale, les subsides à l'hygiène mentale, la nécessité de coordonner les services sociaux des différents départements, l'inspection médicale scolaire, l'application de la loi sur le fonds national du logement, la violation dans les établissements publics de la loi sur l'alcoolisme, pp. 426 et 427.

Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance. — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'une simple extension de compétence des juges des enfants ne pourrait se justifier et que la loi manquerait au but qu'elle s'assigne si elle ne prévoyait des établissements de garde et de tutelle, p. 543.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'incorporation des services féminins dans l'armée, p. 617. — Intervient dans la discussion de l'article 17, p. 638.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951; interpellations du baron de Dorlodot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du

Vandervelde (Mme) (suite)

trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation défavorable dans laquelle se trouve Spa au point de vue des communications, p. 997.

Projet de loi relatif à la protection de la canne blanche. — Discussion générale. — Discours : Explique que ce projet a pour but de réserver le port de la canne blanche aux seuls aveugles ou à ceux qui sont atteints d'une grave maladie des yeux et prévoit les peines qui pourront être prises pour réprimer toutes les infractions. — Estime que toute récidive ne peut avoir qu'une intention frauduleuse et qu'il serait indiqué d'apposer un timbre spécial sur la carte d'identité des intéressés et de prévoir un signe qui permette de déceler immédiatement les abus, p. 1513. — Marque son accord au renvoi du projet à la commission de la santé publique, p. 1527.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco, le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Van Eyndonck, sénateur de l'arrondissement d'Anvers, secrétaire du Sénat.

Doc. — N° 68. Rapport : Demandes de naturalisation.

N° 398. Rapport : Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux.

N° 417. Rapport : Demandes de naturalisation.

Ann. — Proclamé secrétaire du Sénat, p. 6.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris, le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Dépose une motion constatant qu'un danger réel menace la réserve naturelle dite « Kalmthoutse Heide », p. 611. — Discours : Concernant le danger menaçant la « Kalmthoutse Heide » à la suite de l'exécution de plans militaires par la Hollande dans la région frontrière, p. 619. — Observation concernant la recevabilité de sa motion, p. 640.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175, du 13 juin 1935, portant création d'un Institut de réescompte et de garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste. — Discussion générale. — Discours : Déclare que depuis 1929 des plaintes ont sans cesse été introduites au sujet du régime des mécaniciens-dentistes et donne les motifs pour lesquels il retire sa proposition traitant le même objet, p. 1193.

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — S'abstient au vote, p. 1530.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — Dépose le rapport, p. 1553.

Projets de loi conférant la naturalisation. — Dépose le rapport, p. 1614.

Van Gerven, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas.

Ann. — Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation des officiers de réserve, la nomination du chef de l'Ecole d'infanterie à Arlon et l'opportunité d'exécuter dans le plus bref délai la loi contenant organisation des cadres, p. 607.

Projet de loi relatif à la reprise définitive du chemin de fer concédé de Malines-Terneuzen (partie sur territoire belge) et sur l'incorporation de ce chemin de fer dans le réseau de la Société nationale des Chemins de Fer belges. — Discussion générale. — Discours : Concernant la suppression de lignes de chemins de fer au pays de Waas et la situation de quatre catégories d'agents licenciés au 18 mai 1940, p. 683.

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951; interpellations jointes du baron de Dordodot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation des pensionnés de la ligne Malines-Terneuzen, la nécessité d'installer un signal lumineux à l'endroit où les tramways Anvers-Hamme traversent la route Bruxelles-Saint-Nicolas, la modernisation de la gare de Saint-Nicolas, la suppression

Van Gerven (suite)

éventuelle de lignes de chemin de fer dans le pays de Waas, les désavantages résultant du transfert du bureau des recettes du service téléphonique de Saint-Nicolas à Anvers, p. 991.

Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreyen sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nécessité de remédier aux inondations qui ravagent régulièrement le pays de Waas et la contrée de Lokeren, pp. 1070 à 1071.

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la communication par les gouverneurs des provinces d'instructions du gouvernement exclusivement réservées aux administrations communales, les conditions de recrutement des receveurs communaux, la régularisation du personnel temporaire, la valorisation des années de service pouvant entrer en ligne de compte pour le calcul de la pension, l'octroi de distinctions honorifiques au personnel communal, la rémunération des bourgmestres et des échevins, l'organisation de la sécurité civile, p. 1377 à 1378.

Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes. — S'abstient au vote, p. 1528.

Projet de loi réglant l'organisation de l'enseignement technique de l'Etat et instituant un Conseil supérieur de l'enseignement technique. — S'abstient au vote, p. 1528.

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1528.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 18 mai 1951 relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1529.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 20 juin 1951 relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1529.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 20 novembre 1951 relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1529.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 5 mars 1951 modifiant la loi du 6 août 1849 sur le transit. — S'abstient au vote, p. 1529.

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — S'abstient au vote, p. 1530.

Projet de loi relatif à l'approbation des comptes de prévision de la régie des services frigorifiques de l'Etat belge pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1531.

Projet de loi relatif à la tenue d'un second registre des actions et obligations nominatives. — S'abstient au vote, p. 1531.

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires prononcées pendant l'occupation ennemie du chef d'abandon de poste à charge des membres du personnel des provinces, des communes, des établissements publics subordonnés aux communes, des commissions d'assistance publique, des écoles adoptées et des écoles adoptables et aux effets des interruptions de service pour abandon de poste sur la rémunération de ces agents et du personnel enseignant des écoles adoptées et adoptables. — S'abstient au vote, p. 1532.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 32) concernant la protection contre les accidents des travailleurs occupés au chargement et au déchargement des bateaux, adoptée à Genève le 27 avril 1932 par la Conférence internationale du Travail au cours de sa seizième session. — S'abstient au vote, p. 1532.

Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et le Commonwealth britannique sur les sépultures militaires, signé à Bruxelles le 20 juillet 1951. — S'abstient au vote, p. 1532.

Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà, signé à Londres le 8 mai 1951. — S'abstient au vote, p. 1532.

Projet de loi créant le chevron de captivité pour les militaires capturés par l'ennemi au cours de la campagne de 1914-1918. — S'abstient au vote, p. 1533.

Projet de loi portant réglementation du paiement de la rémunération des travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de louage de travail. — S'abstient au vote, p. 1533.

Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique. — S'abstient au vote, p. 1587.

Projet de loi relatif à l'expertise et au commerce des viandes. — S'abstient au vote, p. 1588.

Projet de loi relatif aux emprunts à émettre par la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne. — S'abstient au vote, p. 1588.

Projet de loi organique de l'enseignement normal. — S'abstient au vote, p. 1589.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741.

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote de l'article 4, p. 1792.

Van Hemelrijck, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 79. Rapport : Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1952.

N° 85. Rapport : Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1952.

N° 114. Rapport : Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire.

N° 165. Rapport : Proposition de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires.

N° 171. Rapport : 1° Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste et instaurant un régime transitoire pour la pratique de la prothèse bucco-dentaire amovible; 2° Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste.

N° 408. Rapport : Projet de loi relatif au traitement et au calcul de l'ancienneté des greffiers des cours et tribunaux et des secrétaires des parquets.

N° 409. Rapport : Projet de loi relatif aux magistrats autorisés à accepter une fonction judiciaire auprès d'un organisme international.

N° 430. Rapport : Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire.

N° 466. Amendements au texte de la commission : Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire.

N° 492. Rapport : Projet de loi fixant le taux des indemnités de voyage et de séjour allouées aux magistrats et aux greffiers.

N° 513. Rapport : Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises.

Ann. — Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1952. — Dépose le rapport, p. 210. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le fonctionnement des services chargés de la distribution des subsides, l'application de la loi du 11 mars 1950 relative à la pollution des cours d'eau, les conditions dans lesquelles s'effectuent l'expertise des viandes, les subsides accordés à l'éducation physique et sportive, le subside en faveur des Jeux olympiques à Helsinki et Oslo, pp. 416-417.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire. — Dépose le rapport, p. 416.

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1952. — Dépose le rapport, p. 241. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les statistiques relatives à la criminalité impunie, les causes de l'augmentation de la criminalité impunie en Belgique, l'état d'esprit régnant dans la police judiciaire, la question de l'arriéré judiciaire et la lenteur de la marche de la justice, l'adaptation de nos règles d'organisation judiciaire aux nécessités économiques de notre siècle, la nécessité d'arriver à l'unification générale de nos juridictions, le tarif des avoués, la procédure d'expropriation, le statut des greffiers, le problème des frais de justice, l'activité du tribunal de police de Bruxelles, pp. 472 à 474. — Concernant les conseils de prud'hommes, p. 485.

Proposition de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires. — Dépose le rapport, p. 619.

Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste et instaurant un régime transitoire pour la pratique de la prothèse bucco-dentaire amovible. — Dépose le rapport, p. 630.

Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi organique du 23 décembre 1946 portant création du Conseil d'Etat. — Observations concernant la demande de renvoi en commission, p. 1105.

Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste. — Discussion générale. — Discours : Rappelle l'évolution des dispositions légales régissant l'octroi d'un diplôme de dentiste et expose le but des deux propositions, p. 1185 à 1187. — Demande de ne pas porter atteinte à ce que le législateur de 1929 a voulu faire dans l'intérêt de la santé publique, p. 1269.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire. — Dépose le rapport, p. 1669.

Projet de loi relatif aux magistrats autorisés à accepter une fonction judiciaire auprès d'un organisme international. — Discussion générale. — Discours : Demande que le projet soit adopté tel quel, p. 1754.

Proposition de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires. — Renvoi en commission. — Discours : Demande le renvoi du projet en commission étant donné que le greffier surnuméraire n'est pas prévu dans le projet concernant les traitements des magistrats et que, d'autre part, il disparaît du statut des greffiers, p. 1757.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire et proposition de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires. — Discussion générale. — Discours : Commente les propositions de la commission de la justice. — Déclare que la commission entend ne pas se limiter à la révision des barèmes des traitements et qu'elle se propose de procéder à une réforme des cadres, p. 1814. — Intervient dans la discussion des articles 1^{er}, pp. 1842 et 1844; 2^{bis}, p. 1846.

Van Hemelrijck (suite)

Projet de loi relatif aux traitements et au calcul de l'ancienneté des greffiers des Cours et tribunaux et des secrétaires des parquets. — Discussion générale. — Discours : Expose le but du projet de loi, octroyer une indemnité d'ancienneté aux greffiers qui furent nommés pendant l'occupation et qui furent confirmés dans leurs fonctions après la libération, ainsi qu'aux magistrats qui se trouvent dans les mêmes conditions, p. 1848. — Intervient dans la discussion de l'article unique, p. 1849.

Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Dépose le rapport, p. 2045.

Van Hooveld, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 220. Amendement : Projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes.

Ann. — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman) — S'abstient au vote, p. 376.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Récompte et de Garantie — S'abstient au vote, p. 892.

Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le danger que représentent les chauffeurs d'autos conduisant sous l'influence de la boisson, la plantation d'arbres le long des routes, la nécessité d'accélérer l'examen des dossiers relatifs aux travaux communaux, le financement du Fonds des routes, les conséquences de l'augmentation de la taxe sur les automobiles, p. 1070.

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'opportunité de majorer le Fonds des provinces, les dépenses provinciales en matière d'instruction publique, la suppression de certains crédits importants, pp. 1303 à 1305.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Intervient dans la discussion de l'article 10, p. 1982.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service — S'abstient au vote, p. 2043.

Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 2044.

Van Houtte, ministre des finances.

Ann. — Projet de loi relatif à la liquidation de la Banque d'Émission à Bruxelles. — Dépose le projet, p. 94.

Budget du ministère des finances pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les dérogations à la loi de 1846 sur la comptabilité de l'Etat, les indemnités dues aux magistrats, les avances de trésorerie, le service des séquestres, le remboursement de l'impôt sur le capital indûment payé, la perception des impôts sur les bénéfices exceptionnels, les renseignements à fournir par les services des droits de succession aux héritiers, la révision cadastrale, la situation des petits rentiers de la Caisse d'Épargne, la situation de la Belgique au sein de l'Union européenne des Paiements, la composition du cabinet des finances, les intérêts financiers et moraux du personnel, la situation pécuniaire du personnel, la formation générale des agents de l'Etat, le problème des locaux administratifs, le reclassement des bureaux des contributions, les employés reconnus inaptes au service, le problème de la taxation des modèles de la haute couture, pp. 118 à 121.

Proposition de loi modifiant les lois des 15 octobre 1945 établissant un impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi et celles des 16 octobre 1945 et 30 mai 1949 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre. — Intervient dans la discussion des articles. — Art. 2, pp. 148-149. — Art. 4, pp. 151 et 152. — Art. 6, p. 153. — Art. 7, p. 153.

Van Houtte (suite)

Projet de loi de finances pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Répond à M. Doutrepoint, p. 212.

Projet de loi portant prorogation de l'hypothèque légale ainsi que du privilège de l'Etat en matière d'impôts directs. — Discussion générale. — Discours : Souligne le but du projet, p. 214.

Van Houtte, premier ministre.

Donne lecture de la déclaration du gouvernement dans laquelle sont exposés les points suivants : politique étrangère, participation de la Belgique à la défense de l'Occident, politique économique, organisation politique et économique de l'Europe, problème des voies d'eau, l'effort militaire demandé au pays, politique fiscale, situation de la Belgique au sein de l'U. E. P., expansion du commerce d'exportation vers la zone dollar, expansion sélective de l'économie intérieure, problème du chômage, politique des prix, politique sociale et familiale, politique des transports, problème de la radio et de la télévision, politique agricole, orientation professionnelle, exécution de travaux publics, indemnisation des victimes de la guerre, problème scolaire, organisation judiciaire, protection de la jeunesse, problème de la répression, finances provinciales et communales, situation des habitants de la région de l'est, problèmes coloniaux, pp. 226 à 229.

Discussion de la déclaration du gouvernement formé le 15 janvier 1952. — Discours : Concernant : le programme social du gouvernement, le problème de l'emploi, la coordination de la politique financière et économique, les difficultés rencontrées au sein de l'U. E. P., le cadre international dans lequel notre vie économique et financière doit se développer, pp. 277 à 279.

S'associe, au nom du gouvernement, à l'hommage rendu à la mémoire de S. M. le roi George VI de Grande-Bretagne, p. 380.

Motion d'ordre de M. Rolin annonçant que le groupe socialiste refusera de participer aux séances du Sénat jusqu'après les funérailles du roi George VI d'Angleterre. — Regrette pareille décision, p. 454.

Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème des sous-secrétaires d'Etat, les services rendus par les inspecteurs des finances, le rôle de l'administration générale, l'indemnité pour les accidents du travail survenus à des agents de l'Etat, la composition de son cabinet, la réforme des barèmes des agents de l'Etat, pp. 538 à 540. — Concernant l'application des nouveaux barèmes et le fonctionnement de la commission de réforme des pensions, p. 540.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire. — Ajournement. — Discours : Expose la ligne générale de l'action du gouvernement, souligne la situation financière difficile de la trésorerie, déclare que le fondement de la proposition de M. Ronse ne pourra être apprécié sagement par le Sénat tant que le coût de l'appareil judiciaire n'aura pas été revu et demande d'ajourner cette proposition, pp. 552-553.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Discussion de l'article 14. — Intervention concernant le rôle du Conseil d'Etat, p. 637.

Interpellation de M. Motz concernant les exportations vers les pays de l'Union européenne des Paiements. — Discours : Souligne la portée des mesures urgentes que le gouvernement a dû prendre pour parer aux conséquences de la position créditrice excédentaire de la Belgique dans l'Union européenne des Paiements, déclare que le gouvernement insistera auprès des instances internationales pour un règlement en or plus équitable de notre surplus sur l'U. E. P. et fait remarquer que les mesures prises ont un caractère provisoire, p. 913. — Fait remarquer que le maximum de mesures sont prises pour éviter que le commerce de transit ne cause du tort à nos finances, p. 916.

S'associe, au nom du gouvernement, à l'hommage rendu par M. le président, à la mémoire de M. Herman Vos, p. 1220.

S'associe, au nom du gouvernement, à l'hommage rendu par M. le président aux victimes de la catastrophe minière de Monceau-Fontaine, p. 1544.

S'associe, au nom du gouvernement, à l'hommage rendu par M. le président aux victimes des catastrophes minières du Hainaut, p. 1600.

Interpellation de M. Buisseret à MM. le premier ministre, le ministre des finances, le ministre des affaires économiques et des classes moyennes et le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la façon dont le gouvernement prétend porter remède au chômage et les déclarations faites à ce sujet par le premier ministre au « Vlaamse Club ». — Discussion. — Discours : Insiste sur la continuité des efforts du gouvernement pour combattre le chômage par la création de l'emploi; fait observer que le critère de nos statistiques du chômage nous a fait un tort immense à l'étranger, en ce que ces statistiques justifiaient apparemment des conclusions défavorables quant à la politique économique et monétaire suivie par notre pays; fait état des efforts du ministre du travail et de la prévoyance sociale pour réprimer les abus du régime de l'assurance chômage;

Van Houtte (suite)

souligne la situation paradoxale existant jusqu'à la fin de l'an dernier; déclare que sans négliger les autres formes de chômage, le gouvernement s'est particulièrement attaché à combattre le chômage conjoncturel et structurel qui sont les formes les plus pernicieuses et les plus graves du phénomène; considère le programme du gouvernement en matière d'investissements, d'exonération des bénéfices affectés à des investissements reconnus d'intérêt économique général et en matière de crédit, pp. 1608 à 1611.

Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — Intervient dans la discussion des articles 1^{er}, pp. 1640 et 1652; 2, p. 1656; 6, pp. 1663 et 1675; 7, p. 1676.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. — Intervient dans la discussion de l'article 4, pp. 1681 à 1682. — Répond aux objections formulées, p. 2012.

Rend hommage aux victimes de la catastrophe de la Soor sur le territoire de Membach, p. 1790.

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Intervient dans la discussion de l'article 28, pp. 1809 à 1811.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire et proposition de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le gouvernement propose une solution de raison et que ses amendements corrigent les erreurs du système de la commission, pp. 1828 à 1830. — Répond aux arguments de M. Lilar, p. 1833. — Intervient dans la discussion des articles 1^{er}, p. 1844; 2bis, p. 1846.

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation. — Discussion générale. — Discours : Concernant le paiement des avances, pp. 2004 à 2005.

Van In, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout.

Ann. — Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant la revision des traitements des inspecteurs de l'enseignement primaire, l'opportunité d'imposer un contrôle sévère de l'enseignement primaire, la question de l'hymne national, les dispenses et équivalences de diplômes dans l'enseignement technique, le conseil de perfectionnement de l'enseignement moyen, le problème de l'orthographe, le nombre insuffisant d'instituts pour enfants anormaux, l'exportation du livre belge, p. 668.

Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Analyse le mauvais fonctionnement de l'U. E. P., devenue une banque de prêts, alors qu'elle devrait être un organisme de clearing; remarque que l'industrie lourde continue à exporter pour des sommes énormes et est la cause de notre position créditrice; que l'augmentation des exportations de biens de consommation consolidera notre position créditrice dans une mesure souhaitable si nous pouvons fournir de l'acier à la zone dollar; constate que des mesures s'imposent contre le dumping pratiqué par l'étranger et demande pourquoi nous n'exigeons pas d'exporter des biens de consommation dans une mesure proportionnelle à l'exportation de produits métallurgiques; estime que l'on pourrait activer le marché intérieur par l'organisation de la vente à tempérament; estime qu'il faut avant tout sauver les entreprises existantes et également en créer de nouvelles; analyse la situation dans la tannerie et l'imprimerie, pp. 1451 à 1452.

Van Laerhoven, sénateur provincial du Hainaut.

Doc. — N° 34. Rapport : Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés.

Ann. — Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés. — Dépose le rapport, p. 116. — Discussion générale. — Discours : Attire l'attention sur les avantages du projet, p. 160.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Récompte et de Garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. Interpellation jointe de MM. Troclet, Verbert et Moulin à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation financière de l'assurance

Van Laerhoven (suite)

maladie-invalidité et sur les mesures envisagées pour y porter remède ». Interpellation jointe de M. Glineur à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation du secteur maladie-invalidité, les causes de son déficit permanent et ses conséquences pour les travailleurs assurés ». — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation des ouvriers mineurs invalides, l'insuffisance du taux de la pension accordée aux mineurs, p. 1275.

Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés. — Retire sa proposition, p. 1822.

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 1883.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.

Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 2044.

Van Laeys, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas.

Doc. — N° 62. Rapport : Projet de loi de finances pour l'exercice 1952.

N° 63. Rapport : Projet de loi portant prorogation de l'hypothèque légale ainsi que du privilège de l'Etat en matière d'impôts directs.

N° 101. Rapport : Projet de loi modifiant le Code des droits de succession, en ce qui concerne la prescription des actions en restitution.

N° 183. Rapport : Budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1952.

N° 195. Rapport : Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1952 et postposant la clôture d'opérations relatives à l'exercice 1951.

N° 248. Rapport : Projet de loi complétant la loi du 30 mai 1949 instaurant des mesures exceptionnelles et interprétatives en matière d'impôts directs.

N° 317. Rapport : Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1952.

N°s 343, 391, 411 et 432. Amendements : Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946.

N° 453. Rapport : Projet de loi modifiant l'article 239 du Code des droits d'enregistrement en matière de naturalisation.

N° 456. Rapport : Projet de loi modifiant les lois relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, coordonnées le 10 avril 1951.

N° 487. Rapport : Projet de loi domaniale.

Ann. — Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les valeurs boursières que des Belges ont acquies de bonne foi pendant l'occupation, la plupart du temps en dehors du marché boursier, valeurs contre lesquelles les Pays-Bas font opposition, p. 84.

Budget du ministère des finances pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nécessité de liquider les dossiers en souffrance relatifs à des réclamations, la complication des impôts, les renseignements à fournir par les services des droits de succession aux héritiers, la recherche des intérêts à payer sur les créances hypothécaires, le remboursement d'hypothèques, pp. 97 à 102.

Projet de loi de finances pour l'exercice 1952 (crédits provisoires). — Dépose le rapport et demande l'urgence, p. 159.

Projet de loi portant prorogation de l'hypothèque légale ainsi que du privilège de l'Etat en matière d'impôts directs. — Dépose le rapport, p. 159. — Discussion générale. — Discours : Invite le Sénat à adopter le projet, mais attire l'attention sur les conséquences de la législation en matière d'hypothèque légale, p. 214.

Projet de loi modifiant le Code des droits de succession en ce qui concerne la prescription des actions en restitution. — Dépose le rapport, p. 311.

Budget des non-valeurs et remboursements pour l'exercice 1952. — Dépose le rapport, p. 759.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1952 et postposant la clôture d'opérations relatives à l'exercice 1951. — Dépose le rapport et demande l'urgence, p. 841.

Van Laeys (suite)

Projet de loi complétant la loi du 30 mai 1949 instaurant des mesures exceptionnelles et interprétatives en matière d'impôts directs. — Dépose le rapport, p. 1079.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1952. — Dépose le rapport, p. 1350.

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — Discussion des articles. — S'abstient au vote des amendements à l'article 1^{er}, pp. 1460 à 1461.

Projet de loi relatif à l'expertise et au commerce des viandes. — S'abstient au vote, p. 1588.

Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — Discussion générale. — Discours : Attire l'attention sur le grand nombre de chômeurs; déclare qu'on ne peut créer de nouvelles industries du jour au lendemain; remarque que sous prétexte de taxer les grandes industries, on rend impossible le développement des industries modestes, mais croissantes; demande que le gouvernement prenne l'engagement de ne pas proroger la loi, p. 1614.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Intervient dans la discussion des articles 1^{er}-1, p. 1731; 1^{er}-3, p. 1739; 4, p. 1741; 10, p. 1745.

Projet de loi modifiant les lois relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, coordonnées le 10 avril 1951. — Dépose le rapport, p. 1786.

Projet de loi modifiant l'article 239 du Code des droits d'enregistrement en matière de naturalisation. — Dépose le rapport, p. 1786.

Projet de loi domaniale. — Dépose le rapport, p. 1899.

Van Loenhout, sénateur provincial d'Anvers.

Doc. — N° 27. Rapport : Proposition de loi modifiant les lois du 15 octobre 1943 établissant un impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi et celles des 16 octobre 1945 et 30 mai 1949 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre.

N° 126. Rapport : Proposition de loi abolissant en faveur de certains créanciers de l'Etat les prescriptions ou déchéances accomplies entre le 1^{er} janvier 1943 et le 31 décembre 1948, par application des articles 34 et 36 de la loi sur la comptabilité de l'Etat.

N° 302. Rapport : Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1952.

N° 388. Rapport : Projet de loi réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires et accordant la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps de paix.

N° 499. Rapport : Projet de loi portant modifications aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation.

Ann. — Proposition de loi modifiant les lois des 15 octobre 1945 établissant un impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi et celles des 16 octobre 1945 et 30 mai 1949 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre. — Dépose le rapport, p. 73. — Discussion générale. — Discours : Expose le but de la proposition, p. 124. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 153.

Projet de loi réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires et accordant la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps de paix. — Dépose le rapport, p. 1596. — Discussion générale. — Discours : Expose le but de la loi et met l'accent sur le caractère d'équité qu'elle revêt, p. 1713.

Van Overbergh, sénateur provincial du Brabant.

Ann. — Déclare ouverte la session ordinaire de 1951-1952, p. 4.

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation. — Renvoi en commission de l'article 6. — Emet des considérations, p. 1997.

Van Peteghem, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas.

Ann. — Interpellations du comte de la Barre d'Erquennes et de MM. Bouilly et Harmegnies sur les travaux de démergement à effectuer dans la vallée de la Haine. — Discours : Attire

Van Peteghem (suite)

l'attention sur les inondations provoquées par suite du mauvais entretien de la Durme, du canal du Moervaert et du canal de Stekene, p. 581.

Projet de loi portant approbation de l'accord de pré-union entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le royaume des Pays-Bas et des annexes, signés à Luxembourg le 15 octobre 1949. — S'abstient au vote, p. 716.

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les besoins de l'agriculture et de l'horticulture, les dégâts causés par les inondations et les lapins sauvages, l'exode rural, l'exportation de porcs et la nécessité d'étendre le régime des pensions aux non-salariés, pp. 743 à 745.

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951. Interpellations jointes du baron de Dorlodot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nécessité de procurer un libre passage à travers le tunnel sous l'Escaut à tout le trafic automobile, p. 926.

Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un Fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreyen sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème de la Durme et du Moervaert et la nécessité d'accélérer la construction du pont sur l'Escaut à Tamise, p. 1057.

Van Remoortel, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 123. Amendement : Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952 (+ erratum).

N° 193. Rapport : Projet de loi autorisant le ministre des colonies à exécuter, sur ressources extraordinaires, un plan décennal pour le développement économique du Congo belge.

N° 429. Rapport : Projet de loi modifiant les chapitres I^{er} et III du titre V du livre I^{er} du Code civil.

Ann. — Nomination du bureau définitif. — Fait remarquer qu'une des deux présidences des assemblées législatives devrait revenir au parti socialiste, p. 5.

Discussion de la déclaration du gouvernement formé le 15 janvier 1952 sous la présidence de M. Van Houtte. — Discours : Concernant : la politique fiscale, la situation des invalides de guerre et de leurs ayants droit, le problème de la répression, la ratification du plan Schuman, la création d'une armée européenne, la révision éventuelle de la Constitution, pp. 245 à 246.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Fait remarquer, par motion d'ordre, que, étant donné que le gouvernement a été mis en minorité, devant la Chambre, sur une question politique engageant la responsabilité ministérielle et relative à la composition de la délégation belge aux funérailles de S. M. George VI et qu'il a refusé d'en tirer les conséquences constitutionnelles, le groupe socialiste quittera la séance pour laisser au gouvernement le temps de la réflexion, p. 429.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire. — Ajournement. — Discours : Déclare rejeter la proposition d'ajournement, p. 555.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Discussion de l'article 14. — Défend son amendement tendant à mettre un crédit à la disposition du ministre pour observer un avis prononcé par le Conseil d'Etat à la demande d'un sous-officier, p. 635.

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant le développement culturel en Belgique et l'activité du ministre sur le plan musical, blz. 695.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Projet de loi autorisant le ministre des colonies à exécuter, sur ressources extraordinaires, un plan décennal pour le développement économique et social du Congo belge. — Dépose le rapport, p. 941.

Justifie son vote négatif sur l'ordre du jour déposé en conclusion à l'interpellation de M. Motz sur les exportations vers les pays de l'Union européenne des Paiements, p. 987.

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952; budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951. Interpellations jointes du baron de Dorlodot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-

Van Remoortel (suite) -

Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème de la télévision, les programmes de l'Institut national de radiodiffusion, les recettes de la radio, la nécessité d'éviter la publicité par les ondes officielles, l'intérêt que représente *Micro-Magazine*, pp. 989 à 991.

Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi organique du 23 décembre 1946 portant création du Conseil d'Etat. — Demande le renvoi en commission, p. 1105.

Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : concernant la nécessité de modifier la législation coloniale sur les lettres de change; l'impérence de la Cour de cassation pour les litiges jugés au Ruanda-Urundi; l'acquisition de terrains aux fins d'usage industriel et la protection des eaux chaudes de Katana; la construction d'un palais destiné au gouverneur général du Congo; l'opportunité d'empêcher l'installation d'un refroidissement d'air dans les bureaux administratifs de Léopoldville, p. 1200 à 1201.

Projet de loi autorisant le ministre des colonies à exécuter, sur ressources extraordinaires, un plan décennal pour le développement économique et social du Congo belge. — Discussion générale. — Discours : Justifie son vote affirmatif et souligne l'importance exceptionnelle du projet, p. 1210.

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'arrière dans la section administration du Conseil d'Etat, le fonctionnement de la section législation du Conseil d'Etat, la nécessité d'augmenter le personnel du Conseil, les barèmes des membres du personnel du Conseil d'Etat, l'opportunité de prévoir un crédit spécial pour l'affranchissement du courrier de cet organisme et de majorer le droit pour les requêtes, la nécessité de mettre des locaux plus spacieux à la disposition du personnel, l'attitude du gouvernement à l'égard des décisions du Conseil, p. 1338 à 1340.

Projet de loi relatif à la liquidation de la Banque d'Emission, à Bruxelles. — S'abstient au vote, p. 1344.

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — S'abstient au vote, p. 1530.

Projet de loi relatif à l'expertise et au commerce des viandes. — S'abstient au vote, p. 1588.

Projet de loi modifiant les chapitres I et III du titre V du livre I^{er} du Code civil. — Dépose le rapport, p. 1689.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco, le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi se rapportant aux exercices 1948, 1949 et 1950. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 30 octobre 1951 ordonnant des virements de crédits et ouvrant des crédits supplémentaires au budget des dépenses ordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1950. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires et autorisant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge pour l'exercice 1950. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. — S'abstient au vote, p. 1700.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — Discussion générale. — Discours : Dit que la crise des transports qui s'est manifestée à Matadi et à Léopoldville est la suite logique de l'expansion extraordinaire prise par les territoires équatoriaux pendant la guerre et continuée pour assurer la fourniture de matières premières aux autres parties du monde, dont les populations en avaient été trop longtemps privées; déclare que tout en perfectionnant ses voies propres réclamées par son économie ou sa sécurité, le Congo ne peut oublier qu'il existe des voies étrangères plus économiquement défendables qu'une voie nationale qui deviendrait un monopole; souligne la nécessité pour les divers organismes de transports d'assurer leur interconnexion, p. 1723. — S'abstient au vote, p. 1776.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — Examen des articles du tableau. — Discours : Appuie le point de vue du baron Nothomb, demande si le budget comporte un crédit qui permettrait de refaire les portraits des deux avant-derniers présidents du Sénat, p. 1947.

Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. — S'abstient au vote, p. 2043.

Van Remoortel (suite)

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — S'abstient au vote, p. 2044.

Van Steenberge, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

Doc. — N° 442. Rapport : Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les bateliers, l'article 21 du Code électoral et l'article 6 de l'arrêté royal du 4 août 1932 coordonnant la loi électorale communale.

N° 508. Amendements : Projet de loi abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boissons.

Ann. — Projet de loi portant approbation de l'accord de pré-union entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le royaume des Pays-Bas et des annexes, signés à Luxembourg le 15 octobre 1949. — S'abstient au vote, p. 716.

Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreyen sur les inondations dans la vallée du Dèmer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'application des lois linguistiques dans le département; l'état lamentable dans lequel se trouvent les ponts de Deurle et Nevele ainsi que les ponts de Watervliet et Maldegem-Stroobrudden; la question de l'écluse de Terneuzen; le reclassement des routes; le problème de la voirie vicinale de grande circulation, la nécessité d'améliorer la route à Meulestede et de prévoir des crédits suffisants pour l'amélioration des petites routes, pp. 1064 à 1066.

Interpellation de MM. Dehousse et Buisseret sur les voies d'eau. — Motive son vote sur l'ordre du jour de confiance, p. 1342.

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant la nécessité de reconstruire le palais provincial à Gand, p. 1380. — S'abstient au vote sur l'amendement à l'article 24-1, p. 1394. — S'abstient au vote sur l'ensemble, p. 1395.

Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les bateliers, l'article 21 du Code électoral et l'article 6 de l'arrêté royal du 4 août 1932 coordonnant la loi électorale communale. — Dépose le rapport, p. 1708.

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Estime que le projet donne une solution à de nombreux cas difficiles, attire l'attention sur une série de cas qui n'obtiendront aucune indemnisation des dommages subis, p. 1782.

Projet de loi abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boissons. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la taxe d'ouverture sur les débits de boissons constitue une injustice, que les intérêts des petites brasseries doivent être respectés, pp. 2013 à 2014. — Intervient dans la discussion des articles 3 et 4, p. 2016; 5, p. 2017. — S'abstient au vote du projet de loi p. 2042.

van Zeeland, ministre des affaires étrangères.

Ann. — Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la politique de la Belgique en vue de l'organisation d'une défense collective, la position des membres du Pacte Atlantique, le problème allemand, le but poursuivi par le plan Schuman et le plan Pleven, les circonstances dans lesquelles doit être créée l'armée européenne, le problème des voies d'eau, l'assistance aux pays insuffisamment développés, la ratification d'une conférence internationale du travail, l'attitude de la Belgique à l'égard du colonialisme, l'association de la Belgique aux initiatives internationales, pp. 76 à 82. — Concernant le problème des voies d'eau et l'endiguement du « Braakman », p. 85.

Projet de loi portant approbation du protocole au Traité de l'Atlantique-Nord sur l'accession de la Grèce et de la Turquie, signé à Londres le 17 octobre 1951. — Dépose le projet, p. 292.

Projet de loi portant approbation de la convention entre les Etats parties au Traité de l'Atlantique-Nord sur le statut de leurs forces, et annexes, signées à Londres le 18 juin 1951. — Dépose le projet, p. 292.

Projet de loi portant approbation du traité entre le royaume de Belgique et le royaume des Pays-Bas portant fixation d'une limite d'exploitation pour les charbonnages situés le long de la Meuse de part et d'autre de la frontière, signé à Bruxelles le 23 octobre 1950. — Dépose le projet, p. 292.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la

van Zeeland (suite)

Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — Discussion générale. — Discours : Démontre le sens, la portée et la nécessité du plan Schuman, déclare que l'idée Schuman est dans la ligne politique fondamentale de la Belgique et que le plan nous aidera à résoudre les difficultés posées par le problème charbonnier, attire l'attention sur les garanties dont la Belgique dispose, fait remarquer que tous les efforts seront faits pour rattacher l'Angleterre aussi étroitement que possible à l'Europe et réfute les objections relatives à la constitutionnalité du projet, pp. 341 à 345.

Fait personnel de M. Vermeylen relatif à la désignation des orateurs mandatés lors de l'examen du plan Schuman. — Observations, p. 349.

Projet de loi portant approbation de l'accord de pré-union entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le royaume des Pays-Bas et des annexes, signés à Luxembourg le 15 octobre 1949. — Discussion générale. — Discours : Indique les raisons de la ratification tardive du traité, fait remarquer que la pré-union a servi les intérêts de la Belgique et de la Hollande et déclare que l'exécution des accords est de la compétence du gouvernement, p. 680.

Interpellation de MM. Buisseret et Dehousse à MM. les ministres des affaires étrangères et des travaux publics « sur le retard apporté depuis plus d'un an à la solution des trois grands problèmes portuaires ». — Discussion. — Discours : Fait l'historique de la question des voies d'eau, souligne les résultats obtenus par la commission d'études et par la commission de négociation Van Cauwelaert-Steenberge, déclare que la plupart des problèmes techniques sont sur le point d'être résolus et estime que les trois problèmes doivent recevoir une solution d'ensemble, p. 1236.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 98) concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective, adoptée à Genève le 1^{er} juillet 1949 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trente-deuxième session. — Dépose le projet, p. 1401.

Interpellation de M. Dehousse à M. le ministre des affaires étrangères « sur les mesures qui s'imposent pour défendre et faire aboutir la candidature de Liège, la seule candidature belge, au siège de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, au lendemain de l'assemblée de Strasbourg et à la veille de la réunion des six ministres du plan Schuman ». — Discussion. — Discours : Dit que le gouvernement est entièrement d'accord sur ce qui a été dit à la tribune, qu'il retient les arguments avancés et qu'il en a d'autres qu'il utilisera au moment voulu, demande qu'on lui fasse confiance, p. 1497.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 32) concernant la protection contre les accidents des travailleurs occupés au chargement et au déchargement des bateaux, adoptée à Genève le 27 avril 1932 par la Conférence internationale du Travail au cours de sa seizième session. — Discussion générale. — Discours : Se déclare d'accord avec la remarque du rapporteur, estime que la simultanéité dans les dispositions des conventions extérieures et dans celles de notre législation intérieure est sage et souhaitable. — Transmettra à son collègue du travail et de la prévoyance sociale le vœu exprimé par le rapporteur au sujet de la protection spéciale des dockers, p. 1517.

Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà, signé à Londres le 8 mai 1951. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le gouvernement partage le point de vue du rapporteur et qu'il serait heureux que Londres fût choisi comme point d'atterrissage, p. 1518.

Verbaet, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 73. Proposition de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires.

N° 132. Amendement au texte amendé par la commission : Proposition de loi abolissant en faveur de certains créanciers de l'Etat les prescriptions ou déchéances accomplies entre le 1^{er} janvier 1943 et le 31 décembre 1948, par application des articles 34 et 36 de la loi sur la comptabilité de l'Etat.

N° 168. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1951 portant péréquation des pensions de retraite et de survie.

N° 386. Proposition de loi tendant à modifier et compléter le § 2 de l'article 3 de la loi du 2 décembre 1950 modifiant les articles 4, 17 et 28 de la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital.

Ann. — Proposition de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires. — Dépose la proposition, p. 172.

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la répression de l'incivisme, la lutte contre la criminalité, la nécessité d'améliorer techniquement les laboratoires de la police judiciaire, la

Verbaet (suite)

résorption de l'arriéré judiciaire, civil et fiscal, le danger que constitue la modification de la procédure civile, le statut des greffiers adjoints, le remembrement des cantons, les tarifs d'entretien des délinquants mineurs confiés par les juges des enfants aux institutions d'éducation privées, pp. 481 à 483.

Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1951 portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — Dépose la proposition, p. 630.

Interpellation de MM. Buisseret et Dehousse à MM. les ministres des affaires étrangères et des travaux publics « sur le retard apporté depuis plus d'un an à la solution des trois grands problèmes portuaires ». — Discussion. — Discours : Demande au ministre de hâter les négociations en vue de résoudre le problème des voies d'eau qui représentent un intérêt national, p. 1234.

Proposition de loi modifiant et complétant le § 2 de l'article 3 de la loi du 2 décembre 1950 modifiant les articles 4, 17 et 28 de la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital. — Dépose la proposition, p. 1546.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Intervient dans la discussion de l'article 10, p. 1747.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire et proposition de loi fixant les traitements des greffiers surnuméraires. — Discussion générale. — Discours : Rappelle que lors de l'élaboration de la loi de 1947, il a été dit qu'il serait créé un statut spécial relatif aux traitements de la magistrature et qu'il ne serait pas procédé par comparaison avec d'autres traitements, p. 1816.

Verbert, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout.

Doc. — N° 75. Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 1949 créant l'Ordre des pharmaciens.

N° 296. Rapport : Projet de loi relatif à la sauvegarde des droits en matière de pensions de retraite et de survie en faveur de certains titulaires de fonctions publiques.

Ann. — Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — S'abstient au vote, p. 169.

Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 1949 créant l'Ordre des pharmaciens. — Dépose la proposition, p. 210.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'ampleur des subsides accordés aux organismes privés, les services d'aide familiale, les conditions pour la reconnaissance et la subvention des centres de santé, l'augmentation des subsides prévus en faveur des colonies privées pour enfants débiles, la représentation au sein du Conseil supérieur de l'O. N. E., l'attitude du bureau de l'O. N. E. à l'égard des médecins ayant encouru une peine pour incivisme, la prophylaxie contre la tuberculose, le problème du logement et la construction de blocs d'habitations, pp. 450 à 453.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Projet de loi relatif à la sauvegarde des droits en matière de pensions de retraite et de survie en faveur de certains titulaires de fonctions publiques. — Dépose le rapport, p. 1242.

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952; interpellation jointe de MM. Troclet, Verbert et Moulin à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation financière de l'assurance maladie-invalidité et sur les mesures envisagées pour y porter remède »; interpellation jointe de M. Glineur à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation du secteur maladie-invalidité, les causes de son déficit permanent et ses conséquences pour les travailleurs assurés ». — Discussion générale. — Discours : Concernant : la représentation de la Belgique au sein du Bureau international du Travail, les nominations politiques, le problème de la lutte contre le chômage, la concurrence faite par l'étranger à notre industrie du meuble, la situation lamentable de l'assurance maladie-invalidité, les tarifs appliqués par les médecins, pp. 1244 à 1248. — Intervient dans la discussion des articles 21/5, p. 1321; 28/3 et 28/4, p. 1325.

Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste. — Discussion générale. — Discours : Rappelle les facilités accordées aux anciens combattants afin de leur permettre d'obtenir un diplôme, souligne que la proposition tend à réparer une injustice commise en 1929 et estime qu'il faudrait instaurer un nouveau régime pour l'ensemble de la médecine, p. 1262.

Verbert (Suite)

Projet de loi relatif à la sauvegarde des droits en matière de pensions de retraite et de survie en faveur de certains titulaires de fonctions publiques. — Observation concernant le renvoi en commission, p. 1388.

Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique. — Discussion générale. — Discours : Déclare le manque d'organisation de l'exercice de l'art de guérir, estime que le projet devrait aller de pair avec une réglementation complète de l'établissement des médecins et pharmaciens, estime que le projet est insuffisant pour organiser convenablement les soins à donner à la population, pp. 1524 à 1525. — Déclare qu'il n'est ni pour ni contre le cumul, mais qu'il estime que l'intérêt des malades doit être sauvegardé par la solution proposée, estime que le projet n'a pas été suffisamment étudié et qu'il ne tient pas assez compte de l'intérêt public, pp. 1537 à 1538. — Demande des précisions quant à l'application de l'article 2, p. 1540. — Intervient dans la discussion des articles 3 et 4, pp. 1544 et 1545. — S'abstient au vote, p. 1587.

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — S'abstient au vote, p. 1530.

Projet de loi relatif à l'expertise et au commerce des viandes. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet ne présente pas toutes les garanties requises pour la protection de la santé publique et qu'il reste encore trop de chances, pour les abattoirs privés, d'échapper à l'application des dispositions fiscales et sociales, p. 1546. — Intervient dans la discussion de l'article 5, p. 1548. — S'abstient au vote, p. 1588.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Vergeyen, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

Ann. — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie. — S'abstient au vote, p. 892.

Budget des pensions pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant les pensions accordées aux grands mutilés de la guerre 1914-1918, p. 1047.

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — S'abstient au vote, p. 1530.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.

Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Vermeylen, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 28. Rapport : Proposition de loi apportant une nouvelle modification à l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 sur la libération et la condamnation conditionnelles.

N° 46. Proposition de loi modifiant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail.

N° 181. Rapport complémentaire : Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi organique du 23 décembre 1946 portant création du Conseil d'Etat.

N° 210. Amendement au texte présenté par la commission : Projet de loi sur la police des étrangers.

N° 340. Amendements au texte de la commission : Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal.

N° 342. Sous-amendement à l'amendement de M. Lilar : Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal.

N° 390. Amendements au texte présenté par la commission : Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952.

Ann. — Proposition de loi modifiant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail. — Dépose la proposition, p. 90.

Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 143.

Proposition de loi modifiant l'article 140 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire. — Discussion générale. — Discours : Défend la proposition, p. 183.

Vermeylen (suite)

- Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : Déclare que son groupe votera le projet, mais qu'il ne pourra se rallier à l'article 1^{er}, p. 190. — Répond à M. Coulonvaux, p. 199. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 208.
- Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951. — Défend la recevabilité des amendements déposés par M. De Groote et consorts, p. 309. — Discussion générale. — Discours : Estime que la Belgique doit adhérer au plan Schuman, mais déclare que son groupe s'abstiendra au vote, n'ayant pas obtenu du gouvernement les garanties nécessaires, p. 365. — Justifie l'abstention de son groupe, p. 368. — Discussion du projet de déclaration présenté par les commissions réunies des affaires étrangères et des affaires économiques. — Discours : Établit un parallèle entre les amendements de M. De Groote et la déclaration et demande que cette dernière ne soit pas soumise au vote, étant donné qu'elle peut provoquer l'impression désagréable qu'elle comporte des réserves à la ratification du plan Schuman, pp. 374-375. — Observations, p. 375. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 376.
- Fait personnel relatif à la désignation des orateurs mandatés lors de l'examen du plan Schuman, p. 349.
- Budget des voies et moyens pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'accroissement du budget extraordinaire, l'évolution inquiétante de l'Union européenne des Paiements, les effets d'une réorganisation du département du commerce extérieur, l'expansion monétaire, la restriction de certains crédits fort importants, l'accroissement du nombre des fonctionnaires et les nominations politiques, l'augmentation des dépenses de l'Office du ravitaillement par suite des subsides accordés aux huileries, margarineries et meuneries, le paiement anticipatif d'impôts, la réévaluation de l'encaisse-or, la circulation monétaire et l'augmentation de la dette publique, pp. 401-402.
- Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant la nécessité de délimiter plus clairement les responsabilités des ministères et de renforcer la responsabilité des ministres devant le parlement, p. 536.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Observation concernant la recevabilité de la motion de M. Van Eyndonck relative au danger qui menace les réserves naturelles de la « Kalmthoutse Heide », p. 640.
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie. — S'abstient au vote, p. 892.
- Projet de loi sur la police des étrangers. — Intervient dans la discussion des articles 4, p. 937, et 10, p. 939.
- Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi organique du 23 décembre 1946 portant création du Conseil d'Etat. — Observations concernant la demande de renvoi en commission, p. 1105.
- Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste. — Discussion générale. — Discours : Estime que la proposition ne compromet nullement les diplômés universitaires et que tout dépendra de la manière dont fonctionnera le jury qui sera institué par le ministre de la santé publique en vue de permettre à un certain nombre de personnes d'exercer la profession de chirurgien-dentiste, p. 1261.
- Rappel au règlement par M. De Bruyne. — Fait remarquer que, d'après le règlement, le président n'est pas tenu de donner les résultats des votes dans les deux langues, p. 1364.
- Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le résultat favorable obtenu par la loi sur les finances communales, la faiblesse des communes à l'égard de l'Etat, la nécessité de prévoir un fonds spécial pour les grandes villes et de majorer le fonds d'assistance publique, l'opportunité d'augmenter le fonds des provinces, l'apurement des dettes des communes, le problème de la décentralisation, les cimetières allemands, le problème de l'autonomie communale, l'adhésion des communes au Conseil des communes de l'Europe, les modifications à apporter à la loi sur le Conseil d'Etat, pp. 1374 à 1376.
- Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — Discussion générale. — Discours : Défend ses amendements. Est d'avis que les restrictions doivent être réduites au strict minimum, pp. 1427 à 1428. — Justifie son vote, p. 1530. — S'abstient au vote, p. 1531.
- Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Demande que le subside prévu au budget en faveur de l'industrie cinématographique et destiné aux films publicitaires et documentaires soit accordé également aux films de fiction, pp. 1442 à 1443. — Estime que rien ne s'oppose à l'application du régime de détaxation aux films documentaires et de fiction dès cette année, pp. 1478 à 1479.

Vermeylen (suite)

- Projet de loi organique de l'enseignement normal. — Intervient dans la discussion des articles 12, p. 1578; 12-2, p. 1580.
- Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 1651. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Buisseret à l'article 6, p. 1663.
- Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 1682. — Demande l'ajournement du projet, p. 1683.
- Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741. — S'abstient au vote, n. 1775.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.
- Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Intervient dans la discussion de l'article 4. — S'abstient au vote de l'article 4, pp. 1790 et 1792.
- Projet de loi modifiant la procédure en cassation. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1852.
- Projet de loi majorant la dotation du Fonds des provinces et modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Déclare que dans pareille commission, personne ne devrait voter, que l'on devrait se borner à un échange de vues. — Déclare que la grosse difficulté réside dans l'établissement du tableau de façon que dans l'ensemble chacune des catégories de communes soit réellement représentée; qu'il n'était pas possible de faire autrement que de demander aux provinces qu'elles procèdent à la désignation de candidats représentant réellement la vie communale, en tenant compte de l'existence des différentes catégories, pp. 1866 à 1867.
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Discussion générale. — Discours : Concernant le crédit de 400 millions pour les grandes villes, p. 1966. — Examen des articles du tableau. — Intérieur : Intervient dans la discussion de l'article 25, pp. 1969 et 1970. — Finances : Intervient dans la discussion de l'article 498bis, p. 1975. — Discussion des articles. S'abstient au vote de l'amendement de M. Harmegnies à l'article 2, p. 1979. — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 1981. — S'abstient au vote du projet de loi, p. 2044.
- Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation. — Discussion générale. — Discours : Souligne le sens de la disjonction de l'article 6, p. 2001.
- Projet de loi modifiant le régime fiscal des huiles minérales. — Discussion générale. — Discours : Remarque que l'exonération peut être limitée aux plus grands invalides et que le gouvernement peut prendre toute mesure propre à empêcher les fraudes, p. 2011. — S'abstient au vote de l'amendement de M. Harmegnies tendant à insérer un nouvel article 4, p. 2013. — S'abstient au vote du projet de loi, p. 2043.
- Projet de loi abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boissons. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 2017.
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Discussion générale. — Emet des considérations, p. 2020. — S'abstient au vote, p. 2043.
- Versieren**, sénateur provincial de la Flandre orientale.
- Ann.* — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.
- Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la lenteur dans la construction d'écoles de l'Etat, les faveurs octroyées aux écoles libres, l'extension des écoles libres, la nécessité de résoudre d'une façon équitable le problème de la rémunération du personnel enseignant, p. 1717.
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie. — S'abstient au vote, p. 892.
- Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951. Interpellations jointes du baron de Dorlodot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton. —

Versieren (suite)

- Discussion générale. — Discours : Concernant : le cadre des messagers-télégraphistes, la régularisation des agents des postes, la rémunération des facteurs, la réorganisation des écoles professionnelles en vue de la formation d'électriciens, les trains circulant sur la ligne Bruxelles-Courtrai, p. 995.
- Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique. — S'abstient au vote, p. 1587.
- Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon. du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote, p. 1775.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.

Vinois, sénateur provincial du Hainaut.

- Ann.** — Projet de loi interprétant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 167.
- Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux, portant sur des immeubles à revenus modiques. — S'abstient au vote, p. 167.
- Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 168.
- Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — S'abstient au vote, p. 169.
- Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. Interpellation jointe de MM. Troclet, Verbert et Moulin à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation financière de l'assurance maladie-invalidité et sur les mesures envisagées pour y porter remède ». Interpellation jointe de M. Gineur à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation du secteur maladie-invalidité, les causes de son déficit permanent et ses conséquences pour les travailleurs assurés ». — Discussion générale. — Discours : Concernant la nécessité d'améliorer la pension des employés et de revoir le taux des pensions accordées aux travailleurs indépendants cotisant à l'assurance libre en vue de la vieillesse et du décès prématuré, la nécessité de réformer la loi sur les allocations familiales pour les travailleurs indépendants, la tâche sociale des caisses d'allocations familiales, la question des conseils d'entreprise et la situation de l'entreprise privée, pp. 1242 à 1244.
- Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes. — S'abstient au vote, p. 1528.
- Projet de loi réglant l'organisation de l'enseignement technique de l'Etat et instituant un Conseil supérieur de l'enseignement technique. — S'abstient au vote, p. 1528.
- Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1528.
- Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 18 mai 1951 relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1529.
- Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 26 juin 1951 relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1529.
- Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 20 novembre 1951 relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1529.
- Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 5 mars 1951 modifiant la loi du 6 août 1849 sur le transit. — S'abstient au vote, p. 1529.
- Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — S'abstient au vote, p. 1530.
- Projet de loi relatif à la tenue d'un second registre des actions et obligations nominatives. — S'abstient au vote, p. 1531.
- Projet de loi relatif à l'approbation des comptes de prévision de la régie des services frigorifiques de l'Etat pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1531.
- Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires prononcées pendant l'occupation ennemie du chef d'abandon de poste à charge des membres du personnel des provinces, des communes, des établissements publics subordonnés aux communes, des commissions d'assistance publique, des écoles adoptées et des écoles adoptables et aux effets des interruptions de service pour abandon de poste sur la rémunération de ces agents et du personnel enseignant des écoles adoptées et adoptables. — S'abstient au vote, p. 1532.
- Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 32) concernant la protection contre les accidents des travailleurs occupés au chargement et au déchargement des bateaux, adoptée à Genève le 27 avril 1932 par la Conférence internationale du Travail au cours de sa seizième session. — S'abstient au vote, p. 1532.

Vinois (suite)

- Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et le Commonwealth britannique sur les sépultures militaires, signé à Bruxelles le 20 juillet 1951. — S'abstient au vote, p. 1532.
- Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà, signé à Londres le 8 mai 1951. — S'abstient au vote, p. 1532.
- Projet de loi créant le chevron de captivité pour les militaires capturés par l'ennemi au cours de la campagne de 1914-1918. — S'abstient au vote, p. 1533.
- Projet de loi portant réglementation du paiement de la rémunération des travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de louage de travail. — S'abstient au vote, p. 1533.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

Vreven, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik.

- Doc.** — N° 280. Proposition de loi fixant l'organisation et les attributions de la gendarmerie ainsi que le statut du personnel.
- Ann.** — Projet de loi interprétant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 167.
- Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux, portant sur des immeubles à revenus modiques. — S'abstient au vote, p. 167.
- Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 168.
- Budget des voies et moyens pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le danger de l'accroissement continu des dépenses de l'Etat et les dépassements importants de crédits, les événements politiques du 20 octobre 1951, les effets nocifs d'une fiscalité trop lourde, la nécessité de faire aller de pair nos dépenses militaires avec une politique étrangère intelligente et audacieuse, la possibilité de réaliser des économies, pp. 388 à 390.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème des vingt-quatre mois de service, les cours de formation à l'armée, la composition des cadres, le service social de l'armée, le réarmement moral, l'effort financier accompli par la Belgique en vue de remplir ses obligations dans le cadre du pacte Atlantique, le contrôle sur les dépenses militaires, l'opportunité de procéder à l'intégration de toutes les armées occidentales, p. 604.
- Interpelle M. le ministre des travaux publics « sur les inondations chroniques dans la vallée du Démer, provoquées par un manque de possibilités d'écoulement adéquates », p. 1068.
- Proposition de loi fixant l'organisation et les attributions de la gendarmerie ainsi que le statut du personnel. — Dépose la proposition, p. 1187.
- Projet de loi organique de l'enseignement normal. — S'abstient au vote sur les amendements de l'article 12, pp. 1580 et 1581.
- Projet de loi établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'année 1951 ou de l'exercice clôturé dans le courant de l'année 1952. — Discussion générale. — Discours : Estime que ce projet couvre des mobiles politiques; demande au gouvernement s'il ne craint pas de diviser le pays par l'application de ce projet; déclare que la fiscalité excessive est le principal obstacle aux investissements, pp. 1620 à 1622.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.

W

Warnant, sénateur de l'arrondissement de Nivelles.

- Doc.** — N° 14. Proposition de loi tendant à améliorer la situation des employés dans le cadre des arrêtés réglant la sécurité sociale.
- N° 352. Proposition de loi tendant à déterminer le statut des représentants et des voyageurs de commerce.
- Ann.** — Proposition de loi tendant à améliorer la situation des employés dans le cadre des arrêtés réglant la sécurité sociale. — Dépose la proposition, p. 11.
- Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les causes du déséquilibre dont souffre le commerce international depuis 1945, les considérations qui ont inspiré les accords de Bretton Woods, notre politique de crédit en faveur de nos voisins immédiats, la situation critique dans laquelle se trouvent actuellement des industries traditionnellement exportatrices, les résultats de la conférence de Torquay en matière douanière, le problème de la répartition des matières premières, la position de l'industrie

Warnant (suite)

- belge en face de la concurrence étrangère, notre situation créditrice au sein de l'Union européenne des Paiements, la possibilité de conclure des accords qui nous assureront des débouchés nouveaux, le manque de coordination économique, la nécessité de renforcer le cadre des fonctionnaires s'occupant de nos relations commerciales, l'activité de l'Office belge du commerce extérieur, le caractère discriminatoire de la taxe à l'exportation, le traité de Communauté européenne charbon-acier, pp. 40 à 43.
- Budget du ministère des finances pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 166.
- Projet de loi interprétant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 167.
- Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiée et complétée par la loi du 1^{er} juin 1951, à certaines catégories de baux commerciaux, portant sur des immeubles à revenus modiques. — S'abstient au vote, p. 167.
- Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 168.
- Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de guerre. — S'abstient au vote, p. 169.
- Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (plan Schuman). — Discussion générale. — Discours : Aborde l'aspect économique et social du problème et estime qu'il eût été plus sage de procéder au préalable à une intégration politique ou une unification monétaire plutôt qu'à une intégration économique partielle, pp. 298 à 301.
- Interpellation de M. Missiaen « sur le sabotage officiel en matière d'exécution de la loi du 2 avril 1948 relative au Fonds des constructions scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat. — Discussion. — Discours : Concernant la nécessité de terminer les nouveaux locaux de l'athénée de Wavre, p. 444.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'exploitation par l'Etat de terres agricoles expropriées et l'incidence de l'établissement du champ d'aviation de Beauvechain sur l'hygiène publique, pp. 599-600.
- Interpellation de M. Harmegnies « sur les retards apportés dans l'amélioration du sort des employés en matière de pension ». — Expose le but de la proposition qu'il a déposée en matière des pensions des employés, estime que la sécurité sociale devrait être scindée en un secteur des ouvriers et un secteur des employés et déclare qu'en augmentant le taux de pension des employés, il y a moyen de remédier au chômage, p. 777.
- Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951; interpellations jointes du baron de Dordot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et de M. Glineur sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Picton. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les préoccupations quelque peu partisans du ministre en matière de nominations et sur le plan linguistique, la composition du nouveau comité permanent de la S. N. C. F. B., la nécessité de faciliter le redressement financier de la Société nationale, la nécessité de renflouer le fonds de renouvellement de la S. N. C. F. B. en vue de permettre la modernisation du matériel roulant, l'emploi plus généralisé de l'autorail et l'intensification du programme d'électrification, le retard apporté à l'électrification des deux lignes wallonnes, le problème de la coordination des transports, pp. 922 à 925.
- Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les mesures que le département compte prendre en vue de l'application de la loi Brunfaut et les mesures préconisées en ce qui concerne les plaques d'auto et le Code de la route, le bienfait que constitue le Fonds des routes, la classification de la voirie, la charge des impôts frappant les automobiles, la nécessité d'électrifier les lignes Bruxelles-Namur et Bruxelles-Liège, pp. 1071 à 1072.
- Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote sur les amendements aux articles 21-5, 28-3 et 29-10 du tableau, p. 1341.
- Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1343.

Warnant (suite)

- S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance déposé en conclusion de l'interpellation de MM. Dehousse et Buisseret relative aux voies d'eau, p. 1343.
- Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952. — S'abstient au vote, p. 1345.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951 et octroyant des vacances supplémentaires d'ancienneté. — S'abstient au vote, p. 1346.
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1359.
- Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation financière du Brabant et l'autonomie provinciale et communale, l'emprise sans cesse grandissante de l'Etat dans les attributions des mandataires provinciaux et communaux, pp. 1376 à 1377. — S'abstient au vote sur l'amendement à l'article 24/1, p. 1394. — S'abstient au vote sur l'ensemble, p. 1395.
- Proposition de loi tendant à déterminer le statut des représentants et des voyageurs de commerce. — Dépose la proposition, p. 1461.
- Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes. — S'abstient au vote, p. 1528.
- Projet de loi réglant l'organisation de l'enseignement technique de l'Etat et instituant un Conseil supérieur de l'enseignement technique. — S'abstient au vote, p. 1528.
- Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 1528.
- Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 18 mai 1951 relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1529.
- Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 20 juin 1951 relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1529.
- Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 20 novembre 1951 relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1529.
- Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 5 mars 1951 modifiant la loi du 6 août 1849 sur le transit. — S'abstient au vote, p. 1529.
- Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — S'abstient au vote, p. 1530.
- Projet de loi relatif à l'approbation des comptes de prévision de la régie des services frigorifiques de l'Etat belge pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1531.
- Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique. — S'abstient au vote, p. 1587.
- Projet de loi relatif à l'expertise et au commerce des viandes. — S'abstient au vote, p. 1588.
- Projet de loi relatif aux emprunts à émettre par la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne. — S'abstient au vote, p. 1588.
- Projet de loi organique de l'enseignement normal. — S'abstient au vote sur les amendements de l'article 12, pp. 1580 et 1581. — S'abstient au vote, p. 1589.
- Wijn, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.
- Ann. — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 (Plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie. — S'abstient au vote, p. 892.
- Discussion jointe des budgets du ministère des travaux publics et des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1952, du projet de loi instituant un fonds spécial et temporaire des routes et de l'interpellation de M. Vreven sur les inondations dans la vallée du Démer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'exécution de travaux publics dans le cadre de la lutte contre le chômage, la nécessité d'utiliser des matériaux belges lors de l'exécution de travaux publics, pp. 1059 à 1060.
- Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — S'abstient au vote, p. 1530.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'article 1^{er}, p. 1741. — S'abstient au vote, p. 1775.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.

Y

Yernaux, sénateur provincial du Hainaut.

- Doc.* — N° 115. Proposition de loi complétant l'article 31 de la loi organique sur l'enseignement primaire en vue de reconnaître les services rendus par les membres du personnel enseignant pendant la guerre 1940-1945.
- N° 116. Proposition de loi portant que l'anniversaire de la journée du 8 mai 1945 sera célébré chaque année comme fête nationale.
- N° 381. Amendement au texte présenté par la commission : Projet de loi organique de l'enseignement normal.
- N° 448. Amendements : Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés.
- N° 463. Rapport : Proposition de loi modifiant l'article 67 de la loi électorale communale.
- N° 470. Proposition de loi sur l'abaissement de prise de cours de l'âge des pensions de retraite des invalides de guerre et anciens combattants occupés dans l'industrie privée ou le commerce et l'immunisation de certaines ressources pour l'octroi de la majoration de pension de vieillesse aux non-salariés.
- Ann.* — Projet de loi portant approbation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris, le 18 avril 1951 (plan Schuman). — S'abstient au vote, p. 376.
- Proposition de loi complétant l'article 31 de la loi organique sur l'enseignement primaire en vue de reconnaître les services rendus par les membres du personnel enseignant pendant la guerre 1940-1945. — Dépose la proposition, p. 420.
- Proposition de loi portant que l'anniversaire de la journée du 8 mai 1945 sera célébré chaque année comme fête nationale. — Dépose la proposition, p. 420.
- Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'organisation de la répression de l'incivisme, p. 500.
- Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les traitements des bibliothécaires des bibliothèques publiques, l'augmentation du crédit consacré à l'achat d'œuvres d'artistes peintres, les abus en matière d'autorisations accordées à des cercles philanthropiques pour la vente de cartes, les subsides accordés à l'enseignement libre et la population scolaire minimum requise par classe, p. 669.
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175, du 13 juin 1935, portant création d'un Institut de réescompte et de garantie. — S'abstient au vote, p. 892.
- Budget du ministère des communications pour l'exercice 1952 et budgets de la régie des voies aériennes pour les exercices 1950 et 1951; interpellations jointes du baron de Dordot sur la suppression des trains de voyageurs dans l'Entre-Sambre-et-Meuse, et de M. Glineur, sur le projet de suppression du trafic des voyageurs de la ligne Roux-Piéton. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le retard apporté à la péréquation des pensions des cheminots du rail de la région de Charleroi-Luttre, le problème de la télévision, pp. 926 à 928.
- Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'évaluation des additions à la taxe foncière, la nécessité d'une simplification administrative, le problème des finances communales, la composition de la commission de la sécurité civile, la nécessité d'une réforme de l'organisation de la sécurité civile, la non-publication des résultats du recensement linguistique de 1947, la régularisation des agents temporaires des provinces et des communes, pp. 1347 à 1350.
- Projet de loi autorisant le ministre des colonies à exécuter, sur ressources extraordinaires, un plan décennal pour le développement économique du Congo belge. — S'abstient au vote, p. 1343.
- Projet de loi relatif à la liquidation de la Banque d'Emission à Bruxelles. — S'abstient au vote, p. 1344.
- Projet de loi relatif à l'approbation des comptes de prévision de la régie des services frigorifiques de l'Etat belge pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1531.

Yernaux (suite)

- Projet de loi organique de l'enseignement normal. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 1573.
- Projet de loi limitant les fermages et abrogeant les arrêtés ministériels des 30 mai 1945 et 30 novembre 1946. — S'abstient au vote sur la proposition de renvoi en commission, p. 1695. — S'abstient au vote sur l'article 1^{er}, p. 1741. — S'abstient au vote, p. 1775.
- Projet de loi portant approbation du traité de paix avec le Japon, du protocole joint à ce traité de paix et des déclarations, signés à San-Francisco le 8 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 1699.
- Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la loi de 1947 a manqué son double but : la juste indemnisation des sinistrés et la reconstruction; qu'il est pas question de gouvernement de suivre une politique qui respecte les engagements internationaux de la Belgique tout en donnant satisfaction aux sinistrés. — Fait remarquer que l'article 4 est une concession à l'incivisme, p. 1777 à 1778. — Déclare qu'en matière d'indemnisations, il n'est pas question de droit civil, qu'il s'agit de faveurs accordées par l'Etat auxquelles les inciviques n'ont pas droit, p. 1785. — Intervient dans la discussion des articles 4, p. 1790, et 7, p. 1798. — S'abstient au vote, p. 1883.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — S'abstient au vote, p. 1776.
- Proposition de loi modifiant l'article 67 de la loi électorale communale. Dépose le rapport, p. 1819.
- Proposition de loi sur l'abaissement de prise de cours de l'âge des pensions de retraite des invalides de guerre et anciens combattants occupés dans l'industrie privée ou le commerce et l'immunisation de certaines ressources, pour l'octroi de la majoration de pension de vieillesse aux non-salariés. — Dépose la proposition, p. 1854.
- Projet de loi majorant la dotation du Fonds des provinces et modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Regrette que l'augmentation du Fonds soit insuffisante. — Défend la position de la province de Hainaut que certains estiment avantagée. — Estime que le problème de l'amélioration de la situation financière des provinces postule l'adoption de certaines mesures tendant à assurer la répartition des ressources mises à la disposition de ses administrations en tenant compte plutôt de leurs besoins que des possibilités fiscales des contribuables appelés à les couvrir, pp. 1863 à 1864.
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Discussion générale. — Discours : Concernant les crédits sollicités en faveur de la télévision, la révision des normes belges démodées, l'organisation d'essais et de relais, pp. 1955 à 1956; Examen des articles du tableau. — Intérieur : Intervient dans la discussion de l'article 25, p. 1969. — Communications : Intervient dans la discussion de l'article 29, p. 1972. — Discussion des articles du projet de loi : Intervient dans la discussion de l'article 10, p. 1982.
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la mûrice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 2043.
- Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1952. — S'abstient au vote, p. 2044.

Z

Zurstrassen, sénateur de l'arrondissement de Verviers.

- Doc.* — N° 49. Rapport : Proposition de loi établissant un statut des évadés de guerre.
- Ann.* — Projet de loi concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté pour l'année 1952. — S'abstient au vote, p. 1345.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951 et octroyant des vacances supplémentaires d'ancienneté. — S'abstient au vote, p. 1346.